**Robert Fossaert, économiste
(1978)**

La société

Tome 3 Les appareils

Chapitres 1 à 11 : Inventaire

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole
Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Robert Fossaert (1978)

La société : Les appareils. Tome 3.

Paris : Éditions du Seuil, 1978, 445 pages.

chapitres 1 à 11 : Inventaire

[Autorisation de l'auteur accordée le 20 juillet 2003 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Courriel : robert.fossaert@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft
Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 4 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec, Canada.

Robert Fossaert
(1978)

En couverture : Fouquet. Sacre de Charlemagne à Saint-Pierre de Rome.
Miniatures des grandes chroniques de France. Photo B.N.

DU MEME AUTEUR

AUX MEMES EDITIONS

L'avenir du capitalisme, *1961*

Le contrat socialiste, *1969*

La société, tome 1 — Une théorie générale, *1977*
— tome 2 — Les structures économiques, *1977*
— tome 3 — Les appareils, *1978*

À PARAÎTRE

La société, tome 4 — Les classes
— tome 5 — Les États
— tome 6 — Les structures idéologiques
— tome 7 — Les systèmes mondiaux
— tome 8 — Sociétés et socialisme

En couverture

**Robert
Fossaert**
La société
3

Les appareils

Affaires étrangères
Armée
Arts
Assistance
Associations
Censure
Cinéma
École
Édition
Église
Finances
Justice
Loisirs
Mairies
Médecine
Médias
Ministères
Partis
Plan
Police
Presses
Propagande
Publicité
Radio
Recherche
Syndicats
Télévision

Seuil

La théorie sociale est souvent pratiquée d'étrange façon par les héritiers de Marx. Dès qu'ils s'éloignent de la base où s'opère la production, pour s'aventurer dans les superstructures où se manifestent le pouvoir et l'idéologie, leur matérialisme semble s'évanouir : l'énorme logistique du pouvoir et la lourde intendance de l'idéologie ne retiennent presque jamais leur attention.

Il est vrai qu'en ce domaine, ils n'ont guère de citations à se mettre sous la dent... *L'appareil d'État* apparaît rarement dans les écrits de Marx. Lénine ne s'en soucie qu'à la fin de sa vie, quand déjà l'irréparable s'accomplit sous ses yeux. Gramsci, témoin navré de la faillite bolchevique, devient, pour cette raison, le premier observateur vigilant des structures qui portent le pouvoir et colportent l'idéologie. Mais sa manière est foisonnante et il faudra attendre trente ans encore, avant qu'Althusser commence à élaborer le concept *d'appareil idéologique*.

La meilleure façon d'enrichir un concept est de le mettre au travail. C'est ce qu'entreprend le présent volume où est esquissée une théorie générale des appareils étatiques et idéologiques, considérés dans leur développement historique. Explorant une terre presque vierge, il en dessine une carte sans doute grossière : mais tout explorateur espère être suivi par de nombreux voyageurs, dût sa carte en être bouleversée.

Tome précédents

La société

- 1 — Une théorie générale
- 2 — Les structures économiques

En couverture : Fouquet. Sacre de Charlemagne à Saint-Pierre de Rome. Miniatures des grandes chroniques de France. Photo B.N.

Table des matières

[Table des abréviations](#)

[Table des figures et tableaux](#)

[Présentation](#)

INVENTAIRE

1. [Qu'est-ce qu'un appareil ?](#)
 1. [Le détour par les appareils.](#) — 2. [Appareils et structures économiques, appareils étatiques et appareils idéologiques.](#) — 3. [Appareils élémentaires.](#)
2. [Catalogue pour un inventaire](#)
 4. [Les appareils élémentaires à étudier.](#) — 5. [Signification de ce découpage.](#)
3. [L'armée](#)
 6. [Nature de l'armée.](#) — 7. [Typologie du commandement.](#) — 8. [Typologie du recrutement.](#) — 9. [Les types d'armée.](#) — 10. [Contre-épreuves : armées non étatiques ; police ; autres aspects.](#) — 11. [Récapitulation.](#)
4. [Les finances et la justice](#)
 12. [Finances : rappel des résultats du tome 2.](#) — 13. [Le droit et l'appareil juridico-judiciaire.](#) — 14. [Les formes d'appareils.](#) — 15. [Récapitulation.](#)
5. [Les affaires locales et étrangères](#)
 16. [Aires politiques ; présentation des affaires locales.](#) — 17. [L'appareil des affaires locales : première classe...](#) — 18. [... et seconde classe.](#) — 19. [L'appareil des affaires étrangères.](#)
6. [Les associations](#)
 20. [Intérêt social, mouvement social.](#) — 21. [Sur les frontières du domaine à étudier ; stades 1 et 2.](#) — 22. [Syndicats, partis I et II.](#) — 23. [Partis III.](#) — 24. [Stade 3.](#) — 25. [Récapitulation.](#)
7. [Les églises et les écoles](#)
 26. [Présentation : État/église.](#) — 27. [Typologie des églises.](#) — 28. [Récapitulation.](#) — 29. [Les écoles.](#) — 30. [Leur typologie.](#) — 31. [Résultats.](#)

8. [L'édition, les A.R.L et les quasi-appareils](#)
32. [Édition](#). — 33. [A.R.L](#). — 34. [Quasi-appareils](#).
9. [L'assistance et la recherche](#)
35. [Assistance](#). — 36. [Recherche](#).
10. [Les affaires économiques](#)
37. [Publicité, les entreprises, comme appareils idéologiques](#). — 38. [La gestion économique](#).
11. [Les affaires politiques et idéologiques](#)
39. [Le groupe au pouvoir, comme appareil](#). — 40. [Le noyau de l'État](#). — 41. [L'appareil de contrôle idéologique](#).

SYNTHESE

(Voir fichier des chapitres 12 à 16)

12. Des appareils à l'Appareil
42. Critique de l'inventaire. — 43. Le pouvoir d'État et les appareils étatiques, divergence des appareils idéologiques. — 44. Sur la référence aux logiques de production.
13. Ressources et vecteurs
45. Dépendance des appareils. — 46. Leurs ressources. — 47. Les vecteurs du pouvoir et de l'idéologie. — 48. Vecteurs et appareils.
14. L'appareillage des sociétés
49. Les deux corps d'appareils. — 50. Typologies et dénominations. — 51. Les systèmes AE + AI ; les ensembles FE + Appareil.
15. Les appareils
52. Appareil A. — 53. Appareil B. 54. Appareil C. — 55. Appareil D. — 56. Appareil E. 57. Appareil F. — 58. Appareil G. — 59. Appareil H. 60. Appareil I. — 61. Appareil J. — 62. Appareil K. 63. Changements d'échelle ; encore la dépendance des Appareils. — 64. Aires, pesée globale. — 65. Appareils escomptables.
16. L'appareillage de la France
66. Pieuses légendes. — 67. Historique. — 68. Actualité les appareils en crise. 69. Palinodies sur la réforme. 70. La gauche et le dépérissement de l'État.

ANNEXES

(Voir fichier Annexes)

1. *Les corps d'appareils*
2. *Appareils et projections*
3. *Vue d'ensemble sur les Appareils*
4. *Formations économiques et Appareils*

TABLES

(Voir fichier Annexes)

Table des ouvrages cités

Table des matières

Table des abréviations

[Retour à la table des matières](#)

		<u>Se reporter à</u>
A	relation de propriété	Tome 2, chapitre 5.
AE	appareil d'État	L'ensemble du présent volume est consacré à leur définition.
AI	appareil idéologique	
B	relation de production	Tome 2, chap. 6.
FE	formation économique	Voir tome 2, troisième partie ; les chapitres 15 et 16 du tome 2 analysent les divers types de FE. Ce concept est évoqué en divers endroits du tome 1 et sera étudié aux tomes 6 et 8.
H	l'homme, comme ordre du réel, par opposition à la nature et à la société	Tome 2, chap. 12 et chap. 4 du présent volume.
I/D	réseau impôt/dépense	Tome 2, chap. 12 et chap. 4 du présent volume.
M/C	réseau monnaie/crédit	Tome 2, première partie.
MP	mode de production	Tome 2, chapitre 4.
MT	moyen de travail	Tome 1, n°1.
N	la nature, comme ordre du réel	Tome 2, chapitre 3.
P	propriétaires des moyens de production	Ce concept est évoqué en divers endroits du tome 1 et aux chapitres 1 et 10 du tome 2 ; il sera étudié au tome 8.
S	la société, comme ordre du réel, par opposition à l'homme et à la nature	Tome 2, chapitre 2.
T	travailleurs	Tome 2, chapitre 11.
VD	valeur de développement	Tome 2, chapitre 10.
VE	valeur d'échange	Tome 2, chapitre 10.
VU	valeur d'usage	Tome 2, chapitre 10.
W	forme de la coopération des travailleurs	Tome 2, chapitre 10.

Table des figures et tableaux

[Retour à la table des matières](#)

Figure	1	Les appareils dans la structure sociale
Figure	2	Les appareils dans la population totale
Figure	3	Les appareils étatiques et idéologiques
Tableau	4	Les appareils élémentaires à étudier
Tableau	5	Repérage des types d'armée
Tableau	6	Les armées
Tableau	7	Les appareils financiers
Tableau	8	Les appareils juridiques et judiciaires
Tableau	9	Les appareils des affaires locales
Tableau	10	Les appareils des affaires étrangères
Tableau	11	Les associations
Tableau	12	Les églises
Tableau	13	Les écoles
Tableau	14	Les éditions
Tableau	15	Les A.R.L.
Tableau	16	L'assistance
Tableau	17	La recherche
Tableau	18	Publicité et entreprises
Tableau	19	Les affaires économiques
Tableau	20	Le noyau de l'appareil d'État
Tableau	21	Le contrôle idéologique
Tableau	22	Appareils et vecteurs (voir fichier chapitres 12 à 16)
Tableau	23	Appareils d'État et appareils idéologiques
Tableau	24	Le poids des Appareils
Figure	25	Les Appareils en France
Tableau	26	Effectif des administrations centrales
Tableau	27	L'appareil français en 1975

Présentation

[Retour à la table des matières](#)

L'appareil policier semble plus ténébreux que la police, l'appareil militaire plus inhumain que l'armée, l'appareil judiciaire plus impersonnel que la justice, l'appareil d'État plus bureaucratique que l'administration. Le même mystère entoure les « appareils idéologiques d'État », ces nouveau-nés de la théorie sociale qui prolifèrent aujourd'hui, comme les microbes après Pasteur. Les syndicats et les partis sont choses banales, tandis que les appareils politiques et syndicaux évoquent d'obscures puissances qui manipuleraient les masses. Les églises perdent leur patine séculaire quand elles sont rebaptisées appareils religieux. Toute nostalgie de rentrée des classes disparaît, lorsque se profile l'appareil scolaire, vaste machine à normaliser les futurs citoyens-travailleurs.

En fait, le seul mystère est le succès de cette image. Pourquoi des groupes d'hommes spécialisés à des fins fort diverses — prêtres ou syndicalistes, administrateurs ou militants, policiers ou enseignants, etc. — sont-ils tous visés par une même comparaison, malgré la variété des institutions où ils travaillent, des outils qu'ils emploient, des activités qu'ils exercent ? Comme il se doit, la métaphore est équivoque, car l'appareil porte des significations dont aucune n'est, ici, muette. L'appareil, c'est l'apparat dont s'entoure une puissance sociale, c'est aussi le système des organes associés à l'accomplissement d'une fonction, dans un organisme vivant ; c'est enfin le dispositif mécanique qui tire un effet utile du jeu combiné de plusieurs pièces. On peut inventer et construire un appareil mécanique, on doit concevoir et décoder un appareil organique. Prestige, organisation, mécanisme, agencement délibéré, découverte d'un système fonctionnel : toutes ces connotations font cortège aux appareils dont la société semble désormais remplie. Toutes concourent au succès d'une image équivoque qui permet de projeter sur la société les modèles les plus divers, de l'imaginer comme un corps social doté d'appareils-organes, ou comme une immense machinerie décomposable en appareils-machines, etc.

Aucun de ces modèles ne peut représenter correctement le réel social. La société n'est pas un organisme vivant assimilable à une espèce animale d'un genre un peu particulier. Elle n'est pas comparable à une usine ou à quelque autre assemblage de machines. Elle constitue un objet original, un ordre de réalité à nul

autre pareil. Telle est du moins l'hypothèse maîtresse qui guide ma recherche : la société se cache derrière les hommes qui la peuplent, *sa matière propre est l'écheveau des liens* par lesquels ces hommes sont inéluctablement reliés et liés. Cette hypothèse figurait, parmi bien d'autres, au tome 1 qui était un discours sans preuves, la carte d'un pays à explorer. L'exploration, commencée au tome 2, a fourni quelques preuves. Elle a montré que l'écheveau des liens économiques entre les hommes-en-société forme une structure bien identifiable : nous savons désormais comment la société est agencée pour produire l'ensemble des moyens matériels nécessaires à la vie et à la survie des hommes-en-société.

L'étude des appareils va permettre d'identifier de nouvelles structures sociales. Elle va donner plus de substance aux deux axiomes posés en tête du tome 2 :

- **LA société** désigne les relations de toutes sortes qui existent entre les hommes, partout où il y a des hommes.
- **UNE société** désigne l'ensemble des relations sociales observables dans le domaine régi par un État donné.

Son premier moment sera de définir les appareils, car le succès d'une image applicable à d'innombrables institutions sociales ne dit pas ce que ces institutions ont réellement de commun : derrière l'image, y a-t-il un concept ? On verra, par un inventaire détaillé des appareils qui furent ou qui sont en service, dans les sociétés les plus diverses, qu'un tel concept existe bien et qu'il est d'une grande portée : il permet de démêler d'immenses écheveaux de liens sociaux, sur lesquels l'étude des structures économiques ne nous a rien appris.

L'inventaire achevé, le second moment de la recherche sera d'examiner les ensembles que composent les divers appareils aptes à coexister en une même société. On verra que ces ensembles font corps et peuvent être typifiés, selon les propriétés fort distinctes qu'ils présentent. On verra aussi que les divers corps d'appareils nouent des liens électifs avec les diverses formations économiques définies au tome 2. Au terme du présent tome, chaque société singulière sera devenue définissable par un système

Formation économique + Appareil(s)

grâce auquel l'étude des classes sociales deviendra accessible (tome 1, n° 12) ¹.

¹ Les références données entre parenthèses dans le texte ont des significations diverses qui sont explicitées par l'annexe bibliographique, p. 435. [Édition numérique voir le fichier Annexe du tome 3. (MB)]

Inventaire

Chapitre 1

Qu'est-ce qu'un appareil ?

« Un des outils les plus puissants de la science, le seul universel, c'est le contresens manié par un chercheur de talent. »

MENDELBROT.

[Retour à la table des matières](#)

1. Dans une recherche qui vise à rendre la société mieux intelligible et mieux transformable, l'étude des appareils doit nécessairement trouver place : *elle ouvre l'accès à l'idéologie et au pouvoir.*

Pour représenter le réel social où s'enchevêtrent des structures plus ou moins différenciées, nous savons que trois instances complémentaires sont requises (t. 2, n° 4). L'une dit comment la société est agencée pour produire sa subsistance. La seconde montre comment la société est organisée pour maintenir sa cohésion. La troisième observe ce que les hommes-en-société disent d'eux-mêmes, de leur société et du monde où ils vivent. La première de ces investigations a déjà été menée à bien pour l'essentiel : elle a décelé les structures économiques qui régissent la production. On pourrait donc s'attendre à ce que la recherche se poursuive sans délai par l'une des deux autres instances. Mais la figure 1 qui schématise le programme de cette recherche va permettre de comprendre pourquoi un détour est indispensable ; elle aidera aussi à situer la place des appareils dans la structure générale de la société.

On a dit de l'instance économique qu'elle avait été menée à bien, *pour l'essentiel*. Pourquoi cette réserve ? Parce que les *ombres portées* dans la structure économique par les autres structures sociales ont certes été indiquées (t. 2, n° 115), mais sans que l'on puisse en donner une analyse pertinente. Toutes les relations *économiques* dans lesquelles s'inscrivent les hommes *étrangers à la production* ont été laissées en suspens. Il était impossible d'en dire plus sur ces ombres portées, faute de connaître déjà les structures *porteuses d'ombres*. Les militaires, les fonctionnaires, les prêtres et les artistes, bref, tous ceux qui s'activent loin de l'économie, n'en participent pas moins à la distribution des valeurs produites, ce sont des consommateurs, des épargnants, etc. ; mais l'on ne pouvait nullement préciser les liens qui les rattachent aux divers MP, car l'on ne savait encore rien de leurs activités propres. Cette ignorance, d'ailleurs provisoire, ne nous a pourtant pas empêché de donner une représentation correcte des FE, parce que celles-ci se définissent fondamentalement par référence à une production qui nous est devenue accessible.

L'attaque directe de l'instance politique se heurterait à des obstacles autrement décisifs. Les États sont évidemment au cœur de cette investigation, mais comment les aborder sans détour ? Chaque État est, indissolublement, un appareil au service d'un pouvoir. Pas de pouvoir sans appareil destiné à en faire sentir l'efficace, pas d'appareil sans pouvoir apte à en orienter les effets. Mais le pouvoir d'État ne se livre pas au premier examen. Il se drape de charismes, de légitimités, de constitutions, il se monnaie en lois et circulaires, toutes données qui appellent un vigoureux décapage. Ce nettoyage accompli, l'État révèle sa nature profonde : son pouvoir exprime une domination de classe. Il faut donc se mettre en mesure d'analyser *l'ensemble* des classes sociales pour comprendre quelque chose à ce pouvoir. L'ensemble, c'est-à-dire les classes déterminées par la structure économique, mais aussi les classes déterminées par toutes les autres structures sociales. En outre, l'instance politique doit connaître de tous les pouvoirs, celui de l'État, comme ceux qui s'exercent hors et contre l'État, dans la société civile. Or l'on retrouverait ici la même difficulté que pour les ombres portées dans la FE. La société civile est l'ombre portée dans la structure politique par tous les centres de pouvoir enracinés hors l'État, c'est-à-dire dans la FE ou dans la structure idéologique. Impossible, donc, d'attaquer directement l'instance politique, trop d'éléments nous font encore défaut. Quant à l'instance idéologique, il est à peine besoin de l'évoquer. Comment comprendre quelque chose au jeu énorme et discordant des discours infiniment divers qui sont proférés en société, si l'on ne s'est armé, au préalable, de multiples repères ? Où trouver ces repères, sinon dans une connaissance détaillée des structures économiques et politiques ainsi que des appareils spécialisés dans l'émission des discours sociaux eux-mêmes ? On le voit, un détour est indispensable.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

C'est par les appareils que ce détour va s'opérer. En effet, les appareils qui servent l'État ou qui portent et colportent les discours audibles en société, s'offrent à l'analyse. Ce sont des administrations, des institutions, des organismes divers,

directement observables. Leur évidence est analogue à celle des entreprises industrielles ou commerciales et des groupes financiers : immédiate et trompeuse. Immédiate, elle donne prise à l'examen, trompeuse, elle appelle une investigation, attentive à discerner les relations fondamentales derrière les institutions concrètes. Quand cette recherche délicate aura été accomplie, les obstacles qui interdisent l'attaque directe des instances politique ou idéologique seront faciles à lever. En effet, les appareils, joints aux FE, embrassent la totalité des classes sociales et leur connaissance permettra donc de prendre une vue d'ensemble des structures de classes d'où émanent le pouvoir d'État ou l'hégémonie idéologique. Qui plus est, les appareils étatiques ou idéologiques sont, par eux-mêmes, l'une des pièces maîtresses des formations politiques et idéologiques que les deux instances en suspens ont à représenter. Ainsi, il n'est pas douteux que l'étude des appareils va ouvrir l'accès à l'idéologie et au pouvoir.

[Retour à la table des matières](#)

2. Si l'on n'y prenait garde, la diversité des appareils nous brouillerait bientôt l'entendement. Il y a des appareils *étatiques*, comme l'armée ou la justice. Il y a aussi des appareils *politiques* qui ne sont pas d'État, tels les partis. Puis il y a également des appareils *idéologiques*. Certains paraissent cumuler plusieurs qualités : ainsi, l'école qui est un appareil idéologique par excellence est, en même temps, du moins en France, un appareil d'État. Althusser nous dit même que tous les appareils idéologiques sont, en définitive, des appareils d'État : on en discutera plus loin. Est-ce tout ? Certes pas ! On trouve parfois des appareils idéologiques qui ressemblent étonnamment à des entreprises industrielles ou commerciales : un éditeur ou une compagnie cinématographique, qu'est-ce au juste ? une société capitaliste ou un appareil idéologique ? ou les deux ? Et puis il y a encore des appareils politiques, comme les partis, qui, par certains côtés de leur activité, semblent fonctionner simultanément comme des appareils idéologiques, un œil sur le pouvoir, l'autre sur la propagande. Est-ce vraiment tout ? Pas tout à fait, mais il est inutile d'allonger la liste de ces exemples ambigus : la société en est pleine.

Ces ambiguïtés, ces chevauchements, ne proviennent pas des maladresses de la représentation, elles tiennent à l'enchevêtrement du réel. Quand on étudie les appareils, on soumet derechef à examen l'ensemble d'une société dont on a déjà repéré les structures économiques et il n'est pas surprenant que certaines institutions sociales, déjà identifiées comme des entreprises, puissent, par un nouvel examen, apparaître *aussi et en même temps* comme des appareils. Mieux, quand on étudie les appareils, on soumet l'ensemble de la société à un double examen : on l'observe, du point de vue de l'instance politique, pour déceler tous les instruments de pouvoir, tous les appareils politiques qu'elle peut contenir, que ces appareils politiques semblent appartenir à l'État ou non ; mais on l'observe aussi, du point de vue de l'instance idéologique, pour discerner tous les organismes aptes à formuler et à diffuser une quelconque conception du monde, c'est-à-dire tous les

appareils idéologiques. Sous ces éclairages croisés, obstinément appliqués à la même réalité sociale, il est inévitable que certaines relations, certaines institutions, prennent plusieurs fois la lumière et révèlent leurs diverses facettes. Inévitable, mais confondant : aussi faut-il prendre quelques précautions pour garder l'esprit clair, malgré la confusion du réel.

— Première précaution : s'il est impossible de circonscrire le domaine des appareils, de découper un morceau de la société où ils seraient cantonnés, du moins est-il possible de voir comment se distribue la population totale d'une société et quelle part les appareils en captent. À cette fin, on peut reprendre et préciser une discussion déjà amorcée (t. 2, n° 115). On a observé, en effet, que la population totale peut être répartie en trois groupes. Le premier comprend l'ensemble des propriétaires et des travailleurs inscrits dans les divers MP qui composent la FE d'une société donnée. C'est, si l'on veut, *la population des MP*. Les appareils mobilisent un second groupe de la population, celui des agents spécialisés dans les diverses activités politiques et idéologiques auxquelles une société donnée fait place : *c'est la population des appareils*. Reste un troisième élément, en principe composé de tous ceux que leur âge ou quelque autre raison (maladie, chômage, etc.) écartent provisoirement ou durablement de toute activité sociale spécialisée, dans les MP ou dans les appareils. C'est en somme *l'élément domestique* de la société et, le cas échéant, les serviteurs domestiques (libres ou esclaves) sont à ranger eux aussi dans cet élément. Les frontières entre l'élément domestique et les deux autres catégories sont toujours poreuses, en particulier dans les sociétés où aucun marché du travail ne sert d'écluse entre la vie domestique et les diverses autres activités sociales. En revanche, il faut revenir sur une simplification excessive qui avait été pratiquée au même endroit (t. 2, n° 115) : la population des MP et la population des appareils ne sont pas deux ensembles disjoints, ils se chevauchent partiellement, tout comme ils compénètrent l'élément domestique. Une bonne part des ambiguïtés relevées ci-dessus résulte précisément de ces chevauchements. La situation devient plus claire, si l'on conçoit bien ce que représente chacune des zones mixtes, nées de ces chevauchements et que la figure 2 identifie par une lettre.

La zone *a* vient d'être évoquée : elle inclut cette partie des travaux paysans et artisanaux pour lesquels il est généralement difficile de tracer une nette séparation entre l'élément domestique et l'activité économique proprement dite. La zone *c* qui lui est symétrique peut surprendre, bien qu'elle soit de même nature. On verra qu'en maintes sociétés, les esclaves, les serviteurs et les familiers des puissants jouent souvent un rôle très actif dans divers appareils d'État : entre la maison du prince (ou d'agents étatiques de rang inférieur) et le service de l'État, la frontière demeure longtemps indiscernable. La zone *b* est plus peuplée encore. On y trouve notamment tous les appareils idéologiques qui exercent leur activité sous une forme marchande, par exemple le cinéma, la presse, etc., ainsi que divers appareils d'État directement inscrits dans la structure économique, tels l'appareil financier ou l'appareil de gestion des firmes dont l'État est propriétaire. La zone *d*, enfin, qui

manifeste une triple appartenance, est évidemment moins garnie. On y trouvera, par exemple, les esclaves employés par un publicain romain à la collecte des impôts. Ou, pour prendre un exemple plus moderne, le militant syndicaliste, chômeur et permanent bénévole : le syndicat est un appareil enraciné dans la structure économique, cependant que le chômeur est rejeté vers l'élément domestique.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

La figure 2 fournit une première grille de lecture. Elle permet d'analyser les situations complexes comme celles qui viennent d'être prises en exemple. Son défaut est de donner une image statique de trois catégories dont les masses relatives varient considérablement au fil de l'histoire et dont les plages de superposition se modifient *ipso facto*. Son principal avantage est de souligner par quelle abstraction nous allons désormais centrer l'étude des appareils. En effet, dans les chapitres qui vont suivre, *nous nous intéresserons exclusivement à la population des appareils, en oubliant provisoirement les superpositions qui la mêlent aux deux autres catégories*. Nous pourrions de la sorte nous débarrasser de toute une série de complications secondaires, pour procéder à l'inventaire d'appareils qui auront été dûment isolés. Un tel découpage du champ opératoire est licite, s'il n'aboutit pas à un oubli définitif des connexions que l'on aura rompues. Aussi bien, retrouvera-t-on ultérieurement les chevauchements provisoirement oubliés, lorsque après avoir défini et typifié les divers appareils, il nous restera à comprendre de quoi ils vivent (n° 46).

— Seconde précaution : pour éviter de se perdre dans le dédale des appareils étatiques, politiques, idéologiques ou idéologiques d'État, il faut définir très précisément ceux de ces termes que l'on retiendra et justifier l'élimination,

provisoire ou permanente, des autres. À cette fin, il peut être utile de discuter les thèses bien connues d'Althusser et plus utile encore de spécifier ce que l'instance politique et l'instance idéologique attendent, respectivement, de l'étude des appareils.

Pour Althusser, tous les appareils, même s'ils se présentent sous la forme d'institutions privées et non pas publiques, ressortissent finalement à l'État (5, 84). Les différences juridiques qui séparent l'école publique et la télévision étatique, de la presse privée et du cinéma commercial, sont jugées inessentiels, parce que « la distinction du public et du privé est une distinction intérieure au droit bourgeois et valable dans les domaines (subordonnés) où le droit bourgeois exerce ses — “pouvoirs” ». Le domaine de l'État lui échappe car il est “au-delà du Droit” : l'État, qui est l'État de la classe dominante, n'est ni public ni privé, il est au contraire la condition de toute distinction entre public et privé » (5, 84). Dès lors, tous les appareils tirent leur unité secrète de l'État — et de la classe dominante — qui les contrôlent ou qui polarisent leur activité. Néanmoins, l'Appareil d'État — c'est-à-dire, pour Althusser, le vaste système où s'unifient secrètement les divers appareils, d'apparence publique ou privée — l'Appareil d'État, donc, « comprend *deux corps* : le corps des institutions qui représentent l'Appareil répressif d'État d'une part, et le corps... des Appareils idéologiques d'État, d'autre part » (5, 87). La distinction que propose Althusser prolonge une formule d'Engels, longuement commentée par Lénine : « l'État est une force spéciale de répression » (81-II, 174). Althusser précise que « l'Appareil répressif d'État fonctionne à la violence », alors que les Appareils idéologiques d'État fonctionnent « à l'idéologie » (5, 84). Les nuances viennent ensuite : la répression et l'idéologie — que Gramsci nommerait plutôt la contrainte et le consentement — sont dosées de façon moins simpliste. L'Appareil répressif d'État fait appel « de façon massivement prévalente » à la contrainte, mais n'exclut pas l'action idéologique. Réciproquement, les Appareils idéologiques d'État produisent « de façon massivement prévalente » de l'adhésion ou du consentement, mais n'excluent pas la contrainte, fût-elle symbolique (5, 84-5). Ayant ainsi distingué *les deux corps* d'appareils, Althusser souligne leur dissymétrie. Il observe « que s'il existe *un* Appareil répressif d'État, il existe *une pluralité* d'Appareils idéologiques d'État » (5, 83). Mais cette pluralité lui semble inessentielle. Althusser estime en effet que « si les Appareils idéologiques d'État “ fonctionnent ” de façon massivement prévalente à l'idéologie, ce qui unifie leur diversité, c'est ce fonctionnement même, dans la mesure où l'idéologie à laquelle ils fonctionnent est toujours en fait unifiée, malgré sa diversité et ses contradictions, *sous l'idéologie dominante*, qui est celle de “ la classe dominante ” » (5, 85).

Que penser de ces thèses d'Althusser ? Leur mérite est évidemment d'avoir donné droit de cité aux appareils. Marx évoque maintes fois l'appareil d'État et ses branches spécialisées, et il fait souvent référence à l'activité de divers appareils idéologiques (encore que cette expression ne vienne jamais sous sa plume), mais il ne consacre pourtant aucune page à définir ces appareils. Chez Lénine, les

références à l'État, à ses appareils particuliers et à son appareil général sont plus fréquentes encore, et il marque bien l'unité de ce qu'il appelle souvent « la machine bureaucratique et militaire » (81-II, 184 sq.). Mais, tout comme Gramsci, Lénine ne présente pas une étude systématique des appareils, l'un et l'autre s'intéressent aux appareils en situation, c'est-à-dire en conjoncture. Althusser est le premier auteur qui ait consacré un long article à la théorie des appareils, à leur place et à leur rôle dans les structures sociales et qui ait, de ce fait, donné l'élan à de nouvelles recherches, dont celle-ci. Il reste que, sur un point central, la position qu'il soutient risque de fourvoyer ces recherches. En effet, le concept d'Appareils Idéologiques d'État (AIE) qui joue un rôle central chez Althusser, est un contresens. On pourrait ironiser sur son contenu qui regroupe, à quelques contradictions secondaires près, des institutions aussi différentes que le parti gaulliste et le parti communiste, la télévision étatique et la presse d'opposition, etc. Mais il y a plus grave. Les AIE n'ont de sens que si l'on accepte l'enchaînement suivant : 1) toute société a *une* classe dominante ; 2) en toute société, l'État est l'État *de la* classe dominante ; 3) en toute société, l'idéologie dominante est celle *de la* classe dominante ; 4) les appareils idéologiques sont, de par leur fonctionnement, soumis à l'idéologie dominante ; 5) donc, ils sont assujettis par la classe dominante et par *son* État, ce sont des AIE, C.Q.F.D. Chacun des maillons de cette chaîne est une redoutable simplification. À mesure que les prochains volumes nous permettront de comprendre ce que sont les classes, les États et les structures idéologiques, nous verrons, en effet, que ces approximations sont à remplacer par des représentations plus complexes qui peuvent être résumées ainsi :

1. la plupart des sociétés sont dominées par un bloc de classes, plus ou moins solidement alliées ;
2. dans la plupart des sociétés, la domination de classes qui fonde l'État, est, de ce fait, riche de contradictions internes, en même temps qu'elle est soumise, par les classes dominées, à une contestation qui peut se faire sentir jusque dans l'État ;
3. en toute société, l'idéologie dominante est celle que véhiculent les appareils idéologiques prépondérants ; la dépendance de ceux-ci, à l'égard du bloc des classes dominantes, est assouplie par les contradictions internes de ce bloc, par la contestation des classes dominées, par l'inertie propre à l'État et par les degrés d'autonomie que les appareils idéologiques tirent éventuellement de leur indépendance économique, de l'adhésion et de la fidélité de leurs publics propres, etc. ;
4. si bien que les Appareils idéologiques sont imprégnés par l'idéologie dominante, mais non soumis à celle-ci : tous les appareils idéologiques s'opposent en un affrontement incessant, pour faire valoir la variété d'idéologie dont chacun d'eux est le producteur et le gardien, affrontement où se mirent tous les conflits de toute la société ;
5. d'où il résulte que la formule « Appareils idéologiques d'État », prise dans sa prétendue généralité, donne une représentation erronée du réel social. Même pour désigner les appareils qui sont à la fois étatiques et idéologiques, je ne ferai donc pas usage de l'expression « Appareils idéologiques d'État ». Ainsi, je dirai de l'Église *non séparée* de l'État ou de l'École publique que ce sont *à la fois* des appareils d'État et des appareils idéologiques.

Mais que veulent dire au juste ces dernières formules ? À quoi reconnaît-on un appareil étatique ou idéologique ou politique, etc. ? Revenons, pour en juger, aux principes de l'analyse instancielle, rappelés par la figure 1.

L'instance politique s'intéresse exclusivement à l'organisation sociale. Elle laisse de côté les activités par lesquelles les hommes-en-société produisent leur subsistance ou se représentent le monde où ils vivent, elle néglige les structures dans lesquelles ces activités s'exercent. Par contre, elle soumet *la société tout entière* à une investigation visant à comprendre comment la société est organisée, comment sont intégrés en un ensemble cohérent les éléments divers dont elle est composée : populations d'origines variées, provinces ou régions jadis étrangères, groupes différenciés par l'âge et le sexe et, surtout, classes sociales distinctes et souvent antagonistes, Elle montre le rôle central des classes et de leurs luttes et, donc, de l'État qui est le résultat — fort complexe — de ces luttes de classes. Elle analyse, en termes de mouvements et de forces politiques, toutes les manifestations par lesquelles les classes expriment leurs intérêts, leurs conflits ou leurs alliances. Elle analyse en termes de pouvoirs toutes les institutions sur lesquelles les forces politiques s'appuient. Dans l'instance politique, le pouvoir occupe une place analogue à celle de la production dans l'instance économique : c'est dire qu'il est impossible d'en fixer la définition *a priori* ; comme la production, le pouvoir devra être défini par approximations successives, à mesure que l'instance progressera. En revanche, les institutions qui supportent les pouvoirs se laissent plus directement apercevoir. Les appareils qui servent le pouvoir d'État s'offrent à l'examen, on l'a déjà noté. Outre ces appareils étatiques, l'instance politique permet également d'observer d'autres institutions dont le rôle politique est évident, bien qu'elles semblent se placer le plus souvent hors l'État : tel est, par exemple, le cas des syndicats et des partis qui expriment les intérêts des classes dominées et dirigent leurs luttes. *Donc, du point de vue de l'instance politique, il convient d'observer l'ensemble des institutions sociales pour repérer et analyser celles d'entre elles qui fonctionnent comme appareils de pouvoir, c'est-à-dire comme appareils politiques (étatiques ou non).* La figure 3-A schématise cette « commande » dont il reste à préciser les termes. Mais voyons auparavant ce que « commande » l'instance idéologique.

Celle-ci conduit à examiner derechef *la société tout entière*, mais *sous un autre angle*. Dire comment les hommes produisent ou comment la société les organise n'est pas son affaire. L'instance idéologique s'intéresse exclusivement aux activités par lesquelles les hommes-en-société se représentent le monde où ils vivent. Toutes les représentations que les hommes font circuler, en société, sur eux-mêmes, sur leur passé, sur leur avenir, sur leur société, sur leur univers, bref, toutes les représentations qu'ils donnent de leur monde réel ou imaginaire sont du ressort de cette instance. L'immense embrouillamini de ces représentations constitue l'idéologie sociale : l'instance idéologique s'emploie à rendre intelligible ce flux intarissable de discours sociaux, à déceler les courants souterrains qui ordonnent ce désordre, à repérer l'hégémonie qui impulse ces courants. La

multiplicité des images auxquelles il faut recourir pour donner une idée de ce qu'est l'idéologie montre que cet aspect de la vie sociale ne sera pas chose facile à concevoir clairement et que l'hégémonie sera plus rétive encore que le pouvoir ou la production, quand il s'agira de la dompter par une définition pertinente. Par contre, les institutions sociales spécialisées dans la formulation et dans la mise en circulation des diverses représentations du monde — les plus ambitieuses comme les plus fragmentaires — se laissent mieux approcher. Elles sont immédiatement offertes à l'observation et le difficile est de n'en omettre aucune. Il faut bien voir, en effet, que l'idéologie est l'affaire de chacun. Tout homme parle et agit dans le monde, tout homme manifeste dans ses paroles et dans ses actes une certaine idée du monde. De même tout organisme social fonctionne comme résonateur idéologique. Mais le problème n'est pas, ici, de repérer toutes les manifestations élémentaires d'activité idéologique. Ici, c'est-à-dire dans l'étude des appareils, le problème est seulement de repérer toutes les institutions sociales que la division sociale du travail *spécialise* dans l'idéologie, que ce soit par exclusion de toute autre activité ou par une spécialisation qui vient redoubler une autre activité. Une église qui dit l'ordre religieux du monde est un appareil idéologique. Une entreprise qui se consacre, à titre principal, à produire des pneumatiques, mais qui s'emploie aussi à chanter les bienfaits du marché et de la libre entreprise auprès de ses ouvriers ou des habitants de la ville où elle est installée est, à titre secondaire, un appareil idéologique. Ni l'une ni l'autre ne doivent échapper à notre investigation. *Ainsi, du point de vue de l'instance idéologique, il convient d'observer l'ensemble des institutions sociales pour repérer et analyser celles d'entre elles qui fonctionnent comme appareils idéologiques, quelle que soit la nature propre du discours idéologique qu'elles profèrent.* La figure 3-B schématise cette nouvelle « commande ».

Les figures 3-A et 3-B couvrent en partie les mêmes institutions. L'appareil scolaire ou l'appareil judiciaire se rangent parmi les appareils d'État, du point de vue de l'instance politique, tandis que l'instance idéologique voit en eux des appareils idéologiques. Ce sont en effet des instruments de pouvoir autant que des sources d'idéologie et leur exemple est loin d'être isolé. La figure 3-C qui recoupe les résultats des analyses précédentes permet de distinguer les diverses configurations que l'étude des appareils pourra rencontrer. *Toutefois, les distinctions qu'elle illustre sont en réalité des simplifications.*

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

D'abord, elle repère de « purs » appareils étatiques (catégorie a) tels que l'armée, l'appareil financier, etc. Dire de ces institutions qu'elles sont purement étatiques, c'est tenir pour négligeable l'action idéologique qu'elles exercent. Dans une étude à l'échelle de celle-ci, la simplification est acceptable, mais il serait licite de la remettre en cause, pour les besoins de recherches plus fines ou plus

spécialisées. On en dira autant des « purs » appareils idéologiques (catégorie *c*) que sont, le plus souvent, la presse, l'édition, le cinéma, etc. En revanche, la catégorie *d*, déjà illustrée par les exemples de l'école et de la justice, ne peut être simplifiée de la sorte : on veillera à ranger les appareils qu'elle contient dans le groupe des appareils d'État comme dans celui des appareils idéologiques, tout en évitant de recourir à l'expression simplifiée « appareils idéologiques d'État » pour éviter toute confusion avec la théorie althussérienne discutée ci-dessus. Reste la catégorie *b* qui est celle des appareils politiques et idéologiques. Par une simplification sur laquelle on reviendra ultérieurement, on considérera ces appareils (partis, syndicats, associations, etc.) comme de « purs » appareils idéologiques. On verra, en effet, en étudiant la société civile (t. 1, n° 49) où les appareils politiques non étatiques jouent un rôle décisif, que le fait de les avoir traités comme des appareils idéologiques — ce qu'ils sont aussi — ne nous masquera aucune de leurs capacités réelles.

Résumons ce qui vient d'être acquis. D'une part, les chevauchements entre les appareils et les structures économiques ont été reconnus possibles (figure 2), mais il a été décidé *de n'en point tenir compte* en dressant l'inventaire des appareils, puis *d'y revenir* lorsque, cet inventaire étant disponible, il s'agira d'étudier les ressources économiques dont vivent les appareils. D'autre part, les divers recoupements entre l'instance politique et l'instance idéologique ont été explorés (figure 3), mais, par des simplifications dont la portée a été indiquée, il est apparu que tous les cas de figure pouvaient se réduire à deux catégories : *les appareils étatiques et les appareils idéologiques, sauf à noter la double appartenance* de certains d'entre eux. Pour reconnaître les appareils idéologiques, un critère simpliste mais provisoire a été donné : toutes les institutions sociales qui participent, de façon spécialisée, à la formulation et à la circulation d'une quelconque représentation du monde, globale ou fragmentaire, sont des appareils idéologiques. Reste à reconnaître les appareils étatiques. Comme on ne peut encore dire avec précision ce qu'est l'État (t. 1, n° 46), force est de le montrer du doigt. Il est vrai que, dans la plupart des sociétés dont l'histoire porte trace, l'État se manifeste clairement. Les appareils étatiques sont les institutions que l'on peut dire incluses dans l'État, placées sous sa dépendance directe. On les reconnaît à de multiples indices qui ne sont pas toujours réunis, mais dont un seul suffit à établir la dépendance étatique : obéissance permanente et bien réglée aux directives émises par le pouvoir d'État, organisation hiérarchisée de forme militaire ou administrative, fourniture de la ressource financière par le circuit I/D.

À qui trouverait ces critères insuffisants ou insuffisamment précis, j'opposerai quelques réflexions dont la première m'est inspirée par Althusser. Comment cet auteur qui, je le rappelle, a donné droit de cité aux appareils, définit-il ceux-ci ? Il désigne comme tels « un certain nombre de réalités qui se présentent à l'observateur immédiat sous la forme d'institutions distinctes et spécialisées » (5, 82-3). En d'autres termes, il les montre du doigt, il procède à un premier repérage

qui est purement empirique, même si l'analyse affine et précise ultérieurement ce repérage initial. Je ne fais pas autre chose. Est-ce à dire que nous en sommes au tout début d'une recherche qui n'a pas encore réussi à élaborer les concepts spécifiant son objet ? Peut-être, mais j'en doute : les appareils élémentaires me semblent être, comme les entreprises, des réalités empiriques éminemment variables. Le principe d'ordre, le concept synthétisant leur représentation ne me paraît pas pouvoir être ancré à *leur niveau*. Ce sont, me semble-t-il, le système global des appareils coexistant dans un pays au service d'un État, ou sous un autre angle, le système global des appareils idéologiques qui peuvent être conçus avec rigueur. J'essaierai, du moins, de le montrer lorsque l'inventaire empirique des appareils élémentaires m'en aura donné les moyens : il apparaîtra alors que *l'objet central de la présente recherche est l'infrastructure du pouvoir et l'infrastructure de l'idéologie*. Leurs infrastructures ou, si l'on veut, leurs bases matérielles.

[Retour à la table des matières](#)

3. Qu'est-ce qu'un appareil ? Peut-on dire, comme le suggèrent les exemples précédents, que tout appareil est une institution et que toute institution jouant un rôle comme agent de l'État ou comme émetteur d'idéologie est *un* appareil ? Une telle assimilation est commode. Elle permet de désigner des objets sociaux (voici l'armée, voilà l'école...), mais elle ne définit rien. L'institution est une notion vaguement juridique, aux contours fort imprécis. On peut l'illustrer en dressant un catalogue empirique, mais il serait vain d'en élaborer une définition rigoureuse, pour en transférer la signification vers l'appareil.

Il faut partir de la totalité sociale, pour concevoir distinctement un appareil. Voici une société, c'est-à-dire, selon l'un des axiomes qui ancrent provisoirement notre recherche, un ensemble de relations sociales inscrites dans le domaine régi par un État donné. Dans cet ensemble, l'instance politique et l'instance idéologique permettent de repérer deux sous-ensembles entremêlés mais néanmoins discernables. Que ce repérage ait été effectué, ci-dessus, par des définitions provisoires et imparfaites est sans gravité : la suite de la recherche viendra les conforter et les préciser. Deux sous-ensembles, donc. D'un côté, celui des *groupes organisés* d'hommes que la division sociale du travail *spécialise* comme agents du pouvoir d'État, c'est-à-dire le sous-ensemble ou *le corps des appareils étatiques*. D'un autre côté, celui des *groupes organisés* d'hommes que la division sociale du travail *spécialise* comme émetteurs et propagateurs d'idéologie, c'est-à-dire le sous-ensemble ou *le corps des appareils idéologiques*. Un appareil est un élément découpé dans l'un ou l'autre de ces deux corps.

Un appareil élémentaire sera correctement défini s'il est déterminé non pas isolément, mais par une fragmentation raisonnée de tout le corps des appareils étatiques (ou idéologiques). Si l'on opère un tel découpage général, on se mettra à l'abri des définitions artificielles qui, croyant isoler un champ précis, pourraient

avoir un effet arbitraire ou hasardeux, simplement parce qu'elles ignoreraient, dès le départ, les conséquences qu'elles entraînent, hors ce champ, pour la conception des autres appareils inclus dans le même corps. Si je dis : ici commence et ici finit l'appareil scolaire, en excluant Polytechnique d'un côté et l'enseignement « libre » de l'autre côté, je propose un découpage qui implique que l'armée et l'église seront à concevoir, entre autres, comme des appareils d'enseignement, puisque Polytechnique relève de l'armée et que l'église contrôle presque tout l'enseignement « libre ». Si, en revanche, je définis, du même mouvement, l'ensemble des appareils élémentaires, toutes les imprécisions sournoises de cette sorte auront été levées — ou pourront l'être par un examen suffisamment attentif. De plus, une définition simultanée des divers appareils à distinguer favorise les repentirs ultérieurs : si de nouvelles recherches montrent que tel appareil élémentaire a été mal découpé, la rectification de son tracé devra nécessairement s'accompagner d'un réexamen des conséquences qui en résultent *pour les autres* appareils.

La fragmentation des deux corps d'appareils ne se limite pas à ce découpage général et simultané. Elle implique le choix délibéré d'une *échelle de représentation*. S'il s'agit, comme dans la présente recherche, de concourir à une théorie générale de la société, il importe évidemment d'éviter une excessive dispersion : un découpage, identifiant quelques dizaines ou quelques centaines d'appareils élémentaires, rendrait extrêmement malaisées les comparaisons historiques et internationales sans lesquelles la théorie ne peut se nourrir de faits bien établis. Mais d'autres recherches, d'objet plus limité et plus précis, peuvent porter, à bon droit, sur des appareils élémentaires relevant d'une définition beaucoup plus fine ; elles peuvent impliquer une échelle de représentation où les appareils élémentaires se compteront par milliers ou par dizaines de milliers, etc. Dans la présente recherche, on verra l'ensemble des églises constituer *un seul* appareil élémentaire, alors que des recherches consacrées, par exemple, à l'église réformée, aux sectes religieuses en voie d'appareillage ou aux églises rurales bretonnes, devraient faire éclater cet appareil ecclésial unique en éléments de plus en plus nombreux. Dès lors, il est évident que le rapport entre *un* appareil élémentaire et *une* institution donnée sera très variable selon l'échelle adoptée. Dans leurs domaines respectifs, l'Université, l'Église catholique, le Parti socialiste ou l'industrie cinématographique apparaîtront, *selon cette échelle*, comme des appareils élémentaires ou comme des faisceaux d'appareils élémentaires ou, enfin, comme les fragments d'un appareil élémentaire plus vaste. Rares seront les cas où un appareil dûment découpé coïncidera exactement avec une institution donnée. C'est pourquoi, dans les prochains chapitres, l'étude des appareils élémentaires, définis à très petite échelle, imposera souvent l'usage d'expressions telles que « le *système* ecclésial » ou « le *stade* de la radio et du cinéma », car de telles formules aideront le lecteur à se souvenir que tel appareil élémentaire est, en fait, de par l'échelle choisie, un vaste ensemble d'institutions concrètes.

La fragmentation des deux corps d'appareils doit, en outre, fournir une grille de lecture qui soit fixe. Le découpage qu'elle opère ne doit pas être adapté aux particularités transitoires d'une société singulière. L'essentiel est, en effet, qu'elle rende repérables les diverses formes prises par chacun des appareils élémentaires, au cours du développement social, car, répétons-le, une société devient intelligible par comparaison avec l'ensemble des autres sociétés présentes et passées. Une grille fixe qui permet de soumettre toutes les sociétés à un même questionnement révèle leurs structures communes et leurs dissemblances. Elle autorise des généralisations qu'aucune investigation ponctuelle ne rendrait possibles. Néanmoins, il est évident qu'un découpage fixe est périssable. Lorsqu'un appareil radicalement nouveau se forme, la grille ancienne devient périmée et doit être remplacée. Mais de telles novations sont rares et il ne faut surtout pas les confondre avec les transformations d'appareils plus anciens. Quand, par le progrès de l'imprimerie et du commerce, le livre se substitue aux manuscrits, il s'ensuit une mutation fondamentale de « la vie intellectuelle », c'est-à-dire de la circulation des idéologies ; mais, en termes d'appareils, cette mutation se réduit à une transformation locale (les libraires remplacent les copistes), sans qu'il y ait novation de la grille des appareils. En revanche, l'apparition, dès le XIX^e siècle, d'entreprises spécialisées dans ce qu'on appelait, alors, la réclame, et qui est devenu la publicité, est une novation : une nouvelle fonction sociale apparaît, une nouvelle boucle se forme dans la division sociale du travail. Ainsi une grille de lecture bien *fixée* est certes à réviser occasionnellement, mais elle peut néanmoins rendre des services durables, d'autant que sa révision se réduit souvent à l'adjonction de catégories nouvelles et non à un bouleversement général. À l'inverse, l'application aux sociétés les plus anciennes ou les moins développées, d'une grille de lecture adaptée aux sociétés où la prolifération des appareils est la plus grande, a le mérite de révéler *aussi les absences ou les « retards »*. Le corps des appareils étatiques (ou idéologiques) qui caractérise une société donnée peut ainsi être évalué *positivement*, par ce qu'il contient et, *négativement*, par ce qui lui fait défaut : double caractéristique dont les deux aspects sont d'égale importance.

Assurer la cohérence du découpage en l'appliquant d'emblée à l'ensemble des deux corps d'appareils, assurer la comparabilité des résultats en appliquant le même découpage aux diverses sociétés, choisir, enfin, une échelle de représentation adéquate. Ces principes ne suffisent pas : encore faut-il en venir au découpage lui-même. Où couper ? selon quels critères ? On ne peut donner à ces questions aucune réponse satisfaisante *a priori*, car le développement historique réel des appareils étatiques et idéologiques ressemble beaucoup à celui des branches industrielles ou même à celui des espèces animales ou végétales. C'est à l'usage que les classifications se révèlent pertinentes, selon les généralisations et les applications qu'elles rendent possibles. La faune des appareils est comme la flore des entreprises, il faut apprendre à l'analyser et à la classer, il faut lui imposer un ordre provisoire et révisable, dont la validité comme les fragilités doivent s'apprécier aux résultats théoriques et pratiques qu'il entraîne. Ainsi, la classification que je présenterai au prochain chapitre, en discutant celle

qu'Althusser a proposée naguère, est loin de me sembler parfaite. Son seul mérite, à mes yeux, est d'avoir été soumise à une épreuve détaillée : les typologies qu'elle permet de construire, pour chaque appareil élémentaire et, plus encore, la caractérisation qu'elle donne des deux corps d'appareils (étatiques et idéologiques), me semblent attester sa relative pertinence. Aussi bien n'est-elle pas née d'un choix arbitraire. Ses critères sont empiriques, au premier chef, c'est-à-dire qu'ils renvoient le plus souvent à d'énormes évidences (voici l'église, voilà le percepteur...), mais cet empirisme a été contrôlé de diverses manières, notamment lors de l'étude des champs idéologiques dont il sera ultérieurement question (t. 1, n° 79). Mais, j'y insiste, une telle classification est bâtie pour être démolie et reconstruite, au vu de critiques précises, assorties de propositions nouvelles, fondées sur des recherches plus riches. Et ainsi de suite.

Chapitre 2

Catalogue pour un inventaire

« Il importe assez peu que de telles simplifications puissent être contestables ; on les tiendra pour bonnes aussi longtemps qu'une autre synthèse n'aura pas atteint le même degré de cohérence. »

MORAZÉ.

[Retour à la table des matières](#)

4. En respectant les règles posées au chapitre précédent, il s'agit maintenant d'effectuer un découpage précis de la matière totale à explorer. Marx, on l'a déjà noté, n'offre à cette fin aucune indication utilisable, bien qu'on trouve chez lui la tentation récurrente d'en découdre avec les « professions idéologiques » où il range, en 1845, « juristes, politiciens..., moralistes, religieux » (186, 603) et où, par une incidente du *Capital*, il juxtapose « gouvernement, police, clergé, magistrature, armée, savants, artistes, etc. » (103-II, 126). On observera, au passage, que les savants subissent le sort commun : la science n'est pas, pour Marx, l'antonyme de l'idéologie.

Un départ plus précis nous sera donné par Althusser qui dresse des appareils « une liste empirique qui exigera naturellement d'être examinée en détail, mise à l'épreuve, rectifiée et remaniée » (5, 83), ce qui est bien mon propos. Mais avant d'entrer dans cette discussion, deux précisions me paraissent utiles. L'une est de forme : j'emploierai désormais les symboles **AE** et **AI** pour désigner respectivement les appareils étatiques et les appareils idéologiques. *Jusqu'à nouvel ordre, ces abréviations s'appliqueront exclusivement aux appareils élémentaires.* Le cas échéant, certains de ces appareils seront qualifiés à la fois AE et AI quand telle est leur double nature, mais pour les raisons déjà dites, je ne ferai pas usage du sigle AIE qu'Althusser applique à tous les appareils idéologiques (n° 2). L'autre précision découle des remarques formulées au n° 3 sur la *fixité* du découpage à pratiquer. Althusser n'indique pas à quel *espace-temps social* se rapporte la liste

d'appareils qu'il propose, mais on peut penser, à le lire, qu'il a en vue non seulement les sociétés capitalistes contemporaines, mais bien l'ensemble des sociétés présentes ou passées. Quoi qu'il en soit, je souligne que telle est bien ma visée : il s'agit d'examiner les appareils qui existent ou ont pu exister en n'importe quelle société.

Venons-en à la liste d'Althusser ou plutôt à ses listes, car il en esquisse une pour les AE (5, 82) et en détaille une autre pour les AI (5, 83). Première liste, donc : « l'appareil d'État comprend : le gouvernement, l'Administration, l'Armée, la Police, les Tribunaux, les Prisons, etc. ». Deuxième liste, celle des appareils idéologiques : « l'AI religieux (le système des différentes Églises), l'AI scolaire (le système des différentes "écoles", publiques et privées) ; l'AI familial ; l'AI juridique ; l'AI politique (le système politique, dont les différents partis) ; l'AI syndical ; l'AI de l'information (presse, radio-télé, etc.) ; l'AI culturel (Lettres, Beaux-Arts, sports, etc.) ».

Listes fort suggestives en ce qu'elles secouent hardiment bien des idées reçues. Il est stimulant de voir les sports figurer, même sans majuscule, aux côtés des Lettres et des Beaux-Arts, et de trouver les différents partis inscrits dans l'AI politique. Mais aussi que d'étonnantes omissions : les Finances ou les appareils des États propriétaires de moyens de production sont-ils à loger dans l'etc. qui suit les Prisons ? et les appareils spécialisés dans la recherche scientifique ou philosophique sont-ils à exclure de la présente recherche ou faut-il entendre qu'ils sont inclus dans l'AI scolaire ou dans l'AI culturel ? On le voit, ce découpage est à rectifier et à remanier, avant d'être mis à l'épreuve. À cette fin, et pour ne rien omettre, l'approche instancielle peut permettre une exploration systématique, qui sera ordonnée par trois séries de questions :

1. Reconsidérons les résultats de l'instance économique : quels sont les appareils d'État nécessaires à l'agencement de la structure économique ou au fonctionnement des articulations économiques ? Quels sont les appareils d'État enracinés dans la structure économique et qui, de là, diffusent leurs effets vers le reste de la société ? Quels sont les éléments de la FE qui débordent de leur rôle économique déjà reconnu et fonctionnent aussi comme appareils étatiques ou idéologiques ?

2. Ouvrons l'instance politique : quels sont, au-delà des AE que les questions précédentes auront déjà mis en lumière, les appareils sur lesquels repose le pouvoir d'État ?

3. Ouvrons de même l'instance idéologique : quels sont, au-delà des AI que les questions précédentes auront déjà décelés, les appareils qui participent, à des titres divers, à la représentation du monde où vivent les hommes-en-société ? quelles sont les fonctions sociales apparentes que s'assignent ces appareils ?

Une telle approche provoquera d'inévitables doubles emplois, mais ils sont de la nature des choses. Ainsi Althusser peut noter, à propos de l'AI juridique, que le « Droit » appartient à la fois à l'AE et au système des AI (5, 83). Je ne dirai pas cela du droit — qui est un discours bien particularisé, inscrit dans un certain champ idéologique (t. 1, n° 79) et non pas un appareil — mais je le dirai assurément de ce que je proposerai d'appeler l'appareil judiciaire et juridique, vaste ensemble qui est à la fois un AE et un AI.

Reconsidérant l'ensemble de l'instance économique, je pense que quatre appareils élémentaires sont à distinguer, qui permettront de rendre intelligible la contribution directe des structures économiques à l'appareillage du pouvoir et de l'idéologie :

1. L'appareil *financier* qui n'est pas seulement producteur de « l'impôt... source de vie de la bureaucratie, de l'armée, de l'église et de la cour, bref de tout l'appareil exécutif » comme l'écrit Marx, au milieu du XIX^e siècle (100, 95), mais qui inclut, plus généralement, l'ensemble du réseau I/D et finit par se mêler au réseau M/C (t. 2, chap. 12).

2. Un appareil que je dirai *des affaires économiques* et qui inclut, sous des formes éminemment variables, l'ensemble des points d'appui non financiers dont l'État dispose dans la structure économique : cela va des appareils techniques ou domaniaux des États les plus libéraux jusqu'aux énormes appareils dont se dotent les États propriétaires de moyens de production.

3. Un appareil que je nommerai « *entreprises* », rubrique sous laquelle j'entends analyser le mouvement qui porte les entreprises, quels que soient leur objet propre et leur statut, à se comporter, vis-à-vis de leur personnel et du reste de la société, comme des appareils idéologiques, générateurs de « relations publiques » et de « relations humaines ».

4. Un appareil, enfin, qui est, en certaines sociétés, l'affaire d'entreprises spécialisées dans l'émission de la *publicité*.

Est-ce tout ? On pourrait objecter que les corporations, puis les syndicats, directement enracinés dans l'économie, sont passés sous silence, mais j'y viendrai plus loin. Objecter, aussi, qu'outre la publicité, diverses autres catégories d'entreprises sont spécialisées dans la production de marchandises idéologiques qu'il est impossible d'ignorer : livres, films, disques, etc. Je n'en doute point, mais me propose de les ressaisir sous un autre angle et, si je fais un sort particulier à la publicité, au titre de l'instance économique, c'est en raison de son intime liaison avec l'une des articulations économiques les plus puissantes, le marché généralisé (t. 2, n° 81).

Du point de vue de l'instance politique, cinq appareils pourront suffire à l'inventaire des outils du pouvoir, si du moins l'on excepte de leur décompte les appareils d'État déjà repérés (AE financier et économique) et ceux qui se laisseront mieux approcher du point de vue de l'instance idéologique :

1. *L'armée*, bien sûr, mais dans toutes ses formes et avec tous ses prolongements, y compris la police, l'espionnage, etc.

2. Un appareil que je dirai *judiciaire et juridique*, car il produit, non sans contradictions internes, du pouvoir mis en forme juridique, à partir des litiges, de leur résolution et de leur prévention. Vaste système qu'il ne faut surtout pas réduire à la pompe des tribunaux : les prisons, l'état civil, la réglementation administrative en sont des aspects essentiels.

On retrouve, dans cet éclairage, une remarque souvent validée par l'histoire. Voici, par exemple, ce qu'observe Guénée, historien des XIV^e et XV^e siècles : « Au service de l'État, trois champs d'activité requéraient des capacités si différentes qu'une carrière empiétait rarement de l'un sur l'autre : c'étaient les domaines de la justice en général, c'est-à-dire de l'administration civile sans les finances, des finances et de la guerre » (61, 276). Et d'ajouter, sur le premier de ces trois domaines, que « ... les progrès de la justice et de l'administration civile ne furent possibles que grâce à des hommes qui prirent bientôt conscience de leur originalité et en vinrent à former une nouvelle force sociale qui modifia profondément le visage de la société politique des États d'Occident ».

Je pense, en effet, que l'Administration, dont Althusser fait une catégorie spéciale, désigne, en réalité, un fourre-tout hétéroclite qu'il est plus éclairant d'analyser sous deux rubriques principales (non compris maints aspects mineurs, répartis ailleurs encore) : d'une part tout ce par quoi l'État mord sur l'économie et que, déjà, j'ai classé comme appareil financier *ou* économique ; d'autre part, tout ce par quoi l'État régit, réglemente et arbitre la vie sociale en ses divers aspects et qui me paraît ressortir à un très vaste appareil judiciaire et juridique. Au demeurant, on se gardera d'oublier que la pure spécialisation de magistrats cantonnés dans la répression des offenses à l'ordre social et le règlement des litiges est une étape souvent tardive de la division sociale du travail... administratif.

3. Vient ensuite un appareil, fort inégalement développé, et que je dirai *des affaires locales*. L'État, en effet, n'est jamais ponctuel, il trame un espace et la façon dont il s'agence à cette fin marque profondément la société qu'il régit.

4. De même, tous les États en viennent à spécialiser un appareil qui gère leurs rapports avec les autres États du système mondial, un appareil des *affaires étrangères* que l'on peut désigner ainsi à condition de ne point omettre les affaires coloniales. Le départ entre les affaires locales et les affaires étrangères ne doit évidemment pas être opéré en s'inspirant du droit administratif ou de quelque autre

discours politique répandu dans la société que l'on examine : c'est une affaire beaucoup plus complexe qui met en cause les formes et les degrés de l'amalgamation/intégration qu'opère l'État ainsi que son insertion dans le système mondial. C'est dire qu'il nous faudra, dans le présent volume, tenir ces deux appareils pour distincts, sans être déjà suffisamment armés pour les bien départager.

5. L'État, enfin, dispose très généralement d'un appareil central, auquel Althusser fait référence en inscrivant le gouvernement sur sa liste. Mais l'existence d'un gouvernement explicite est seulement l'une des formes de cet appareil ou, pour mieux dire, l'un de ses aspects. Je préfère viser une entité plus abstraite, le noyau de l'appareil d'État, qui prendra ou non la forme d'un gouvernement et qui, au-delà de ce dernier, pourra inclure maints autres rouages et services.

Et que faire des innombrables ministères, administrations, établissements publics et autres agences, délégations, instituts, centres, offices, etc. ? D'abord, patienter : bon nombre d'entre eux trouveront place, explicitement ou par d'évidentes inférences, dans l'un ou l'autre des AI qu'il nous reste à découvrir. Ensuite, garder le sens de la mesure, je veux dire : demeurer sensible à *l'échelle* du raisonnement que l'on suit et de la représentation que l'on vise. Toutes ces institutions peuvent apparaître distinctement si l'on règle la recherche à leur échelle. Mais le problème est ici, je le rappelle, de se mettre en mesure de découper *la totalité* sociale en sous-ensembles relativement homogènes, de façon telle que les grands systèmes d'appareils élémentaires qui forment l'infrastructure matérielle du pouvoir et de l'idéologie soient perceptibles dans toute leur structure *générale*. À ce niveau de généralité, toutes les institutions non identifiables isolément sont à considérer comme incluses dans une ou plusieurs des rubriques précédentes. Une *ou plusieurs*, car en réglant l'échelle de la représentation, on déplace son cadrage. Ainsi, par exemple, on voit, en France, le ministère des P et T rassembler en une seule institution plusieurs entreprises économiques (la poste, le téléphone, les chèques postaux, etc.) et un appareil administratif (ou juridique) qui, au lieu de régler de l'extérieur lesdites entreprises, en assure la direction effective. Donc ce ministère est éclaté par la représentation que l'on en donne ; mais, en maints autres pays, c'est dans la réalité sociale elle-même qu'il est, de fait, éclaté de la sorte. Le schéma institutionnel effectif présente d'infinies variations empiriques, d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre, et c'est *derrière* ces différences secondaires qu'il faut découvrir l'ordre profond des appareils : d'où un découpage à très petite échelle. Au demeurant, quand les forêts sont bien cartographiées, il est toujours facile d'y retrouver un arbre...

Du point de vue de l'instance idéologique, je présenterai comme Althusser une liste de huit appareils (ou groupes d'appareils), mais pas toujours les mêmes.

1. un appareil que je dirai *ecclésial* et non pas religieux ; la religion, comme le droit, est un discours idéologique repérable dans un champ spécialisé (t. 2, n° 79), non un appareil, alors que les églises ressortissent pleinement à cette catégorie ;

2. un appareil *scolaire* ;

3. un appareil que je dirai *des associations* et où prendront place les corporations, les syndicats, les partis et la foule infinie des associations tournées non pas vers l'exercice d'une activité visée par l'une quelconque des autres rubriques, mais bien vers l'expression — défensive ou offensive, contestataire ou conservatrice — d'un quelconque intérêt social. Toutes associations qui ont donc en commun d'exprimer des intérêts *vers* ou *contre* le pouvoir d'État — et parfois même, *dans* celui-ci. Formellement, cela revient à regrouper les AI politique et syndical qu'Althusser distingue, mais il est possible que la différence soit plus essentielle : on en jugera lorsqu'une représentation pourra être donnée de la structure politique et de la structure idéologique, ainsi que de leurs rapports ;

4. un appareil qui pourrait être dit de l'information, comme le suggère Althusser, mais que je préfère dégager de cette référence trop moderne et inscrire dans la longue durée historique, en le nommant de *l'édition*, afin de ne rien omettre, des copistes antiques à la radio-télévision ;

5. un très vaste appareil, directement apparenté à l'AI culturel d'Althusser, et où j'entends rassembler le groupe apparemment hétéroclite des arts, des sports, des loisirs, des jeux, etc. L'opéra et le tiercé, le musée et la Loterie nationale, la peinture et le rugby, la tragédie et le Club Méditerranée : on n'en finirait pas d'accumuler les contrastes de ce type et il faudra évidemment préciser par quelles commodités et par quelles raisons de principe on justifie ce regroupement. Désigner ce rassemblement comme un appareil culturel paraîtra évident à tout ethnologue, mais je ferai pourtant usage d'une autre appellation. Je dirai ce groupe d'appareils *AR.L*, un peu par abréviation équivoque d'arts et loisirs et, surtout, pour marquer d'un sigle non évident un groupe qui ne l'est pas non plus, au premier regard. Au reste, je recule devant l'adjectif culturel, non par pudeur ou par irrespect pour l'ethnologie, mais parce que je voudrais le réserver à un plus vaste usage : je montrerai ultérieurement que la culture et l'idéologie ne deviennent des concepts tout à fait clairs qu'au moment où ils se confondent exactement ;

6. un autre appareil qui prend de grandes proportions dans les sociétés modernes, mais a des précédents parfois fort anciens, est celui que je nommerai de *l'assistance*. De la santé à la bienfaisance et à la sécurité sociale, il fonctionne un peu comme le pendant ou le rival de l'appareil ecclésial : il prodigue un salut plus séculier, sinon moins imaginaire,

7. je n'aurai garde d'omettre l'appareil des sciences ou, plus exactement, de *la recherche*, car la — et les — science(s) comme le droit ou la religion sont de

l'ordre du discours idéologique et non de l'appareil idéologique. Appareil de recherche scientifique, à ne point réduire à ce qui concerne la connaissance de la nature : celle de la société comme celle de l'homme sont également de son ressort ;

8. je retiendrai, enfin, un élément dénommé *quasi-appareils* où prendront place de multiples activités idéologiques à *demi* spécialisées, aux confins des appareils proprement dits et des publics banals vers lesquels les AI déversent leur discours : les salons des Lumières et les cafés du Commerce s'y mêleront aux rebouteux des villages, en un ensemble dont l'éclectisme n'est qu'apparent.

Si l'on compare terme à terme les huit appareils que je viens de proposer aux huit rubriques que comportait la seconde liste d'Althusser, on constatera les écarts suivants : j'ai regroupé les éléments syndicaux et partisans qu'il distingue et ajouté à sa liste trois catégories dont elle ne fait pas mention : assistance. recherche scientifique et quasi-appareils, en revanche, je n'ai rien dit encore de l'AI juridique et de l'AI familial que porte sa liste.

Le premier de ces silences n'a rien de problématique : l'AI juridique m'apparaît comme une part intégrante du système plus vaste que j'ai nommé appareil judiciaire et juridique. Reste la famille : faut-il la concevoir comme un appareil idéologique — d'État ou non ? Je réponds par la négative, pour deux raisons qui tiennent, l'une à ce qu'est un appareil, et l'autre à ce qu'est une famille. La notion d'appareil — étatique ou idéologique — perdrait toute spécificité si elle n'était pas correctement située dans l'espace — ou, si l'on veut, dans l'épaisseur sociale. Je tiens qu'un appareil est d'abord un effet de la division sociale du travail, un système de relations sociales porteur d'une activité *collective spécialisée*. Faire entrer la famille, toutes les familles de tous les temps, dans ce concept, reviendrait à lui ôter toute spécificité et, à la limite, toute signification. Tous les hommes, tous les individus et toutes les agrégations sociales, quelle qu'en soit la taille et quel qu'en soit l'objet, participent *activement* et passivement à l'activité idéologique de la société et, n'y participent pas isolément ou privément, mais bien en fonction de leurs insertions sociales effectives, des réseaux idéologiques primaires où tous sont pris (t. 1, n° 73). On retrouvera ce problème dans une autre étape de l'instance idéologique et, du même coup, l'on verra comment opère le fonctionnement idéologique des familles. Mais les appareils font contraste avec cette disposition commune à toute la population sociale : ils désignent non pas la généralité de la société, mais *les replis spécialisés par lesquels la société se retourne sur elle-même et se prend pour objet*. La famille est une forme banale de l'agencement social, elle a de toute évidence une dimension idéologique, elle n'est pas pour autant un AI, ni, *a fortiori*, un AIE... Au demeurant, Althusser est bien conscient que « la Famille remplit manifestement d'autres fonctions que celle d'un AIE. Elle intervient — ajoute-t-il — dans la reproduction de la force de travail. Elle est, selon les modes de production, unité de production et (ou) unité de consommation » (5, 83). Elle est tout cela, en effet, et peut-être plus encore : non pas la cellule première de toute agrégation sociale, ni la spore de la société, ni

quelque autre pieuse calembredaine qui la chargerait de vertus principielles, mais bien un point nodal de la structure sociale. Comme la ville et plus que l'entreprise, elle est une de ces unités concrètes où se focalisent toutes les déterminations sociales. Avec, en outre, cette particularité qui la singularise absolument : toutes les déterminations sociales, concentrées sur elle, sont médiatisées par ses soins, pour faire de chaque nouvel animal humain un homme-en-société. C'est dire qu'il nous faudra en avoir fini avec l'ensemble des analyses instanciellées et savoir ce que société veut dire avant de pouvoir en traiter utilement.

Huit appareils idéologiques, donc — et point d'AI familial. Mais les omissions ne sont-elles pas innombrables, dans cette liste sommaire ? Je ne le pense pas. Quel que soit l'exemple qui vienne à l'esprit du lecteur, je l'invite à effectuer un tri, puis un réglage. Un tri, afin de ne pas confondre l'émission et l'émetteur, le discours idéologique inscrit dans un champ donné (t. 2, n° 79) et l'appareil idéologique dont il émane. Un réglage de l'échelle de représentation, afin que l'appareil ou le groupe d'appareils qui joue un rôle décisif, dans ce champ, puisse devenir distinctement repérable. Si l'on s'en tient à l'échelle propre aux analyses précédentes, lesquelles sont schématiques parce qu'elles ont à découper tout le domaine social où se déploient les appareils, il me semble qu'une seule omission réelle soit à noter. En effet, le regard, se déplaçant d'une instance à l'autre, n'a pas permis de voir un appareil qui est une innovation tardive, perceptible dans la structure politique, mais tournée vers la structure idéologique : l'appareil du contrôle idéologique, l'appareil par lequel l'État exerce une tutelle ou un contrôle direct sur tout ou partie des AI qui ne sont pas formellement assujettis à son pouvoir. Longtemps, ce contrôle s'est opéré sans spécialisation particulière : une Église ou le noyau même de l'AE l'exerçaient, en le confondant avec leurs autres tâches, mais il est venu un moment où, dans des conditions que l'on examinera, une branche spéciale de la division sociale du travail a été requise à cette fin : la censure est devenue un métier.

[Retour à la table des matières](#)

5. Les réflexions et les propositions qui composent le présent chapitre ont une valeur provisoire et approximative. On a vu, au tome 2, combien il était difficile de définir la production et combien sa définition gagnait en précision et en souplesse, à mesure que l'on progressait dans la connaissance des FE. Le pouvoir et l'idéologie sont des relations sociales plus difficiles à cerner que la production. On y arrivera d'autant mieux que l'on aura pris une vue claire des outils du pouvoir et des outils de l'idéologie. Mais, au point où nous en sommes, pouvoir, idéologie et appareils sont simplement des mots qui jouent les uns par rapport aux autres, des mots entre lesquels un questionnement a pu être creusé, mais qui n'ont pas accédé pour autant au statut de concepts, aptes à représenter certains aspects bien déterminés du réel social. Le découpage proposé pour guider la recherche sur les

appareils a, de ce fait, une valeur provisoire et approximative. Son principe m'apparaît pertinent, mais l'application en est inévitablement entachée d'empirisme. Le repérage des appareils élémentaires ressemble à l'opération par laquelle les économistes définissent les branches de l'économie. Plus la définition des branches est fine, c'est-à-dire démultipliée en de nombreux postes, plus nombreuses sont les entreprises dont l'activité est à éclater entre plusieurs branches. Le rapport entre appareils et institutions est semblable au rapport entre branches et firmes. Renault ne fait pas que de l'automobile. L'Éducation nationale ne fait pas que du scolaire. L'analogie vaut également pour ce qui est du découpage : celui-ci repose toujours sur une évaluation *discutable* des effets de la division sociale du travail. La discussion ne peut être tranchée par aucun critère souverain, son seul test est l'efficacité pratique. Tel découpage — des branches ou des appareils — est bon, s'il rend intelligible le réel qu'il présente. Tel autre découpage est *meilleur*, s'il rend *mieux* intelligible cette même réalité. Comment peut-on apprécier ce *mieux*, ce gain de connaissance ? Vaste question, à détailler au terme de la recherche, mais qui, pour ce qui nous intéresse ici, se résout par deux traits : le gain de connaissance s'apprécie par la cohérence de la construction théorique à laquelle il concourt et, dialectiquement, par le surcroît d'efficacité qu'il procure à l'action sur et dans le réel social.

Le découpage proposé va guider la recherche qui sera poursuivie dans les prochains chapitres, mais il importe de souligner, d'entrée de jeu, *que les résultats de cette recherche n'auront valeur que d'hypothèses*. Prétendre assembler en quelques chapitres des résultats décisifs sur l'ensemble des appareils étatiques et idéologiques, existant ou ayant existé dans l'ensemble des sociétés, serait d'une folle présomption. D'autant que les recherches antérieures sur l'infrastructure matérielle du pouvoir et de l'idéologie ne sont guère nombreuses. Les meilleures d'entre elles sont souvent ponctuelles : elles rendent intelligibles la fiscalité romaine ou l'armée médiévale, etc., mais non le développement historique tortueux des armées ou des réseaux I/D. Rares sont les auteurs qui savent, comme Goubert, dresser un tableau synthétique des appareils, pour un pays comme la France et pour une période d'au moins deux siècles (57). À quoi s'ajoutent les lacunes immenses de mon information. Je suis tout à fait persuadé que des trésors documentaires me sont demeurés inconnus, et que, par quelques années de recherches supplémentaires, j'aurais pu aboutir à des résultats plus significatifs, pour certains appareils au moins. Mais les appareils ne sont eux-mêmes qu'une partie du domaine que j'entends explorer — et non la plus importante. Il m'a semblé indispensable d'opérer, par sondages, quelques enquêtes précises afin d'aider la recherche marxiste à sortir de l'ornière conceptuelle où elle s'enlise, quitte à ce que la critique balaie rapidement mes conclusions sommaires, pour les remplacer par d'autres mieux établies. Et ainsi de suite. L'essai valait néanmoins d'être tenté, parce qu'à ma connaissance il est sans précédent et donc assuré de produire quelques résultats temporairement significatifs. En effet, il suffit d'entreprendre une recherche systématique sur les grandes formes successives qu'ont pu prendre, au cours du développement social, les divers appareils que j'ai

distingués, pour aboutir à des résultats utiles, autant que perfectibles. La qualité des matériaux assemblés et l'exploitation qui en est faite *important moins que la question posée*. Althusser, à qui j'ai adressé maintes critiques, mérite à tout le moins un hommage essentiel : en posant, comme il l'a fait, la question des appareils, il a ouvert la voie à une étude novatrice du pouvoir et de l'idéologie ; il a rendu possible une analyse matérialiste de l'État, de la société civile et de l'hégémonie ; il a retrouvé et prolongé l'impulsion créatrice donnée jadis par Marx et naguère par Lénine et Gramsci. En explorant systématiquement la piste ainsi ouverte, je serai nécessairement conduit à apercevoir certains traits au moins des appareils et les typologies que je pourrai établir — aussi grossières soient-elles aideront à prendre une première vue d'ensemble des deux *corps* d'appareils sur lesquels s'appuient, respectivement, la domination politique et l'hégémonie idéologique.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 4</p> <p>LES APPAREILS ELEMENTAIRES A ETUDIER</p>			
	Appareils à dominante étatique	Appareils à dominante ← variable →	Appareils à dominante idéologique
Appareils d'allure économique	Finances Affaires Économiques	Entreprises	publicité
Appareils d'allure politique	Armée Affaires locales Affaires étrangères « Noyau »	Judiciaire et Juridique Contrôle idéologique	
Appareils d'allure idéologique		Églises Écoles Associations Édition « ARL » Assistance Recherche	Quasi-appareils

Le tableau 4 regroupe les appareils élémentaires que j'ai distingués au n° 4 et il les dispose selon deux axes de référence. D'un côté, il rappelle de quelle instance on attend le plus d'informations sur chacun d'eux ; il définit en somme *l'allure* des divers appareils : on ne sera pas surpris de constater que l'appareil financier a une allure économique, et l'école une allure idéologique, etc. D'un autre côté, ce tableau indique à quel *corps* chacun de ces appareils élémentaires va s'agréger. Tous ceux des appareils qui sont généralement placés sous le contrôle direct de l'État seront dits à dominante étatique. Ceux qui, à l'inverse, échappent presque toujours à cette dépendance directe, seront dits à dominante idéologique. Cependant une majorité d'appareils participe le plus souvent de ces deux catégories : elle a été rangée dans une colonne spéciale, dite à dominante variable.

Chacun de ces appareils élémentaires doit être étudié séparément et l'ordre de leur examen est indifférent. C'est seulement pour bénéficier de diverses commodités d'exposition et pour regrouper la matière en chapitres point trop inégaux que je fais choix de l'ordre que voici :

- armées
- finances ; judiciaire et juridique
- affaires locales, affaires étrangères
- associations
- églises ; écoles
- édition ; « ARL » ; quasi-appareils
- assistance, recherche
- affaires économiques, entreprises ; publicité
- « noyau » ; contrôle idéologique.

Pour chacun de ces appareils, il s'agira de préciser leur objet, de justifier leur découpage et surtout de définir les différentes formes qui les caractérisent, l'objectif étant d'établir en chaque cas *la série des types à distinguer pour spécifier les contributions variables que l'appareil en question apporte au CORPS des appareils d'État et/ou au CORPS des appareils idéologiques*. À cette fin, une attention toute particulière sera portée aux rapports, souvent étroits, qui peuvent lier telle forme d'un appareil donné et telle logique de la production. Sans vouloir résumer ici les développements qui ont établi l'existence et défini la nature de ces logiques (t. 2, n° 68), je rappelle néanmoins à très grands traits leurs principales caractéristiques :

— *Logique de VU* : elle caractérise les sociétés dont la FE permet la production de valeurs d'usage ; l'échange marchand peut n'être pas inconnu, dans ces sociétés, mais sa force est insuffisante pour affecter les structures de production ; la logique de VU n'est pas uniformisatrice : d'une société à l'autre les échanges (non ou peu marchands) sont agencés selon des modalités très diverses ;

— *Logique de la transition VU-VE* (repérée, en abrégé, par la simple formule VU-VE) : elle s'impose aux sociétés dont la FE demeure principalement productrice de valeurs d'usage, mais où l'échange marchand est déjà assez développé pour que certains MP (notamment le MP 5 artisanal et le MP 6 capitaliste-marchand) puissent s'y former ; dans cette longue transition, la logique de VU-VE soumet les diverses modalités des échanges à une pression uniformisante (celle de VE) qui néanmoins ne réussit pas à triompher de tous les obstacles traditionnels qu'elle rencontre ;

— *Logique de VE* : elle s'applique à toutes les sociétés dont la FE est dominée par un MP 10 capitaliste ou par divers autres MP apparus ultérieurement dans le développement social, c'est-à-dire aux FE où sont produites des marchandises porteuses d'une valeur d'échange ; la logique de VE, qui est de forme marchande, exerce avec succès une puissante pression uniformisatrice sur tous les échanges économiques ; elle tend également à monétariser maintes autres catégories d'échanges ;

— *Logique de la transition VE-VD* (désignée plus brièvement comme logique VE-VD) : elle s'applique aux sociétés où la FE est dominée par un MP 12 étatique-capitaliste ou par un MP 15 étatique-socialiste ; la forme VD qui désigne la *valeur de développement* ne s'est encore épanouie en aucune société ; la logique VE-VD caractérise des sociétés où l'échange marchand est soumis à une suffisante régulation (ou planification), cependant que l'application de la science et de la formation aux besoins de la production fait l'objet de politiques explicites et effectives.

En marquant les liaisons entre l'une de ces logiques de production et telle forme prise par l'un des appareils, on indiquera également comment ces liaisons peuvent être éventuellement déformées par diverses « projections » internationales. En d'autres termes, on repérera les retards, les prématurations ou les déformations que les AE et les AI peuvent subir, dans les sociétés colonisées, comme dans les sociétés soumises à une forte dépendance impérialiste ou à la tutelle d'une puissance étatique socialiste. Mais, à de rares exceptions près, ces indications resteront à justifier, dans le volume consacré aux systèmes mondiaux (t. 1, n° 96).

CHAPITRE 3

L'armée

« Les Athéniens furent les premiers à circuler sans armes. »

THUCYDIDE.

[Retour à la table des matières](#)

6. Un État sans armée est un cercle carré, nulle société n'a encore résolu la quadrature du cercle. Seuls les États fictifs — un Vatican, une Biélorussie, quelques principautés allemandes du XIX^e siècle, etc. — sont tout à fait dépourvus d'une force autonome. L'armée peut être rare dans l'Ouest américain au XIX^e siècle (44, 156) et réduite dans les États neutres du XX^e siècle, elle peut sembler absente des États démilitarisés par suite d'une défaite ou d'un accord international, mais toujours elle subsiste, ne serait-ce que sous forme de polices, de milices, de gardes nationales, etc. L'illusion, en effet, serait de considérer l'armée comme une force uniquement tournée vers l'extérieur et de juger de son existence à l'aptitude qu'aurait un État à déployer un corps de bataille opposable à ceux de ses voisins et rivaux. *L'armée est consubstantielle à l'État, elle est la forme nue du rapport de domination et de souveraineté qui fonde tout État.* Rapport de domination qui résulte de la structure des classes sociales, composant la société sur laquelle est assis l'État (t. 1, n° 40), rapport de souveraineté qui exprime la position de cet État dans le système mondial auquel il appartient (t. 1, n° 31). Lénine ou Trotsky expriment souvent cela par un raccourci — « l'État, c'est des bandes d'hommes armées » (p. ex. : 81-II 166) — et, dans un langage plus noble, Weber dit au fond la même chose, en reconnaissant à l'État « le monopole de la contrainte physique légitime » (164, 57).

Dire l'armée consubstantielle à l'État, c'est marquer une liaison essentielle, mais non une identité. L'État ne se réduit pas à l'armée, qui est seulement le premier de ses attributs, le plus important de ses appareils. L'armée s'échappe parfois de la

stricte dépendance étatique. Quand des armées d'apparence privée coexistent, dans une société donnée, avec celles dont l'État dispose, ou quand le peuple lui-même est en armes et semble effacer la spécialisation qui réserve à un AE la détention et l'emploi des armes, il faut, pour le moins, s'interroger sur ce qu'est alors l'État : l'apparente rupture de son monopole militaire est, on le verra, l'indice d'un trouble majeur. Mais avant d'éclairer de tels cas limites, un inventaire des formes *normales* de l'armée est nécessaire.

Premier attribut de l'État, l'armée devient permanente avec l'État lui-même. En effet, il ne faut pas considérer l'État comme une chose qui existerait ou non et qui, sitôt née, se présenterait *ipso facto* avec un ensemble de caractéristiques, une fois pour toutes données et intangibles. L'État est analogue au capital, même s'il le précède de beaucoup et enveloppe un plus vaste ensemble de relations sociales : c'est un agencement social qui émerge peu à peu et qui passe par des formes distinctes. *Les sociétés sont le siège d'un processus d'étatisation* : l'État s'y construit et s'y transforme. La constitution de l'armée, puis de l'armée permanente, manifeste l'apparition et la consolidation de l'État, comme pouvoir émané de la société et replié sur elle. L'armée est, historiquement, le premier des groupes d'hommes spécialisés à des fins étatiques, le premier des AE. En règle très générale, les armées non permanentes sont l'indice de formes étatiques encore vagissantes. Les armées devenues permanentes attestent la maturation des États et, si l'on observe parfois des armées professionnelles qui semblent exercer leur activité sans qu'aucun État les contrôle, c'est toujours le signe d'une très grave crise du ou des États où ces armées opèrent. Les seigneurs de la guerre, les barons rebelles, mettent en péril les États dont ils se sont émancipés et ces bandes sont, comme le dit Guénée, des *grandes compagnies* du bas Moyen Âge, des « États ambulants » (61, 210) appelés à disparaître ou à se fixer.

Il reste qu'en règle générale, l'armée demeure soumise au contrôle de l'État. À tout prendre, cela fait problème. Pourquoi, en effet, l'armée constitue-t-elle un corps hiérarchisé et discipliné ? Pourquoi obéit-elle aux ordres des princes ou des gouvernements et respecte-t-elle, le plus souvent, les Constitutions et les codes qui règlent son fonctionnement ? Trotsky, organisateur de l'Armée rouge, répond au moins partiellement à la première de ces questions : « On ne peut dresser une armée sans répression. On ne peut mener à la mort des masses d'hommes si le commandement ne dispose pas, dans son arsenal, de la peine de mort... Pourtant, ce n'est pas par la terreur que l'on fait les armées... Pour notre armée, le ciment le plus fort, ce furent les idées d'Octobre » (198, 485). Généralisons : « l'armée, comme toute autre organisation sociale, fonctionne à la violence et à l'idéologie, mais en son cas, la violence est irrémédiable, c'est une production constante de la menace de mort » qui sous-tend sa discipline (180, 2008). Joxe, à qui j'ai emprunté la dernière formule, prend en compte un troisième élément, non moins considérable : « l'importance des gratifications en nature » offertes par l'institution militaire. Les conscrits réticents de la France contemporaine pourront ironiser sur ces gratifications, mais qu'elles soient en nature ou en prestige, en moyens

d'existence ou en chances de promotion sociale, elles n'en jouent pas moins un rôle souvent majeur. Petit voit dans le centurionat romain la « plaque tournante de la promotion sociale par l'armée » (116, 104) et tous les pays sous-développés contemporains offrent des exemples analogues. Quant au sort de la piétaille, il a, en maintes sociétés, cet attrait minimal : l'armée nourrit généralement son homme...

La fidélité de l'armée au pouvoir établi dans l'État est une autre question. En fait, cette fidélité a toujours des limites. Si l'armée est première dans l'État, au moins historiquement, elle est toujours seconde dans la société. Elle vit et fonctionne à partir d'une production qu'elle n'assure pas. Qu'elle se débende ou pille, hors les voies licites du butin pris à l'ennemi ou sur l'habitant, ou qu'elle supplante les classes dominantes plutôt que de les servir, et il adviendra de deux choses l'une. Ou bien, elle s'évanouira, faute de substance restant à piller, à moins que, se déplaçant vers d'autres proies, elle n'échoue finalement sur une autre armée qui la vaincra. Ou bien elle établira effectivement sa domination, et il sera bientôt besoin d'une nouvelle année pour défendre la nouvelle classe dominante qu'elle aura formée.

Au fil de l'histoire, on voit les armées se régler quand l'État peut les nourrir et les solder. On les voit aussi se lier à l'économie quand leurs matériels se raffinent. Ainsi, un maillage de plus en plus subtil de dépendances technologiques, économiques et idéologiques s'établit entre l'armée et la société. L'État s'organise pour en tirer autorité sur son armée. Néanmoins, la fidélité de celle-ci a ses limites. Aucune hiérarchie militaire ne peut être indifférente aux mouvements qui agitent la scène politique, ni, plus profondément, aux spasmes des luttes de classes. Aucune hiérarchie militaire ne peut accepter que la troupe prenne, en ces matières, des positions pratiques autres que les siennes. L'armée est ainsi, par nature, un agent des luttes de classes et, nonobstant sa hiérarchie, l'un des lieux où ces luttes se reflètent et se manifestent, non sans déformations. C'est pourquoi les États ont appris, de longue date, à diviser les risques que l'armée représente pour le pouvoir, ce qui en fait l'un des rares secteurs où la division sociale du travail résulte, pour une bonne part, de décisions politiques et non de la seule force des choses. Néanmoins, la discipline interne des armées et leur fidélité collective au pouvoir établi, ou aux règles traditionnelles ou constitutionnelles visant à assurer la transmission ou la transformation du pouvoir, demeurent éternellement en chantier, comme demeurent en mouvement les classes sociales qui subissent le pouvoir de l'État, ou en jouissent.

Par où saisir l'armée pour distinguer les formes que peut prendre cet AE ? S'il s'agissait d'évaluer ses capacités militaires, c'est-à-dire sa puissance relative dans l'arène internationale, il faudrait examiner son organisation et son armement, ses dispositifs tactiques et logistiques et les conceptions stratégiques qui orientent son emploi. Mais nous n'aurons à pénétrer dans ce domaine — auquel d'innombrables réflexions ont été consacrées de tout temps — qu'en étudiant les systèmes

mondiaux (t. 1, n° 102). Ici, l'art militaire nous importe peu : ce qui est en question, c'est *le rapport qu'entretient l'armée avec la société dont elle émane*. Dès lors, deux repères principaux nous suffiront pour discerner les particularités des divers types d'armée : son recrutement et son commandement. Son recrutement, parce que la provenance et le statut des soldats éclaireront les liens entre l'armée et la population dont elle est extraite ou pour le contrôle de laquelle elle est importée. Son commandement, parce que l'origine sociale et le mode de désignation des chefs militaires, ainsi que leur rapport à la troupe, permettront de comprendre comment l'armée est rendue cohérente et comment elle est attachée au pouvoir d'État. Et comme l'armée est le prototype des institutions hiérarchisées, commençons par son commandement.

[Retour à la table des matières](#)

7. Aucune armée n'est un corps simple. Outre les différences qui résultent de la division *technique* du travail en son sein, on y observe le plus souvent un recrutement hétérogène de la troupe et un commandement plus ou moins diversifié. Pour discerner les types d'armées, il faut donc poser des hypothèses simplificatrices, mais en se gardant des tentations de l'empirisme descriptif : il ne s'agit pas d'inventer une classification qui ordonnerait la diversité contingente des armées historiques, en classes définies selon l'humeur de l'observateur ou selon les qualités les plus apparentes des institutions militaires ; il s'agit, au contraire, de trouver un principe de classification qui ait, en l'espèce, une valeur essentielle.

Pour le commandement, un tel principe est évidemment à chercher, à partir de cette question centrale : *comment la hiérarchie militaire est-elle articulée sur le pouvoir d'État ?* Vu sous l'angle des guerres qu'il conduit, le commandement s'apprécie à ses capacités stratégiques ; vu sous l'angle de l'armée qu'il encadre, ce même commandement est à juger selon son efficacité pratique, selon son aptitude à doser l'intérêt, l'adhésion et la crainte de la troupe ; mais, ce qui nous importe avant tout, ici, c'est de comprendre comment l'armée qu'il entraîne et qu'il tient se comporte, *par son intermédiaire*, comme un AE soumis au pouvoir d'État. De ce point de vue, il me semble que l'on peut réduire la diversité concrète des formes de commandement à cinq types essentiels :

- a. commandement par le prince ou ses représentants
- b. par des magistrats
- c. par des officiers issus d'une caste aristocratique
- d. par des officiers ayant acheté leurs brevets de commandement
- e. par des professionnels spécialisés,

dont je vais préciser et illustrer le rôle, avant de discuter la pertinence de ce classement.

Le prince, chef des armées ou déléguant leur commandement à des membres de sa famille, de sa suite ou de sa garde personnelle, est une figure observable en d'innombrables sociétés. C'est évidemment la figure la plus simple, pour ce qui est du contrôle de l'armée par l'État : le pouvoir militaire se confond avec le pouvoir d'État ou en découle par des liens personnels directs. L'Égypte ancienne où la garde personnelle du roi est la pépinière des officiers qui, en cas de guerre, vont encadrer l'armée recrutée pour la circonstance (156-I, 185), l'armée d'Alexandre où les fidèles du roi macédonien dirigent ses cohortes, l'armée arabe de l'Islam conquérant qui demeure répartie selon les cadres naturels des Bédouins (clans, tribus, etc.) et que dirigent des gouverneurs de province, nommés par les descendants du Prophète (95, 109), sont des exemples, parmi bien d'autres, d'une organisation militaire dont, inévitablement, l'espace et le temps distendent les liens. Les généraux d'Alexandre fondent des monarchies distinctes et bientôt hostiles, les gouverneurs de l'Islam accèdent, pour leur propre compte, au califat, et si les Empires romain ou chinois échappent souvent à cette dérive, c'est que, déjà, le commandement de leurs armées relève d'autres méthodes que de la confiance déléguée par le prince. Encore faut-il être attentif à la persistance symbolique de l'autorité princière, lorsque la nature réelle du commandement se modifie : le prince, le roi, l'empereur et les chefs d'État aux titres plus modestes, comme nos présidents de la République, se voient toujours affublés, par la tradition ou la Constitution, du titre de chef des armées. C'est là un geste doublement symbolique : il sublime la volonté de soumettre l'armée à l'État et il annonce que, pour être ou paraître chef d'État, un individu doit être au moins virtuellement paré du pouvoir ultime de « produire de la menace de mort ». Le pouvoir d'État n'est jamais innocent.

L'État, il est vrai, peut n'avoir pas d'agent central. Le pouvoir peut y être exercé par un organe collectif, de composition variable. En ce cas, on voit parfois apparaître un second type de commandement, celui des *magistrats*. Ainsi, dans les cités antiques, les stratèges et autres généraux sont souvent des magistrats placés pour un temps à la tête des armées par l'assemblée délibérante ou le corps électif qui gouverne la cité. Ces officiers n'exercent pas un métier, leur commandement militaire n'est pas une carrière (70, 193), du moins tant que les institutions de la cité demeurent vivantes. Car on verra, dans les derniers siècles de l'Empire romain, un mouvement inverse se dessiner : les officiers, devenus professionnels, seront souvent parés de magistratures équivalant à de purs titres honorifiques. En revanche, de réels officiers-magistrats pourront encore être observés, à la tête des milices bourgeoises, dans certaines cités médiévales et leurs lointains descendants feront parfois parade à la tête des gardes nationales du XIX^e siècle. Plus proches des officiers-magistrats antiques seront assurément les représentants en mission, délégués aux armées par la Convention, ou les premiers commissaires politiques de l'Armée rouge et d'autres armées révolutionnaires. Néanmoins, ces résurgences tardives seront de courte durée, car les armées techniciennes des sociétés modernes ne peuvent se dispenser d'officiers professionnels. En définitive, le véritable

commandement par des magistrats manifeste, comme le système précédent, une interpénétration directe du pouvoir d'État et du commandement militaire : le prince ou l'assemblée choisit *parmi les siens* ceux qui dirigent les armées.

Que ce soit par l'effet d'une spécialisation sociale antérieure à la maturation de l'État, ou par suite d'une division traditionnelle du travail, d'origine plus récente, il est aussi de nombreuses sociétés où les charges militaires sont réservées à un ordre, à un état ou à *une caste* (t. 1, n° 83). Ce peut être, par exemple, un résultat de l'obligation faite à des sujets ou à des citoyens de s'équiper eux-mêmes, auquel cas les équipements lourds comme ceux de la cavalerie, voire ceux de la marine, seront réservés aux classes riches, et pourront spécialiser un corps militaire élitique, où finalement tous les officiers se recruteront (52, 217). Ce peut être aussi l'effet d'une limitation du droit de porter les armes, qui réserve celles-ci à une aristocratie de propriétaires ou d'envahisseurs. Ce peut être encore l'effet de la spécialisation d'ordres religieux-militaires, tels ceux qui s'illustrèrent dans divers épisodes des Croisades ou de la *Reconquista* espagnole. Le système mandarinale chinois qui, sous diverses dynasties, a réservé le commandement des armées aux lettrés, participe du même principe. Avec un commandement aristocratique de ce type, la cohérence et la fidélité de l'armée sont soumises à une constante épreuve. Dans son principe, un tel commandement émane directement des classes dominantes, il est l'affaire d'une couche sociale spécialisée en leur sein. Cela ne suffit pas à garantir que le pouvoir d'État soit facilement obéi, surtout si la levée et l'entretien des troupes dépendent eux-mêmes des éléments aristocratiques qui vont les diriger. S'attacher la fidélité des aristocraties militaires est la première et la plus incertaine des méthodes pratiquées par l'État, tant qu'il est faible. Mais sitôt qu'il en acquiert les moyens, l'État affermit son contrôle en *réglant* son armée, c'est-à-dire en assurant par lui-même son recrutement, son équipement et sa solde. Dès lors, la caste aristocratique, naguère pourvoyeuse d'armées, devient plus modestement une pépinière d'officiers. Quand ceux-ci seront eux-mêmes soldés, on ne sera plus loin du commandement professionnel (166).

La difficulté d'une telle transition tient à l'infortune des États. Leur longue impécuniosité est le principal obstacle qu'ils rencontrent pour régler l'armée ou pour affermir et étendre d'autres AE. Si bien qu'en diverses occasions, et pas seulement dans l'Europe occidentale des XIV^e-XVIII^e siècles, les charges militaires sont sinon mises aux enchères, du moins cédées contre espèces : tantôt il faut acheter son brevet de commandement, tantôt même il faut fournir aussi de quoi équiper la troupe. Cette formule peut sembler aux antipodes des armées contractuelles (ou armées de *condottieri*) dont les cités et les États du Moyen Âge *louaient* parfois les services, mais elle peut aboutir aux mêmes résultats. Ainsi, dans la Chine des Song, les troupes recrutées par les fonctionnaires locaux et les grandes familles de l'aristocratie sont offertes à l'empereur, mais elles peuvent aussi rompre cette allégeance et opérer pour leur compte, à la façon des grandes compagnies (52, 163). *La vénalité des charges militaires* ne doit pas être conçue comme une situation exceptionnelle ou marginale : dans la France du premier

XVII^e siècle, elle s'applique jusqu'aux postes du haut commandement et elle intéresse la majeure partie de l'armée (57-II 119). Sa signification sociale se transforme peu à peu : à l'origine, elle opère un tri par l'argent, dans la caste aristocratique, puis elle finit par s'entrouvrir à la bourgeoisie avide d'anoblissement. C'est là, tous comptes faits, une formule médiocre et dangereuse pour l'État : elle ne lui épargne pas vraiment le coût de l'armée, qu'il doit prendre en charge dès qu'il la met sur pied de guerre, ce qui est fréquent, et elle lui procure des troupes mal disciplinées, peu cohérentes et peu fidèles : les aventures de la Ligue et les révoltes de la Fronde en fourniront une preuve éclatante et donneront à Louis XIV l'envie, sinon les moyens, d'extirper ce système.

Le recrutement professionnel du commandement militaire n'exclut pas, au moins dans un premier temps, la persistance de la caste aristocratique : les *junkers* se font officiers de métier. La promotion d'officiers, aux talents avérés dans l'action, a toujours joué un certain rôle, mais c'est probablement au développement de l'artillerie, puis d'autres armes techniques, que l'on doit la multiplication des officiers techniciens, d'abord maintenus en position subalterne. La professionnalisation n'est acquise qu'à partir du moment où, quelle que soit l'origine sociale des élèves-officiers, le métier des armes devient l'objet d'une formation spéciale ouvrant l'accès à la promotion des plus qualifiés. C'est là, sous l'apparence d'une évolution technique, une véritable mutation sociale et, en de nombreuses sociétés, elle s'accomplit de façon lente et imparfaite, parce que la volonté de briser le monopole de la caste aristocratique est parfois lente à mûrir, et se trouve toujours relayée par la volonté de fermer le commandement militaire aux membres des classes dangereuses pour l'ordre établi. Entre une hiérarchie militaire devenue professionnelle et le pouvoir d'État, le lien principal est, en effet, d'ordre idéologique. L'État a besoin d'une armée qui adhère aux valeurs qu'il propage : une armée patriote, nationaliste et bien-pensante. D'où le délicat agencement du contrôle de l'armée : selon que la promotion des officiers dépend exclusivement de la hiérarchie militaire ou s'ouvre à la décision et au contrôle d'autres rouages de l'État, selon que l'armée constitue une pyramide unique ou se fragmente en éléments distincts, voire rivaux, selon que l'emploi des moyens humains, financiers et matériels, mis à la disposition de l'armée, est réglé à sa discrétion ou vérifié par d'autres éléments de l'État (ou de la société civile — voir n° 49), l'armée tend à constituer un État dans l'État ou bien elle forme un AE parmi d'autres. En ce dernier cas, il reste encore à garantir sa discipline et sa fidélité lorsque le pouvoir d'État est lui-même en mouvement, par l'effet d'un changement de régime (t. 1, n° 48) ou, plus substantiellement encore, parce que le type d'État est en train de se transformer (t. 1, n° 47). Aucune recette institutionnelle ne peut, à elle seule, fournir cette garantie.

Les cinq types de commandement qui viennent d'être distingués se manifestent rarement à l'état pur. En maintes sociétés, l'armée présente moins un mélange de plusieurs de ces types qu'une forme de transition de l'un à l'autre. Ainsi, dans la longue histoire des armées romaines, le passage des magistrats à la caste

aristocratique semble occuper un bon siècle. À vrai dire, les parentés historiques entre les divers types sont diverses et récurrentes. La caste aristocratique peut être issue des représentants du prince, mais le mouvement inverse n'est pas sans exemple. De même, les officiers professionnels se différencient lentement de cette caste, dans toutes les sociétés où, comme en Prusse et en Russie, des écoles de cadets s'emploient à transformer suffisamment de jeunes nobles en officiers professionnels, pour occuper l'essentiel des postes à pourvoir. Néanmoins, la distinction proposée semble pertinente (et son utilisation n'interdit pas de revenir, ensuite, sur les nuances qu'elle aurait effacées) : elle sépare effectivement cinq façons d'opérer le branchement du pouvoir d'État sur l'AE militaire et ne semble exclure aucune autre figure significative. Le seul doute que l'on pourrait avoir, à cet égard, concerne *les officiers élus* par les troupes, en leur sein, dont on trouve trace en diverses révoltes ou révolutions, celle d'Octobre notamment. Je n'ai pas retenu ce cas marginal, parce que sa fréquence est rare et sa durée toujours brève, et surtout parce qu'il comporte une insurmontable contradiction interne : l'élection *généralisée* des officiers et, de proche en proche, l'élection de tout l'appareil de commandement (dont il n'est aucun exemple intégral) impliquerait, en effet, que la société ait atteint un degré de démocratie incompatible avec l'existence *et avec le besoin même* d'une armée ; si le contexte international ou une guerre civile imposaient néanmoins l'existence d'une armée, celle-ci ne pourrait pas fonctionner sur une base purement élective, car la discipline militaire ne pourrait être durablement soutenue par des ressorts purement idéologiques, fussent-ils produits par le plus puissant des enthousiasmes révolutionnaires : l'histoire de la jeune Armée rouge, comme celle de toutes les armées et de toutes les guérillas révolutionnaires, ne permet pas d'en douter ; et si, à l'inverse, l'absence de guerre civile et de menace extérieure autorisait le plein épanouissement de la démocratie, où serait le besoin d'entretenir une armée ? L'élection d'une partie des officiers ou des sous-officiers, ou la révocation éventuelle de ceux-ci par un vote acquis à une majorité qualifiée, peuvent être des techniques de démocratisation de l'armée, dans les périodes calmes, ou bien une étape brève d'une crise révolutionnaire, mais rien de plus : l'armée est, par essence, un AE répressif, et sa démocratisation — souhaitable — ne peut être que partielle.

[Retour à la table des matières](#)

8. La troupe est plus diverse que le commandement. Pour réduire cette diversité à quelques types fondamentaux, la question centrale me paraît être : comment recrute-t-on l'armée ? quel est son principe de mobilisation ? Question qui vise à la fois l'origine sociale des militaires, leur mode de sélection et leur statut en tant que soldats. Question à laquelle six réponses principales peuvent être apportées :

- a. l'armée peut être levée « comme un tribut » ;
- b. elle peut être le devoir élitique de tout citoyen ;
- c. ou l'obligation, plus élitique encore, de tout vassal ;

- d. elle peut devenir l'occupation banale de mercenaires,
- e. lesquels peuvent s'épurer en soldats de métier ;
- f. elle peut, enfin, toucher par conscription toute la population.

Dès les plus anciens États dont l'histoire porte trace, la levée des contingents destinés à l'armée est organisée. En Mésopotamie, chaque localité doit fournir un certain nombre d'hommes ou une redevance déterminée (51, 136), ce qui suggère une intime parenté entre la levée des hommes et la collecte du tribut (t. 2, n° 80). Il en va de même dans l'empire des Han (52, 114) et en diverses autres époques de l'histoire chinoise. Ce système n'exclut d'ailleurs pas une certaine spécialisation du recrutement : les ethnies dominantes, ou celles qui excellent particulièrement dans les arts guerriers, peuvent être mises à contribution plus que les autres. Une telle spécialisation peut aussi se manifester par l'installation de colonies militaires, dans les régions frontalières ou intérieures les plus menacées, auquel cas la levée dérive vers d'autres formes : l'armée devient professionnelle ou mercenaire (si les colonies sont faites de populations barbares apprivoisées). En outre, le système de la levée peut s'appliquer à des troupes formées pour une campagne et bientôt libérées, comme à des contingents maintenus sous les armes pour une longue période, sinon à vie. Mais, en toute hypothèse, son principe est le même : une fraction — et généralement une faible fraction — des paysanneries libres ou serviles est affectée, par volontariat ou d'office, au service du roi, et le village est le plus souvent chargé d'équiper les soldats qu'il fournit. La levée frappe les villages comme un impôt en hommes et l'armée est ensuite entretenue sur le tribut en nature que le souverain collecte. La troupe est en outre gratifiée par d'occasionnels butins et par d'éventuelles distributions de terres aux vétérans ou aux colons militaires.

« Le soldat-citoyen combattant en groupe (qui) devient le reflet militaire de la cité » (146, 67) diffère du cas précédent par plusieurs traits essentiels. Le service de l'armée est un devoir, une marque d'appartenance à la cité et non une sorte d'impôt levé par un pouvoir extérieur. De ce fait, c'est un devoir élitique : les esclaves et les métèques en sont exclus, en Grèce ; à Rome, l'exclusion frappe même les citoyens les plus pauvres, les *capite censi* dont la centurie n'est appelée qu'en cas de péril extrême (70, 40). Il appartient, en effet, aux citoyens de s'équiper eux-mêmes, ce qui fera de la cavalerie l'arme des riches (et, bientôt, un ordre quasi nobiliaire, l'ordre équestre). Ainsi l'armée citoyenne n'est pas égalitaire, elle exprime au contraire la stratification de la richesse et du pouvoir dans la cité. La situation est la même dans les cités italiennes du XIII^e siècle où les citoyens ont l'obligation de combattre avec un armement proportionnel à leur fortune (61, 207), du moins tant que l'enrichissement des cités est insuffisant pour payer les troupes mercenaires, grâce auxquelles les artisans et les marchands à qui « le métier des armes ne convient pas » (124, 73) pourront s'en dispenser. Les milices bourgeoises des cités incluses en de plus vastes royaumes, et leurs séquelles ultimes que sont les gardes nationales du XIX^e siècle, porteront jusqu'à la fin des traces de cet élitisme.

L'évolution des armées romaines marque, de son côté, une transition lente et complexe, de l'armée citoyenne vers l'armée de métier. La première « ne se prête ni aux guerres lointaines, ni à l'occupation permanente des territoires d'outre-mer » ; c'est pourquoi, « le service militaire va cesser, de plus en plus, de constituer un devoir civique pour devenir une profession » (70, 191). Bien avant que la république romaine ait fait place au principat et à l'Empire, au II^e siècle av. J.-C., le service actif des paysans-citoyens romains dure déjà 29 ans (de 17 à 46 ans) et la réserve se prolonge jusqu'à 60 ans (70, 114). L'établissement des vétérans sur des terres conquises, puis la provincialisation du recrutement vont accompagner la professionnalisation d'une armée qui, pourtant, demeurera longtemps encore commandée par des magistrats : avant qu'elle ne se gonfle de mercenaires barbares (les *numeri*), l'armée impériale de Rome sera, comme le dit Petit, « une armée de métier commandée par des amateurs » (116, 102).

Les royaumes qui se construisent en Europe, aux XII^e-XIV^e siècles, de même que les États installés sur les ruines des formations tributaires (t. 2, n° 92) ne peuvent lever que des armées *vassaliques*, ramassis de bandes privées que dirigent les seigneurs locaux, lesquels sont ou se sentent plus ou moins obligés de répondre aux convocations de leur souverain, si tel est du moins leur intérêt (166). Ce sont des armées vassaliques, parce que leur convocation et leur emploi reposent entièrement sur les liens de dépendance réelle ou personnelle qui unissent le souverain à la grande aristocratie foncière, dont les membres contrôlent chacun une petite armée. Le souverain qui les convoque est détenteur d'un pouvoir d'État souvent diaphane. Son pouvoir prendra de la consistance lorsque l'État pourra se passer des prestations des vassaux, ou en raffermir l'obligation : le recours à d'autres troupes qui minorent l'importance des contingents vassaliques, puis la tendance à solder les vassaux (61, 207) marquent une telle transition, cependant que maints barons n'hésitent pas à convertir leurs troupes en armées mercenaires ou en compagnies de brigands, lorsque la misère des temps ou la faiblesse des États leur en offrent l'opportunité.

L'armée comme tribut d'hommes, l'armée comme devoir des citoyens, l'armée comme devoir — et surtout comme pouvoir — des vassaux : à ces trois premières formes de recrutement que l'on vient de distinguer, vont s'opposer nettement les deux formes prochaines, dans lesquelles la participation à l'armée devient un mode de vie, voire un métier. Les armées mercenaires sont le premier de ces types. Qu'elles soient payées en butin, en terres ou en espèces, on en trouve des traces dans presque toutes les sociétés et, souvent, elles constituent une part très importante de la force militaire des principaux États. Les mercenaires étrangers sont la base de l'armée permanente dans l'Égypte ancienne (156-I, 400). Leur part se gonfle dans les armées romaines du Bas-Empire, jusqu'à y devenir majoritaire (92, 345). Les Varègues à Byzance, les Turcs dans les califats islamiques d'Orient, les bandes des *condottieri* dans les cités italiennes et les royaumes du bas Moyen Âge et presque en toutes époques, les peuplades les plus diverses, dans les armées

chinoises (52) sont d'autres exemples d'une tradition qui, souvent, exprime *la faveur des États pour les troupes d'extraction étrangère et que l'on paie*. Payer une troupe est, on le conçoit, un moyen d'affermir l'emprise du pouvoir sur l'AE militaire, mais pourquoi cette faveur constante du recrutement allogène ? Des commodités diverses, telles que la dispense accordée aux artisans et marchands des cités de perdre un temps précieux à l'armée, le recours à des troupes bien entraînées ou à des ethnies aux vertus guerrières bien établies, ou la canalisation à des fins utiles de barbares turbulents, peuvent certes répondre partiellement à cette question. Mais ce sont là, semble-t-il, des rationalisations secondes. L'essentiel est ailleurs : c'est que les troupes allogènes, dès lors qu'elles peuvent être contrôlées, correspondent parfaitement à *l'essence même de l'armée*, force de domination appliquée sur la société. L'armée indigène est un repli de la société sur elle-même, l'armée allogène lui substitue une force *extérieure*, c'est-à-dire totalement dégagée des liens divers par lesquels la troupe indigène demeure attachée à diverses classes de la population et, *volens nolens*, à leurs luttes intestines. Cette tendance essentielle se manifeste en toute clarté dans les armées coloniales : les puissances colonisatrices se contentent le plus souvent d'assurer l'encadrement de telles armées où elles intègrent de multiples contingents mercenaires (Sikhs, Gurkhas, « Soudanais », etc.) en jouant à merveille des différences et des affrontements ethniques dans les régions colonisées.

Entre le mercenaire et le soldat de *métier*, où passe la ligne de partage ? On ne peut répondre à cette question qu'après avoir dissipé une équivoque sur la notion même de soldat de métier. Les troupes levées comme un tribut, les armées où des citoyens sont retenus fort longtemps, les bandes vassaliques qui ne savent que combattre et les troupes mercenaires attachées à un État ou se louant de tous côtés, peuvent fournir, les unes comme les autres, des soldats de métier, si l'on entend par là des hommes dont la vie active sera entièrement consacrée au métier des armes. Dans ce sens très général, le soldat de métier est l'indice d'une armée permanente où la rotation des effectifs est lente. Et, toujours dans ce sens très général, on peut voir en certaines sociétés se former de véritables castes militaires, traditionnellement et héréditairement spécialisées dans l'activité soldatesque (52, 157 ou 342), caste à la formation desquelles la constitution de colonies de soldats peut souvent concourir. Mais on peut donner aussi du soldat de métier une définition beaucoup plus précise, en désignant de la sorte les hommes qui, hors toute contrainte et tout devoir, font de l'armée leur métier, *ceux qui accèdent à l'armée par le marché du travail*. Formule dont on mesurera bien la portée, si l'on se souvient que, pour Marx, l'armée fut l'une des premières institutions à louer des bras libres, bien avant que le travail salarié devienne le lot commun des activités économiques (102-I, 39). Les mercenaires apparaissent, dès lors, comme les diverses formes de transition entre, d'une part, la levée tributaire, le recrutement citoyen et l'appel aux obligations vassaliques et, d'autre part, le travail salarié militaire pleinement développé. Le soldat de métier, au sens strict du terme, est un salarié lié par contrat à l'institution militaire où il entre sans y être contraint, comme l'est encore le mercenaire, par une obligation coutumière de son peuple ou

de sa caste, par les liens de clientèle qui l'attachent à un chef de bande, par la pression des racoleurs ou par quelque autre obligation extra-économique. Les hommes d'armes, nobles mais soldés, que les armées occidentales multiplient à partir du XV^e siècle, dans l'encadrement comme dans les corps d'élite, sont à la frontière : encore portés par la tradition d'une caste aristocratique, mais déjà soldats de métier. Les entreprises d'artillerie qui se louaient aux armées du XVII^e siècle (57-II, 120) étaient franchement des corps professionnels salariés et leur ultérieure intégration dans l'armée ne modifiera pas leur statut à cet égard. La révolution industrielle multipliera ensuite les besoins des armées, en techniciens qui s'achètent sur le marché du travail. Aucune armée ne pourra se passer désormais de professionnels qui sont loin d'être tous officiers.

Rares sont pourtant les armées où les soldats de métier finiront par fournir seuls toute la troupe, car l'épanouissement du marché qui pourrait conduire à ce résultat a, pour corollaire, l'épanouissement de la nation, puissant syncrétisme idéologique (t. 1, n° 83) qui permet de reprendre, à frais nouveaux, la vieille technique des levées. Celles-ci, à vrai dire, n'avaient jamais tout à fait disparu. Les bandes vassaliques et les troupes mercenaires reposaient souvent sur des levées locales et on pourrait, de ce point de vue, les interpréter comme l'apparition d'écrans — politiques ou marchands — entre le pouvoir d'État et les collectivités d'où sortent les recrues. En outre, bon nombre d'États ont persévéré, dès qu'ils en ont eu la force, dans leurs tentatives d'extraire directement de chaque localité des hommes pour l'armée, bien que, le plus souvent, leurs efforts aient été médiocrement efficaces. Un Louis XIV tire peu de soldats de ses campagnes (57-II, 117) et, dans l'Europe du XVIII^e siècle, la Prusse sera, à cet égard, une exception fort remarquée : Frédéric II réussira à enrôler de quoi fournir la moitié de son armée ! La novation, dont la Révolution française ouvrira la voie, sera d'étendre puis de généraliser la *conscription*. Tout au long du XIX^e siècle, la France tendra, peu à peu, à rendre le service militaire obligatoire pour tous les jeunes hommes et son exemple sera finalement imité par de nombreux pays, surtout à l'occasion des deux guerres mondiales du XX^e siècle. En se généralisant de la sorte, la conscription marie les principes qui étaient jadis ceux de la levée tributaire et ceux de l'armée citoyenne : le service militaire s'impose comme la levée, mais il prend aussi valeur de devoir national. Il devient signe d'appartenance à la nation. Du moins pour les hommes, car les armées qui, comme celle d'Israël, font appel également à la conscription féminine, demeurent très exceptionnelles. Les femmes sont une colonie dans la nation, on les admet fort tardivement au droit de voter et plus tardivement encore au devoir de servir l'armée... Quoi qu'il en soit, la conscription n'a nulle part éliminé les soldats de métier : les nécessités professionnelles d'une armée technicisée et, plus profondément, le désir de maintenir l'armée dans une fidélité aveugle — incompatible avec les risques de la conscription générale — expliquent évidemment cette tendance. Le dosage de l'armée de métier et de l'armée de conscription est aujourd'hui un problème ouvert, presque en tous pays.

Les six grandes variantes du recrutement militaire qui viennent d'être définies composent-elles un tableau satisfaisant ? Écartons l'objection la plus fondée, à laquelle je ferai droit par la suite : toute armée mêle à doses variables divers types de recrutement. Cela n'est pas douteux, mais comment trouver la recette d'un cocktail si l'on ne sait en identifier les ingrédients ? A-t-on effectivement identifié chacun de ceux-ci ? Je le crois, mais la discussion est évidemment ouverte. On pourra douter que les milices paysannes des sociétés assises sur une FE 14 marchande simple (t. 2, n° 104) soient, comme je le pense, une variante des armées citoyennes, on pourra contester que les armées formées de galériens ou racolées dans les bas-fonds — comme le furent longtemps la marine britannique et bien d'autres — soient une variante de l'armée mercenaire, on pourra trouver que les frontières entre le mercenariat et l'armée de métier ou entre la levée et la conscription sont fort délicates à tracer, et je n'en disconviendrai pas, tout en maintenant que l'existence du gris n'interdit pas de concevoir le noir et le blanc. À vrai dire, il n'est, pour le moment, qu'une seule objection qui me laisse incertain. Toutes les études relatives à des sociétés préétatiques semblent établir que l'activité guerrière s'accompagne, dans ces communautés, d'une précoce division du travail. Ce ne sont pas toujours les jeunes hommes qui ont à combattre, parfois les guerriers apparaissent comme une partie des hommes de presque tout âge et parfois aussi des femmes se voient assigner un rôle combattant. Or le passage de cette apparente division élémentaire du travail aux agencements observables dans les sociétés dotées d'un État fait problème. La diversité des recrutements militaires dans la Grèce archaïque ou dans les peuplades germaniques qui pénètrent l'Empire romain permet d'entrevoir diverses étapes transitoires vers les recrutements que j'ai dit citoyen ou vassalique. Mais le passage de cette spécialisation primitive au système, finalement plus abstrait, de la levée paysanne — généralisée ou limitée à des castes et à des ethnies « plus guerrières » — demeure obscur : tout se passe comme si l'État tributaire, premier type d'État pleinement développé, avait agi comme un puissant novateur, mais ce n'est là qu'une hypothèse.

[Retour à la table des matières](#)

9. Quels que soient les perfectionnements qui pourront être apportés aux typologies du commandement et du recrutement militaires, celles-ci ont d'ores et déjà un suffisant pouvoir discriminant. Leur croisement permet, en effet, de repérer les diverses formes que peut prendre l'AE militaire, en tant que force assujettie au pouvoir d'État et apte à maintenir l'ordre établi. Le tableau 5 opère ce croisement. Ses diverses colonnes définissent autant de classes d'AE militaires : cela revient à définir chaque classe par un type de commandement, c'est-à-dire selon l'articulation de l'AE militaire sur le pouvoir d'État. C'est une convention que je propose, mais elle n'est pas arbitraire, dès lors que l'on s'assigne pour objet de qualifier l'armée comme appareil d'État.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 5

REPÉRAGE DES TYPES D'ARMÉE

	par le <i>prince</i> et ses repré- sentants	par des <i>magis- trats</i>	par des of- ficiers issus d'une <i>caste</i> aristocra- tique	par des of- ficiers <i>ac- quéreurs</i> de leurs charges	par des of- ficiers <i>profes- sionnels</i>
par levée « tributaire »	1		← a		
par appel <i>citoyen</i>		3	← b
par « obligation » <i>vassalique</i>			5
RECRU- TEMENT par enrôle- ment de <i>mercenaires</i>	2	4	6		e
par embauche de soldats <i>de métier</i>			c →		9 ↓
par <i>conscription</i> « générale »			d →		10

LEGENDE

Les cases barrées indiquent les croisements impossibles.

Les numéros inscrits dans certaines cases indiquent les croisements possibles et normaux ; ils sont explicités au texte.

Les lettres inscrites en d'autres cases marquent les croisements possibles, mais exceptionnels. Les flèches indiquent à quels types, déjà numérotés, ces variantes sont renvoyées.

Dans la première classe, la figure 1 repère une armée que l'on peut dire *tributaire*. Pour expliciter correctement le développement général de l'appareil d'État, il est d'ailleurs opportun de distinguer deux cas qui ressortissent à cette figure 1 : l'armée tributaire peut n'être pas encore permanente, si elle le devient, on dira que c'est une armée réglée. La figure 2 désigne une autre forme d'armée tributaire, celle où les troupes mercenaires occupent une place substantielle. Il n'est pas d'exemple qu'un État ait pris appui sur une armée totalement mercenaire et, pour souligner ce point, on désignera cette troisième variante comme une armée mercenaire-tributaire. Le fait que chacune de ces armées soit désignée par un singulier est pure commodité de langage. La prudente division des risques militaires conduit les États les plus anciens à démultiplier leurs armées et à en diviser le commandement. Ainsi, dès le X^e siècle av. J.-C., l'armée assyrienne est commandée par deux *turtânu*, celui « de droite » et celui « de gauche » (51, 133) et cet exemple sera imité de mille manières par la plupart des armées, de tous types. Par ailleurs, en désignant les armées de la classe I comme *tributaires*, je n'entends pas suggérer que l'existence de telles armées est le propre des seules sociétés où la FE est de type tributaire (FE 2 ou 3) ; je rappelle seulement l'intime parenté entre la levée qui garnit ces armées et le mécanisme du tribut. Pour le reste, le rapprochement des AE et des FE sera examiné ultérieurement et il ne conduira jamais à des correspondances bi-univoques. Ainsi, donc, je retiens comme

Armées de classe II

1 a. tributaire (= non permanente)		
1 b. tributaire réglée	}	(= permanentes)
1 c. mercenaire-tributaire		

Dans la seconde classe, celle des armées citoyennes, la figure 3 appelle la même remarque que la figure 1 : l'armée peut être permanente ou non et, si elle l'est, je la dirais professionnalisée, suivant en cela l'usage des historiens de Rome. De même la figure 4 n'implique pas plus que la figure 2 un recours exclusif aux mercenaires, c'est en fait un composite, une armée mercenaire-citoyenne. On retrouve dans les trois variantes de la classe II toute l'histoire des armées romaines où Gagé distingue l'ère des soldats-citadins (49, 133), celle de la militarisation de l'Empire par une armée de citoyens devenus professionnels (*id.*, 250) et celle des Barbares dans l'armée et dans les hauts commandements (*id.*, 357). Soit en résumé

Armées de classe II

2 a. citoyenne (= non permanente)	
2 b. citoyenne professionnalisée	} (= permanentes)
2 c. mercenaire-citoyenne	

La troisième colonne du tableau 3 — et, donc, la troisième classe — peut sembler plus hétérogène que les précédentes. Elle décrit néanmoins les armées de notre Moyen Âge, sans être pour autant une exclusivité européenne. La figure 5 définit une armée vassalique et, à condition d'appliquer à la figure 6 les observations déjà faites à propos des figures 2 et 4, on peut voir dans celle-ci l'image des armées contractuelles-citoyennes dont les riches cités d'Italie ou de Hollande se dotent en adjoignant à leurs milices les services de *condota* payées bon prix pour défendre leurs intérêts. Mais cette dernière formule, aussi fréquente soit-elle, n'exclut nullement le recours à d'autres solutions par les cités médiévales : en leur jeune âge les armées de classe II leur sont coutumières et, sur le tard, elles pourront aussi se doter parfois d'armées de classe IV. Reste à préciser une nuance qui n'est pas mince : on pourrait se demander ce qui distingue l'armée contractuelle-citoyenne de l'armée mercenaire-citoyenne déjà rangée dans la catégorie 2 c. La différence est double : d'un côté l'armée contractuelle n'est pas, comme les mercenaires, *intégrée* à l'armée d'une Cité-État, mais seulement *louée*, toute faite et pour un temps donné, si bien qu'elle demeure extérieure à la force permanente de la cité, d'un autre côté, la cité veille aussi, le plus souvent, à utiliser l'armée contractuelle loin de ses murs et de ses richesses, c'est donc, en règle générale, une armée d'emprunt à usage lointain, et non pas, comme l'armée 2 c, une force permanente, installée dans l'État qu'elle sert. D'où, en définitive

Armées de classe III

- 3 a. vassalique (= non permanente pour l'État qu'elle sert, sinon en tant que bande)
- 3 b. contractuelle-citoyenne (= un noyau permanent auquel est adjoint un corps extérieur, d'emploi temporaire, mais qui, en tant que corps, peut avoir une existence durable au service de pouvoirs divers, si ce n'est « à son propre compte »)

Bien que la vénalité des charges en soit une caractéristique, je qualifierai les armées de classe IV d'aristocratiques, non seulement parce que les acquéreurs de brevets relèvent généralement de cette caste, mais aussi parce que ces armées sont très souvent le fait de sociétés où la division en ordres est très marquée et où le prestige social des commandements militaires demeure considérable. L'époque que les historiens français disent moderne, et qui s'étend de la Réforme à la Révolution, est la période où ces armées sont d'usage courant en Europe. Les figures 7 et 8 qui chevauchent plusieurs cases du tableau 2 expriment de la sorte le caractère

particulièrement composite de ces armées en mutation. Les séquelles de milices bourgeoises, les survivances plus ou moins disciplinées des obligations vassaliques y perdent peu à peu de leur importance, au bénéfice du mercenariat et de la professionnalisation du métier militaire. Mais la principale distinction à opérer dans ce magma n'intéresse pas le dosage de ces divers éléments. Plus importante est la question de savoir si l'État doit encore bricoler son armée, avec les moyens du bord, ou s'il réussit à la régler, c'est-à-dire, aux deux sens du terme, à la payer et à la discipliner. Goubert décrit l'histoire militaire du règne de Louis XIV — non pas celle des guerres, mais celle de l'organisation de l'année — comme un mouvement « vers une véritable armée royale » (57-II 120), mouvement qui sera loin d'être achevé quand l'Ancien Régime prendra fin... Ainsi, donc, je retiens comme

Armées de classe IV

4 a. aristocratique	}	(= permanentes)
4 b. aristocratique réglée		

Les armées de la classe V nous sont trop familières pour qu'il faille y insister, sauf à noter que la distinction des armées de métier et de conscription doit toujours s'entendre de façon relative : la question, lourde de sens politique, est de comprendre où se trouve le centre de gravité d'un AE militaire qui mêle toujours ces deux modes de recrutement. Un rapport récent sur les armées européennes de l'OTAN donne, à cet égard, des précisions intéressantes. Dans les armées de terre, le pourcentage des conscrits va de 30 % (Danemark) à 93-94 %. (Portugal et Turquie), la France se situant à 35 %. Dans la marine, le rôle des professionnels est beaucoup plus important : les appelés ne forment que 17 % des effectifs aux Pays-Bas contre 80 % en Turquie (et 24 % en France). Les armées de l'air, enfin, contiennent de 25 % (Pays-Bas) à 82 %. (Portugal) de soldats du contingent et 38 % en France (Le Monde, 12 février 1975, p. 10 c). Ainsi, bien qu'elle soit relative, je maintiens la distinction :

Armées de classe V

5 a. de conscription	}	(= permanentes)
5 b. de métier		

Les distinctions qui viennent d'être posées, entre les cinq classes d'AE militaires et au sein de chacune de ces classes, me paraissent convenir à une bonne typification des armées, à condition de ne jamais oublier que toute armée est un composite et que le type d'armée définit non pas l'ensemble de celle-ci, mais bien

sa dominante. Une armée 5 n'est pas une armée formée exclusivement d'appelés, mais une armée à laquelle la conscription fournit l'essentiel de ses troupes, etc. L'existence d'éléments hétéroclites et de bouts rapportés est une caractéristique de toutes les armées connues. Quand les armées perses menacent la Grèce, il y a dans leurs rangs des contingents grecs, fournis par les villes soumises d'Asie Mineure, c'est-à-dire des éléments d'une armée citoyenne (2 a) au sein d'une armée qui, sans doute, est déjà de type mercenaire-tributaire (1 c). Et si, en retour, on suit les armées d'Alexandre, de sa Macédoine natale jusqu'au terme de ses conquêtes, pour observer ensuite leur évolution dans les royaumes hellénistiques que fondent ses généraux, on assistera à une succession, d'ailleurs désordonnée, de presque toutes les formes des classes I et II, avec de fréquents mélanges : mais toujours, une dominante est discernable. Ni la Chine, ni Rome, ni les puissances qui se forment en Europe occidentale n'échappent à cette règle quasi générale. Il a peut-être existé, en certains pays et pour de brèves époques, des armées correspondant tout à fait à un type pur, mais je n'en connais pas d'exemple significatif. En revanche, toutes les armées connues me paraissent avoir présenté une dominante, reconnaissable comme l'un de ces types purs. Pour qui veut étudier de façon détaillée l'organisation militaire d'un pays donné, la classification que je propose est peut-être d'un faible secours. Mais elle me paraît suffire à qualifier l'armée comme élément constitutif de l'appareil d'État.

[Retour à la table des matières](#)

10. Pour vérifier cette dernière assertion, quelques contre-épreuves seront utiles. Et d'abord celle-ci : peut-on dire que toutes les armées sont étatiques ?

Dans ses formes les plus simples, l'armée citoyenne peut sembler étrangère à l'État : des citoyens se rassemblent, le temps d'une guerre, amènent leurs propres armes, livrent bataille et se dispersent pour retourner à leurs activités paisiblement paysannes. Image idyllique, mais fausse : des règles précises régissent ce rassemblement qui n'a rien de spontané, et assignent à ce corps de bataille qui n'est pas improvisé un commandement bien défini ; en outre, l'armée des paysans-citoyens se bat sans pouvoir décider, par elle-même, de la guerre ou de la paix ; en fait, elle émane d'un pouvoir organisé, d'une cité qui, si elle est suffisamment démocratique, fait que les citoyens-soldats ont participé aux décisions qui les ont conduits sous les armes. État, armée et citoyens peuvent être en étroite symbiose, mais l'armée est étatique autant que citoyenne. On le voit d'ailleurs bien, lorsque des séquelles d'armées citoyennes survivent, sous forme de milices bourgeoises ou de gardes nationales, dans des États qui ne sont plus des cités : ces États n'ont de cesse qu'ils aient soumis ou dissous les contingents armés des villes, plutôt que de s'exposer à leurs initiatives incontrôlables. Ou, pour le dire *a contrario* : les villes dotées d'une puissante milice propre sont à demi indépendantes, dans les États qui sont censés les inclure, ce sont — comme les communes médiévales — des quasi-États faiblement intégrés dans le super-État, encore évanescent, qu'est le comté ou

le royaume. On peut en dire autant des éléments qui, rassemblés, forment les armées vassaliques : les seigneurs retranchés dans leurs châteaux et aptes à lever une bande sont, eux aussi, à la tête de quasi-États, faiblement intégrés dans une unité supérieure. Toute l'histoire des royaumes qui se construisent *en plusieurs siècles*, dans l'Europe médiévale et en d'autres régions, est celle d'un démantèlement progressif des places fortes et d'une dissolution ou d'une intégration des armées locales, aventure qui, en France, s'achève vers la fin du XVII^e siècle. Par son accomplissement, *l'État s'affirme comme seul État* dans l'espace qu'il contrôle. Mais cet État peut subir de graves crises politiques, dans lesquelles le contrôle de l'armée *et des armes* joue souvent un rôle majeur. Tel est le cas des crises révolutionnaires, celle de 1848, par exemple. Agulhon montre alors « un peuple debout, armé... » (157, 28) et il n'hésite pas à caractériser « les premiers jours de la République... *comme une heureuse défaillance de l'État* » (*id.*, 37). S'il précise, par la suite, que « les hommes du siècle dernier vivaient au temps de la Garde nationale, où le fusil aux mains du civil n'avait rien d'incivique, au contraire » (*id.*, 187), c'est marquer d'où provinrent les armes, mais l'essentiel demeure cette défaillance de l'État qui perdit, pour un temps, le contrôle de la Garde nationale et de ses armes. Lorsque l'armement de bandes civiles, non ou mal contrôlées par l'État s'opère (pour partie, avec son aveu), comme ce fut le cas dans l'Italie des années 1920 et l'Allemagne des années 1930, c'est derechef l'indice d'une crise révolutionnaire, quelle qu'en doive être l'issue. L'existence de l'État (c'est-à-dire la forme du régime ou le type même de l'État) est en péril dès que l'armée cesse d'être un pur AE bien discipliné et, quelle que soit l'issue d'une telle crise, le désarmement du peuple et le réagencement de l'AE militaire, sont toujours les premiers objectifs de l'État qui se raffermirait ou du nouvel État qui naît de la crise. Le sort des milices ouvrières ou paysannes, nées des révolutions socialistes, ne doit pas faire illusion à cet égard : elles disparaissent rapidement, comme en URSS, ou si elles subsistent, c'est en tant que détachements spécialisés d'une armée étatique qui en contrôle l'armement et l'emploi, comme en Chine. Ainsi donc, toutes les armées sont de purs appareils d'État, sauf en de brèves périodes de crise révolutionnaire ; mais ce peuvent être les appareils d'États faiblement intégrés, au sein desquels subsistent d'anciens États de plus courte portée, non encore résorbés, et qui, par conséquent, disposent encore de capacités militaires autonomes.

Seconde contre-épreuve : l'armée, telle qu'on l'a définie, est-elle le seul AE militaire ? Que dire, alors, de la police ?

La réponse n'est pas douteuse : *la police est, dans son principe, une branche spécialisée de l'armée*. Écartons provisoirement tous les aspects secondaires touchant à la diversification des tâches policières et à l'organisation de leur contrôle, pour nous en tenir à l'essentiel : en tant qu'AE, l'armée est la forme nue du rapport de domination exprimé par l'État et, *dans cet AE*, la police est cette partie de la force armée que l'État spécialise pour exercer, en première ligne, la

répression intérieure, pour prévenir et maîtriser, par la force, les conflits internes menaçant l'ordre public, c'est-à-dire la domination établie. Naturellement, dans les sociétés bien policées, cette répression se monnaie en actions de détail contre les empiètements isolés, contre les infractions plus individuelles que collectives et elle s'applique — plus ou moins — à toutes les classes sociales, y compris aux classes dominantes. Mais, qu'est-ce qu'une société bien policée, sinon une société où une forte hégémonie idéologique, génératrice d'un consentement général à l'ordre établi (t. 1, n° 84), permet de contenir la répression des classes dominées dans des limites aimablement civilisées, et de tourner le gros des forces de police, alors réduites en nombre, vers la prévention ou la répression des écarts individuels ? Cet ordre bénin fait place à un ordre musclé dès que les luttes de classes s'expriment en conflits ouverts. Les gardiens de la paix se transforment en brigades d'intervention, les gendarmes et les CRS sortent de leurs casernes et, si cette première ligne est enfoncée, il n'y a plus qu'à faire donner la troupe... La désignation et le fractionnement des corps de police varient d'un pays à l'autre, mais leur réalité est la même : ce sont des corps d'armée spécialisés.

Leur spécialisation est tardive. Les polices naissent plus ou moins vite, mais ne se généralisent que dans les sociétés où trois conditions sont remplies : l'essor de la population urbaine, la maturation de l'industrie (qui donne de l'éclat aux luttes de classes) et une suffisante juridification des relations sociales. En effet, la police a sa contradiction : c'est une armée, mais une armée de droit. Mêlée au quotidien de la vie sociale, présente en tous les rouages de mécanismes sociaux parfois délicats, elle ne peut être employée avec l'aveugle brutalité de l'armée en bataille, d'autant qu'un emploi bien dosé de la force policière concourt puissamment au consentement social.

La spécialisation tardive des polices est un phénomène général. Il faut attendre le XII^e siècle pour en trouver trace en Chine (52, 285) et ce que l'on aperçoit alors, c'est une sorte de service des renseignements généraux, attentif à la fidélité des puissants, mais incapable de réprimer les masses. Les révoltes se traitent toujours par l'armée. C'est seulement au XIX^e siècle que de véritables polices prennent tournure en Chine (id., 539). En Occident, le tableau est semblable. Les historiens de Rome s'accordent mal sur la chose policière. Veyne affirme que « l'Italie et pratiquement tout l'Empire n'ont pas de police : c'est l'armée ou rien » (144, 262). Petit découvre néanmoins une dizaine de cohortes plus ou moins policières dans la Rome des deux premiers siècles ap. J.-C. (116, 98) à quoi il ajoute, comme Homo (70, 274), la garde prétorienne de l'empereur, garante de l'ordre à Rome et en Italie. Mais leur désaccord est peut-être apparent, car la ville seule a une maigre police ; ailleurs, avec la garde prétorienne, c'est déjà l'armée ou rien. Byzance semble partager le sort de Rome et de la Chine : un corps de vigiles opère dans la capitale, des *agentes in rebus* s'intéressent au comportement des puissants et l'armée maintient l'ordre public (28, 179). C'est par une lente spécialisation des exempts de justice, des vigiles urbains, des archers et des gens d'armes du roi, que la police semble prendre forme dans les villes des monarchies occidentales, mais,

dès que de vrais désordres menacent, l'armée intervient pour mater les « émotions » populaires, les émeutes artisanales et manufacturières, les révoltes anti-fiscales, les dissensions hérétiques ou les révolutions urbaines. Le ministère de la Police qu'institue le Premier Consul, en 1800, ne marque ni la naissance ni la maturité d'une police spécialisée (162, 33), ce n'est qu'une étape dans un processus qui va désormais s'accélérer. Au début du XIX^e siècle, l'armée proprement dite est encore le principal agent de police ; un siècle plus tard, elle n'intervient plus que dans les crises graves, comme les grèves de Fourmies ou la révolte des vignerons. Entre-temps, l'armée policière a pris forme, en France comme dans les autres sociétés capitalistes, car ses trois conditions ont mûri : des villes, des industries, du droit.

Dès lors, deux contradictions, insolubles mais mouvantes, vont se manifester. La première intéresse l'armée et la police. Si une armée répressive intérieure est spécialisée comme police, cela implique *a contrario* que l'armée non spécialisée dans les tâches de police doit s'en détourner, puis les refuser. La division du travail a, en effet, des résonances idéologiques, que les corps intéressés n'arrivent pas à maîtriser — et pour cause. L'armée française, par exemple, ne répugne pas trop aux massacres de Fourmies, mais l'inventaire des biens religieux, provoqué par la Séparation de l'Église et de l'État, donne des états d'âme au commandement, cependant que la troupe hésite à réprimer la révolte des vignerons — tout cela dans la même décennie. L'armée du XIX^e siècle, encore mise à tous les emplois, se prépare ainsi à entrer dans un nouveau siècle où seul l'ennemi étranger devrait craindre ses foudres... Mais deux guerres mondiales et maintes aventures coloniales rappelleront cruellement que l'armée est aussi une police. En tous pays, la distinction armée/police s'affirme et s'affine, mais le partage des tâches auquel elle conduit demeure, par nature, vulnérable. L'autre contradiction concerne la police et le droit ; à vrai dire l'armée n'en est pas indemne, mais la spécialisation *intérieure* des polices fait du couple armée/droit un objet dont il vaut mieux renvoyer l'examen à l'investigation internationale (t. 1, n° 96). Comment maîtriser la force policière, comment en policer l'emploi ? Les réponses pratiques des diverses sociétés se ramènent à trois modèles. Les forces de police peuvent être, au moins pour partie, soumises à des magistratures électives, suivant l'usage américain. Elles peuvent être placées sous le contrôle effectif d'autres branches de l'appareil d'État, celui des affaires locales (préfets) et, un peu, celui de la justice en France ou celui du parti en URSS (encore que la relation police/parti puisse s'inverser...). Elles peuvent, enfin, relever de l'autorité directe de l'exécutif, c'est-à-dire du pouvoir d'État, quelle qu'en soit la forme. Une discussion des mérites respectifs de ces trois formules serait un exercice vain, s'il ne s'appuyait pas sur une analyse, cas par cas, de l'organisation des forces policières et de la nature pratique des contrôles que subissent effectivement ces forces, car on est ici dans un domaine où la description juridique de ce qui devrait être est souvent fort éloignée de ce qui est. Faute de pouvoir entreprendre une telle recherche, il faut se contenter de marquer un principe : la seule voie par laquelle les risques inhérents à l'institution policière puissent être modérés, c'est, on le montrera ultérieurement, de

l'ouvrir au regard et au contrôle de la société civile — c'est-à-dire des pouvoirs sociaux organisés hors et contre l'État (t. 1, n° 49). En définitive, il convient donc de considérer la police comme un élément de l'armée qui, le plus souvent, relève du type 5 b, même dans les sociétés où l'armée de métier n'est pas — ou n'est plus — le type dominant dans l'AE militaire.

Troisième contre-épreuve : la police est-elle la seule branche spécialisée de l'AE militaire ?

Une telle question ne vise pas les effets de la division technique du travail qui impose une fragmentation des armées selon leur emploi, leur armement, etc. La cavalerie et l'aviation, la marine et les chars (antiques ou blindés) sont des branches spécialisées dans l'AE militaire, mais leur spécialisation est plus technique que sociale. En revanche, l'appareil pénitentiaire et les services d'espionnage sont deux excroissances de l'AE militaire, analogues à la police, c'est-à-dire chargées de fonctions spéciales. Celles de l'appareil pénitentiaire sont assez évidentes et je ne m'y arrêterai pas, celles de l'espionnage seront à examiner lors de l'étude des systèmes mondiaux. Qui voudrait pousser plus avant l'examen des AE militaires aurait aussi à étudier les prolongements technico-domaniaux dont maintes armées sont dotées (n° 38) : ainsi la puissance maritime de Venise serait incompréhensible pour qui négligerait le rôle particulier de l'Arsenal. En revanche, je ne pense pas que le trop célèbre « complexe militaro-industriel », évoqué dans l'ultime discours présidentiel d'Eisenhower, soit à considérer comme un trait caractéristique des AE militaires contemporains, fût-ce aux États-Unis. En isolant, dans le triangle armée-industries spécialisées-budgets militaires, les rapports entre l'AE militaire et la structure économique, on peut certes mettre en lumière d'intéressantes liaisons *partielles*, mais on risque de perdre de vue l'essentiel : les rapports entre l'AE militaire — ou tout autre AE — et la structure économique, sont *toujours totalement médiatisés par l'État*, c'est-à-dire par une expression générale et complexe de l'ensemble des rapports de classes. Une forte densité de complicités locales et d'intérêts croisés ne peut être qu'un indice partiel, une surdétermination locale, de rapports sociaux dont l'intelligence suppose la prise en considération de la société totale. Le complexe militaro-industriel n'est ni un appareil d'État, ni un élément de la structure économique, ni un acteur des luttes de classes, ce n'est qu'un sous-système de relations entre la FE et la formation politique, en certaines sociétés. J'en dirai autant de l'armée comme éventuel travailleur collectif. Quand Jacoviello décrit les unités de l'actuelle armée chinoise comme des détachements de combat, *de travail* et de production (179, 207), il désigne, certes, une particularité remarquable de cette armée, particularité qui allège sa dépendance à l'égard des capacités financières de l'État et qui favorise assurément le renforcement de l'hégémonie en vigueur, mais il ne désigne pas pour autant un « complexe militaro-économique » qui modifierait essentiellement la structure de l'économie ou la nature de l'AE militaire : il faudrait pour cela que, comme l'avait souhaité Trotsky, l'armée devienne un mode *majeur* d'organisation

durable d'un travail *permanent*, pour qu'un nouveau MP fasse alors son apparition — et il serait à craindre que ce MP s'apparente au MP 14 (t. 2, n° 54)... De même qu'il faudrait voir l'armée se rendre maîtresse d'un secteur industriel — ou l'inverse — pour que la FE ou l'AE soient substantiellement modifiés aux États-Unis, ce qui est loin d'être le cas.

Dernière contre-épreuve, enfin : l'armée prise dans sa totalité, avec ses subdivisions techniques et ses prolongements policiers, pénitentiaires ou d'espionnage, est-elle exclusivement un appareil d'État ? ou opère-t-elle également comme un appareil idéologique ?

Il n'est pas douteux que l'armée puisse prendre valeur d'AI. Comme elle est historiquement la première des institutions sociales qui organise de grandes masses d'hommes et comme elle les organise en vue d'une activité relativement simple, l'armée a nécessairement fourni des modèles d'organisation à d'autres institutions. Mais les transferts souvent observés armée —> ordre religieux ou caserne —> usine n'attestent pas une particulière activité idéologique de l'AE militaire ainsi imité. De même, on peut douter que les efforts d'endoctrinement tentés par les armées en campagne aient une bien grande portée : des dragonnades à l'action psychologique des 5^e bureaux modernes, le discours de l'armée convainc moins que ses armes. C'est surtout dans le rapport qu'elles entretiennent avec leurs propres troupes que certaines au moins des armées modernes (les armées de classe V) sont devenues des AI pleinement développés : aussi fruste soit-il, le message des armées de conscription marque les recrues, et notamment les masses paysannes, à l'acculturation desquelles il contribue modestement, dans la France du XIX^e siècle, comme dans l'URSS ou la Chine du XX^e siècle. Pourtant, lorsque nous en viendrons à l'assemblage des divers AI pour définir les corps qu'ils peuvent composer (n° 49), nous négligerons l'armée, non point pour nier ce qui vient d'être indiqué, mais pour simplifier un tableau par ailleurs complexe. L'armée est, presque marginalement, un AI, mais c'est avant tout le prototype des AE.

[Retour à la table des matières](#)

11. Le tableau 6 récapitule les divers types d'armées distingués ci-dessus et il rattache chacun d'eux à l'une des logiques de la production (n° 5). À vrai dire, cette ventilation est assez évidente. Dans les sociétés soumises à la logique de VU, outre les armées encore inaptes à la permanence (1 a/2 a/3 a), seuls les types 1 b et 2 b peuvent être formés : le premier par une société tributaire, car celle-ci est capable de collecter, de stocker et de répartir les ressources nécessaires à l'entretien d'une armée permanente, le second par une société, comme la Rome républicaine, apte à expédier au loin et durablement une armée qui vit du pays. Mais déjà, le cas 2 b est douteux : les armées grecques ou romaines se sont-elles aventurées bien loin, avant que l'échange marchand se soit développé ?

Quoi qu'il en soit, il est normal de retrouver ces mêmes types d'armées, comme des possibilités qui demeurent ouvertes dans la phase VU-VE. Toutes, sauf la forme 1 a : si l'échange donne à une société tributaire les moyens de financer une armée, il est peu probable qu'elle se contentera d'une forme aussi éphémère. En outre, la logique VU-VE signifie que les États ont désormais des ressources financières et que les types d'armées qui se paient leur deviennent accessibles.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 6</p> <p>LES ARMEES</p>					
<p>A. RECAPITULATION</p> <p>Classe I</p> <p>1 a. armée tributaire (NP) *</p> <p>1 b. armée tributaire réglée</p> <p>1 c. armée mercenaire-tributaire</p> <p>Classe II</p> <p>2 a. armée citoyenne (NP)</p> <p>2 b. armée citoyenne professionnalisée</p> <p>2 c. armée mercenaire-citoyenne</p> <p>Classe III</p> <p>3 a. armée vassalique (NP)</p> <p>3 b. armée contractuelle-citoyenne</p> <p>Classe IV</p> <p>4 a. armée aristocratique</p> <p>4 b. armée aristocratique réglée</p>					
* L'abréviation (NP) signale les armées non permanentes.					
B. VENTILATION					
Logique de la production	Types d'armées compatibles avec la logique considérée ^a		Projections ^b		
			2/1 ^c	3/2 ^c	4/1 ^c
1 Logique de VU	1 a 2 a 3 a	1 b 2 b	2 c 3 b	4 a 4 b	5 b
2 Logique VU-VE	1 b 1 c 2 a	2 b 2 c 3 a	3 b	4 a 4 b	5 a 5 b
3 Logique de VE	4 b 5 a 5 b				
4 Logique VE-VD	5 a 5 b				
<p>^a. Se reporter au texte.</p> <p>^b. Les projections désignent les effets de domination exercés, dans un système mondial donné, par une société colonialiste, impérialiste, etc., sur une société colonisée ou dépendante. Elles seront justifiées lors de l'étude des systèmes mondiaux (t. 1, n° 96).</p> <p>^c. Ces repères distinguent diverses sortes de projections. Si l'on désigne comme dominante la société qui exerce une influence — de quelque nature que ce soit et comme dominée la société qui subit cette influence, on peut traduire :</p> <p>2/1 la société dominante est, pour sa part, soumise à la logique VU-VE (logique n° 2), tandis que la société dominée demeure intrinsèquement soumise à la logique de VU (logique n° 1).</p> <p>Les autres repères se traduisent de même.</p> <p>Voir également l'annexe 2 du présent volume.</p>					

Mais on a déjà noté (n° 8) la forte corrélation qui existe entre la maturation de la nation bourgeoise et l'armée de conscription ou entre l'armée de métier et le marché du travail : c'est pourquoi les formes 5 a et 5 b n'apparaissent qu'avec le règne de VE. Ainsi, la gamme des armées théoriquement offertes au choix des sociétés en phase VU-VE est très vaste. En pratique, le choix réellement offert à chaque société, prise cas par cas, est beaucoup plus étroit, mais il s'inscrit quelque part dans la vaste zone qui vient d'être définie.

Sous le règne de VE, outre les armées 5 a et 5 b déjà notées, il n'est guère que les armées aristocratiques réglées (4 b) qui puissent subsister. Ce n'est pas qu'une donnée d'observation, c'est aussi, semble-t-il, une nécessité logique. Aucune des formes antérieures à l'armée 4 b ne peut convenir à une société industrielle capitaliste (ou à une société plus complexe encore). Aucune, sauf peut-être l'armée citoyenne (2 a) dont les États-Unis d'avant la guerre de Sécession et divers autres pays périphériques, modérément capitalistes, semblent se contenter durant le premier XIX^e siècle. Mais il faut me semble-t-il se garder d'une illusion d'optique : en fait, ces pays possèdent un petit noyau d'armée permanente, de type 5 b, à quoi s'ajoutent occasionnellement des milices de forme 2 a, qui ne constituent pas la substance de l'armée. Si bien qu'à tort ou à raison, j'exclus le type 2 a de la phase VE.

Reste la phase VE-VD qui intéresse concrètement quelques pays, au cours des dernières décennies et où, de toute évidence, il ne subsiste que des armées de classe V.

Chapitre 4

Les finances et la justice

« Ce qui est poison à l'un peut être remède à l'autre. »

DIDEROT.

[Retour à la table des matières](#)

12. Le regroupement des finances et de la justice, en un même chapitre, est de pure commodité. Il n'existe aucune liaison fondamentale entre ces deux appareils toujours distincts, si ce n'est que tous deux se forment *après* l'armée. Cependant, il est rare que celle-ci puisse s'étoffer sans qu'un appareil fiscal pourvoie à sa subsistance et impossible qu'elle devienne permanente sans un tel appareil. Ensuite, dans les sociétés déjà complexes où l'armée et les finances ont pris corps, un embryon d'appareil judiciaire ne tarde pas à apparaître, car le règlement des conflits mineurs qu'opère la justice est précieux pour l'ordre social : une collecte fiscale substantielle ne peut s'établir durablement que dans une société où cet ordre est sauvegardé.

Les finances qui vont nous retenir tout d'abord n'appellent pas un long examen, puisque l'impôt et sa contrepartie en dépense, princière ou publique, ainsi que la monnaie et sa contrepartie en crédit, ont déjà été étudiés, en tant qu'articulations économiques (t. 2, chap. 12), et que l'analyse de ces réseaux I/D et M/C a permis d'en reconnaître les formes typiques. Le tableau 7, ci-après, résume les résultats acquis de la sorte, en mettant l'accent sur tout ce qui intéresse l'appareil d'État.

Sous sa forme embryonnaire, l'appareil financier ou fiscal semble mal justifier son nom, puisqu'il opère une collecte en nature, assortie d'un stockage plus ou moins complexe. Toutefois, l'AE qui nous intéresse ne se reconnaît pas à sa forme monétaire, mais bien à sa fonction essentielle : le prélèvement et la redistribution d'une partie de la production, pour entretenir l'État ; un AE se spécialise à cette fin, avant que la monnaie fasse son apparition.

Cependant, la monétarisation des impôts et l'élargissement de leur assiette constituent pour tous les États une entreprise décisive. Dans toutes les sociétés qui parcourent la lente et chaotique transition de VU à VE, l'histoire des structures étatiques peut, le plus souvent, se réduire à ces deux questions liées : comment régler une armée permanente ? c'est-à-dire : comment bâtir un appareil financier apte à porter l'armée ? Il faut bien voir, en effet, que cette dernière absorbe alors une part énorme des ressources que l'État peut mobiliser. Ainsi, Guénée estime qu'aux XIV^e et XV^e siècles, les États d'Europe occidentale engouffrent en permanence plus de la moitié de leurs ressources dans la guerre et la diplomatie, c'est-à-dire dans l'armée (61, 205) et Goubert montre que, dans la France d'Ancien Régime, cette part ne décroît que faiblement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle (57-II, 126), en quoi la France ne se distingue guère des puissances voisines et rivales. L'appareil financier que je dis lacunaire (2^e type) répond mal à ces besoins, mais rares sont les États capables de dépasser ce stade, avant la révolution industrielle. L'empirisme anglais ou hollandais et les méthodes nouvelles inaugurées par la Révolution française seront, de fait, les deux voies par lesquelles le système du budget finira par s'imposer, quand, de son côté, la capacité contributive des économies, enfin stimulée par l'essor capitaliste, permettra de combiner un accroissement du produit fiscal et une meilleure organisation du réseau I/D. Le contrôle parlementaire sur l'impôt à lever et sur son emploi, que finissent par établir la plupart des bourgeoisies ascendantes, sera, lui aussi, un agent de modernisation des finances publiques. Encore ne faut-il point idéaliser le stade du budget. La guerre éternelle que poursuit la France centralisatrice contre les comptes spéciaux, les affectations de recettes à des dépenses particulières, les compensations occultes, les régies, les caisses autonomes, les débudgétisations de charges diverses, est un combat équivoque où se mêlent les excès du jacobinisme centralisateur et la défense, longtemps nécessaire, de l'unité budgétaire de l'État. En tout État, la discipline budgétaire est sans cesse à raffermir. D'autre part, il ne suffit pas que les finances publiques soient décorativement mises en forme budgétaire pour que le stade du budget soit réellement atteint. Tous les États du monde contemporain font mine de dresser et de suivre un budget, ne serait-ce que pour garnir les dossiers destinés à l'ONU et aux institutions financières internationales, mais ces écrans de papier ne doivent pas faire illusion : il y a budget si, et seulement si, les recettes correspondent à des barèmes fiscaux clairement définis, sont effectivement perçues et sont drainées vers une caisse unique à laquelle sont imputées les seules dépenses régulièrement décidées par les États. On verra, en étudiant les systèmes mondiaux, qu'il est encore bien des États contemporains où ces conditions sont loin d'être remplies et où, dans sa réalité, l'AE financier demeure en deçà du stade budgétaire. En revanche, ceux des États qui ont réussi à établir un véritable appareil budgétaire y trouvent trop de commodités pour s'en défaire ensuite : avec l'armée permanente, l'État s'affirme comme État, mais avec le budget, il s'enracine solidement, il devient apte à entretenir durablement un AE militaire et *bureaucratique* (n° 50). En s'assurant du nerf de la guerre, les États se procurent aussi le pain de la bureaucratie. Les transformations ultérieures de leur appareil financier sont d'une autre nature. Leur

raison d'être n'est plus l'affermissement de l'État comme tel, mais son adaptation à des luttes politiques plus complexes et aux transformations corrélatives de la structure économique. Si bien que, sur ce point, il n'est rien à ajouter à ce que l'étude des réseaux I/D et M/C et de leur interpénétration a déjà établi (t. 2, n^{os} 76 et 77), du moins tant que le fonctionnement global des États ne pourra être abordé.

[Retour à la table des matières](#)

13. Pour définir les propriétaires des moyens de production, le piège à éviter était de subordonner cette définition à une détermination préalable du droit de propriété (t. 2, n^o 13). Un piège analogue nous guette ici : la justice ou, plus exactement, l'appareil judiciaire et juridique n'est pas à concevoir en fonction d'une définition préliminaire du droit. Celui-ci, en effet, est une réalité sociale fort complexe, dont l'intelligence suppose une connaissance des structures politique et idéologique de la société, qu'il nous faut conquérir pas à pas. Le droit est évidemment lié à l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire à la domination étatique : quand un tribunal impose une amende à un individu ou décide de l'emprisonner, voire de le faire tuer, et que la décision, même si elle est discutée, est suivie d'exécution, ce tribunal est assurément détenteur d'un pouvoir, il apparaît comme un rouage spécialisé de l'État. Néanmoins, le droit ne se présente jamais comme une force nue et arbitraire, il respecte certaines formes, il suit certaines règles, il explicite ses propres principes, bref il constitue un discours idéologique spécialisé. Dès lors, il faudrait être en mesure de comprendre ce qu'est l'État, dans toutes ses déterminations, pour apprécier la place du droit dans le pouvoir qu'il exerce ; de comprendre aussi ce qu'est le champ idéologique où le droit fleurit, pour mesurer le concours qu'il apporte au consensus social ; de comprendre, enfin, comment la domination politique et l'hégémonie idéologique se marient, pour évaluer le rôle du droit dans ce mariage. Toutes analyses qui viendront en leur temps, mais qui font présentement défaut — et c'est fort bien ainsi : car l'appareil judiciaire et juridique est, en définitive, ce par quoi le droit prend forme et vigueur dans la société, si bien qu'en observant ce que fait cet appareil, on commencera d'apercevoir ce qu'est le droit.

La seule anticipation sur ces analyses futures, qui soit nécessaire pour cerner l'appareil judiciaire et juridique, tient en trois mots : litige, contrat et norme. Toutes les sociétés, même dépourvues d'État, sont le siège de conflits qui naissent d'atteintes réelles ou supposées à la vie, à l'intégrité physique, à l'honneur, à la pureté, aux proches ou aux possessions des individus. Toutes ces sociétés disposent également de méthodes pour résoudre ces conflits et, avant tout, pour interrompre « le processus infini, interminable de la vengeance... la multiplication des représailles (qui) met en jeu l'existence même de la société » (174, 31). On entre dans le domaine du droit, quand l'État substitue « aux déviations sacrificielles de l'esprit de vengeance » (id., 38), qui sont au principe des religions, une action destinée à entraver, puis à relayer la vengeance privée. À l'entraver, par des

compositions, des duels judiciaires, etc., c'est-à-dire par des formes réglées de vengeance, qui interrompent son cercle vicieux. À la relayer, par substitution d'une vengeance publique à la vengeance privée, par une action judiciaire. Celle-ci transforme les conflits en litiges, c'est-à-dire en une matière obligatoirement soumise à une décision étatique qui s'impose à tous et qui exclut toute autre action, sanction ou réparation. L'action judiciaire progresse généralement selon un ordre révélateur : elle s'attaque d'abord aux conflits qui menacent l'existence sociale et troublent l'ordre public, puis à ceux qui concernent des intérêts privés plus discrets et, enfin, mais toujours tardivement, à ceux qui opposent des particuliers à certaines branches de l'appareil d'État. Pour qu'advienne cette extension progressive des litiges soumis à la justice, il faut que le droit plonge ses racines à la fois dans l'ordre public (maîtriser la violence) et dans la société civile (t. 1, n° 49). À mesure que l'échange économique s'étend et se répète, les marchands prennent l'habitude d'en fixer les modalités et les garanties dans des contrats divers, dont l'appareil judiciaire devient, non sans détours ni délais, l'arbitre ultime, en cas de défaillance. Dans un ouvrage sur lequel nous aurons à revenir (192), Pasukanis a excellemment montré la portée de cette novation décisive : l'échange économique, formalisé en contrat, conduit à de nouveaux concepts, comme celui de la personnalité juridique ou de la relation juridique et, de proche en proche, il entraîne *une juridification généralisée des relations économiques*, à mesure que le règne de VE s'étend. Le droit n'est pas un ordre qu'impose l'État, ni une idéologie dont il pare son action, c'est une création de la société civile, dont l'État s'empare en monopolisant le rôle de garant des contrats, en captant le traitement des litiges privés qui se multiplient parallèlement aux échanges. Capture qui, d'ailleurs, affecte l'État lui-même et entraîne une certaine juridification des relations politiques. L'appréciation des intérêts privés contradictoires est indispensable à l'interprétation des contrats et elle contamine le traitement des litiges où l'ordre public est en cause. Plus profondément, le respect des formes juridiques se révèle — tout au moins en période calme — comme le meilleur habit de la domination (103-VIII, 173-4). Plus profondément encore, la décision politique gagne en généralité : elle devient norme ou loi. Les États en viennent à donner à leurs actes la forme d'une règle collective, puis commune, qui indique à leurs agents, à leurs juges et à leurs sujets (ou citoyens), comment doivent être réglés les problèmes d'une espèce donnée, comment les conflits doivent être prévenus et comment les litiges éventuels doivent être résolus. En certaines sociétés, la loi en vient à s'imposer à l'État lui-même, pour une partie au moins de son activité.

En prenant les litiges, les contrats et les lois comme repères des activités qui, dès lors qu'elles sont spécialisées, attestent l'existence d'un appareil judiciaire et juridique, on s'apprête à faire la connaissance d'un appareil souvent vaste et diffus. On a pu caractériser l'appareil financier en négligeant ses marges : ainsi, par exemple, les officines de conseil fiscal qui aident les firmes et les groupes capitalistes à déterminer la ligne de moindre pression fiscale, ont été négligées, quelle que soit leur importance au sein d'un appareil financier développé. Une simplification analogue serait ici abusive, car les services contentieux et les

auxiliaires juridiques qui fonctionnent comme entreprises distinctes ou qui sont intégrés à de grandes firmes sont, autant que les juges et les enseignants spécialisés dans la formation des juristes, des parts essentielles de l'appareil juridico-judiciaire, appareil qui n'est jamais soumis, dans sa totalité, à l'autorité directe du pouvoir d'État, mais qui, toujours, est le lieu d'une compétition entre l'État et la société civile. Sous un autre angle encore, il faut souligner l'ambivalence permanente de cet appareil : il est AE et AI. Il est, *pour une part*, une branche spécialisée de l'appareil d'État proprement dit et il est, *dans sa totalité*, un appareil idéologique des plus actifs.

[Retour à la table des matières](#)

14. L'appareil judiciaire et juridique n'existe pas dans toutes les sociétés, il est plus récent que l'armée ou l'impôt. Tant que l'activité marchande demeure faible, il demeure embryonnaire. Pour bien saisir ce point, il importe de se libérer d'une illusion rétrospective. Parce que nous vivons dans une société où le droit est omniprésent et où fonctionnent de multiples machines à dire et à faire le droit, nous sommes enclins à penser qu'il en va de même en toute société, et à découvrir des juges et des codes, dans des pays où le fonctionnement social est réglé de tout autre manière, et où les conflits sont résolus par des méthodes qui n'ont rien à voir avec les pratiques caractéristiques de l'appareil juridico-judiciaire, ni avec l'idéologie juridique. La Chine, par exemple, est restée durablement rebelle à ces pratiques et à cette idéologie, malgré les tentatives des légistes du III^e siècle av. J.-C. Granet observe que ceux-ci « n'ont pas réussi à accréditer la notion de règle constante et la conception de la loi souveraine » (176, 383) et, cette remarque n'a guère été démentie, même pendant l'essor marchand du IX^e au XII^e siècle : l'idéologie juridique n'a pas mûri en Chine et l'appareil judiciaire y est demeuré embryonnaire, jusqu'au XIX^e siècle. Le discours chinois sur l'organisation sociale n'a pas pris la forme juridique, le traitement chinois des conflits et des infractions n'a pas entraîné la spécialisation d'un appareil de justice.

D'ailleurs, l'intervention de l'État dans le règlement des conflits et l'existence de « codes » ou de « lois » ne sont pas des indices suffisants pour déterminer s'il existe, au moins, un embryon d'appareil juridico-judiciaire. Les États, qui s'emploient à limiter les vengeances privées et à codifier les peines infligeables aux perturbateurs de la paix publique, travaillent à renforcer l'amalgame de clans, de tribus et d'ethnies sur lequel ils reposent et ce travail *peut avoir, comme sous-produit éventuel*, la spécialisation d'agents chargés de dire le droit, mais il peut tout aussi bien être effectué par d'autres méthodes ou par des agents dont la mission est autre : représentants du souverain, chefs d'armée, prêtres, etc. De même, les « codes » et « lois » antiques qui fixent les peines ou énoncent les libertés et les privilèges des villes annexées, des provinces conquises ou de diverses catégories de population, ne sont, eux aussi, qu'un indice incertain. L'appareil judiciaire et juridique prend naissance quand — et seulement quand — des hommes sont,

partiellement puis totalement, spécialisés dans le règlement des conflits — qui deviennent des litiges — ou dans l'application des « codes » et des « lois » — qui deviennent des normes.

La spécialisation des juges s'opère par des transitions diverses. Dans les cités grecques de forme oligarchique, on trouve parfois trace de juges individuels (42, 127), tandis que, dans les cités démocratiques, leur fonction est remplie par des citoyens, spécialisés le temps d'un jugement : à Athènes, la justice est rendue par des jurys immenses, de 201 à 2 101 citoyens, âgés de plus de 30 ans et tirés au sort (42, 129), les débats sont publics et contradictoires et la décision est acquise à la majorité, par un vote secret (47, 141). Ainsi, la justice athénienne est, comme l'armée, un appareil non permanent. À Rome, où « les comices sont à la fois des assemblées politiques et judiciaires » et où la justice est « une œuvre de parti au même titre que les autres branches du gouvernement » (70, 98-9), la spécialisation judiciaire demeure très rare. On trouve bien trace de quelques tribunaux spécialisés dont certains deviendront même permanents pour un temps, comme les *quaestiones* qui ont à connaître des exactions des gouverneurs provinciaux, des crimes contre les personnes ou du détournement des fonds publics (70, 106), mais ce sont des exceptions : les litiges demeurent, pour l'essentiel, une attribution, parmi d'autres, des magistrats locaux et l'on voit les gouverneurs des provinces faire occasionnellement du « tourisme judiciaire » (116, 184). C'est seulement à Byzance que l'appareil judiciaire finira par se différencier et se spécialiser assez nettement, du moins tant que l'Empire d'Orient fera bonne figure (28, 179). À l'inverse, dans l'Occident rompu par les invasions, tout sera à reprendre et, dans la France du XVI^e siècle, la justice sera, le plus souvent, encore mêlée à l'administration banale (106, 79).

Dans cette longue phase où l'appareil judiciaire, non ou peu spécialisé, demeure embryonnaire, il en va généralement de même pour les éléments d'appareil juridique qui se forment, non plus du côté de l'État, mais bien du côté des marchands. À mesure que l'activité de ceux-ci doit moins au brigandage, et plus au commerce régulier, les pratiques marchandes se fixent en formules précises : l'achat/vente, l'armement et l'affrètement des navires, l'association occasionnelle et la société permanente, l'assurance des risques maritimes, les opérations de crédit, sont réglés par des usages qui peuvent varier de place en place, mais qui tendent à se standardiser. Les meilleures formules sont imitées : ainsi les Italiens s'inspirent des Arabes pour concevoir leurs sociétés (169, 905). Dans tous ces actes contractuels, l'engagement résulte de la parole donnée, qui devient le plus souvent parole notée, c'est-à-dire formalisée et authentifiée selon diverses procédures.

L'une de ces procédures donne naissance, dans l'Italie du XII^e siècle, à la spécialisation de professionnels, appelés à une grande fortune : les notaires (61, 277). Les conflits, relatifs à l'application ou à l'interprétation des contrats entre marchands, ne sont pas volontiers soumis, par ceux-ci, à l'arbitrage des princes ou

de leurs juges, dont ils craignent d'éveiller les appétits, fiscaux ou autres. Des procédures d'arbitrage, des éléments de juridiction corporative, voient souvent le jour et ils s'institutionnalisent parfois, dans les cités où les marchands sont influents ou dominants. Des connexions diverses s'établissent, néanmoins, entre les embryons de juridictions, tant étatiques que commerciales. L'une des plus importantes est celle qui s'instaure dans l'Italie du XII^e siècle où prend forme, à Bologne, un enseignement spécialisé. Un corps de professionnels aptes au traitement des litiges, à la production des contrats et à la normalisation des décisions étatiques, se forme peu à peu : on les dira jurisconsultes, notaires ou légistes selon leur rôle effectif, mais leur formation et leurs préoccupations communes attestent la naissance d'une discipline nouvelle, le droit. Naissance ou renaissance, car les écoles de droit de l'Europe médiévale vont réactualiser le droit qui s'était déjà codifié dans les chancelleries de l'Empire romain, dans les tribunaux byzantins et même, plus anciennement, dans les cités marchandes comme Rhodes. Ainsi mûrissent, lentement et par itérations successives, les conditions qui permettent de dépasser le stade embryonnaire, lequel se caractérise ainsi :

1. Appareil judiciaire et juridique embryonnaire

caractérisé par :

- des juges ou des tribunaux peu séparés du « noyau » de l'appareil d'État (n° 39),
- des arbitres ou des tribunaux corporatifs, non ou peu contrôlés par l'État,
- des traces de professions juridiques diverses : avocats, notaires, enseignants.

Le stade suivant se reconnaît, en effet, à l'installation de tribunaux permanents, disséminés dans l'ensemble du pays et distincts des autres branches de l'AE. L'existence ponctuelle de tribunaux spécialisés, comme les *quaestiones* romains, ressortit encore à la première phase : qu'importe la façon dont la justice est rendue à Rome, si la majeure partie de l'Empire demeure hors l'atteinte des juridictions professionnelles. En revanche, une diffusion suffisamment générale des tribunaux fait, de ceux-ci, un élément du maillage étatique : la justice et le droit deviennent, alors, de très actifs facteurs d'intégration politique de la société. D'où la persévérante action de l'État, en vue d'établir le monopole de sa justice. Soumettre à l'appel de ses tribunaux les juridictions spécialisées hors sa tutelle et les pouvoirs judiciaires exercés, sans tribunaux spécialisés, par des autorités locales, est une première manifestation de cette tendance, particulièrement sensible dans les États qui se construisent contre l'émiettement féodal. Contrôler ou annexer les juridictions corporatives ou consulaires, propres aux marchands, exprime la même tendance à l'encontre des cités, incluses ou annexées en de plus vastes royaumes. Résorber et bouter hors les affaires séculières, les juridictions ecclésiastiques, fût-ce pour les litiges intéressant des clercs, est une troisième forme de ce même mouvement.

Toutefois la capture, par l'État, des juridictions éparses se heurte à de puissantes résistances. Celles-ci ont l'apparence de particularismes locaux, de libertés traditionnelles, de franchises communales ou corporatives, etc., mais elles ont un dénominateur commun : les privilèges. Privilèges dont Goubert, traitant de l'Ancien Régime, donne l'exacte mesure. « La “ loi ” la plus générale, c'était le privilège, *lex privata*, loi privée qui régit une ville, une province, un corps, une personne même » (57-II, 15). Le privilège n'est pas une anomalie ou une exception, il est la forme même du droit, dans les sociétés où les classes se conçoivent comme des états ou des ordres (t. 1, n° 83), et où le pouvoir d'État amalgame, plus qu'il n'intègre, des provinces hétérogènes. La loi uniforme et de validité générale demeure étrangère à ces sociétés, encore peu marquées par la logique de VE. Le temps n'est plus où le prince décidait n'importe comment et agissait au gré des circonstances, mais le temps n'est pas encore venu où l'État devra légiférer dans les formes et par normes abstraites : entre l'arbitraire et l'abstraction, s'étend la période où l'État édicte des règles catégorielles, des privilèges. À quoi s'ajoute l'immunité persistante de l'État : les décisions singulières de ses agents ne peuvent être mises en cause que par de respectueuses remontrances, et non pas attaquées en justice. Ainsi, l'appareil judiciaire est soumis à des tendances contradictoires : l'État voudrait le contrôler totalement, mais la résistance des intérêts distinctifs que le droit reconnaît et protège, comme tels, le maintient épars, d'où un système judiciaire effroyablement complexe où des niveaux de juridiction mal hiérarchisés s'entremêlent confusément. Si le ramassis de caisses caractérise l'appareil financier, on pourrait dire, de même, que le ramassis des juges qualifie la justice. En outre, dans certains pays comme la France, la vénalité des offices s'étend aux charges judiciaires et, si elle a pour corollaire un certain anoblissement des magistrats, elle a aussi pour effet la rentable collecte des épices offertes par les plaideurs. La justice ne s'achète pas, mais elle ne se donne pas non plus.

Cependant, la multiplication des juridictions spécialisées stimule l'essor des professions juridiques : les marchands sont loin de constituer la seule clientèle des notaires, avocats et autres huissiers qui trouvent, dans les affaires civiles et pénales et dans les actes réglant les dispositions matrimoniales ou testamentaires des familles riches ou aisées, un champ d'activité considérable. Ainsi, l'appareil judiciaire se prolonge par un appareil juridique, plus diffus et souvent de forme marchande : tel est le stade

2. Appareil judiciaire et juridique spécialisé

dont les caractéristiques se résument ainsi :

- spécialisation de tribunaux à vocation plus ou moins précise, mais enchevêtrés en un système complexe,
- développement des activités juridiques de forme marchande,
- établissement de normes distinctives, en forme de privilèges

L'essor du marché, soutenu par l'industrialisation capitaliste, provoque, dans tous les pays qu'il affecte, une transformation profonde de l'appareil juridico-judiciaire. Cette transformation peut s'opérer en douceur, dans un appareil dont le bâti semble inaltéré, comme en Angleterre, ou elle peut prendre l'allure d'une rénovation radicale, comme en France et dans les pays qui s'inspireront de la Révolution française, notamment en important le Code civil. De multiples détails institutionnels et procéduriers, demeurés distincts d'un pays à l'autre, viennent masquer cette transformation, aussi convient-il d'en souligner les traits essentiels.

En premier lieu, les éléments extrajudiciaires prennent un développement considérable qui intéresse, certes, les professions juridiques (agencées selon un mode quasi artisanal et vendant leurs services sur le marché où parfois la loi leur réserve des chasses gardées), mais qui concerne également ce que l'on pourrait appeler *l'élément contractuel* de l'appareil juridico-judiciaire : des services juridiques et contentieux se spécialisent, au sein des firmes commerciales, industrielles et bancaires. En outre, la structure administrative s'enrichit de rouages divers dont l'activité est, pour une bonne part, liée à la prolifération des contrats : enregistrement, hypothèques, timbre, *title companies*, etc. En second lieu, l'État réalise enfin son ambition ancienne : il rassemble effectivement l'ensemble des juridictions sous sa coupe directe et, le plus souvent, il réussit à en réordonner et à en simplifier l'agencement, que ce soit par désuétude de juridictions vieilles ou par une réforme plus directe. Ce rassemblement s'accompagne, en règle générale, d'une division du travail plus précise : des tribunaux civils et commerciaux sont distingués et parfois les juridictions pénales et administratives en sont nettement séparées. La situation est alors telle que Weber peut voir, dans l'État l'unique source du droit (201, 101) : s'il entend par là que les tribunaux totalement contrôlés par l'État peuvent, seuls, recourir à la violence — c'est-à-dire à la force publique — pour faire exécuter leurs décisions, il a assurément raison. En troisième lieu, et c'est le plus important des changements associés à l'essor capitaliste, la norme produite par l'État devient impersonnelle et générale, la loi fait véritablement son apparition. Le lien intime entre ce triomphe de la loi et la logique uniformisatrice de VE (t. 2, n° 68) apparaîtra clairement, quand nous serons en mesure d'étudier le champ juridique. Mais il n'est pas nécessaire d'invoquer ce lien, pour observer les formes et la portée nouvelle des codes et des lois. Avec ou sans Parlement pour en délibérer, la loi se fait uniforme, parce qu'elle devient, pour une part essentielle, un moule-à-contrats, un ensemble de références où les dispositions que les juristes disent *d'ordre public* (c'est-à-dire incontournables par des stipulations contractuelles contraires) sont rares, et où les parties à tout contrat peuvent puiser, selon leurs convenances. Les parties à tout contrat sont conçues comme des personnes juridiques, également libres et compétentes. Les privilèges, qui spécifiaient jadis les droits particuliers de catégories diverses et multiples, disparaissent, en droit ou en fait, parce qu'ils sont profondément incompatibles avec le jeu du marché. Et le droit ne se soucie guère des inégalités réelles qui peuvent séparer les cocontractants : seuls les mineurs et les incapables fortunés demeurent soumis à des protections particulières. En quatrième lieu, enfin, l'État

lui-même devient une personne juridique, au point que le mythe d'un « État de droit » tend à s'établir. Ce retour du droit sur l'État s'observe à des signes divers : l'importance accrue du formalisme requis pour la validité des décisions légales, réglementaires ou judiciaires, une certaine indépendance — au moins formelle — de la magistrature, la possibilité, aussi, de poursuivre en justice l'État ou ses administrations spécialisées, pour « excès de pouvoir » ou pour tout dommage impliquant leur responsabilité, etc. De là à qualifier l'État comme une institution désormais domestiquée et qui, lors même qu'elle recourrait à des mesures de violence, aurait à le faire dans les formes, il n'y a qu'un pas, trop vite franchi. Aucun État au monde ne peut fonctionner sans violer son propre droit, même lorsque ce droit prévoit les situations d'exception, les états de siège et autres procédures suspendant la légalité des jours calmes : il y a, dans les affaires coloniales, policières, militaires, financières, douanières et autres, auxquelles s'applique la domination étatique, une irréductible part d'ombre et de violence, sans parler des périodes où la domination établie est mise en péril...

On peut résumer ainsi les caractères dominants dans cette nouvelle étape :

3. Appareil judiciaire et juridique développé

- système judiciaire complexe et articulé, soumis au contrôle exclusif de l'État,
- extension des professions juridiques à caractère marchand et des services juridiques inclus dans les firmes,
- maturation des codes et des lois.

Ce troisième type d'appareil est évidemment une catégorie très générale qui — plus encore que le deuxième type — pourrait être utilement décomposée en sous-catégories, pour les besoins d'analyses plus fines. Ainsi, par exemple, il est possible que l'élection d'une partie au moins du personnel judiciaire puisse être un discriminant important, bien qu'elle n'affaiblisse pas nécessairement le, contrôle étatique qui s'exerce par l'appel, la cassation et d'autres procédures hiérarchisant les divers tribunaux.

Par ailleurs, il faut bien voir que l'appareil juridico-judiciaire étend ses ramifications *dans l'État* bien au-delà de la magistrature. Tant que cet appareil en était encore à son stade embryonnaire, l'État ignorait les individus et leurs activités quotidiennes, il ne s'intéressait qu'à leurs rares litiges. Au stade suivant, il a commencé de s'en mêler plus activement, par exemple en normalisant les procédures d'identification des individus, par la tenue d'un *état-civil*. Sur cette lancée, la juridification de la vie quotidienne n'a pas tardé à s'étendre en toutes directions. Toutes les administrations, tous les AE spécialisés en quelque domaine que ce soit, en sont venus à produire des normes juridiques de toute sorte. Tandis que l'appareil juridico-judiciaire prenait sa forme développée, il s'est constitué, au sein des divers AE, un *élément réglementaire* symétrique de *l'élément contractuel* dont on a déjà noté la maturation dans les entreprises, élément réglementaire d'où

émane le flux immense des arrêtés, circulaires et autres décisions de forme juridique générale, par lesquelles se concrétise une bonne partie du travail administratif des divers AE. C'est dire qu'une étude attentive à la maturation des divers éléments dont l'appareil juridico-judiciaire se compose (enseignement, magistrature, professions libérales, élément contractuel, élément réglementaire, etc.) pourrait, à bon droit, produire des résultats beaucoup plus détaillés que ceux qui précèdent. Mais je m'en tiens, à dessein, au repérage très schématique qui précède, parce que celui-ci me paraît tout à fait suffisant pour l'objet que je vise : la caractérisation des divers appareils d'État (n° 49).

[Retour à la table des matières](#)

15. Si l'on suit les analyses précédentes — que l'étude du champ juridique et du droit comme idéologie viendra renforcer —, les corrélations indiquées par le tableau 8 se justifient aisément. On a vu, en effet, que les sociétés soumises à la logique de VE, c'est-à-dire à l'essor de l'industrie et du marché capitalistes, ont besoin d'un droit explicite et d'un appareil judiciaire et juridique pleinement développé (forme 3). Il n'est pas d'exemple que les sociétés *ultérieures*, qu'elles soient encore d'un type capitaliste ou qu'elles deviennent étatiques-socialistes, puissent ensuite se dispenser d'un tel appareil. Cas extrêmes, l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne n'ont jamais cessé de disposer d'un tel appareil : les valeurs morales ou politiques, connotées par le mot justice, n'ont pas de lien nécessaire avec l'existence et le fonctionnement d'un appareil judiciaire. Il est possible, en revanche, que certaines sociétés tardent ou aient tardé à se doter d'un appareil juridico-judiciaire de type 3, alors que le capitalisme s'installe ou s'installait chez elles. Un tel décalage, évidemment lié à la forme du régime politique (t. 1, n° 48), ne peut durer très longtemps, sans nuire à la bonne marche des affaires, mais il est avéré : ainsi le disparate des institutions judiciaires, dans l'Allemagne éparpillée du premier XIX^e siècle, a pu nuire à l'essor du capitalisme, tout autant que l'incohérence des douanes, des monnaies, des poids et mesures. C'est pourquoi le type 2 est indiqué comme pouvant survivre sous le règne de VE.

Pour le reste, c'est évidemment au cours de la longue transition de VU à VE que les deux premières formes de l'appareil judiciaire et juridique sont apparues, sans que l'on puisse établir, à cet égard, de corrélations plus fines.

Le cas des sociétés soumises à la logique de VU est plus douteux. Il n'est pas d'exemple qu'un appareil déjà spécialisé (c'est-à-dire de type 2) se soit établi, *proprio motu*, en de telles sociétés et l'on voit mal, en effet, à quels besoins il aurait pu répondre, ni par quel processus il aurait pu prendre forme, dans un environnement social aussi fruste. En revanche, le cas de l'appareil embryonnaire (type 1) m'apparaît incertain : il n'est pas invraisemblable que, dans les plus anciennes sociétés tributaires, par exemple, des agents de l'État, c'est-à-dire des représentants du prince ou des prêtres, etc., aient eu, entre autres fonctions, à régler

certains des conflits nés entre familles ou entre individus, mais je n'en connais point d'exemple nettement établi.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 8 LES APPAREILS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES				
A. RECAPITULATION 1. Appareil judiciaire et juridique de forme embryonnaire 2. Appareil judiciaire et juridique spécialisé 3. Appareil judiciaire et juridique développé				
B. VENTILATION				
Logique de la production	Types d'appareils juridico-judiciaires compatibles avec la logique considérée ^a	Projections ^b		
		2/1 ^c	3/2 ^c	4/2 ^c
1 Logique de VU	(1)	2		
2 Logique VU-VE	1 2		3	3
3 Logique de VE	2 3			
4 logique VE-VD	3			
^a . Se reporter au texte. ^{b. c.} Voir les notes correspondantes sous le tableau 6, page 83.				

Je note donc cette corrélation comme un problème ouvert. Sa solution devrait s'inspirer, *mutatis mutandis*, des méthodes mises en œuvre par Polanyi, pour repérer l'existence ou non d'un commerce marchand, et des critiques partielles que ces méthodes appellent (t. 2, n° 80). En effet, il ne s'agit surtout pas de plaquer sur des sociétés aussi étrangères à notre expérience des concepts ou des structures valables pour nous, mais n'ayant aucune validité transhistorique. La question n'est pas de baptiser code les tablettes d'Hammourabi et de les assimiler, *ipso facto*, à un Code civil ou pénal, ni de baptiser juge tel agent que l'on voit, réglant quelque chose qui nous apparaît comme un litige. La question est d'apprécier si, de façon habituelle, des agents étatiques, même non ou peu spécialisés, ont pour mission

normale de régler les conflits (et lesquels ?) et si, ce faisant, ils sont effectivement tenus d'appliquer des normes préétablies fussent-elles coutumières — et d'opérer selon des formes prescrites. Bref, la question n'est pas de savoir si *une justice* est rendue, mais si un embryon d'appareil judiciaire existe réellement et si, de ce fait, l'État a effectivement capté un pouvoir jusque-là exercé *en bas* de la société, dans les communautés claniques, tribales ou villageoises.

Chapitre 6

Les affaires locales et étrangères

« La souveraineté de la nation réside dans les communes. »

SAINT-JUST.

[Retour à la table des matières](#)

16. Il est des sociétés où l'État semble se concentrer en un point, le Temple, l'Agora, le Palais. Quand cette apparence correspond d'assez près à la réalité, c'est que l'on est encore en présence d'un État balbutiant et de courte portée. Dès que l'État étend son territoire, son appareil s'épaissit et s'étale aux passages occasionnels des armées en bataille, succède une administration qui s'installe à demeure. L'extension territoriale et la dispersion de l'appareil d'État s'entretiennent l'une l'autre. Pour convertir un territoire et les populations qu'il porte, en un espace politique soumis à son contrôle, l'État doit se donner les moyens d'amalgamer et d'intégrer ces populations, il doit se rendre présent pour elles, il doit s'appareiller à cette fin. Mais, en retour, il trouve, dans l'étendue qu'il gagne, un renfort de moyens et de besoins qui incitent au perfectionnement de son appareil : besoins nouveaux, nés de la diversité et de l'hétérogénéité des populations à tenir, moyens additionnels pour le tribut ou l'impôt et pour la levée militaire. Cependant, le déploiement géographique des États pose un problème que l'on résoudra par approximations successives : celui des aires politiques. Déjà, l'étude des structures économiques nous a permis de montrer que les MP et les FE possèdent des propriétés spatiales bien distinctes (t. 2, n° 111), mais qui ne suffisent pas à rendre compte de l'extension des sociétés. À diverses reprises et, notamment, lorsque la FE tend à se déployer dans l'aire illimitée du marché, il est apparu que les déterminations économiques de l'espace social cédaient le pas à d'autres déterminations de nature politique. Quand ces dernières pourront être définies, la

théorie des aires politiques — et de leurs rapports avec les aires économiques — nous deviendra accessible ; mais il faudra, pour cela, que nous sachions ce que sont les États, ce qu'est leur capacité de contrôle ou d'intégration. En attendant, le repérage des AE doit se poursuivre, comme si l'espace politique où ces appareils exercent leur activité nous était déjà connu. Nous avons supposé, jusqu'ici, et nous continuerons de supposer que les divers AE — ou AI — à examiner s'inscrivent *convenablement* dans l'espace, sans pouvoir rien dire encore de cet espace, ni de son occupation *convenable*.

Pourtant, il est des AE qui ne peuvent être analysés sans référence explicite à l'espace politique, car leur objet est précisément de marquer l'espace au nom de l'État : soit à destination des autres États et ce sera l'appareil des Affaires étrangères, soit au sein même de la société que l'État contrôle et ce sera l'appareil des Affaires locales. Commençons par ce dernier.

L'appareil des Affaires locales n'a pas l'immédiate évidence de l'armée, des finances ou de la justice, tous AE qui se spécialisent, sous des formes certes variables, mais néanmoins offertes à des comparaisons immédiates. Ici, en revanche, la diversité des institutions et des procédures peut sembler décourageante. Certains pays contemporains disposent d'un ministère de l'Intérieur et d'une hiérarchie d'institutions rattachées à des circonscriptions administratives. D'autres se présentent comme un ensemble de provinces, de régions ou de pays (*Länder*) plus ou moins autonomes. D'autres encore sont formés d'États fédérés ou confédérés sous la houlette d'un État central, sinon centralisé. La confusion s'accroît à mesure que l'on étend le champ des observations à des sociétés plus anciennes. Comment discerner, dans tout cela, l'appareil des Affaires locales et ses types essentiels ?

Une première difficulté tient à *l'effet de solde*. Dans tous les États, on assiste à la spécialisation progressive de certains appareils. L'armée, les finances, la justice et divers autres AE qui restent à examiner, finissent toujours par se différencier nettement du reste de l'appareil d'État et par s'offrir à l'analyse, dans une relative pureté fonctionnelle. Mais, à *toute étape de son développement, l'État se mêle de plus d'affaires qu'il n'a d'appareils spécialisés pour les traiter*, et le solde de ses activités, c'est-à-dire la partie qui n'a pas encore d'agence spécialisée, se mêle confusément aux tâches des AE déjà différenciés ou, plus souvent encore, aux tâches de deux éléments précis de l'appareil d'État : son « noyau » (n° 40) et son appareil des Affaires locales. Ce dernier, en effet, désigne en première approximation l'ensemble des antennes « administratives » de l'État, qui n'ont pas de spécialisation particulière et qui sont en contact direct avec la masse de la population à administrer. C'est évidemment là que les affaires, échappant à la compétence des AE déjà spécialisés, deviennent des affaires d'État et qu'il faut bien les traiter d'une manière quelconque. Tel est l'effet de solde : l'appareil des Affaires locales est l'omnipraticien de la médecine étatique. Toute étude approfondie de cet AE aurait donc à analyser le domaine, immense et changeant,

des affaires portées vers l'État ou dont il s'empare, mais j'en ferai ici l'économie, faute de matériaux convenables et faute aussi de tenir cet aspect pour essentiel à l'intelligence de l'appareil des Affaires locales. L'essentiel, en effet, me paraît se loger dans la question suivante : *quel rapport l'appareil des Affaires locales établit-il entre la population éparsée et le pouvoir d'État ?*

Ce rapport n'est pas le seul par lequel on pourrait caractériser cet AE. En effet, les divers appareils spécialisés ont, eux aussi, des antennes locales — du moins, dans les États suffisamment développés — et la question se pose de savoir si (et comment) leurs activités sont *localement coordonnées*. L'appareil des Affaires locales joue toujours un certain rôle à cet égard : il peut exercer une autorité quasi souveraine ou être tenu en laisse et cantonné dans des fonctions mineures, il peut être agencé en un organisme unifié ou être scindé en entités distinctes, auquel cas la coordination des coordinateurs fait à son tour problème, etc. Mais quel que soit l'intérêt d'une étude des fonctions — et des dysfonctions — de l'AE des Affaires locales, en tant qu'il contribue à la coordination générale de l'Appareil d'État, je choisis de négliger cet aspect, pour privilégier ce qui me paraît être la dimension essentielle du rapport établi, entre l'État et la population, par cet appareil : comment le pouvoir d'État se fait-il sentir localement ? l'appareil des Affaires locales est-il détenteur, au moins partiel, de ce pouvoir ou est-il son relais local ? d'où les agents qui dirigent cet appareil tirent-ils leur autorité : d'une désignation par le centre étatique ou de quelque autre procédure ? et, en l'un et l'autre cas, quelles compétences réelles peuvent-ils exercer ?

[Retour à la table des matières](#)

17. Pour répondre utilement à ces questions, il faut faire usage d'une distinction qui ne peut être pleinement justifiée dès à présent : c'est que, de façon très générale, les appareils d'État ont, avant et après l'essor du capitalisme (et de VE), une très inégale aptitude à mailler le pays et à intégrer la société et que cette inégale aptitude affecte particulièrement l'appareil local. Le premier trait se dessinera nettement, au chapitre 14 ci-après, lorsque le corps des AE pourra être étudié dans sa totalité. Le second trait est le corollaire du premier. Les AE des sociétés précapitalistes sont, à peu d'exceptions près, nourris par un prélèvement d'hommes et d'impôts qui, aussi lourd soit-il, n'en pèse pas moins sur des sociétés souvent pauvres et dont la production n'est guère élastique. Donc, ce sont des AE pauvres, peu diversifiés et peu ramifiés : ils ne descendent pas très bas à la rencontre de la population, ils l'encadrent de haut et de loin. D'où ce paradoxe que Goubert souligne : « pour les modestes administrations rurales, le temps de la liberté, ce fut l'Ancien Régime » (**57-II**, 82). Autrement dit, en bien des domaines, les communautés villageoises — où se trouve la très grande majorité de la population dans les sociétés précapitalistes — s'administrent encore par elles-mêmes, sous la tutelle, plus ou moins attentive, mais souvent lointaine, des représentants « locaux » de l'État. Leurs capacités sont médiocres, mais leur liberté

est grande. Le resserrement du maillage administratif ne doit pas être conçu comme une novation soudaine, pas plus qu'une date de naissance, fixée à l'année près, n'est assignable au MP capitaliste. C'est un processus long et complexe, qui s'étend sur toute une période, mais c'est un processus lié : qu'elle avance ou qu'elle retarde, la réforme de l'administration accompagne de près la révolution industrielle, l'une ne peut se passer durablement de l'autre. De ce fait, on va rencontrer deux grandes classes d'appareils des Affaires locales. La première est celle des appareils embryonnaires, projections locales ou répondants locaux du pouvoir central, mais institutions qui encadrent encore de fort loin les masses rurales. La seconde, en revanche, est faite d'appareils développés en un réseau, aux mailles serrées, qui rend l'État présent jusque dans le plus petit des villages.

Dans la première classe, l'extrême diversité des formules observables semble pouvoir se réduire à trois types essentiels, selon que les antennes locales du pouvoir sont dirigées par un représentant quasi autonome du souverain, ou par un représentant lui-même soumis à l'étroit contrôle du souverain et de ses bureaux ou qu'enfin, ces antennes locales sont formées par des corps constitués, non ou peu soumis à l'influence du souverain, pour ce qui est de leur composition. Ces trois types s'entremêlent assurément et peuvent parfois se chevaucher, mais rares sont les sociétés précapitalistes où l'un des trois n'affirme pas sa prépondérance, surtout si l'on n'oublie pas d'exclure les sociétés que leur exigüité ou leur nature dispensent de tout appareil des Affaires locales. Ainsi, les cités antiques n'ont pas à recourir à une quelconque formule de décentrement du pouvoir, elles demeurent à portée directe de leur souverain, même et surtout si ce souverain est une assemblée de citoyens ; il faut que la cité romaine ait déjà étendu ses conquêtes pour qu'elle en vienne à doter les provinces soumises de magistrats délégués en permanence. De même, les sociétés purement féodales n'ont pas de hiérarchie administrative bien distincte de la chaîne des suzerainetés et, à vrai dire, tant qu'elles en sont à ce stade, elles n'ont qu'un État central symbolique, sans appareil propre et, donc, sans pouvoir autonome.

Le premier type — que l'on dira 1 a — est, en somme, celui des *gouverneurs*, car les représentants du souverain sont, localement, le pouvoir souverain. D'une société à l'autre, la titulature des gouverneurs est des plus variables, mais qu'ils soient nommés satrapes, comtes, proconsuls, il n'importe. De même, la diversité de leur recrutement n'a pas une importance décisive : les rois, fondateurs d'une dynastie, les choisissent souvent parmi leurs proches et leurs parents ; les souverains, héritiers d'un royaume déjà fixé, doivent plus souvent recourir aux aristocraties locales ; parfois aussi, les « gouvernorats » locaux deviennent héréditaires. Mais, en toutes ces occurrences, ce qui spécifie le type 1a, c'est le rapport du gouverneur au souverain, c'est-à-dire le rapport du pouvoir local au pouvoir central : la confiance du souverain fonde ce rapport, la fidélité du gouverneur et l'aptitude du souverain à sanctionner les écarts et les négligences et à récompenser les services l'entretiennent. C'est donc un rapport fragile, un lien à renouer et à éprouver sans cesse, un lien qui se dénoue, dès que la puissance du

souverain faiblit ou subit une éclipse. Les généraux d'Alexandre ont eu d'innombrables imitateurs.

Les royaumes et les empires qui ont duré ont dû, pour cela, renforcer le lien du pouvoir central au pouvoir local, et le type 1 b, qui est, si l'on veut, celui des *intendants*, est le résultat de ces efforts. Dans ce nouveau type, le pouvoir local continue d'être exercé par des représentants personnels du souverain, choisis, comme précédemment, dans l'aristocratie locale ou parmi les proches du prince, à moins qu'ils ne soient sélectionnés, à la manière chinoise, par des concours de recrutement. La nouveauté tient à la modification des liaisons pratiques entre le centre et la périphérie. Dans le type 1 a, d'éventuelles inspections effectuées par le souverain ou par ses *missi dominici* et le contrôle des « livraisons » venues des gouverneurs (tribut ou impôt, levées d'hommes pour l'armée, etc.) permettaient, certes, de tester, plus ou moins régulièrement, leur fidélité et leur efficacité, mais avec le type 1 b, ce test devient inutile : l'intendant opère en liaison permanente avec les services proches du prince, il devient même, très souvent, leur subordonné local, cependant que, par précaution supplémentaire, les agents locaux des AE spécialisés ont souvent à répondre, de leur côté, aux instructions, inspections et ordres des services centraux spécialisés. Le gouverneur, « ami du prince », est ainsi remplacé par l'intendant, « œil et bras du prince ». Les gouverneurs provinciaux, les préfets et les sous-préfets chinois (52, 214) sont sans doute le meilleur exemple du type 1 b, d'autant que le recrutement mandarin s'accompagne d'une certaine circulation des élites lettrées, dans les fonctions provinciales, mais les magistrats provinciaux romains, que l'Empire fait assez vite transiter du type 1 a au type 1 b, ont été, pour les royaumes occidentaux, un modèle mieux connu et souvent imité.

Le type 1 c, dans lequel l'administration locale relève de corps constitués, est d'une autre nature et d'une autre portée que les précédents. L'inclusion de cités dans les royaumes hellénistiques, puis dans l'Empire romain, et la création de cités nouvelles, dans ces ensembles, montrent le premier processus par lequel des corps constitués peuvent devenir des antennes administratives locales : ces villes, jadis États souverains (ou créées à leur image), ont généralement gardé leur ancienne organisation et ont pu s'administrer à *leur manière*, de façon assez autonome, sauf à verser l'impôt au souverain et à lui manifester la déférence requise. La Cité-État est devenue municipalité autonome (175, 391). Un processus analogue a joué pour celles des provinces qui, lors de leur annexion au royaume de France ou à quelque autre État occidental, se sont vu reconnaître, par traité solennel, le droit de conserver leurs « états provinciaux » : « chaque fois que les souverains avaient fait une acquisition, ils avaient promis de respecter les privilèges locaux », observe un historien de notre XVI^e siècle (184, 75), et il faut entendre que ces privilèges étaient des franchises, des libertés, dont celle de maintenir en vie l'administration locale traditionnelle. D'autres corps constitués se sont formés de façon plus brutale : la plupart des communes médiévales qui ont conquis leurs franchises, de haute lutte ou contre espèces, se sont efforcées de conserver, au fil des annexions

successives dont elles étaient l'objet, le droit d'administrer elles-mêmes leurs propres affaires. Ainsi, le type 1 c est celui où les corps de villes et les états provinciaux acquièrent ou conservent une capacité administrative autonome, non par délégation du souverain, mais par consécration partielle d'une souveraineté, jadis pleine et entière. Ce sont d'anciens États ou quasi-États, inclus dans un État plus vaste ou plus puissant, et dont l'indépendance ancienne se survit en pouvoir municipal ou provincial. D'où la cohabitation, souvent difficile, entre les formes 1 b et 1 c.

Toutes deux sont capables d'intégrer la population d'un État, mais selon des modèles concurrents. Quand le type 1 c est prédominant, voire généralisé comme il le sera dans les Provinces-Unies des XVI^e-XVIII^e siècles ou aux États-Unis et en divers autres « États neufs », il caractérise un type d'État où le pouvoir est dilué et relativement démocratique. Il constitue l'amorce d'un *self-government*. Quand, à l'inverse, le type 1 b est prédominant, tout renforcement de l'un des AE correspond à un accroissement du pouvoir central. Ce qui est en cause, derrière ces modèles distincts, ce n'est pas la nature du système des classes sociales, ni le type de domination de classe, c'est la forme du régime politique (t. 1, n° 48). Rares sont les régimes aptes à maintenir une cohabitation durable et équilibrée entre ces deux modèles, hors les États faibles. Dans tout État riche, puissant et bien assis, il est contradictoire d'avoir à renforcer les relais locaux du centre — les « intendants » 1 b — et d'avoir à composer avec des provinces et des villes aptes à s'auto-gouverner. L'Empire romain résout finalement cette contradiction en vidant de presque tout contenu les séquelles du type 1 c. La France de Richelieu ou de Colbert fait de même, non qu'elle soit portée par quelque démon centraliseur, mais simplement parce que son pouvoir central est assez fort pour se passer, souvent, de l'acquiescement des autorités locales. L'Angleterre, à l'inverse, n'aura pas cette force aux XVII^e et XVIII^e siècles et, bientôt, la réduction des disparités entre ses comtés et ses bourgs perdra son objet, car un système électif et parlementaire se sera glissé dans cette structure vieillie, désormais promise au *self-government*.

[Retour à la table des matières](#)

18. Le *self-government*, deux fois évoqué déjà, est l'une des formes que peuvent prendre les appareils des Affaires locales de la seconde classe ; l'autre forme est l'administration locale. La différence, on le voit, est de l'ordre du pouvoir. Ces deux types d'appareils, en effet, ont en commun d'avoir pris du poids et de la diversité : l'essor du capitalisme a pour corollaire la bureaucratisation et la multiplication des AE spécialisés et, donc, de leurs antennes locales. Quand les Affaires locales sont agencées selon l'un des types de la classe 1, cela signifie, au fond, qu'il y a *peu d'État loin du prince*, peu d'État c'est-à-dire peu d'agents pour le représenter et agir en son nom. Avec la classe 2, par contre, *l'État se diversifie partout*, autrement dit la concentration centrale des agents du pouvoir est désormais redoublée par la présence d'agents étatiques, presque en tout point du

territoire. Toutefois, cette condensation de l'appareil d'État s'opère selon deux formes tout à fait distinctes. On pourrait croire que la distinction va être fondée sur l'existence ou non de procédures électives, que l'un des types sera caractérisé par la présence d'autorités locales, soumises à élection directe, tandis que l'autre correspondra aux agencements où les autorités locales sont désignées par le centre étatique. Pourtant, ce ne sera pas le cas : la forme 2 b, qui est celle du *self-government* ou du gouvernement local, est certes toujours accompagnée de procédures électives, mais la forme 2 a, qui est celle de l'administration locale, peut fort bien s'accommoder d'élections démocratiques, comme elle peut s'en dispenser ou être maquillée par des élections factices. Le véritable critère est ailleurs : il y a gouvernement local si, et seulement si les autorités locales disposent de compétences propres et exclusives, si elles ont le droit de lever l'impôt ou si elles reçoivent de l'État central des subsides globaux, automatiques, non affectés, et si, enfin, leurs décisions sont exécutoires, sans tutelle préalable ni contrôle *a priori*. Compétences, ressources, décisions : à défaut, les antennes locales de l'AE, même en cas d'élections, ressortissent au second type, à l'administration locale. Il suffit de comparer les pouvoirs réels d'un maire français et d'un maire américain, ou les attributions d'un conseil général ou régional avec celles d'un *Land* allemand ou d'un État inclus dans les États-Unis, pour mesurer toute la différence. Naturellement, les administrations locales, partiellement soumises à des procédures électorales, sont plus poreuses aux luttes sociales et politiques que les administrations nommées, mais cela ne modifie pas leur position essentielle, en termes de pouvoir : elles *sont le relais local du pouvoir d'État* (ou, comme les maires français, ses satellites presque impuissants) *et non pas un repli dans le pouvoir d'État*. En revanche, les divers centres de gouvernement local constituent un tel repli, qui souvent peut devenir un faux pli, une gêne, une source, secondaire mais non négligeable, *de contradictions internes au pouvoir d'État*.

La France est souvent citée en exemple du type 2 a. En effet, l'appareil d'État qu'elle avait « d'abord forgé aux temps de la monarchie absolue comme arme de la société moderne naissante, dans sa lutte pour s'émanciper du féodalisme », nous dit Marx (187, 209), a été transformé, par la révolution jacobine et par l'empire napoléonien, en un système remarquablement uniformisé, hiérarchisé et centralisé. La première poussée centralisatrice, celle de la monarchie absolue, était toute relative : elle tendait à faire prévaloir les impôts et la justice royale, et à achever le démantèlement des places fortes et des milices locales, mais elle n'avait pas, pour autant, étendu un voile uniforme sur tout le pays ; à la veille de la Révolution, les différences entre l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la France n'étaient pas encore très marquées, pour ce qui est de l'appareil local, même si la première faisait déjà une place plus grande aux élections et avait moins fermement résorbé les éléments relevant du type 1 c. La deuxième poussée centralisatrice, celle de la Révolution et de l'Empire, a été beaucoup plus radicale et elle ne pourra être pleinement analysée qu'au moment où les alliances de classes forgées dans la Révolution (t. 1, n° 43) deviendront intelligibles, ainsi que le retournement des rapports entre les privilèges et les libertés : le passage de l'équation d'Ancien Régime, libertés = privilèges, à la

nouvelle équation jacobine, liberté = égalité et abolition des privilèges est un mouvement profond du discours national (t. 1, n° 83) qui met en cause toute la structure idéologique de la société française. Cependant, la France est loin d'avoir l'exclusivité du type 2 a. Les agencements étatiques établis par la Révolution française ont été souvent imités : les préfets se sont exportés comme le Code civil. Pourtant, il est des pays, tels la Prusse et le Japon, où une administration locale de type 2 a s'est forgée par un mouvement plus autonome. La filiation jacobine se retrouve davantage dans les sociétés assises sur une FE étatique-socialiste où, de façon très générale, l'appareil des Affaires locales relève de ce même type : que le préfet soit baptisé premier secrétaire régional ou provincial du Parti ne change rien à sa signification essentielle, si ce n'est en lui donnant prise directe sur un puissant AE supplémentaire, le parti.

On aurait tort de penser, avec Grémion, que le type 2 b « ne peut se développer et prendre un sens politique que dans les pays anglo-saxons » (177, 159). Le fait est que cette forme a mûri, en Angleterre et aux États-Unis, et a souvent été adoptée par les colonies et les dominions où le peuplement anglo-saxon ou anglo-boer prenait une place importante et que, le temps aidant, d'intimes correspondances se sont établies entre les habitudes administratives et les idéologies politiques et nationalitaires. Mais le lien essentiel n'est pas entre une ethnie et une forme politique, ni entre une aire impériale et un style administratif. Les formes de gouvernement local sont apparues, souvent à la suite du type 1 c, dans une société capitaliste précoce, l'Angleterre, et dans toutes les sociétés qui ont accédé au capitalisme, par la transformation d'une FE marchande simple (t. 2, n° 104) : en Suisse comme aux États-Unis et dans d'autres colonies à fort peuplement européen.

D'ailleurs, les formes 2 a et 2 b sont travaillées par des mouvements contradictoires. D'un côté, l'immixtion croissante de l'État dans l'économie, qui accompagne la transition VE-VD, privilégie les formules d'administration locale et affaiblit les capacités du gouvernement local : le renforcement des moyens et des compétences dont dispose l'État central (ou fédéral) est patent, en Angleterre comme aux États-Unis et même en Suisse. D'un autre côté, la crise des États nationaux et l'émergence d'une poussée régionaliste imposent une atténuation des formes 2 a, par exemple en Italie, en Espagne ou en France, tandis que le même résultat est parfois favorisé par le jeu du système mondial, comme dans l'Allemagne divisée, d'après 1945, où la valorisation des *Länder* a été imposée par les vainqueurs, en réaction contre le centralisme, prussien puis nazi, avant de se révéler bénéfique, aux yeux des Allemands eux-mêmes. Mais il s'agit là de facteurs que l'on doit noter, tout en renvoyant leur analyse à plus tard. D'ailleurs, la contradiction observée demeure insurmontée et de portée encore indécise : les tendances étatiques-capitalistes, et plus encore les tendances étatiques-socialistes, portent à la généralisation et au renforcement des administrations locales de forme 2 a, mais d'autres tendances de nature plus politique et idéologique — et qui restent à étudier — viennent corroder l'État central, son discours national et son

administration locale, et aboutissent à un regain, au moins formel, du gouvernement local de type 2 b.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 9 LES APPAREILS DES AFFAIRES LOCALES					
A. RECAPITULATION Classe 1 — Appareils embryonnaires 1 a. Affaires locales réglées par les représentants du prince ou « gouverneurs » 1 b. Affaires locales réglées par des représentants du prince, soumis à la tutelle et au contrôle permanent des bureaux du prince, ou « intendants » 1 c. Affaires locales réglées par des corps de villes ou des états provinciaux Classe 2 — Appareils développés 2 a. Appareil d'administration locale 2 b. Appareil de gouvernement local					
B. VENTILATION					
Logique de la production	Types d'appareils des Affaires locales compatibles avec la logique considérée ^a			Projections ^b	
				3/1 ^c	3/2 ^c
1 Logique de VU	1 a	1 b		2 a	2 a
2 Logique VU-VE	1 a	1 b	1 c	2 a 2 b	2 a 2 b
3 Logique de VE	2 a	2 b			
4 Logique VE-VD	2 a	2 b			
^{a.} Voir texte. ^{b. c.} Voir les notes correspondantes sous le tableau 6, page 83					

Par cette dernière remarque, on voit que l'appareil des Affaires locales, partie intégrante de l'appareil d'État et nœud essentiel dans le corps des AE, n'est pas étranger à l'activité idéologique : comme tout AE, il a aussi valeur d'AI. Selon sa forme, il nationalise ou il particularise le discours de l'État. On se gardera toutefois de prendre en compte les appareils des Affaires locales, lorsqu'il s'agira

d'assembler le corps des AI (n° 49), non par mépris pour le rôle qu'ils jouent à cet égard, mais par simplification : les purs AI seront, par ailleurs, assez nombreux, et leurs combinaisons suffisamment complexes, pour qu'il soit opportun de négliger les éléments qui opèrent dans l'idéologie, comme par ricochet ; et ce, d'autant plus que maints autres angles d'attaque nous permettront, le moment venu, de cerner les idéologies nationalitaires et de discerner le rôle que jouent les AE dans leur propagation comme dans leur crise.

En résumé, le tableau 9 récapitule les diverses formes que l'on vient de distinguer et les associe aux repères, désormais familiers, que l'on tire des logiques de la production. On a déjà discuté, au n° 17, les raisons qui conduisent à lier les formes 2 a et 2 b aux sociétés au moins soumises à la logique de VE, et à attribuer aux sociétés moins développées les divers appareils des Affaires locales ressortissant à la première classe. Le seul élément nouveau, que fait apparaître le tableau 9, est de réserver le type 1 c aux sociétés où s'opère la transition VU-VE : l'inclusion *durable* de sociétés *déjà dotées* d'une structure étatique dans un État plus vaste, qui néanmoins respecte leurs institutions propres et les *laisse fonctionner* — toutes caractéristiques de la forme 1 c — suppose en effet que l'on soit en présence d'une société déjà riche de différences sociales et d'échanges entre éléments différenciés, bref d'une société déjà dégagée de l'étroit horizon de VU et engagée dans la transition VU-VE.

[Retour à la table des matières](#)

19. L'appareil d'un État ne demeure pas enfermé dans le territoire que contrôle cet État. Il vient un temps où quelques États, puis la plupart d'entre eux, poussent des tentacules, provisoires et bientôt permanents, vers les autres États. Les éléments ainsi dispersés en territoire étranger, et leurs correspondants dans la structure centrale de l'AE, constituent l'appareil des Affaires étrangères. Le caractère tout à fait formel de cette définition saute aux yeux. Où commence et où finit l'étranger et quelle est sa nature ? Qu'est-ce qu'un État, du point de vue des autres États ? Comment les tentacules projetés par un AE étranger peuvent-ils s'articuler à l'appareil et au pouvoir d'État qui contrôlent une société donnée — et réciproquement ? L'étude ultérieure des systèmes mondiaux permettra de répondre à de telles questions, mais il faut s'en tenir, provisoirement, à de banales évidences : il y a des États distincts et ils finissent par échanger des ambassadeurs permanents. Telle est, en effet, la première forme que prend l'AE des Affaires étrangères.

La naissance de la diplomatie est lente et tardive. On peut en observer les progrès en Chine ou à Byzance, parce que ces pays semblent avoir, plus que d'autres, pratiqué l'envoi d'émissaires occasionnels, notamment pour séduire, acheter ou diviser les peuplades, guerrières ou nomades, qui assaillaient leurs

frontières. Cependant, l'établissement d'ambassadeurs en divers pays et la spécialisation corrélatrice de services centraux, correspondant avec les envoyés lointains du souverain, sont, en règle générale, liés à l'essor marchand *et* à la multiplication des États européens. Souvent, en effet, les vagues antérieures d'essor marchand, en Méditerranée comme dans l'océan Indien, ont été soit interrompues, soit suivies par la construction d'empires dispensant de toute ambassade. L'Europe des XIII^e-XIV^e siècles est, à cet égard, le théâtre d'une novation : les États qui se forment, et dont le nombre se réduit par de multiples annexions, sont néanmoins incapables de se surclasser les uns les autres. Commerce actif, guerres nombreuses, persistante pluralité étatique : les Affaires étrangères deviennent une préoccupation permanente des États européens. À l'instar de Venise, héritière de la tradition byzantine, ils échangent des envoyés. À la fin du XVIII^e siècle, tous les États européens de quelque importance en sont à ce stade, mais hors d'Europe, les ambassades permanentes, ou même occasionnelles, demeurent fort rares.

Le développement du capitalisme n'entraîne, d'abord, aucune modification à cet égard, si ce n'est d'étendre la zone où s'appliquent les usages diplomatiques. Le vrai changement résulte de l'élan nouveau que le capitalisme imprime à l'expansion coloniale. Les colonies d'Ancien Régime sont, soit des points d'appui marchands, soit de vastes territoires soumis à une administration coloniale qui est, le plus souvent, une sorte d'appareil des Affaires locales de classe 1, transposé aux possessions d'outre-mer et assez lâchement relié à la métropole européenne. Peu à peu, tout au long du XIX^e siècle, les empires coloniaux s'étendent jusqu'à ce que soit opéré un quasi-partage du monde entier. Seules les colonies les plus anciennes, où le peuplement européen est important, font l'objet d'une décolonisation précoce, ce qui entraîne une multiplication des ambassades ou des légations. Partout ailleurs interviennent deux transformations, d'ailleurs liées : d'une part, les appareils implantés par les États colonisateurs, dans leurs protectorats et leurs colonies, prennent de l'ampleur, mais c'est là un aspect que l'on se réserve d'examiner lors de l'étude des systèmes mondiaux ; d'autre part, l'AE des États colonisateurs s'enrichit, lui-même, d'une nouvelle branche spécialisée, *Colonial Office* ou ministère des Colonies. Cette dernière spécialisation ne doit pas empêcher de concevoir l'ensemble des Affaires étrangères *stricto sensu* et des Affaires coloniales, dans son unité. L'appareil des États capitalistes et colonisateurs peut exprimer, par deux agences spécialisées, son rapport au reste du monde, mais ce rapport n'en est pas moins profondément unifié : la protection et l'extension de la chasse gardée coloniale sont, souvent, la principale des Affaires étrangères, celle qui oriente toute la diplomatie. Plus profondément, l'État jadis centré sur un territoire qui pouvait être étendu aux dimensions d'un empire — mais d'un empire continu, d'un seul tenant —, cet État se trouve désormais constitué en gardien d'un espace politique de type nouveau, un empire discontinu et dispersé, au moment où précisément l'espace économique tend désormais à perdre ses anciennes limitations et à s'épandre dans tout le marché *mondial* (t. 2, n° 81). Un espace économique qui s'universalise virtuellement et un espace politique où se découpent des empires disjoints, telle est

la contradiction nouvelle que les États capitalistes et colonisateurs doivent résoudre : leur appareil des Affaires étrangères et coloniales s'efforce d'y donner réponse, fût-ce par des méthodes diverses et par des agences subdivisées.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 10</p> <p>LES APPAREILS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES</p>		
<p>A. RECAPITULATION</p> <p>1. Appareils des affaires étrangères</p> <p>2. Appareil des Affaires étrangères et coloniales</p> <p>3. Appareil des Affaires étrangères des puissances prédominantes</p>		
<p>B. VENTILATION</p>		
Logique de la production	Types d'appareils des Affaires étrangères compatibles avec la logique	Projections
1 Logique de VU		La question ne se pose pas : les sociétés placées en position dépendante ou coloniale n'ont pas d'AE tourné vers l'extérieur
2 Logique VU-VE	1	
3 Logique de VE	1 2 (3)	
4 Logique VE-VD	1 2 3	

Pris dans sa totalité, l'appareil des Affaires étrangères subit une nouvelle transformation, dans les principales puissances, à la suite des deux guerres mondiales du XX^e siècle. Les signes de cette transformation sont multiples : prolifération des ambassades et des consulats dans un monde où le nombre des États indépendants fait plus que quadrupler ; participation à des institutions internationales, de caractère diplomatique ou non (SDN, ONU, FMI, etc.) ; substitution d'agences spécialisées, dans l'aide et la coopération, aux anciennes agences coloniales, à mesure que la décolonisation progresse ; extension, enfin, des agences spécialisées dans le renseignement et la subversion. Il faudra, évidemment, soumettre ces manifestations à une analyse détaillée, pour en percevoir toute la signification, mais il suffit de les noter pour apercevoir la troisième forme que prend l'appareil des Affaires étrangères — conçu dans toute sa généralité —

chez les grandes et moyennes puissances du monde contemporain : c'est désormais un appareil que l'on dirait impérialiste si l'on ne voulait réserver ce terme à l'ensemble des phénomènes que Lénine a définis sous cette rubrique. On usera donc d'une périphrase, en attendant que l'impérialisme occidental et son éventuel cousin oriental aient pu être analysés, distingués et baptisés : on dira que c'est l'appareil extérieur des puissances prédominantes.

Le tableau 10 résume les indications sommaires qui viennent d'être données, lesquelles ne pourront être justifiées et détaillées que par l'étude des systèmes mondiaux (t. 1, n° 96).

Chapitre 6

Les associations

*« Ce que je ne supporte pas, c'est le Parti-Armée,
le Parti-Etat, le Parti-Eglise »*

TOURAINÉ.

[Retour à la table des matières](#)

20. Pourquoi les associations ? Que recouvre ce terme vague ? Empiriquement, on voit bien qu'il s'agit d'une espèce originale de groupements. Les hommes-en-société sont inscrits dans de multiples groupements permanents, qui s'imposent à eux avec une force quasi naturelle : ils sont d'une famille, d'un village ou d'un quartier, d'un atelier ou d'un bureau, etc. Les associations, par contraste, se présentent comme des groupements dont la permanence repose, en principe, sur l'adhésion de ceux qu'elles rassemblent. Mais l'adhésion n'explique pas grand-chose, elle ne dit pas pourquoi des associations se forment, ni ce qu'elles font, ni les raisons qui poussent certains hommes, plus que les autres, à les rejoindre. Si l'on fait abstraction des adhérents, pour apercevoir ce qui les relie, on dira de chaque association qu'elle exprime un certain intérêt social. Elle l'exprime à tous égards : elle naît et elle dure comme forme sociale d'un intérêt qu'elle s'emploie à expliciter, à faire connaître et à défendre. On s'enfermerait toutefois dans une définition circulaire (association $\longleftrightarrow$ intérêt social) si l'on ne pouvait donner, de chacun des deux termes, une spécification plus autonome. Pour les associations, ce sera l'affaire du présent chapitre. Quant aux intérêts sociaux, qui retiendront toute notre attention durant l'étude des structures idéologiques de la société (t. 1, n° 64), ils peuvent être provisoirement définis par le rappel d'une observation déjà faite et par l'importation d'un résultat à établir ultérieurement. L'observation provient de l'étude des FE : toute société comporte une structure économique faite d'un enchevêtrement de plusieurs MP dont chacun assigne à des catégories,

généralement distinctes, de propriétaires et de travailleurs, ainsi qu'à d'occasionnelles catégories intermédiaires, des positions, des possibilités et des statuts qui, d'une catégorie à l'autre, sont toujours différents et souvent contradictoires. On peut donc dire que chacune de ces catégories est porteuse d'intérêts réels qui lui sont propres. La FE n'est d'ailleurs pas la seule structure sociale qui soit génératrice d'intérêts réels : d'ores et déjà, on peut penser que les agents spécialisés des divers AE, tels les officiers, les percepteurs et les magistrats, sont, eux aussi, porteurs d'intérêts réels qui les distinguent, mais il faudra en avoir fini avec l'ensemble des AE — et des AI — pour y voir plus clair. Quoi qu'il en soit, on doit constater que les intérêts réels, définissables au niveau des catégories fondamentales — des classes sociales — que déterminent la FE et le système des appareils, ne se manifestent jamais de façon immédiate et pure. Les hommes, inscrits dans les diverses classes, vivent leur situation sous des formes idéologiques dont l'examen ultérieur montrera comment elles transposent, déforment et fragmentent leurs intérêts réels en une gamme, infiniment plus diversifiée, d'intérêts que l'on dira sociaux, parce que ceux-ci se manifestent effectivement sur la scène sociale. Au lecteur qui objecterait que j'appelle sociaux les intérêts qui se laissent apercevoir dans la vie *réelle* des sociétés, et réels des intérêts que seule la représentation théorique rend visibles, je répondrai qu'il répète l'objection classique d'un positiviste français, l'économiste Simiand, pour qui les salaires *réels* étaient ceux que l'on peut effectivement constater, ceux que les salariés perçoivent en fait. Pourtant, les économistes, les syndicalistes et bon nombre de salariés savent désormais faire la différence entre les salaires réels de Simiand, qu'ils appellent nominaux, et les vrais salaires réels, d'où sont effacés les effets de l'inflation. *Mutatis mutandis*, les intérêts sociaux sont des salaires nominaux.

Donc, toute association exprime un intérêt social, voire un complexe d'intérêts sociaux plus ou moins cohérents. Encore faut-il souligner la nature très active du rapport qui s'établit entre un intérêt et une association : celle-ci opère comme un catalyseur et comme un propagateur d'intérêts qui lui préexistent, mais que son action transforme. La consommation et les consommateurs sont bien antérieurs aux associations de défense des consommateurs, mais l'existence de celles-ci finit, au-delà d'un certain seuil d'influence, par transformer les comportements et les intérêts des consommateurs. L'exemple est banal, mais il suffit à montrer que les associations sont d'actifs AI. En observant, de façon assez empirique, ce que sont ces appareils, on se donnera, du même coup, un moyen d'accéder aux intérêts sociaux qu'ils expriment.

Dire des associations qu'elles sont les symptômes — autant que les agents — d'intérêts sociaux, en donne une vue point inexacte, mais encore très partielle, même si l'on indique, en outre, que les intérêts sociaux sont, eux-mêmes, le transformé d'intérêts réels, directement déterminés par la structure des classes sociales. En prenant, pour point de départ, cette dernière structure, on peut aller jusqu'aux associations par un autre chemin, peut-être plus éclairant. En effet, la

structure des classes sociales établit tout un réseau de tensions sociales entre les classes qu'elle détermine, tensions qui se résolvent par d'incessantes luttes de classes. Mais celles-ci sont toujours une donnée que l'analyse théorique peut repérer et purifier (ou abstraire), non une donnée immédiate de l'expérience sociale, ni une donnée première, dont les acteurs individuels des luttes de classes auraient une conscience directe et claire. Ce que l'expérience présente au regard, ce dont les acteurs ont conscience, ce sont des mouvements sociaux qui tranchent sur le quotidien de la vie sociale. Ainsi, après de complexes transformations dont l'instance idéologique rendra compte, les luttes de classes, dont la société est tissée, se manifestent finalement sous deux formes très contrastées : la banalité quotidienne et les mouvements sociaux qui rompent cette banalité. Luttes latentes, luttes éclatantes, c'est une autre façon de dire ce contraste où maintes associations se débattent. Souvent nées de mouvements sociaux, souvent agents actifs de tels mouvements, elles doivent aussi survivre dans la banalité des jours *sans histoire*. Tous les syndicalistes connaissent, d'expérience amère, ces longs passages à vide où leur organisation doit préserver, dans la grisaille des jours sans gloire, la permanence du mouvement ouvrier. Il est même d'innombrables associations qui se complaisent dans la vie banale et se rétractent, dès que se dessine un mouvement social qui pourrait les entraîner. Mais, que de surprises en ce domaine : ne vit-on pas, aux beaux jours du Front populaire, les associations de pêcheurs à la ligne se battre — déjà ! — contre la pollution des rivières et des canaux, tandis que naissait, non loin de la CGT, la Fédération sportive et gymnique du travail ?

Intérêt social, mouvement social, formes banales des luttes de classes latentes dans la quotidienneté, transformations idéologiques dont ces divers éléments sont issus : ce sont là des termes qui seront analysés ultérieurement. Qu'il ait fallu les évoquer pour situer les associations suffit néanmoins à montrer qu'avec ce vaste ensemble d'AI, minuscules ou immenses, on va entreprendre une première exploration d'un domaine où les dynamismes sociaux les plus complexes se laissent entrevoir. Aussi convient-il de ne point circonscrire *a priori* le champ de la recherche. Isoler, dès à présent, un AI syndical ou un AI politique, comme le suggère Althusser (n° 3), serait aller trop vite en besogne. Certes, les syndicats et les partis figureront au premier plan de la recherche, mais il importe d'examiner, du même mouvement, toutes les autres associations qui partagent avec eux la représentation et la propagation des intérêts sociaux et, *volens nolens*, l'activation des mouvements sociaux. D'autant que toutes les associations, des plus lénifiantes aux plus révolutionnaires, présentent aussi une particularité remarquable, qui les singularise dans la structure sociale et que l'on peut appeler *l'auto-appareillage*. Considérons, en effet, l'ensemble des appareils repérables en toute société et l'on verra que, pour la plupart, ils sont nés de la propriété ou de l'État. De la propriété, c'est-à-dire des MP qui appellent un appareillage spécifique (entreprises, groupes, etc.), lequel s'étend parfois à certains AI de forme marchande (le cinéma, la télévision commerciale, etc.). De l'État, comme c'est le cas de tous les AE et de tous les AI qui sont ou furent appareils d'État, même s'ils se sont parfois séparés de

l'État, par la suite. Les associations, par contre, ne sont pas nées *dans ou par l'État*, mais elles se sont très généralement formées *hors l'État et parfois contre lui* et, parfois aussi, contre la propriété. Il y a, là, un indice remarquable dont nous pourrions apprécier toute la portée en étudiant *la société civile* (t. 1, n° 49), mais qui nous donne une raison supplémentaire d'écarter tout tri *a priori*. Observons, donc, ce que sont les associations, dans toutes leurs variantes.

[Retour à la table des matières](#)

21. Deux frontières, au tracé délicat, doivent être posées pour rendre les associations repérables comme telles : l'une doit séparer les associations des groupements intra-communautaires, l'autre doit les distinguer des églises.

Au sens propre, les communautés désignent les sociétés pré-étatiques. Les États assemblent, amalgament et dissolvent de multiples communautés. Dire d'un État qu'il assimile des populations d'origines variées ou qu'il intègre la population de la société qu'il régit est une autre façon de dire qu'il dissout les communautés préexistantes. Celles-ci résistent longuement, elles perdent peu à peu leurs divers attributs, mais elles n'en survivent pas moins, sous des formes abâtardies, en tant que communautés paysannes. Or, il est fréquent que les communautés, encore épargnées par l'étatisation ou déjà soumises à ce processus (comme l'étaient, par exemple, les communautés de la Grèce archaïque), fassent apparaître des groupements divers que l'on pourrait confondre avec des associations : groupes initiatiques ou éducatifs, rassemblant les jeunes de l'un ou l'autre sexe, groupes guerriers, groupes totémiques, etc. En fait, de tels groupements n'ont aucun caractère associatif : ils sont une forme d'existence de la communauté elle-même ; ils s'imposent, comme devoir, à tous les membres de la communauté qui, par leur âge, leur sexe, leur activité, leur origine clanique, etc., y appartiennent d'office ; en être exclu, pour une raison quelconque, est une mort sociale qui, souvent, conduit au bannissement ou prélude au rôle de victime sacrificielle. Les associations sont d'une autre nature et, d'abord, d'une autre extension : elles débordent des limites des communautés et, de ce fait, elles sont, comme l'État, des agents de l'intégration sociale par laquelle les communautés sont rongées ; elles font valoir des intérêts étrangers à la communauté et qui souvent lui sont hostiles, des intérêts différentiels et différenciants. Ainsi se dessine, très nettement, la frontière entre les groupements intra-communautaires et les associations. Mais cette frontière est parfois obscurcie par les effets secondaires de certains phénomènes associatifs. Il arrive, en effet, que des associations deviennent assez puissantes pour, d'une part, composer (ou concourir à la composition d') une sorte de nouvelle communauté et, d'autre part, s'imposer comme obligation à certains membres de ces nouvelles communautés. Ainsi, par exemple, les petites cités médiévales sont parfois analysées comme des communautés, fondées sur tout un réseau de corporations artisanales, lesquelles s'imposent comme seule forme d'exercice des divers métiers. Les associations corporatives semblent, alors, constituer de purs groupements

intra-communautaires. En fait, tout repose sur l'ambivalence du mot communauté. Les communautés de métier, les communautés d'habitat, les communautés locales, etc., désignent *des éléments d'une société* beaucoup plus vaste, éléments qui s'imposent, comme cadre « naturel », à une partie de l'activité, d'une partie de la population sociale. De telles communautés, que l'on peut dire secondaires, ne doivent absolument pas être confondues avec les communautés primaires dont chacune constitue la *totalité d'une société*. La plus corporative des cités médiévales, fût-elle parfaitement souveraine, n'est jamais qu'une communauté secondaire, c'est-à-dire un élément d'une société plus vaste : ainsi, par exemple, elle dépendra d'un arrière-pays qui échappe à sa souveraineté, pour son approvisionnement vivrier, à moins qu'elle n'inclue sa propre campagne, auquel cas l'intégration corporative demeurera limitée aux seuls métiers urbains, car il n'y eut jamais de corporations paysannes ; autres exemples : elle dépendra d'autres villes pour ses échanges, ses prêtres seront rattachés à une Église qui déborde de beaucoup la cité, etc. Dans une communauté primaire, petite société totale, on produit *sur place* toutes les nourritures terrestres et spirituelles nécessaires à la survie collective. En définitive, on retiendra donc que les associations ne se confondent jamais avec les groupements internes aux communautés *primaires*, mais qu'elles peuvent éventuellement concourir à la formation de communautés *secondaires*, incluses en de plus vastes sociétés. En d'autres termes, les associations contribuent à la désintégration des communautés primaires et à l'intégration des sociétés plus vastes que les États façonnent.

Seconde frontière : associations et églises. Le chapitre 7, qui sera consacré à ces dernières, justifiera plus amplement ce que je vais indiquer brièvement. Pour des raisons qui tiennent à l'intime parenté entre l'exercice du pouvoir et l'idéologie du sacré, les églises sont, en règle générale, des AE. Elles se forment comme telles, par la captation étatique du sacré, dont le corollaire est la sacralisation de l'État (et d'abord du souverain), et dont l'effet normal est la spécialisation d'une Église par État. Ce mariage donne une dimension particulière aux idéologies que portent les églises : les religions tendent, sinon au monopole idéologique, du moins à la prééminence sur toutes les autres idéologies et au contrôle de celles-ci. Mais le couple État-Église souffre des exceptions, nées d'accidents historiques inévitables. Tantôt, il s'agit simplement de la persistance, sous un nouvel État, d'une église, associée naguère à l'ancien État qui régissait tout ou partie de la société considérée : il ne suffit pas que l'Islam conquière l'Iran pour en faire disparaître les disciples de Zoroastre. Tantôt, il s'agit, plus gravement, d'un mouvement religieux novateur, schisme d'autant plus fréquent que l'idéologie religieuse est plus enveloppante. Rémanences, novations, importations, les États doivent adapter leur appareil ecclésial à de telles situations : monopole renforcé et inquisitorial, monopole assoupli et religion syncrétiste, monopole rompu et pluralité des AE ecclésiaux, rupture, enfin, du lien organique entre l'État et les églises, sont les diverses formules de cette adaptation. Dans plusieurs d'entre elles, il y a place pour des églises disjointes de l'État, et qui deviennent, alors, des associations. On comprendrait mal la nature et le développement historique des appareils

ecclésiastiques, si l'on ne tenait pas compte, avant tout, des rapports intimes qu'ils entretiennent avec l'État et si l'on séparait, artificiellement, les situations où les églises sont des AE, de celles, beaucoup plus rares et souvent plus tardives, où elles sont des associations. C'est pourquoi j'ai choisi de consacrer un chapitre spécial aux églises, en leurs diverses formes, ce qui n'empêchera pas qu'on les aperçoive, au moins de biais, dans le présent chapitre réservé en principe aux associations non ecclésiastiques : il y a là, de fait, une frontière incertaine.

Cette incertitude est particulièrement sensible dans le premier stade de développement des associations où des connotations religieuses sont partout perceptibles. Le premier stade que je vise concerne les sociétés non ou peu capitalistes et non ou peu affectées par les ricochets d'un capitalisme déjà installé en d'autres pays. Il s'agit, donc, de sociétés où la très grande majorité de la population demeure éparse en de petites communautés villageoises, peu propices à la cristallisation d'intérêts ou de mouvements sociaux en associations durables. Dans ces campagnes, la principale exception est offerte par les sectes religieuses, de plus ou moins vaste extension, qui réussissent à s'implanter en offrant un exutoire aux malheurs des paysanneries. Mais, souvent, leur réussite attire vers elles les foudres de l'Église officielle qui s'emploie à les détruire ou à les récupérer. Ou bien encore, elles s'institutionnalisent et relaient l'Église établie, ce qui ne tarde pas à les convertir en de nouvelles forces d'ordre. Les sociétés secrètes dont l'histoire chinoise porte trace depuis le VII^e siècle ap. J.-C. semblent avoir échappé à ce dilemme. Sectes religieuses à l'origine, elles semblent s'être chargées, de par leur clandestinité, de valeurs diverses, allant du brigandage à l'encadrement des révoltes paysannes, ce qui d'ailleurs n'est nullement contradictoire (52, 249-277, etc.). Parfois aussi, ces sociétés secrètes ont pris racine ou ont proliféré, dans les masses paysannes mobilisées pour de grands travaux hydrauliques ou militaires, ce qui a pu leur donner, occasionnellement, une allure corporative, voire syndicale (52, 840). Néanmoins, c'est dans les villes, et particulièrement chez les artisans et les commerçants, que les associations ont été les plus nombreuses et les plus durables, au cours de ce premier stade. Les *collegia* que l'on rencontre dans tout l'Empire romain, ont eu un caractère variable : corporations de métiers au II^e siècle ap. J.-C., elles sont parfois devenues, un ou deux siècles plus tard « de véritables services publics militarisés » (117, 487, 506) ; souvent aussi, elles ont pris un caractère semi-religieux, en assurant, à leurs membres, une sépulture décente et un culte funéraire (117, 258). Des tendances analogues s'observent à Byzance ou dans les villes musulmanes, du moins à partir du XII^e siècle (95, 295). Mais c'est, probablement, dans l'Europe médiévale qu'une décantation s'opère : les corporations d'artisans, les compagnonnages où se rassemblent les ouvriers des ateliers artisanaux et les confréries à vocation plus religieuse, semblent s'y être assez nettement différenciés. Le partage des intérêts religieux et des intérêts beaucoup plus séculiers et, plus encore, la formation d'associations distinctes pour les maîtres-artisans et pour leurs compagnons amorcent une évolution qui s'accusera par la suite : les associations se spécialisent, elles se concentrent autour

d'intérêts sociaux mieux cernés et elles commencent à se charger directement d'une certaine signification de classe. Celle-ci est particulièrement sensible dans les villes, comme Florence, où les arts (c'est-à-dire les corporations) sont étroitement mêlés à l'organisation politique de la cité : les puissants arts majeurs des métiers riches s'attribuent la meilleure part du pouvoir dont les arts mineurs sont presque exclus, cependant que les compagnonnages ouvriers font sentir une pression qui parfois préfigure celle des syndicats (137).

La nette prédominance des associations de caractère corporatif et religieux n'interdit cependant pas la formation d'associations, généralement urbaines, dont l'objet est déjà plus diversifié. Les sociétés les plus riches deviennent savantes ou curieuses : des cercles, des académies, des sociétés de pensée, des cabinets de lecture, rassemblent parfois leurs élites. Les sociétés, où l'agencement étatique du pouvoir donne prise à des pressions organisées, voient apparaître des formes rudimentaires de partis politiques, des coteries, des ligues, etc. Ces divers mouvements prennent une certaine ampleur, en Angleterre et dans quelques autres pays européens, à partir du XVIII^e siècle. La formation et la diffusion de la franc-maçonnerie synthétisent assez bien ces divers mouvements : entrée sur une vieille confrérie professionnelle, elle oscille entre la secte religieuse et la société de pensée, jusqu'à devenir, en diverses occurrences, une sorte de parti politique. Gramsci voit en elle « l'unique parti réel et agissant de la bourgeoisie capitaliste » dans l'Italie, en mal d'unité, du XIX^e siècle (29, 127).

Le deuxième stade de développement des associations ne peut être séparé du premier par une discontinuité bien franche. Il résulte d'un développement complexe, provoqué non pas directement, par le triomphe de VE, mais bien par les transformations politiques dont les sociétés, assises sur une FE capitaliste, sont le siège, transformations classiquement repérées sous le nom de révolution démocratique bourgeoise et que l'on étudiera, en analysant la nature et le fonctionnement des États (t. 1, n° 46). Ces transformations sont acquises lorsque la création de sociétés commerciales, la constitution de syndicats ouvriers, la formation de partis politiques et, plus généralement, la liberté d'association, sont finalement établies, *en fait sinon en droit*. Sociétés, syndicats, partis et autres associations ont, en commun, un trait fondamental : c'est que, partout, les États se sont montrés longtemps réticents avant de tolérer leur libre création, sans autorisation préalable, ni contrôle étatique. On met souvent l'accent sur les différences, effectivement énormes, qui séparent les sociétés anonymes où le capital s'agrège et les syndicats ouvriers par lesquels le travail se défend, et, pourtant, il est bon d'insister sur le fait que sociétés et syndicats ont, pour un temps, partagé la méfiance de l'État : celui-ci, en effet, a longtemps résisté à des innovations qui lui faisaient *perdre le monopole de l'appareillage social*. La formation de sociétés et d'associations multiples a profondément modifié le rapport entre l'État et la société civile. S'agissant des seules associations, il faut souligner, en outre, que ce qui importe, c'est leur prolifération *de fait*, plus que leur

reconnaissance juridique. La légalisation des partis et des syndicats aide à reconnaître la forme du régime politique (t. 1, n° 48), mais leur existence, même clandestine ou tolérée, suffit à attester une transformation de la structure sociale.

Dans les premiers pays où le capitalisme industriel s'est répandu, en Europe occidentale, la naissance des syndicats, des partis et des autres associations a suivi des voies diverses et d'abord séparées. La prolifération générale des associations a été le développement le plus tardif, elle est venue couronner un mouvement auquel la percée des syndicats et des partis avait généralement frayé la voie. Les associations de voisinage, les comités d'intérêt local, les groupements de consommateurs, les cercles, les clubs, les mouvements, les comités, les unions, les rassemblements, les groupes d'usagers, les sectes, les églises déconnectées de l'appareil d'État, les ligues, les loges, les Lions et les Rotaries, les associations sportives, musicales, philatélistes, médicales, sanitaires, vertueuses, propagandistes, etc., qui se créent chaque jour, par dizaines, dans un pays comme le nôtre, forment un énorme ensemble d'êtres sociaux, éphémères et renaissants, ou durables, et bien ancrés dans la vie sociale. Il faut regretter que cette matière immense soit fort mal connue, si ce n'est par l'expérience pratique des militants politiques implantés localement. Regretter que la vie et la mortalité des associations, leurs capacités mobilisatrices, leurs formes d'organisation et d'action, les modes et les courants plus profonds qui, peut-être, se laisseraient apercevoir, dans l'évolution de leurs objets, de leur vitalité, de leurs titulatures, de leurs interconnexions, de leurs rapports avec les pouvoirs politiques locaux et nationaux ou avec les partis politiques, etc., soient une immense *terra incognita* : on aimerait qu'il se formât une *association* d'historiens, de sociologues et d'anthropologues, pour explorer ce domaine dont, finalement, on ne sait *rien*. La théorie sociale s'enrichirait considérablement, s'il était possible d'apprécier la capacité du système immense des associations à exercer un pouvoir effectif ou une influence idéologique : dans l'agencement du pouvoir et dans l'exercice de l'hégémonie, les associations sont-elles quantité négligeable ou force majeure ?

[Retour à la table des matières](#)

22. Fort heureusement, on en sait davantage sur les deux principales catégories d'associations, les syndicats et les partis.

L'histoire du mouvement syndical est bien connue, mais elle privilégie, à tort, les aspects institutionnels. Ainsi, elle attache une trop grande importance aux filiations, plus ou moins continues, qui peuvent être établies entre les anciens compagnonnages et les syndicats modernes, au risque d'effacer ce qui constitue la novation syndicale. Ce qui a précédé le syndicat, ce n'est pas le compagnonnage, *c'est la grève*. C'est dans la grève que la classe ouvrière, assemblée dans les usines et formée d'éléments disparates dont bien peu pouvaient être porteurs d'une tradition corporative, a trouvé ses premières formes d'organisation, temporaires et

vulnérables, mais sans cesse renouvelées. Le syndicat, parfois préfiguré par les caisses de résistance, déguisées en mutuelles, est souvent une organisation temporaire, moins fugitive qu'un comité de grève, mais longtemps inapte à résister à la banalité des périodes *sans mouvement*. Aujourd'hui que les syndicats sont institutionnalisés, on voit bien comment ils survivent, hors les grandes luttes : par un militantisme incessant, gardien vigilant des moindres revendications individuelles, et par la préparation des rendez-vous périodiques (délégations, comités d'entreprise, négociations générales, etc.). Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que les syndicats aient conquis une reconnaissance de fait, sinon de droit : il faut que les patrons tolèrent leur présence, plutôt que de pourchasser leurs militants ou, ce qui revient au même, il faut que les travailleurs s'emploient à imposer la pérennité des syndicats ; bref, il faut supposer le problème résolu. Le problème, c'est-à-dire le passage d'une association portée par un mouvement social — la grève — à une association portée par un intérêt social permanent. Autrement dit, il faut que le syndicat *s'accroche* et fasse prendre conscience aux travailleurs de leurs intérêts permanents — au-delà des moments de lutte aiguë. Cet accrochage du syndicalisme occupe toute une période historique et il s'opère, de bric et de broc, en utilisant tous les points d'appui extérieurs qui se présentent, et en en constituant d'autres : tentatives d'organisation par les éléments que les grèves éveillent, tentatives de coordination et de solidarité entre entreprises voisines ou interconnectées de quelque autre façon (appel à la solidarité chez les entreprises concurrentes, fournisseurs, clients, etc.), appui sur les séquelles d'organisations corporatives et de compagnonnages, s'il en existe et si elles s'y prêtent, appui sur d'éventuelles mutualités, appui sur les jeunes coopératives de consommation qui naissent parfois dans le même temps et dans le même milieu social, appui sur les organisations politiques les plus proches (mouvement chartiste anglais, éléments républicains en France, etc.), appui, enfin, sur les forces syndicales déjà constituées à l'étranger, ce qui simplifiera considérablement la tâche des pays plus tard venus au capitalisme, surtout à partir du moment où des organisations politiques spécifiques viendront soutenir et conforter le mouvement syndical.

Les syndicats qui se forment, dans cette longue lutte, sont tout à fait différents des anciens compagnonnages, même lorsqu'ils limitent leur recrutement aux ouvriers qualifiés, titulaires d'un métier, au lieu de l'étendre à tous les travailleurs. En effet, les syndicats de *skilled workers* — qui d'ailleurs se raréfieront ou se diversifieront avec le temps — ne peuvent prolonger une tradition venue de l'artisanat : le métier, au sens artisanal du terme, se perd dans l'industrie (t. 2, n° 8) et le salariat industriel ne s'accompagne pas d'une exploitation bien tempérée par l'usage, comme c'était souvent le cas pour les compagnons, dans les métiers les plus qualifiés. Bientôt, d'ailleurs, le débat entre les syndicats à vocation générale et ceux qui pratiquent un recrutement élitique cédera le pas à un autre conflit : faut-il regrouper les syndicats en fédérations industrielles, calquées sur la division du travail que le capitalisme ramifie, ou en bourses du travail visant à coaliser tous les travailleurs d'une ville ou d'une région ? Malgré les apparences, ce nouveau conflit n'a rien de technique, il marque l'affrontement de conceptions politiques opposées

(182, 142). Comme le souligne Gramsci, « le syndicat est la première création originale du prolétariat qui recherche les limites de sa propre structure de classe » (58-11, 204). Mais quand cette création originale a pris corps, quels objectifs doit-elle s'assigner et comment doit-elle s'agencer ? Gramsci qui ne se paie pas de mots, commence par répondre « *qu'objectivement*, le syndicat n'est rien d'autre qu'une société commerciale, de type tout à fait capitaliste, qui tend à imposer, dans l'intérêt du prolétaire, un prix maximum pour la marchandise-travail et à imposer le monopole de cette marchandise sur le marché national et international » (id., 180). Il définit de la sorte l'une des solutions minimales auxquelles maints syndicats s'arrêteront : l'AFL-CIO aux États-Unis ou la CGT-FO en France n'ont, de fait, pas d'autre signification. Beaucoup d'organisations syndicales iront cependant plus loin, entraînées par cette autre caractéristique que note également Gramsci : « le mouvement syndical n'est rien d'autre qu'un mouvement politique » (id., 181). Mouvement politique, parce qu'en organisant les travailleurs pour leur permettre de mieux vendre leur force de travail il devient, *ipso facto*, une association dotée d'un énorme pouvoir. Le syndicat peut n'en point faire usage, c'est-à-dire se soumettre à l'ordre établi. Il peut, à l'inverse, s'imaginer assez puissant pour abattre le capitalisme par ses seules forces, comme le croiront Pelloutier et maints autres partisans de la grève générale et des bourses du travail (182). Il peut s'associer à d'autres organisations politiques pour former un parti du travail (comme les *trade-unions* britanniques dans le *Labour Party*). Il peut se lier à un parti politique par des liens d'alliance ou de dépendance. Il peut, enfin, comme le souhaite Gramsci, adjoindre à la solution précédente un soutien systématique à des conseils d'usine et de quartier pour élargir, démocratiser et vivifier ses rapports avec la classe ouvrière. Mais, en tout état de cause, il joue désormais un rôle décisif dans la structure du pouvoir : il est, de fait, l'un des principaux piliers de la société civile, face à l'État. C'est dire qu'on aura maintes occasions d'y revenir, à mesure que progressera l'étude des structures politiques. C'est dire aussi que la formation du syndicalisme ouvrier ne pouvait manquer d'être imitée. Peu à peu, de nombreuses autres catégories sociales se dotent d'organisations dont la forme ou la dénomination évoquent le syndicalisme ouvrier : les paysans, les commerçants, les étudiants, les professions libérales, les cadres, et même les patrons en viennent là. Le syndicat est né comme création originale du prolétariat, mais il est devenu *le prototype des associations* que Gramsci dirait *economico-corporatives*, c'est-à-dire des associations qui expriment un intérêt social directement enraciné dans la structure économique.

Les partis n'ont jamais une nature aussi transparente — encore qu'il ne faille pas exagérer la transparence des associations syndicales : on verra, par l'étude des idéologies, que leur rôle social est loin de se réduire à la pure expression d'intérêts réels de classe. Mais, d'abord, peut-on parler des partis comme d'une catégorie relativement homogène ? Assurément pas : il faut, au contraire, distinguer attentivement divers types de partis, en éliminant, pour ce faire, les ressemblances

inessentielles qu'ils peuvent présenter, et les imitations et contagions qui s'établissent d'un type à l'autre.

Les partis que l'on a déjà évoqués au n° 21 méritent à peine ce nom. Les clans qui se forment à la cour des souverains, les groupes d'influence qui se dessinent dans les cités où certaines fonctions sont électives, sont à peine des associations. Le « parti des ducs » illustré par Saint-Simon est une coterie, les partis guelfes et gibelins qui s'affrontent dans les cités italiennes sont des alliances de puissants, entourés de leurs clientèles respectives (201, 136). Le premier véritable type de partis prend forme autour des Parlements et il met quelque temps à se dégager. Ainsi, dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, les bourgs électoraux demeurent sous le patronage des grandes familles de la noblesse, les clivages parlementaires restent fluctuants et n'ont pas d'écho permanent, dans des associations extérieures, avant la réforme électorale qui élargit le suffrage, en 1831 (201, 137). En France, les années turbulentes de la Révolution précipitent le mouvement : des clubs, comme celui des Jacobins, établissent une liaison vivante entre certaines fractions parlementaires et des groupes de citoyens, organisés dans tout le pays et informés par une correspondance et une presse actives. L'Empire et la Restauration s'efforceront de rompre ces liens dangereux, mais il en survivra divers éléments dans les cabinets de lecture, les cabarets des demi-soldes et les associations souterraines de *carbonari* et d'autres courants républicains. À quoi l'on peut ajouter, avec Agulhon, que « ce qui, à tout prendre, ressemblerait le plus à nos bureaux, comités ou états-majors de “ partis ” du XX^e siècle, c'était tout au long du XIX^e siècle, les salles de rédaction des journaux, rendez-vous permanents de discussion et, parfois, de concertation, comme on l'avait bien vu en 1830 » (157, 21). Le type de partis, qui se dessine de la sorte, est directement lié à l'institution parlementaire (y compris à son souvenir encore vif et à l'action pour son rétablissement) et à la circulation de la presse. C'est, en somme, un parti d'opinion et de patronage, jamais un parti de masse. Un parti d'opinion : il s'enracine dans une fraction parlementaire ou dans une forme de régime, voire dans le souvenir d'une forme de régime (légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains du premier XIX^e siècle français, entretiennent de telles nostalgies), il se soutient d'organes de presse et, à partir de là, il essaie de maintenir et d'étendre l'influence d'un noyau de fidèles, vers des catégories sociales souvent mal différenciées ; c'est un parti qui part d'un régime politique et n'atteint jamais une base de classe qui le spécifierait nettement. Dans l'opposition, il végète ; au pouvoir, il se manifeste comme parti de patronage, au sens romain du terme : ses adeptes patronnent et soutiennent leurs candidats auprès du corps électoral, mais, en retour, un lien de clientèle s'établit souvent entre les élus et les actifs et notables qui composent leurs comités de soutien. Enfin, ce n'est pas un parti de masse, même si d'occasionnels mouvements sociaux gonflent, par moments, son audience : la pénétration et l'implantation systématiques dans une masse, c'est-à-dire dans les profondeurs d'une ou plusieurs classes sociales, le dénatureraient, en affaiblissant le pouvoir des notables qu'il rassemble. Agulhon oppose deux sensibilités politiques, au milieu du XIX^e siècle, en notant que « les démocrates sont les hommes de

l'organisation (structure virtuellement égalitaire, horizontale en quelque sorte), les conservateurs sont les hommes de l'influence (structure de relation verticale) » (157, 122) et, du même coup, il marque l'opposition du parti I que l'on vient de définir et du parti II qui est celui des démocrates, et plus encore celui qui va naître, par l'action et à l'exemple du mouvement ouvrier.

Le second type de partis a pour points d'appui le syndicalisme, qu'il aide à s'établir, et les diverses autres organisations de travailleurs, telles les coopératives de consommation et de production. Il jette un pont entre ces organisations de classe et le Parlement où la procédure électorale permet de les représenter. Mais, en se constituant de la sorte, le nouveau parti réussit, plus ou moins bien, à se dégager du milieu politique dans lequel il a pris naissance : en Angleterre, les éléments radicaux, initiateurs du mouvement chartiste, en France, les éléments républicains. Il lui faut également surmonter les divisions qu'entretennent les divers courants doctrinaux, et les réticences des tendances anarcho-syndicalistes qui estiment que l'organisation syndicale peut, par ses propres moyens, assurer l'émancipation du prolétariat. Il lui faut, enfin, surmonter les conséquences de son propre succès. Quand ce succès est très grand, comme en Allemagne à la fin du XIX^e siècle, « le parti des ouvriers devient le parti du peuple » (188, 195), ce qui met en péril son identité et sa capacité spécifique d'action. Quand, à l'inverse, ce succès demeure mitigé, comme en France à la même époque, le ou les partis ouvriers sont exposés à la concurrence des formations populaires qui s'installent à leurs côtés, comme le parti radical et radical-socialiste. En effet, le mouvement ouvrier n'a pas le monopole des partis de masse, il a simplement des racines plus solides et, souvent, une bonne longueur d'avance. Ce qui pousse à la formation de divers partis de masse, c'est la progressive universalisation du suffrage, jointe aux transformations des modes d'information et à l'exemple contagieux des premiers partis ouvriers. Dans des conditions qui mériteraient, chaque fois, une étude particulière, on voit se former ainsi des partis radicaux, populistes, chrétiens-démocrates, paysans, etc., qui sont des organisations de masse, toujours orientées prioritairement vers certaines catégories sociales, urbaines ou rurales, mais qui, de là, débordent vers le peuple tout entier, en jouant notamment d'une sensibilité idéologique particulière : un attachement religieux mono- ou pluri-confessionnel, un syncrétisme archaïsant (valeurs paysannes, idéalisation des diverses formes de la petite propriété libre, etc.), un dérivé du nationalisme (républicanisme, laïcisme, etc.). Soumis à la concurrence électorale et aux contre-offensives idéologiques de ce genre, le parti ouvrier social-démocrate a l'avantage d'avoir généralement commencé à se structurer plus tôt, et surtout de viser par priorité une classe sociale que l'essor capitaliste rend expansive et charge d'intérêts spécifiques. Ce qui caractérise les partis du second type, c'est finalement leur extension et le nouveau courant politique qu'ils font circuler. Leur extension se manifeste par leur grand nombre d'adhérents, par leur implantation nationale et leur activité permanente, par la multiplication des organisations satellites, qui sont des associations aux fins les plus diverses, mais subordonnées au parti. Quant au courant politique, il tient à ceci que les partis de masse, aussi équivoque que soit leur base sociale, sont

néanmoins conducteurs des intérêts sociaux propres aux catégories qui les soutiennent. Les partis du premier type sont des groupes de pression, des cercles de notables, et même, éventuellement, des noyaux révolutionnaires. Les partis du second type sont des mouvements sociaux, composites et institutionnalisés. En tant qu'appareils idéologiques, les premiers jouent de l'opinion, les seconds concourent directement à sa formation. En tant qu'appareils politiques, les premiers jouent dans les allées du pouvoir, les seconds tendent à innervier toute la structure sociale.

[Retour à la table des matières](#)

23. Les partis I et II ne désignent pas des modèles intangibles, mais des types généraux, à l'intérieur desquels les variantes peuvent être nombreuses. Il en va de même pour le type III, dont bon nombre de partis communistes sont l'illustration. Bon nombre, mais non pas tous : les partis communistes, bien assis au pouvoir, constituent un autre type dont il sera question plus loin, certains partis communistes, orthodoxes ou rebelles, qui vivent à l'état de sectes marginales ne sont qu'une variante moderne du type I ; et, enfin, certains grands partis communistes contemporains tendent, peut-être, à rejoindre le type II. Un tel tri ne doit pas surprendre : le label que porte un parti au cours d'une longue histoire peut demeurer inchangé, sans que cette permanence nominale soit garante d'une pérennité fondamentale. Ainsi, le parti radical français qui se forme comme rassemblement de groupes et de comités, caractéristique du type I et qui connaît son heure de gloire, comme parti de type II — d'ailleurs de moyenne envergure — au tournant du XIX^e siècle, redevient en quelques décennies ce qu'il était à l'origine, un parti de type I et même une pépinière de micro-partis de ce type. On pourrait en dire autant du parti démocrate américain qui a rarement pris la forme et la dimension d'un parti de masse et qui, le plus souvent, a fonctionné comme une fédération assez lâche de partis de type I, contrôlés par des *bosses* locaux. Il ne suffit pas qu'un parti se dise communiste, pour être, *ipso facto*, à l'abri de l'histoire.

Les véritables illustrations du type III sont données par ceux des partis communistes qui présentent les caractères — et les contradictions — que voici : le décrochement parlementaire et l'accrochage de classe ; la dualité : professionnels/masse ; la dualité : nation/Internationale ; le tout tendant à se composer en un internationalisme révolutionnaire. Les partis de type III sont nés par réaction contre les partis sociaux-démocrates, selon des lignes de clivage bien connues : réaction contre le parti du peuple, devenu insuffisamment attentif à sa base première, la classe ouvrière ; réaction contre l'illusion parlementaire où la poussée du mouvement ouvrier s'enlise, perd sa vocation révolutionnaire, devient mollement réformiste. L'impuissance des partis sociaux-démocrates devant la Première Guerre mondiale et le succès des révolutions russes ont fait du modèle bolchevik, pronostiqué et expérimenté par Lénine et ses amis, le prototype de nouveaux partis. Ceux-ci ont entrepris de reconquérir la classe ouvrière et de la conduire à une révolution socialiste. La priorité à l'enracinement de classe a eu

pour corollaire un décrochage délibéré d'avec l'institution parlementaire : non que les partis communistes aient systématiquement refusé de jouer le jeu électoral et de se faire représenter au Parlement (cela leur est arrivé parfois), mais bien parce qu'ils ont réduit ces opérations à une simple occasion de propagande et d'agitation. La pleine participation au jeu parlementaire, puis la réhabilitation de la voie parlementaire comme mode d'accès au pouvoir, sont des développements récents qui intéressent seulement quelques partis d'Europe occidentale, peut-être en transition vers le type II. Une seconde caractéristique des partis de type III est la profonde dualité de ces organisations. Tout véritable parti communiste est en quelque sorte *un parti dans un parti* : un noyau de « révolutionnaires professionnels » dans un parti de masse. Quand les conditions sont favorables, le parti de masse s'étend et actionne, par diverses courroies de transmission, des associations satellites, dites organisations de masse : vers les jeunes, les femmes, les syndicats, les anciens combattants, les paysans, les vieux travailleurs, etc. Mais au sein du parti de masse, comme au cœur des organisations satellites, un même appareil interne constitue le noyau du parti, sa substance essentielle, celle vers laquelle le parti se replie, dès que les conditions deviennent défavorables, celle à quoi se réduit le parti, quand la répression le contraint à la clandestinité ou quand il ne réussit guère à s'implanter dans les masses. Naturellement, il n'existe pas de frontière étanche entre la masse des adhérents et le noyau des « révolutionnaires professionnels » : comme toute armée, l'armée révolutionnaire se recrute dans le civil, c'est-à-dire parmi les plus actifs et les plus habiles des adhérents banals. Mais l'on aurait tout à fait tort d'assimiler le rapport appareil/adhérents qui s'instaure dans les partis communistes, avec le rapport politiciens professionnels/militants de base, qui s'établit dans les partis du type II : ici la différenciation résulte finalement du jeu parlementaire — et municipal — du pouvoir, qui professionnalise les élus ; là, elle provient d'une inégale initiation à la discipline et au fonctionnement d'un parti internationaliste et révolutionnaire. Dans les partis de type III, le noyau central est une armée professionnelle que la mobilisation des masses enrichit de réservistes ; l'armée de métier et les troupes d'occasion se mêlent au combat, mais demeurent distinctes par leur vocation, leur savoir-faire et par leurs intérêts profonds. Ainsi s'éclaire l'étonnante rotation des adhérents dans les PC massifs. L'ancienneté moyenne des adhérents qui participent aux congrès d'un PC, bien implanté dans les masses, est toujours étonnamment courte ; elle est sans commune mesure avec l'ancienneté de l'appareil interne, seul véritable dépositaire de l'histoire du parti dont, d'étape en étape, les masses adhérentes se révèlent ignorantes et dédaigneuses : *dans leur masse*, les communistes français du Front populaire ignoraient tout des crises qui suivirent la mort de Lénine, de l'aventurisme révolutionnaire des années 1920, en Allemagne, et de la dékoulakisation russe ; ceux de la Libération ne savaient rien des grands procès soviétiques des années 1930 ; ceux des années 1960 n'avaient pas vécu l'Octobre polonais et l'insurrection hongroise ; ceux d'aujourd'hui ont été recrutés, en majorité, bien après le « printemps de Prague » et la nouveauté est, sans doute, qu'ils en savent néanmoins quelque chose.

Le parti dans le parti n'est pas un trait récent. Dès 1924, Gramsci s'en inquiétait. « L'erreur du Parti a été d'avoir mis au premier plan, et en le posant de façon abstraite, le problème de l'organisation du Parti, ce qui, tout compte fait, s'est ramené à créer un appareil de fonctionnaires respectueux de l'orthodoxie de la doctrine officielle. On a cru, et on croit toujours, que la révolution ne dépend que de l'existence d'un appareil de cette sorte, et on en arrive même à croire que par sa seule existence il est en mesure de réaliser la révolution » (58-II, 265). Et il précise : « Toute participation des masses aux activités et à la vie interne du Parti, en dehors des grandes occasions et si elle ne répondait pas à un ordre formel du centre, était considérée comme un danger pour l'unité et pour le centralisme » (id., 266). N'entrons pas, dès à présent, dans le détail de son analyse, sauf à noter que la nouvelle dialectique de l'appareil et des masses, dont Gramsci se fait l'avocat, est loin d'être fermement établie aujourd'hui encore, malgré quelques expériences hésitantes, car il a fallu auparavant que les partis communistes éprouvent et épuisent la forme d'internationalisme qui leur a été propre.

Là est, en effet, la troisième caractéristique — et la troisième contradiction — de ces partis. Héritiers et rénovateurs de la faible Internationale que les partis sociaux-démocrates avaient formée, les partis de type III (et, pure coïncidence, de la III^e Internationale) ont tenté de privilégier l'alliance des classes ouvrières et d'internationaliser leur lutte révolutionnaire. Pour apprécier correctement cette dimension de leur action, il faudra qu'après avoir compris ce que sont les nations et les solidarités nationales (t. 1, n° 83), nous puissions en venir à l'étude des systèmes mondiaux (t. 1, n° 96). En attendant, force est de s'en tenir à des observations superficielles. Les partis de type III qui se constituent, à partir des années 1920, participent effectivement à une Internationale fortement structurée. Ils sont les sections, souvent disciplinées, d'une organisation à *la direction de laquelle ils concourent effectivement*, mais pour peu d'années. Dès la fin des années 1920, le pouvoir stalinien qui s'est instauré en URSS finit d'étendre son emprise sur la direction de la III^e Internationale et ne laisse bientôt plus aux partis communistes que des choix médiocres : ruser avec cette direction, comme le fera le parti chinois, ou convertir « l'internationalisme prolétarien » en un philo-soviétisme inconditionnel, comme le feront le parti français et bien d'autres. Toutefois, cette tendance générale donne une vue trop simpliste de mouvements qui, par-delà les péripéties nationales des luttes politiques, sont aussi marqués par de grandes tensions internationales : la crise économique des années 1930, la montée du fascisme, la Seconde Guerre mondiale, les luttes anticoloniales, l'extension du « camp socialiste », le succès des révolutions chinoise ou cubaine, etc. Si bien que, de période en période et de pays à pays, l'internationalisme, assujéti au stalinisme, se charge de significations diverses et changeantes, à analyser cas par cas. S'agissant des partis, de leur nature et de leur forme, cette histoire étonnamment complexe n'est pas encore dénouée, malgré l'affaiblissement de l'influence soviétique et la tentative chinoise d'initier une nouvelle Internationale : de par le monde, les partis de type III sont plus nombreux que jamais, sinon plus puissants, tandis que leurs allégeances se font plus incertaines.

Dans les grandes sociétés capitalistes où des partis de ce type ont survécu — Italie, France, Japon — leur re-nationalisation ou leur dés-internationalisation progresse, sans que, pour autant, ils se soient derechef alignés sur le type II. Partis de classe devenus partis du peuple, ils gardent, de leurs caractéristiques propres, une attention aux luttes sociales qui souvent prévaut sur leur stratégie parlementaire et une dualité appareil/adhérents qui fait d'eux, parmi toutes les associations, celles qui ressemblent le plus à un État enveloppant une société (à un contre-État, régissant une contre-société, par le moyen d'un pouvoir : leur centre politique ; et par le moyen d'un appareil d'État : leur appareil interne, leur noyau). Partis populaires, sinon démocratiques ; partis révolutionnaires, mais jusqu'ici frustrés de révolution dans la zone centrale du capitalisme ; partis naguère internationalistes, mais n'ayant plus, à cet égard, qu'un ennemi commun — le capitalisme international, l'impérialisme — et point d'alliés étrangers qui soient tout à fait certains ou tout à fait avouables ; les partis de type III sont plus qu'un produit éphémère du dernier demi-siècle. L'avenir du socialisme en Occident se joue dans leur émulation avec les partis socialistes ou sociaux-démocrates, héritiers du premier âge du mouvement ouvrier.

Les trois types de partis qui viennent d'être distingués ont évidemment déteint les uns sur les autres. La concurrence des organisations socialistes, puis communistes, a souvent incité les partis d'opinion et de patronage à s'étoffer en vastes formations confessionnelles, populistes ou nationalistes : on en trouverait maintes illustrations, dans l'histoire française des dernières décennies, du MRP aux rassemblements gaullistes. En certains pays, dans un contexte national et international qui sera analysé ultérieurement, une forme exacerbée de compétition politique s'est établie entre les partis II ou III, ancrés dans le mouvement ouvrier, d'une part, et d'autre part de nouvelles formations politiques aux appellations diverses (fascistes, national-socialistes, etc.) qui, tout en imitant leurs modes d'organisation et de propagande, leur ont adjoint des modes d'action terroristes. Néanmoins, ces associations politiques n'ont constitué un type nouveau de partis, qu'en accédant à bref délai au pouvoir, faute de quoi elles se sont dégradées en groupuscules crypto-policiers ou assagies en partis réactionnaires de type I ou II. On retrouvera les formations fascistes au pouvoir dans un instant, mais il faut auparavant conclure sur ce que j'ai appelé le deuxième stade de développement des associations.

[Retour à la table des matières](#)

24. La caractéristique la plus apparente de ce deuxième stade — qui suit, non sans décalage, l'essor de VE — est assurément la prolifération des associations de toutes sortes, parfois couronnée par une reconnaissance légale de la liberté d'association. Mais, au cœur de ce développement multiforme, la constitution de syndicats et de partis apparaît comme sa condition nécessaire. Livré à sa seule dynamique, le capitalisme produirait une certaine floraison d'associations

courtoises et bienséantes : la liberté de créer des sociétés commerciales et un sage foisonnement d'associations modérément politiques et plus souvent tournées vers d'autres intérêts, savants ou culturels, sportifs ou charitables, etc., seraient tout à fait dans sa logique libérale. L'espace libre, ouvert au développement illimité des associations, est créé par les luttes de classes que le capitalisme stimule. Plus précisément, il résulte des victoires du mouvement ouvrier, victoires dont la liberté syndicale et la création de partis ouvriers, réformistes et révolutionnaires, sont les fruits. D'ailleurs, il n'est pas nécessaire que les syndicats et les partis jouissent d'une reconnaissance légale, pour que le second stade soit atteint : il faut et il suffit que, tolérés ou réprimés, ils prennent, de fait, une suffisante importance. On a pu le vérifier dans l'Espagne franquiste, dès les années 1960. À vrai dire, la proclamation et le respect effectif de la liberté d'association sont un luxe démocratique que peu de sociétés ont pu s'offrir, car une telle liberté suppose une hégémonie particulièrement forte et souple (t. 1, n° 84). Néanmoins, une situation de fait, proche de cette liberté, existe dans tous les pays où les partis et les syndicats sont assez puissants, pour « muscler » la société civile et interdire le soliloque étatique. Quand un espace libre est ainsi ouvert aux associations, celles-ci atteignent leur second stade de développement, stade que des études plus fines, comme celle qui a été esquissée pour les partis, permettraient sans doute de décomposer en étapes plus significatives, mais qui nous suffira néanmoins pour caractériser l'essor des associations.

On mesurera mieux l'originalité de ce second stade, en observant ce qui advient dans les sociétés capitalistes et post-capitalistes où les associations connaissent un troisième stade de développement qui réduit considérablement leur capacité d'initiative et d'action. Ce dernier stade est atteint dans ceux des États qui soumettent, derechef, l'ensemble des associations ou la majeure partie d'entre elles à leur étroite tutelle, *après avoir supprimé ou dénaturé les syndicats et les partis*. La suppression des syndicats et des partis n'a pas du tout la même signification que leur non-émergence. En 1978, il ne faut pas confondre, à cet égard, l'Arabie Saoudite où syndicats et partis commencent à poindre et le Chili qui a procédé à leur éradication brutale. Le premier de ces pays en est encore au premier stade de développement associationniste, sa société civile — et même son État — demeurent de types archaïques. Le Chili, en revanche, a régressé vers une forme de dictature militaire, en déchirant le tissu démocratique qui s'était lentement formé dans la société chilienne. Le passage au troisième stade de développement associationniste n'est pas l'indice d'un progrès, mais d'un recul qui déséquilibre et transforme la société. La dénaturation des syndicats et des partis a la même signification et le même effet. Elle intervient dans les pays où l'État impose un véritable parti unique. Je dis *véritable* parti unique, pour réserver le cas des pays où, sous couvert d'un parti unique, une certaine latitude est néanmoins laissée aux anciennes formations politiques ou reconquise par elles : en 1978, le Mexique peut-être et l'Algérie sûrement connaissent une situation de ce genre, situation qui ne peut être interprétée qu'après une analyse concrète de ses conséquences effectives et de son dynamisme propre. En revanche, il y a un véritable parti

unique, lorsque celui-ci devient un pur appareil d'État, doté d'un monopole. Alors, la nature même du parti est bouleversée : ce n'est plus une association expressive d'intérêts sociaux, c'est, dans la forme d'une association, une branche de l'appareil d'État spécialisée dans le contrôle, l'encadrement, la mobilisation des masses populaires. Le parti unique a généralement pour corollaire la suppression des syndicats ou le syndicat unique et étatisé, lequel devient, de la sorte, une autre branche de l'AE spécialisée dans le contrôle des travailleurs. Un résultat analogue peut être obtenu par d'autres agencements institutionnels, d'apparence plus complexe : corporations obligatoires par métiers, à la manière du fascisme italien, associations sanitaires, sportives, touristiques, dont le régime nazi fut prodigue, etc.

Le syndicat et le parti, ainsi étatisés, ne deviennent jamais des AE comme les autres. Leur origine, leurs fonctions nouvelles, font d'eux des palpeurs et des manipulateurs d'opinion, des instruments de la propagande étatique et des antennes aptes à renseigner le pouvoir d'État, sur des aspects de la vie sociale qui échappent aux autres AE, y compris à la police. De ce fait, le syndicat et le parti uniques demeurent, plus que les autres AE, le siège d'une certaine activité politique et, donc, les contradictions sociales continuent d'y retentir sourdement. Cette caractéristique secondaire explique pourquoi les crises qui déchirent les régimes fascistes ou staliniens se font toujours sentir, dans l'appareil du parti unique, beaucoup plus que dans les autres AE — si ce n'est l'armée et la police : c'est aux deux pôles de l'appareil d'État, à l'extrême de sa branche répressive et à l'extrême de sa branche idéologique, que les contradictions politiques se condensent inévitablement.

On aura noté qu'aucune différence ne vient d'être établie entre les partis uniques, selon le régime qu'ils servent. Lorsqu'on sera en mesure d'étudier les types d'États et les formes de régime politique, je montrerai que le fascisme et le stalinisme, malgré maintes ressemblances, ne sont pas apparentés, ni par leur origine, ni par leur dynamique. Mais ici, aucune différence n'est à faire entre ces deux cas : s'agissant du développement associationniste et du rôle des associations comme AI, le fascisme, le stalinisme et les régimes militaires qui estiment qu'un parti unique, c'est encore un parti de trop, sont à loger à la même enseigne. En effet, ce qui caractérise finalement le troisième stade de développement des associations, c'est leur étiolement ou leur étouffement. Faute de syndicats et de partis, l'espace libre où elles proliféraient se referme sur elles : elles deviennent l'un des faibles remparts de la société civile. Au deuxième stade, les syndicats et, plus encore, les partis, étaient en somme des associations à vocation générale. Par nature, les partis pouvaient avoir à connaître de tous les intérêts sociaux, même si selon leurs orientations ou leurs stratégies, ils spécialisaient leurs centres d'intérêt. Les associations le savaient bien d'ailleurs, puisqu'elles ne manquaient pas de chercher l'appui des partis dès que les intérêts spécialisés qui les sous-tendaient étaient en péril. La disparition des syndicats et des partis les prive d'un tel appui, leur remplacement par un syndicat et un parti uniques les soumet, au contraire, à

une tutelle vigilante, à un contrôle qui peut être quotidien et omniprésent. Ainsi le troisième stade se marque par l'asservissement des associations, livrées sans défense aux contrôles, voire aux caprices de l'État.

[Retour à la table des matières](#)

25. Les principaux résultats à retenir du présent chapitre sont résumés au tableau 11. Par nature, les associations sont toujours des AI et elles apparaîtront à ce titre, dans la composition des corps d'AI, caractéristiques des divers types de sociétés (n° 49).

Mais nous avons pu observer que certaines corporations étaient parfois intimement mêlées à l'agencement étatique des cités (n° 21) et, d'autre part, il est apparu, à l'instant, que, par le système du parti et du syndicat uniques, les associations étaient étroitement contrôlées ou envahies par l'État. C'est pourquoi la mention (AE) est portée au regard des stades 1 et 3, dans la récapitulation : ces éléments devront être pris en considération, lorsqu'il s'agira de composer les corps d'AE (n° 49). Les liaisons entre les stades de développement des associations et les logiques de la production ont été justifiées ci-dessus. Il faut, toutefois, noter que le stade 3 a été atteint, dans certains pays, après la Première Guerre mondiale, sous le règne de VE, et qu'il a continué de s'appliquer, ultérieurement, à certaines des sociétés soumises à la transition VE-VD.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 11 LES ASSOCIATIONS				
A. RECAPITULATION				
1.	Associations rares, à dominante corporative et religieuse (traces de partis I)			[± AE]
2.	Associations développées et variées (syndicats, partis I à III)			
3.	Associations asservies (parti unique ou prohibé)			[AE]
B. VENTILATION				
Logique de la production	Stades de développement des associations compatibles avec la logique considérée ^a	Projections ^b		
		2/1 ^c	3/2 ^c	4/2 ^c
1 Logique de VU		1		
2 Logique VU-VE	1		2	3
3 Logique de VE	1 2 3			
4 Logique VE-VD	2 3			
^{a.} Voir texte. ^{b. c.} Voir les notes correspondantes sous le tableau 6, page 83.				

Chapitre 7

Les églises et les écoles

« La véritable formule de l'athéisme, c'est que Dieu est inconscient. »

LACAN.

[Retour à la table des matières](#)

26. Plus encore que le droit, la religion est un discours et une pratique qui résisteront à l'analyse, tant que l'on ne sera pas armé d'une claire conception de la structure sociale, prise dans sa totalité et, donc, d'une représentation précise des structures idéologiques de la société. La connaissance des églises est nécessaire à cette représentation et elle ne peut être éclairée par une définition *a priori* des choses religieuses. Que les religions soient les héritières des mythologies, qu'elles soient pourvoyeuses de salut ou de sacré, qu'elles ritualisent une violence sacrificielle, destinée à purger les sociétés humaines de la violence réciproque qui les déchirerait, qu'elles soient le sublimé social des interdits, fondateurs du symbolisme, par lesquels les hommes s'humanisent, qu'elles soient la forme solennelle du discours de l'Autre ou l'espace éternel où se projette l'imaginaire des sujets, qu'elles soient la consolation des affligés ou l'opium du peuple — on n'en sait rien encore et l'on se contentera de poser, sous bénéfice d'inventaire, deux hypothèses fort générales, afin de cerner, très grossièrement, le domaine social dans lequel la recherche des églises doit s'avancer, par tâtonnements d'abord empiriques.

La première hypothèse est que la religion est d'essence sociale, qu'elle ressortit à l'ordre S et non à l'ordre H et que son intelligibilité est indépendante de toute révélation, foi, grâce, ou autre mystère métaphysique. L'hypothèse semblera évidente à tous les bons esprits, nourris de positivisme scientifique, même s'ils n'aperçoivent pas toujours les pièges divins vers lesquels leur positivisme peut les

conduire — mais on n'en discutera pas avant que les voix de la providence nous soient devenues audibles. Bref, la première hypothèse est que les religions et les églises sont choses purement terrestres, nées des hommes-en-société. Seconde hypothèse : la religion est le nom générique de discours (et de pratiques, ritualisées pour une grande part) qui se spécialisent, au fil du développement social, après avoir eu, tout d'abord, *une vocation idéologique universelle*. Cela signifie que les religions, captatrices de l'héritage mythologique des sociétés encore non ou peu engagées dans le processus d'étatisation (n° 21), profèrent le discours le plus général que la société puisse tenir, sur elle-même et sur le monde réel et imaginaire dont elle fait partie, discours qui inclut le récit des origines et le système des prescriptions, par quoi la société se reconnaît et se conserve. Autrement dit, la religion, comme la mythologie, est d'abord le discours de l'ordre du monde. Pesons les mots. De l'ordre, c'est-à-dire de l'organisation, comme du devoir ; du monde, c'est-à-dire de la communauté ou de la société concrète, comme des mondes, proches ou obscurs, où elle sait ou croit vivre.

Point n'est besoin d'État, ni d'église, pour qu'une société entretienne un tel discours universel. Les mythologies que les ethnologues vont cueillir dans les communautés primitives, et que les mythologues recueillent dans les récits survivants des sociétés anciennes, faiblement étatisées, sont déjà du même type. En chaque communauté, les mythes que la tradition orale transmet, de façon ouverte ou initiatique, disent déjà l'ordre du monde. Les églises sont les appareils idéologiques qui se spécialisent pour entretenir ce discours et les rites qui le portent. Toutefois, il ne faut pas concevoir les prêtres — assemblés en églises — comme les continuateurs directs des sorciers, devins, magiciens, chamans, griots et autres sages. La formation des églises ne prolonge pas une différenciation déjà esquissée, de diverses façons, au sein des communautés préétatiques. Elle est intimement liée à la formation des États, elle procède, comme ceux-ci, d'un repli de la société sur elle-même. Ou, pour le dire à la manière de Bourdieu : « tout incline à penser que la structure des relations entre le champ du pouvoir et le champ religieux commande la configuration de la structure des relations constitutives du champ religieux » (163, 330). L'État, on l'a déjà suggéré, est un produit des différenciations internes de communautés qui s'étendent ; son résultat est, à la fois, d'élargir considérablement la capacité d'accueil de la société, grâce à un réseau de liens beaucoup plus élastiques et extensifs que l'alliance et la parenté, et d'affermir, dans la société ainsi étendue, la domination d'une ou plusieurs classes sur les autres. Le bâti d'une église est intimement associé à l'émergence et à l'entretien de l'État, son résultat est de capter le discours sur l'ordre du monde, de tendre à l'unifier ou, du moins, à l'homogénéiser, à destination des *diverses* communautés que l'État assemble et, donc, de refouler les croyances naïves et diversifiées de ces communautés, et de combattre les éventuels agents déjà spécialisés dans leur conservation, sorciers, devins, etc. L'église contribue, de la sorte, à la dissolution des communautés primaires (n° 21). Entre les églises et les États, il y a plus qu'un simple parallélisme, il y a une parenté si intime qu'elle va parfois jusqu'à l'identité. L'église, unificatrice et propagatrice du discours sur

l'ordre du monde, est, avec l'armée, le premier des intégrateurs de communautés en sociétés plus vastes ; elle apporte un puissant concours à l'établissement et à l'entretien des liens nouveaux et plus extensifs, sans lesquels l'État ne pourrait embrasser et tenir une vaste société. Ce qui fait problème, ce n'est pas la parenté ou l'identité d'une église et d'un État, ce sont, au contraire, leurs éventuelles disjonctions.

C'est pourquoi la recherche qui va suivre s'ordonnera autour du rapport État/église(s). La confusion d'un État et d'une Église ou la spécialisation de cette dernière comme AE à vocation idéologique, les problèmes liés à l'apparition d'églises qui s'étendent sur de multiples États, les problèmes qui résultent de l'éventuelle multiplication d'églises rivales sur le territoire d'un État, jusqu'au divorce final des églises et de l'État ; telles seront les principales directions d'une recherche qui spécifiera les divers types d'Église, à la fois comme AE et comme AI. L'objet central de l'étude ne sera, donc, jamais une église prise en elle-même, dans sa singularité. À tout moment, il s'agira de comprendre comment *dans l'ensemble d'une société donnée*, régie par un État, se définit l'appareil ecclésial constitué par une ou plusieurs églises. N'oublions pas, en effet, que l'axe de notre recherche est de rendre intelligibles, dans leur totalité, les systèmes d'appareils étatiques et d'appareils idéologiques, dont sont dotées les sociétés singulières, aux divers stades de leur développement. Il serait tout à fait licite de choisir un autre axe de recherche et, par exemple, de centrer celle-ci sur une ou plusieurs églises et de prêter attention à leur structuration interne, à la sélection et à la formation de leurs prêtres, au bâti de leurs hiérarchies, au jeu de leurs stratégies vis-à-vis des populations à guider ou des États à servir ou à ménager. D'autant plus licite que les églises sont prodigieusement mal connues : la littérature consacrée à leurs discours religieux se pèse à la tonne, tandis que les recherches portant sur leur organisation séculière et sur leur infrastructure matérielle demeurent rares. Cette pieuse ignorance de la matérialité des églises obligera, en tout état de cause, à les considérer, comme de l'extérieur, par le creux qu'elles dessinent dans le système des appareils, mais cela importe finalement peu, au niveau de généralité où je me tiens.

[Retour à la table des matières](#)

27. Premier axe de réflexion : la spécialisation de l'église. Il conduit à reconnaître trois figures, bien établies dans l'histoire, et que l'on peut appeler l'Église-État, l'Église-AE et l'Église-zéro.

Nombreux sont les États dont le prince est un dieu, à moins qu'il ne doive son rang à une divinité dont il est le vicaire (**156-II** 153). Les Temples-États de Mésopotamie et d'Égypte ancienne, les Empires pharaoniques ou incas et l'Empire romain lui-même en sont ou *en deviennent* des exemples parmi bien d'autres. Le deviennent, parce qu'il n'est pas établi que la confusion en une même institution de

ce que nous savons, par ailleurs, distinguer comme État ou comme église, soit nécessairement une figure primitive du développement étatique, ou ecclésial : on voit, en Égypte, le clergé coloniser les grands postes de l'État, à la faveur de l'anarchie où le Moyen-Empire est tombé (**156-I**, 600). La maturation d'une Église-État n'est pas le corollaire de la sacralisation du prince et de l'État qui s'observe partout. Elle se réalise là où, comme à Sumer, le clergé préside au fonctionnement des organes de l'État (**156-I**, 595). Elle est réalisée également, mais de façon beaucoup moins significative, dans certaines sociétés où l'État balbutie encore. Que, chez les Hébreux du XIII^e au VI^e siècle av. J.-C., les fonctions politiques et religieuses, civiles et militaires, ne soient pas encore différenciées (**156-II**, 195) n'atteste pas l'existence d'un État-Église, mais plutôt l'absence d'État ou la présence d'une simple chefferie (t. 1, n° 47). Que, dans les cités antiques, tous les magistrats aient à remplir des fonctions cultuelles, ou que les prêtres soient plutôt des magistrats spécialisés (**42**, 132), importe encore assez peu, tant que ces États demeurent embryonnaires et dotés d'un appareil diaphane. Et l'on voit, par la suite, que les cités antiques ne s'abandonnent qu'à demi à la confusion de l'État avec une Église : la religion poliade ne réélabore guère l'héritage mythologique et ne fait aucun effort pour refouler, par la force de l'État, les croyances populaires, si bien qu'elle est apte à tous les syncrétismes que les extensions territoriales rendent souhaitables, et qu'elle laisse passer, sans aucun détour théologique, un nouveau discours sur le monde : la philosophie. On peut dire des cités antiques qu'elles sont des États-Églises, mais à condition d'ajouter aussitôt qu'en tant qu'Église, elles sont proches du degré que l'on analysera plus loin, l'Église-zéro. Il faudra qu'elles s'enflent en royaumes hellénistiques et se distendent en Empire romain, pour retrouver, en diverses occasions, certains des caractères des Églises étatiques des empires tributaires (**185**, 166), mais il sera déjà trop tard pour qu'elles deviennent de véritables Églises-États.

Trop tard, parce que le développement étatique conduit nécessairement à la rupture de l'unité État-Église et à la spécialisation d'une Église, réduite au rang d'un AE parmi d'autres. Plusieurs mouvements, d'effet convergent, conduisent à ce résultat. L'un est simplement lié à l'extension des puissants États tributaires : en s'étendant, ils incluent des populations nombreuses et diverses, auxquelles il devient de plus en plus difficile d'imposer une religion uniforme, cependant que la préservation de l'État impose de donner priorité à l'entretien de l'armée et à la collecte du tribut. Plus généralement, l'église souffre de la concurrence que lui suscite la diversité des intérêts étatiques. L'appareil judiciaire, en particulier, donne naissance à un redoutable compétiteur de la religion, le droit, discours d'un ordre social tout à fait sécularisé. On le voit notamment au Moyen Âge, où les juristes demeurent fort respectueux des théologiens, mais où, convertis en légistes par le service de l'État, ils rognent de tous côtés les attributions de l'Église et les privilèges des clercs. La spécialisation du travail étatique est inéluctable : les prêtres peuvent diriger les armées, dire le droit, exercer le pouvoir d'État, mais ils n'ont aucune qualité particulière pour ce faire. Que la spécialisation s'opère *parmi* les prêtres et les clercs ou *contre* eux, le résultat est le même, le discours religieux

sur l'ordre des choses perd une partie de sa raison d'être quand l'armée, puis la justice, s'emploient efficacement à mettre de l'ordre dans une partie au moins de la vie sociale (200, 455-6). L'Église devient, de la sorte, un AE spécialisé, dont le champ de compétence continuera de se réduire : les fonctions d'enseignement ou d'assistance seront parmi les dernières à lui échapper, avant qu'elle finisse, elle-même, par sortir de l'appareil d'État *stricto sensu*. Il nous suffit, ici, de noter cette tendance, mais il restera à l'expliquer, ultérieurement.

La troisième figure, que j'ai nommée Église-zéro, ne vise pas les États modernes qui se *séparent* de leur église, mais bien ceux qui, comme la Chine, se sont durablement passé d'église, à tout le moins comme AE. Concluant sa célèbre étude sur *la Pensée chinoise*, Granet caractérise « l'esprit des mœurs chinoises par la formule : ni Dieu, ni Loi » et il précise : « la vérité est qu'en Chine, la religion n'est, pas plus que le droit, une fonction différenciée de l'activité sociale » (176, 476). Il signifie, par là, qu'aucune église n'a été nécessaire au bâti de cet État et au maintien de son ordre social. Ce n'est point une exception, ni un miracle : c'est qu'un autre type d'idéologie garante de l'ordre social — celle des *Li*, que l'on examinera ultérieurement (t. 1, n° 84) — s'est installée aux lieu et place d'une religion et *sans requérir un appareil spécifique*. À des degrés divers, la formation d'une caste de brahmanes, qui a dispensé l'Inde védique d'un appareillage ecclésial systématique, et l'active participation citoyenne aux activités collectives des cités antiques, qui a réduit à peu de chose les spécialistes du sacré dans ces cités (200, 451), peuvent être interprétées comme des formes proches de l'Église-zéro.

Église-zéro, Église-État, Église-AE, ces trois figures vont être inégalement modifiées par la prolifération d'églises nouvelles et par *l'universalisation* de certaines d'entre elles. L'autorité des églises qui ont réussi à s'établir et la majesté des religions, adossées à un État puissant ou répandues sur un ou plusieurs continents, ne doivent pas masquer ce fait élémentaire que d'innombrables prophètes ont tenté de faire école, que beaucoup d'entre eux ont réussi à constituer une secte, que maintes sectes ont duré, et que certaines d'entre elles ont pris de telles proportions qu'elles sont devenues églises. Dans la forêt des religions, les grands chênes font le vide autour d'eux et font oublier les arbrisseaux qu'ils furent et ceux qu'ils étouffèrent sous leur ombrage. La naissance et l'épanouissement des nouvelles idéologies, religieuses ou d'autre nature, retiendront plus tard notre attention, mais leur prolifération peut être tenue pour un fait. Parmi les églises qui réussiront à s'imposer, une seule affichera, par son nom même, une ambition catholique, c'est-à-dire universelle, mais plusieurs sauront s'étendre en de nombreux pays. Leur extension sera mise au compte de moines-mendiants véhiculant les leçons de Bouddha (159), de frères prêcheurs proclamant la parole de Jésus ou de pieux guerriers portant le message de Mahomet. Pourtant, le prosélytisme efficace a toujours des ressorts moins apparents : les religions suivent les courants d'échanges commerciaux, les conquêtes et les croisades guerrières, les missions colonisatrices, les diasporas de peuples chassés de leurs terres, l'exil

massif des populations surnuméraires. Bref, leur essor est entraîné par les mouvements profonds du système mondial.

Il n'entre pas dans mon propos d'examiner ici les diverses crises, traversées par les États où le bouillonnement sectaire et l'irruption de nouvelles églises viennent perturber l'équilibre antérieur, d'autant que ces crises ne se réduisent presque jamais à une dimension ecclésiale ou religieuse. Je limite le problème à ceci : apparaît-il, au travers de ces crises, de nouvelles formes de rapports entre Église(s) et État ?

À cet égard, la première modification à noter est la formation, en de nombreux pays, d'un système ecclésial plus ou moins diversifié. Clandestines ou tolérées, parfois dotées de franchises ou de chartes expresses, souvent contraintes à payer leurs libertés ou à modérer leur prosélytisme, des sectes et des églises diverses s'établissent dans les sociétés où l'État ne dispose pas d'église officielle comme dans celles où une église fonctionne déjà comme AE. En ce dernier cas, la tolérance demeure toujours précaire et les exemples abondent, de répressions ou de conversions forcées. L'église-AE souffre mal la concurrence. L'Église-État ne la tolère jamais. Une autre modification observable au sortir des grandes crises est la substitution d'une église à une autre, comme AE : le christianisme qui finit par épouser l'Empire romain, la concordance qui s'établit, dans l'aire musulmane, entre les califats locaux et les sectes issues de l'Islam, la redistribution générale qui s'opère, en Europe, par l'effet des guerres dites de religion, en fournissent maints exemples.

Quand l'AE ecclésial, qui dessert un État, appartient lui-même à une église universelle, fortement organisée, on est en présence d'une figure originale, à relever comme telle. Une telle figure se dessine parfois dans le monde musulman — lorsque l'émancipation des pouvoirs locaux anticipe, de beaucoup, sur le fractionnement de l'église — et dans celles des principautés protestantes qui sont aux prises avec une église luthérienne ou calviniste encore peu particularisée, mais c'est surtout dans l'aire de l'église catholique romaine qu'elle se manifeste et pose de graves problèmes aux États et particulièrement aux États *nationalitaires*. Pour définir, avec précision, ces derniers, il faudrait savoir déjà ce qu'est la nation ou, plus exactement, ce qu'est le processus d'identification nationalitaire dont, *en certaines conditions bien précises*, les États sont l'agent principal. En attendant de pouvoir traiter pleinement ce problème très complexe (t. 1, n° 83), il suffit d'observer que la nation est une forme d'identification collective, commune à toute la population d'une société, qui s'élabore dans l'entrechoc d'États inaptes à se surclasser — par exemple, dans l'Europe occidentale des XIV^e-XIX^e siècles — et qui s'épanouit pleinement, par l'effet de la révolution démocratique bourgeoise. Le processus de « nationalisation » met en cause toute la structure idéologique des sociétés où il s'opère. Les États nationalitaires, pleinement engagés dans le travail séculaire, qui fera de leurs populations respectives autant de nations, ont besoin, pour ce travail même, d'une église qui soit un AE national et « nationalisateur ».

En Europe occidentale, ils disposent d'un AE ecclésial qui relève aussi d'une Église fortement hiérarchisée et universelle (c'est-à-dire trans-étatique). Les États qui se constituent à partir de l'émiettement féodal ont à conquérir leur autonomie vis-à-vis d'une Église qui se comporte, souvent, en héritière de l'Empire romain, si ce n'est en Empire actuel (196, 25). Les États, déjà débarrassés de l'excessive tutelle de la papauté, qui s'agrègent en de plus vastes ensembles et apprennent, difficilement, à coexister durablement, ont ensuite à nationaliser leurs Églises respectives, c'est-à-dire à les convertir en AE dociles à leur pouvoir. On peut lire dans l'histoire de la Réforme et des guerres de religion — et pas seulement dans l'Angleterre d'Henri VIII — une telle tendance. Quand la France de Louis XIV manifeste une orientation gallicane, elle ne fait que prolonger ce vieux conflit qui, pour l'essentiel, est déjà résolu : « dans la pratique, le roi tenait bien en main l'épiscopat » (57-II, 171). Ainsi s'établit, non sans variantes, une figure nouvelle : les États apprennent à faire usage, comme AE, d'une Église qu'ils contrôlent assez bien, mais qui pourtant n'est pas entièrement soumise à leur pouvoir temporel, ni à leur autorité politique et religieuse. Elle échappe partiellement à leur pouvoir, parce qu'elle possède assez de richesses propres, pour ne point trop dépendre des générosités du prince, et parce que, pour la formation ou la consécration de ses hiérarques, comme pour l'orientation de ses activités proprement religieuses, elle demeure fidèle à d'autres pouvoirs que l'État : ceux du pape et des conciles pour l'Église romaine, ceux des sages et docteurs de la foi pour les églises bouddhiques et islamiques. La nationalisation des églises universelles ne s'accomplit parfaitement que par la rupture de leurs liens extra-étatiques. L'Église romaine y résiste en souplesse et, tout en reculant sous les pressions des États, elle ne cède jamais complètement.

Une autre figure originale est celle que l'on peut dire du système ecclésial à Église d'État. Les sociétés, où se multiplient les sectes et les églises étrangères à la religion officielle, préfigurent cette situation nouvelle, mais tant que l'existence des nouvelles venues demeure précaire, sinon clandestine, la novation que je veux marquer ne s'opère pas vraiment. La novation, en effet, conduit à une situation paradoxale : d'un côté, l'État dispose d'une église officielle et en fait usage comme AE, mais, d'un autre côté, il proclame et garantit la liberté des cultes. Une telle situation s'établit, par degrés insensibles, dans toutes les sociétés où le capitalisme prend son essor. En effet, l'appartenance spontanée ou contrainte de toute une société, à une religion donnée, devient intenable sous le règne de VE : l'argent et la marchandise n'ont ni odeur, ni infamie, les capitaux et les capitalistes circulent sans certificat de baptême, le travail immigré vaut par ses muscles, non par ses croyances. La religion obligatoire finit par devenir impossible quand le marché règne ; elle survit comme tradition prépondérante, mais ne peut plus s'imposer comme norme. Certains États consacrent cette situation, en légalisant plusieurs religions, d'autres se contentent de laisser tomber en désuétude les lois répressives et les discriminations antérieures, et de modérer le zèle de leur AE ecclésial. Le système ecclésial à Église d'État qui s'établit de la sorte ne définit pas un état d'équilibre, mais une situation dynamique dont, s'agissant de l'État, les enjeux

s'évaluent dans l'articulation des divers AE. Quel sera le rôle exact dévolu à l'Église d'État ? Gardera-t-elle le contrôle des rites de passage (qui accompagnent naissances, mariages, décès, etc.) et de l'état civil qui les officialise ? Pour tous, pour ses seuls fidèles, pour personne ? Gardera-t-elle le contrôle de l'enseignement ou des hôpitaux ? Conservera-t-elle, seule, l'aumônerie des armées et des prisons, etc. ? Jouira-t-elle du monopole des grandes liturgies, exaltant les gloires et les malheurs de l'État ?

La tendance générale est au reflux de l'AE ecclésial, non sans de bruyants combats d'arrière-garde. Elle aboutit parfois à un divorce formel de l'État et de son Église, à une séparation, comme celle qui déchira la France au début du XX^e siècle. Le Japon dès 1884, le Mexique en 1910, l'URSS en 1917, la Turquie en 1923 et bien d'autres pays encore, ont ainsi rejoint les ex-colonies de peuplement anglo-saxon, où l'État a pris naissance, à la fin du XVIII^e et durant le XIX^e siècle, sans constituer une église en AE : États-Unis, Canada (on n'en dira pas autant de la province québécoise), Australie, Nouvelle-Zélande. Mais la séparation qui peut être riche de signification, comme ultime dénouement d'une crise idéologique, et qui constitue une figure originale dans la série des rapports État/Église, doit néanmoins être interprétée avec prudence. Les États et les grandes églises institutionnalisées sur leur territoire demeurent toujours condamnés à une certaine symbiose. L'Église catholique et l'État français qui ne finissent pas de chercher ce que laïcité veut dire, l'État polonais attentif à se concilier une Église qu'il aimerait refouler, l'État est-allemand qui connaît, à moindre échelle, des problèmes analogues avec son église luthérienne, et même la Russie stalinienne contrainte à raviver son église orthodoxe pour les besoins de la « grande guerre patriotique », en fournissent des exemples variés et toujours renaissants. C'est qu'il y a, par nature, un point de convergence dans les discours propres de tout État et de toute église : ils ne peuvent pas ne pas dire l'ordre social.

[Retour à la table des matières](#)

28. L'exploration rapide et schématique qui précède pourrait évidemment être enrichie de bien des façons. Les figures principales qui ont été esquissées pourraient être affinées, par un examen plus attentif des systèmes ecclésiaux où plusieurs sectes et églises coexistent, de façon ouverte ou sournoise. Un déplacement d'axe, qui centrerait la recherche sur les églises elles-mêmes, plus que sur leurs rapports avec les États, ferait apparaître les traits spécifiques de leurs divers appareillages, et romprait avec une idée qui circule implicitement dans le n° 27, idée suivant laquelle une église fortement institutionnalisée et hiérarchisée comme l'est, par exemple, l'Église catholique romaine, serait dans toutes les régions et à toutes les époques, à concevoir comme une unité toujours cohérente et persévérant dans son être, alors qu'en fait il s'agit là d'une fédération, lâche ou serrée, d'institutions qui naquirent et moururent dans un désordre souvent prodigieux : de l'apôtre Pierre à Paul VI et au curé de mon village, la filiation est

aussi tenue que de Vercingétorix à Giscard et au maire de mon village... Néanmoins, la référence qui a été faite à cette église et à d'autres garde sa validité, dans la mesure où, en chacune des figures que l'on a reconnues, il importe peu que telle église, repérée comme AE spécialisé, soit identique à elle-même d'une époque à l'autre ; il suffit qu'elle existe, soit apte à fonctionner comme église et soit articulée sur le pouvoir d'État, comme doit l'être un AE, pour que la figure repérée soit active et puisse entrer comme telle, dans la composition du système des appareils, pour la société considérée.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 12 LES EGLISES</p>							
<p>A. RECAPITULATION</p> <p>1. Église confondue avec l'État [AE] 2. Église spécialisée comme AE, mais propre à l'État ^a [AE] 3. Système ecclésial <i>sans</i> église d'État 4. Église « universelle » comme AE ^a [AE] 5. Système ecclésial <i>à</i> église d'État [AE] 6. Système ecclésial <i>séparé</i> de l'État</p> <p>^a. Les figures 2 et 4 comportent éventuellement un certain nombre d'églises ou de sectes, clandestines ou tolérées.</p>							
<p>B. VENTILATION</p>							
Logique de la production	Systèmes ecclésiaux compatibles avec la logique considérée ^a				Projections ^b		
					2/1 ^c	3/1 ^c	4/1 ^c
1 Logique de VU	1	2	3	(4)	4 5	4	6
2 Logique VU-VE	1	2	3	4 5 6			
3 Logique de VE	4	5	6				
4 logique VE-VD	4	5	6				
<p>^a. Voir texte. ^{b. c.} Voir les notes correspondantes sous le tableau 6, page 83.</p>							

On aura noté, d'autre part, que deux seulement des figures que l'on a distinguées font des églises un élément étranger à l'appareil d'État *stricto sensu*. Il s'agit évidemment du cas où l'État finit par se *séparer* de toute Église et aussi du cas que l'on a provisoirement désigné par la formule Église-zéro. Si l'État n'a pas

recours à une formation ecclésiale, pour asseoir son autorité et intégrer sa population et si, de ce fait, il n'opère pas comme incitateur à la maturation d'une église, cela n'empêche pas que des appareils ecclésiaux, de moindre envergure, puissent s'établir dans son aire d'action, et constituer un système ecclésial *sans* église d'État : c'est, notamment, ce qui se passe en Chine. Pour le reste, c'est-à-dire pour les quatre autres figures que l'on a discernées, l'État dispose d'un AE ecclésial, en position de monopole (163, 304) ou surplombant un système ecclésial, fait d'AI épars, clandestins, tolérés ou légalisés.

Dans la récapitulation du tableau 12, il ne faut pas confondre les figures 3 et 6. La première est archaïque, elle correspond à l'Église-zéro dont il vient d'être question. La seconde est contemporaine, il n'en est pas d'exemple avant le XIX^e siècle. La différence entre les deux est tout à fait substantielle. Le système ecclésial *sans* église d'État (figure 3), qui se constitue lentement et médiocrement dans les sociétés où l'État se passe de l'église comme intégrateur, joue un rôle relativement faible, il ne pèse pas très lourd dans la structure idéologique, et l'idéologie qui domine ces sociétés en est considérablement affectée comme le montre, par exemple, le « ni Dieu ni Loi » de Granet. À l'inverse, la figure 6, qui s'instaure par une rupture brutale ou qui vient couronner une longue transition, s'applique toujours à des sociétés qui ont été profondément marquées par l'action antérieure des églises d'État. Cela vaut également pour les pays neufs que constituent les émigrants européens. Si les États-Unis n'ont pas d'église officielle, il n'empêche que les populations qui s'y sont agrégées, y sont arrivées, armées de leurs bibles respectives. En l'espèce, la figure 6 n'indique pas un défaut d'église, mais un trop-plein : la libre entreprise ecclésiale y règne sans contraintes.

L'utilisation systématique des logiques de la production, pour repérer la position des divers appareils et faciliter l'étude ultérieure de leurs assemblages, a beau être justifiée cas par cas, d'un chapitre à l'autre, elle n'en fait pas moins problème. Ne porte-t-elle pas la marque de ce déterminisme économique dans lequel s'enferment tant de recherches d'inspiration marxiste ? Et, plus généralement, les justifications qui la supportent ne sont-elles pas d'assez vagues et lointaines corrélations externes qui, à supposer qu'elles soient toujours bien établies, n'apprennent rien sur l'éventuelle liaison intime des phénomènes sociaux qu'elles prétendent relier ? Je note, ici, ces questions qui seront discutées prochainement (n° 44), pour prévenir l'inévitable suspicion que va soulever la seconde partie du tableau 12. Mettre en rapport la production et la religion, n'est-ce pas un sacrilège ou, plus prosaïquement, un contresens ? Non, la théorie sociale ne connaît qu'un seul sacrilège qui est d'occulter une part quelconque de l'activité sociale. Quant au contresens, voyons cela de plus près. S'il est vrai que la prolifération des églises et la constitution de quelques églises plus ou moins universelles — qui caractérisent les figures 4 et 5 — sont des développements liés aux courants d'échanges commerciaux qui relient entre elles des sociétés aux structures diverses, comme le pense notamment Weber (200, 491 sq.), il en résulte, et cela paraît fort logique, que les sociétés soumises à la logique de VU ne peuvent présenter, en matière

ecclésiastique, que l'une des trois premières figures. Toutefois, les églises présentent, vis-à-vis des autres AI, une particularité, qui nous apparaîtra clairement, quand nous pourrons étudier les rapports que ces appareils entretiennent avec leurs publics (t. 1, n° 76), mais qui, en l'espèce, peut aussi bien s'appuyer sur une observation évidente : c'est qu'elles s'enracinent dans les populations qu'elles ont su conquérir et peuvent, de ce fait, survivre durablement aux conditions qui ont favorisé leur implantation initiale. Or, il se trouve qu'en maintes régions du monde, la transition VU-VE est un processus hasardeux, souvent interrompu et souvent repris (t. 2, n° 68), si bien qu'une transition, amorcée puis brisée, peut avoir véhiculé une église nouvelle et la laisser ensuite survivre au reflux des échanges. C'est, par exemple, ce qui advient dans l'Occident médiéval où l'église chrétienne, jadis moulée dans l'Empire romain, survit à la décomposition de celui-ci. Dès lors, les sociétés servagistes du haut Moyen Âge, qui retombent pour quelques siècles sous la dure logique de VU, n'en ont pas moins un système ecclésial de type 4 : une église universelle sert d'AE à leurs États. La figure 4 indiquée entre parenthèses, comme possibilité ouverte sous le règne de VU, correspond à une telle éventualité.

Dans la phase suivante, c'est-à-dire dans les sociétés où s'opère effectivement la transition VU-VE, tout est possible : aucune exclusion ne peut être prononcée *a priori*, même pas celle de la figure la plus moderne, le système ecclésial séparé de l'État qui, de fait, s'instaure aux États-Unis et en quelques autres pays, avant que l'échange capitaliste y règne en maître. En revanche, l'exclusion des types 1 à 3 pour les sociétés soumises à cet échange ou ayant dépassé ce stade (logiques de VE et VE-VD) est tout à fait évidente : c'est une autre façon de dire que le capitalisme détruit toutes les institutions nées sous l'antique logique de VU, ce que l'histoire atteste sous toutes les latitudes. Seule la figure 4 fait exception, mais l'on vient de voir que sa présence en VU était, elle-même, une exception.

[Retour à la table des matières](#)

29. L'école qui propage les lumières ou qui conforte la domination établie, l'école émancipatrice du peuple ou reproductrice de la force de travail, ne sont pas à l'ordre du jour ici. Non que ces thèses, apparemment contradictoires, soient à dédaigner, mais simplement parce que nous ne sommes pas encore armés pour en discuter pertinemment : comment juger de l'efficacité d'un AI avant d'avoir analysé sa position propre, dans le système général des appareils par lesquels les hommes-en-société sont informés, c'est-à-dire mis en forme sociale, même si cet appareil est, par excellence, celui de la formation ? La question, ici, est seulement de reconnaître les types principaux d'AI scolaires, au fil de l'histoire, dans les sociétés les plus diverses.

D'ailleurs, il serait inexact de considérer l'école comme un pur AI. Dès qu'elles existent, les écoles attirent, autant que les églises, la vigilante attention des États

qui, souvent, se mêlent d'enseigner, quand *leur* église ne monopolise pas cette tâche. Même si des institutions scolaires prennent parfois une forme marchande, ce n'est point faire violence à l'AI scolaire que de le considérer comme étant aussi, par rattachement direct ou par ricochet ecclésial, un AE. On verra, en effet, que les écoles purement marchandes sont rares, et rarissimes les écoles marchandes libres de toute tutelle étatique ou ecclésiale.

Le principal critère dont il sera fait usage, pour discerner les types généraux d'appareil scolaire, sera l'extension de leur public (t. 1, n° 76), c'est-à-dire l'étendue de la population scolaire, car tel est l'indice le plus direct des transformations sociales qu'opère la scolarisation. En se spécialisant comme appareil distinct, l'école déforme et dévalorise les communautés quasi naturelles où vivent les hommes (n° 21). Elle se substitue aux familles et aux communautés villageoises, pour éveiller les jeunes au monde. Elle les initie à des mystères, étrangers à l'expérience immédiate, et auxquels l'écriture permet d'accéder. Elle leur ouvre l'accès de métiers dont l'apprentissage ne peut résulter de la répétition des gestes du paysan ou de l'artisan. Bref, elle fonctionne comme agence de socialisation. Déjà, les églises bousculaient l'ordre primitif des communautés éparses et éloignées, en tenant dans chacune d'elles à peu près le même discours : elles entraîneraient le monde. Les écoles élargissent cette brèche, au moins potentiellement : elles ouvrent l'accès aux courants d'information que le livre et la presse matérialisent. Tous ceux qu'elles reçoivent et qu'elles forment entrent en de nouveaux rapports avec la société : le pouvoir et l'idéologie fonctionnent désormais, pour eux, d'autre façon que pour les analphabètes. Définir cette différence dépasserait nos possibilités présentes, mais on la pressent suffisamment pour qu'il soit permis de l'évoquer. Les puissances sociales nouvelles, que l'école met en jeu, sont dispensées avec parcimonie. L'école est longtemps un luxe élitique. Un luxe qui détourne de la production une fraction de la force de travail juvénile, ce qui en réserve le bénéfice à une élite d'enfants issus de familles riches ou puissantes. La pieuse image des petits génies, recueillis par les églises et les États bienfaisants, pour assurer leur éducation malgré l'infortune de leurs familles, est inusable comme les siècles, mais presque vide de sens : le taux de scolarisation n'en est pratiquement pas affecté. L'extension de la population scolaire est commandée par de grandes transformations sociales : elle répond à la demande d'appareils étatiques et idéologiques, de plus en plus variés, et qui ont besoin d'hommes ayant acquis divers types de savoirs, puis à la demande de certains MP, marchands en particulier, puis, enfin, à la demande, massivement accrue, des FE industrielles de toute nature, où la qualification de la main-d'œuvre est, on le sait, l'un des principaux ressorts de la productivité (t. 2, n° 65). Par ses formes successives, l'appareil scolaire répond à cette demande. Il est très rare qu'il la précède.

L'accent qui sera mis sur l'extension du public scolaire n'exclut pas que d'autres critères soient pris en considération ou puissent l'être, par des analyses plus fines que celle-ci. On marquera, au passage, les rôles respectifs des prêtres, des

marchands d'enseignement et des agents étatiques, dans les divers appareils scolaires qui seront distingués. On pourrait, également, observer les statuts sociaux qui sont ceux des enseignés et des enseignants, les rapports qui s'établissent entre les écoles et les familles, la diversification des institutions scolaires, l'évolution des méthodes pédagogiques, la transformation des matières enseignées et de l'image du monde qu'elles forment, etc. On pourrait, enfin, observer la segmentation qui s'établit au sein du système scolaire, et qui fait perdurer l'élitisme de l'institution, sans que, pour autant, les filières scolaires puissent être considérées *a priori* comme le simple décalque des structures de classes (161). Mais il nous faut aller droit à l'essentiel, qui est d'apprécier l'impact de l'appareil scolaire.

[Retour à la table des matières](#)

30. L'enseignement précède l'école. Si la transmission des savoirs et des savoir-faire paysans, qui s'effectue dans les communautés villageoises, ne constitue pas, à proprement parler, un enseignement, il y a déjà un élément d'apprentissage méthodique qui se dessine dans l'initiation aux métiers, plus délicats, du forgeron et de certains autres artisans. Cet apprentissage devient un véritable enseignement, lorsque les savoirs à transmettre sont riches de complexités abstraites. Des sages ou gourous enseignent les textes sacrés dans l'Inde védique (156-I, 106). Des prêtres communiquent l'art ésotérique de l'écriture, dans les temples du Haut-Empire égyptien ou de Sumer (id., 549). De tels enseignements demeurent clos : une institution ecclésiale ou un État-Église assure, par leur moyen, sa reproduction directe. De même, on est au bord de l'école, mais encore en deçà, dans toutes les sociétés où les familles régnautes et puissantes confient à des précepteurs l'éducation de leurs enfants. Esclaves ou affranchis, prêtres ou laïcs, ces précepteurs sont inclus dans la domesticité familiale, ils ont des élèves, mais ne font point école (96, 390).

L'école, en tant qu'appareil spécialisé, commence souvent à prendre forme comme repli ouvert et spécialisé, au sein de l'appareil ecclésial, quand les églises étendent leur enseignement aux enfants des familles riches et puissantes, non destinés à renforcer leurs rangs. Des écoles bouddhiques, rabbiniques, coraniques ou chrétiennes se constituent de la sorte. Dans l'Occident médiéval, les écoles monastiques et épiscopales appartiennent à cette catégorie (202). Un autre cheminement, qui conduit à la maturation d'écoles spécialisées, est la formation d'un « préceptorat, collectif et payant » (96, 91), tel celui qui prend de l'extension, en Grèce, au IV^e siècle av. J.-C. Peu à peu, ce préceptorat, public et non plus privé, s'organise en niveaux distincts, pour fournir les rudiments, initier aux arts plus nobles du discours, ou rendre accessibles les arcanes de la médecine et de la philosophie. Sans avoir le monopole d'un tel enseignement marchand, les sociétés grecques, hellénistiques et romaines y ont généralement recours. Les écoles épiscopales du Moyen Âge connaissent, de leur côté, une mutation qui se concrétisera par la constitution de corporations universitaires, rassemblant maîtres

et étudiants, dans un rapport semi-marchand, semi-religieux. Cependant, les États n'abandonnent pas l'école à la pure initiative commerciale, sauf à Rome (96, 434). Dans les cités grecques ou hellénistiques, un magistrat est souvent chargé de la surveillance des écoles (*id.*, 163). Dans les jeunes États d'Europe occidentale, les villes et les princes eux-mêmes s'emploient à fixer, par des chartes, les franchises et devoirs des universités corporatives. Certaines villes vont plus loin et prennent l'initiative de créer et de financer des écoles, notamment en Italie où la célèbre école de droit de Bologne ne sera qu'un exemple parmi bien d'autres. Initiative étatique, également, en Chine où le mode de recrutement des hauts fonctionnaires lettrés et l'absence d'église étatique obligent l'État à de précoces interventions. Dès le II^e siècle ap. J.-C. « des écoles publiques, dont l'entretien est assuré par des terres spéciales, sont créées au niveau des préfectures et sous-préfectures, afin d'élargir la base de recrutement » (52, 271). En fait, ce système scolaire subira les tempêtes de l'histoire chinoise, il sera détruit, remanié, restauré, et ne manquera pas de s'enrichir d'excroissances ecclésiastiques (bouddhiques) ou marchandes, mais il durera.

D'église, de ville, d'État, ou d'organisation marchande, l'appareil scolaire, qui souvent mêle ces diverses sources et ressources, peut être considéré comme constituant un premier type, tant qu'il demeure extrêmement élitique. À ce stade embryonnaire, l'école intéresse à peine quelques centièmes de la population juvénile, elle est essentiellement tournée vers l'approvisionnement, en compétences nouvelles, d'appareils étatiques et idéologiques encore exigus et, marginalement, vers la formation des enfants de l'élite marchande. Son élitisme et sa dimension modeste expliquent sa structure incertaine et peu cohérente. Aucune frontière bien stable ne la sépare encore du préceptorat privé qui tantôt la supplée, tantôt y prépare ou la double. Son organisation demeure chaotique et n'assure pas une progression systématique des études. C'est encore un appareil faiblement spécialisé où les maîtres et les élèves sont de qualité extrêmement variable et où, si l'on excepte de rares foyers de haute science, l'objet et les méthodes de l'enseignement sont aussi aléatoires que ses résultats. Rares sont les demandes sociales bien précises qui, à l'instar des concours mandarinaux de l'Empire chinois, assignent une finalité à cet enseignement.

En maintes sociétés, on ne peut tracer une frontière rigide entre ce stade embryonnaire et le suivant, car l'école y poursuit un développement assez continu. On verrait mieux le contraste si l'on disposait d'observations portant sur celles des sociétés où le passage d'un stade à l'autre s'est effectué de façon plus brutale, par les initiatives — tardives — de certaines puissances coloniales (ainsi de l'Inde anglaise, vers la fin du XIX^e siècle), ou par l'action d'États ayant retrouvé leur indépendance. En Europe occidentale, où l'essor des cités marchandes stimule, du XIII^e au XV^e siècle, une certaine diffusion de l'enseignement, c'est sans doute la Réforme et la Contre-Réforme qui ont accéléré le mouvement, en donnant du prix à l'alphabétisation rurale. Il s'est formé, de la sorte, un système scolaire de plus vaste envergure, apte à éduquer non plus quelques centièmes, mais bien quelques

dizièmes de la population juvénile. Les méthodes d'enseignement se sont fixées en règles canoniques, les corps d'enseignants se sont professionnalisés, la hiérarchie des niveaux scolaires a été définie, avec une précision croissante. Le système des examens et des diplômes s'est étendu et rigidifié. Dans ce second stade, les institutions scolaires sont demeurées, pour une part essentielle, sous la houlette des églises, mais d'églises où la Réforme et ses suites ont aiguisé la concurrence. Concurrence entre églises rivales, mais aussi entre le clergé séculier et les ordres religieux à vocation enseignante, voire entre ceux-ci. Le XVII^e siècle a vu le fréquent triomphe des collèges de jésuites, le XVIII^e siècle s'est souvent achevé par l'expulsion de ceux-ci, signe annonciateur de l'émancipation de l'école. À vrai dire, la tutelle ecclésiastique a souvent dû céder du terrain, dans ce qui est devenu l'enseignement supérieur. Les démêlés entre les universités et les églises ont été la règle des XVI^e-XVIII^e siècles et ils se sont rarement résolus par un triomphe durable des églises. La tendance à la laïcisation de l'enseignement supérieur s'est manifestée de plusieurs façons. Les grandes universités créées après la Réforme, comme celles de Leyde ou de Halle, l'ont été hors le contrôle de toute église (**156-IV**, 1051). Ailleurs, des chaires d'État ont été instaurées, dans les universités encore religieuses, notamment pour l'enseignement des sciences et des mathématiques. Parfois aussi, les villes ou les États ont soutenu de leurs deniers la création de collèges et d'écoles dotés d'un personnel laïc. Le système scolaire des États-Unis, au milieu du XIX^e siècle, est un bon exemple de la diversité inhérente au deuxième stade, même si l'hétérogénéité de la structure économique américaine (t. 2, n° 111) aide à comprendre cette diversité : à l'est, les écoles sont financées par des taxes locales et ont un personnel généralement laïc ; dans le centre et l'ouest, les écoles sont des institutions confessionnelles ; au sud, ce sont d'abord des écoles souvent laïques, mais elles dépendent de subventions accordées par les planteurs ; les universités, enfin, sont rares et pour la plupart d'origine privée et de statut marchand.

Les révolutions démocratiques bourgeoises, à la mode anglaise ou française, ne transforment pas fondamentalement l'appareil scolaire. En Angleterre, son évolution se poursuit, lente et empirique. En France, la Révolution secoue la tutelle du clergé et met un peu plus d'ordre dans l'architecture scolaire, tout en raffermissant le contrôle étatique. Le Grand Maître de l'Université, instauré par l'Empire, n'est qu'une sorte de directeur au ministère de l'Intérieur. Cependant, la laïcisation de l'appareil scolaire français prendra encore près d'un siècle, sans qu'on puisse la dire achevée à aucun moment : aujourd'hui encore, un quinzième environ de la population scolaire relève d'institutions confessionnelles subventionnées par l'État. La véritable mutation, qui intervient en France vers la fin du XIX^e siècle, et qui s'opère également, à cette époque, dans les sociétés capitalistes avancées, pour s'étendre ensuite aux sociétés socialistes-étatiques, est la généralisation de l'enseignement. La scolarité obligatoire et gratuite, sinon toujours laïque, devient la règle commune. Elle ne rompt pas l'élitisme ancien qui réservait l'école à une minorité de la population, mais elle en déplace l'objet et les formes : des circuits privilégiés se maintiennent, notamment dans les enseignements secondaire et

supérieur, pour la formation des élites de bonne extraction, destinées aux grandes écoles et aux grandes carrières. Néanmoins, l'école généralisée ne fait que répondre aux besoins multiples de la qualification du travail (t. 2, n° 65). Elle met aussi un terme à l'arriération traditionnelle des campagnes et du petit peuple urbain. Elle fait entrer la population presque entière — car il subsiste une marge d'illettrés — dans une société où le pouvoir ne s'applique plus à des masses incultes et où l'hégémonie est, de ce fait, contrainte à plus de subtilité.

[Retour à la table des matières](#)

31. Le tableau 13 résume les distinctions schématiques que l'on vient de présenter. Les historiens de l'éducation, souvent tentés de déceler, dans les sociétés les plus archaïques, les traces d'un système d'enseignement, pourraient nous induire en erreur. Il est bien évident que toute société comporte, par nature, des modes de transmission des connaissances et que toute société déjà dotée d'un État, puis d'une église, laisse apercevoir l'action de tels modes de transmission au cœur même de l'État et de l'église. Mais cela ne prouve pas qu'il existe un appareil scolaire spécialisé. En fait, les sociétés qui possèdent un tel appareil, sous forme embryonnaire, dès le stade VU, doivent être des plus rares : la Chine, peut-être ? À l'autre extrême, la formation d'un système scolaire ouvert à toute la population juvénile (stade 3) ne se manifeste que dans les sociétés où le règne de VE est déjà bien établi, mais caractérise *nécessairement* les sociétés engagées dans la transition VE-VD.

Le rassemblement des églises et des écoles en un même chapitre aura pu réveiller, chez certains nostalgiques des grandes batailles passées, l'espoir que serait mis en lumière l'affrontement historique des ténèbres religieuses et des lumières scolaires et que le grand combat pour la laïcité de l'école en sortirait exalté. Le lien, à vrai dire, était plus simple : c'est que, dans le développement social, l'école est très souvent *un sous-appareil d'État*, un AE qui se spécialise au sein de l'AE ecclésial déjà spécialisé, pour, finalement, s'en détacher. Le lien était aussi de commodité : on retrouvera souvent les ingénieurs des âmes, prêtres et pédagogues, au voisinage les uns des autres, dans le fonctionnement des structures idéologiques.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 13 LES ECOLES		
A. RECAPITULATION		
1.	Système scolaire embryonnaire et élitique	[AE]
2.	Système scolaire spécialisé et scolarisation encore minoritaire	[AE]
3.	Système scolaire développé et scolarisation généralisée	[AE]
B. VENTILATION		
Logique de la production	Systèmes scolaires compatibles avec la logique considérée ^a	Projections
1 Logique de VU	1	La scolarisation des sociétés dépendantes n'est pas accélérée du fait de leur dépendance
2 Logique VU-VE	1 2	
3 Logique de VE	2 3	
4 Logique VE-VD	3	
a. Voir texte.		

Chapitre 8

L'édition, les AR.L et les quasi-appareils

« on le voit qui déjà sent croître sa cervelle »
QUENEAU.

[Retour à la table des matières](#)

32. Les trois séries d'appareils dont il va être question dans ce chapitre doivent être traitées distinctement, car aucun lien nécessaire n'impose leur regroupement. Tout au plus peut-on observer que ces AI sont de ceux qui se trouvent le plus rarement intégrés dans l'appareil d'État.

J'ai préféré placer la première série sous la rubrique de *l'édition*, plutôt que sous celle de *l'information*, parce que ce dernier terme est riche de connotations divagantes. Il désigne l'enquête et le message, la nouvelle et le signal, sans parler de l'action qui donne forme ou sens à l'objet qu'elle saisit. L'édition, par contre, définit bien le secteur que je vise, pour peu que l'on généralise son acception courante, en l'étendant de la reproduction et de la diffusion des livres, à *toute publication de messages matérialisés sur un support quelconque*. Le livre apparaît, de la sorte, comme un immense cas particulier, dans une série qui, du rouleau de papyrus à la vidéo-cassette, n'en finit pas de s'enrichir. L'appareil éditorial est celui qui produit et fait circuler *de l'idéologie en conserve*, qui fait écran entre l'acte générateur d'un discours idéologique et ses récepteurs. Écran, mais aussi tremplin : cet appareil démultiplie les discours qu'il colporte, il prête aux murmures individuels la voix de Stentor, et surtout il aide la pensée à franchir le temps, à durer. Mieux, il provoque la pensée qu'il véhicule, ce n'est pas qu'une pompe foulante, c'est aussi une pompe aspirante, un appel. L'édition suscite des œuvres, la diffusion qu'elle procure incite à la création. Elle naît comme reproductrice et mûrit comme instigatrice.

L'édition est la fille lointaine de l'écriture, elle s'épanouit avec les machines à reproduire l'écrit, elle foisonne quand des supports s'offrent pour porter la gravure, le son, l'image, elle prend un élan nouveau quand des techniques de production et de diffusion rapides permettent de satisfaire l'appétit de nouvelles qui s'éveille, elle se dédouble quand le journal s'adjoint au livre, puis se ramifie plus encore en spécialisant ses produits. Mais finalement, elle commence à dépérir quand de nouvelles techniques dispensent du support matériel, permanent ou périssable. En dispensent ou plutôt le banalisent : la radio, puis la télévision, font circuler des messages et des nouvelles, naguère contraints de se matérialiser en livres, en journaux, en disques, etc., et qu'un récepteur banal suffit désormais à capter. Dès lors, l'édition se distingue moins bien d'un appareil voisin — celui que j'appelle A.R.L. — avec lequel elle possédait, de longue date, une frontière poreuse. En particulier, l'information, c'est-à-dire le récit sur l'actualité, se divise entre les deux appareils : elle demeure attachée à la presse, à l'écrit dont il peut rester trace, mais elle se noie aussi dans le spectacle des images fugitives et des flashes sonores que radios et télévisions diffusent. En ce point où l'information semble se déchirer, entre les appareils que je distingue sous les noms d'édition et d'A.R.L., la grille de lecture que j'ai proposée (n° 3) semble être prise en défaut. Peut-être, en effet, faudra-t-il la réviser à ce titre : mais les techniques d'inscription, sur cassette ou sur papier, des émissions télévisuelles, qui nous sont promises, pourraient établir, avant longtemps, de nouveaux bouclages. Quoi qu'il en soit, regardons de plus près les différentes formes de l'édition, dans toute sa généralité d'appareil producteur d'idéologie en conserve.

L'écriture précède de plusieurs millénaires la naissance de l'édition. Les emplois magiques, religieux et étatiques qui lui sont d'abord donnés la confinent loin de toute publication. La tenue de comptes et d'annales, la conservation de récits sacrés, indivulgables hors les cercles étroits des prêtres et des initiés, la notation de calculs astronomiques, la production de missives particulières par certaines chancelleries, ont laissé des traces — tablettes, stèles, papyrus, inscriptions, etc. — qui documentent l'historien, mais ne doivent pas faire croire à quelque activité éditoriale. Celle-ci apparaît seulement avec les *copistes* qui reproduisent, sous des formes diverses, des textes originaux ou répétitifs. Tant que leurs rouleaux de papyrus ou leurs codex enliassés sont destinés à garnir le trésor d'un temple, d'un palais ou d'un puissant, qui emploient, à cette fin, des scribes religieux ou serviles, on demeure en amont de l'édition. Puis des ateliers de copistes se forment pour reproduire des textes appelés à une plus large circulation : *scriptoria* marchandes des cités hellénistiques et romaines et des califats islamiques, *scriptoria* monastiques de la chrétienté occidentale, ateliers inclus dans les corporations universitaires, etc. Les plus importants de ces ateliers sont adjoints à des bibliothèques ou sont riches d'un dépôt de manuscrits, recopiables à la demande. Souvent, leur activité débouche sur un commerce des livres — ou, si l'on veut, des copies ; même les ateliers monastiques connaissent parfois de tels débouchés, grâce notamment aux ordres mendiants qui colportent leurs textes. Tant qu'il en demeure au stade des copistes, l'AI éditorial est d'un faible

rayonnement, au regard des usages contemporains. Mais, pendant deux millénaires, les (rares) lettrés ont su tirer parti de cette diffusion médiocre, et les bibliothèques ont souvent été l'objet d'ardents pèlerinages. Toutes les renaissances intellectuelles, dont l'histoire est pleine, ont fait fond sur le sauvetage de manuscrits antiques, opéré par les copistes (202, 103). Toutes, sauf celle à laquelle notre historiographie traditionnelle accole une majuscule : en effet, la Renaissance occidentale du XVI^e siècle fut la première à jouir des nouveaux développements de l'édition que l'imprimerie allait permettre. Le métier de copiste, naguère cœur de l'édition, ne sera plus, dès lors, qu'un petit métier dont la lente décadence s'achèvera avec la machine à écrire.

L'imprimerie, qui inaugure le second stade de l'AI éditorial, celui où *la librairie supprime les copistes*, ne suffit pas à caractériser ce stade. On le voit bien en Chine, où s'inventent, très tôt, tous les ingrédients techniques de la librairie, sans que celle-ci prenne vraiment son essor. Le papier que les Chinois savent fabriquer dès I^{er} siècle ap. J.-C. est une invention que les Arabes font transiter vers l'Europe, où elle se diffuse au XIV^e siècle, après avoir touché l'Espagne dès le XI^e et l'Italie, un siècle plus tard. La xylographie ou impression par pierre gravée, puis la typographie ou impression par planches assemblant des caractères mobiles, sont également connues très tôt en Chine, au point qu'une exploitation marchande de petits livres xylographiés, almanachs, textes religieux, recueils pour les concours mandarins, s'y manifeste dès le IX^e siècle (52, 293). Pourtant, la diffusion de la librairie et du livre y demeure ensuite tout à fait médiocre, parce qu'aucune effervescence comparable à celle qui agite l'Europe, à partir du XV^e siècle, ne vient favoriser son extension. Rien de comparable aux effets des Grandes Découvertes, de la Réforme, de la Renaissance, de la Contre-Réforme, etc., lesquels, on le sait, ennoblissent de leurs majuscules la poussée du capital marchand et des états nationalitaires, l'émergence devenue irrésistible de VE... Les techniques xylographiques sont connues en Occident, à partir des XII^e-XIII^e siècles ; la typographie et la presse à bras leur font suite, vers le milieu du XV^e siècle, non sans tâtonnements. Avant 1470, on trouve des imprimeries dans 10 villes ; trente ans plus tard, on dénombre déjà 250 cités équipées de la sorte. Les libraires sont d'abord des imprimeurs qui pressent sur la commande d'églises ou d'universités, mais très vite, ils se font marchands. Un réseau de diffusion s'établit dans leurs boutiques, mais aussi par ventes sur les foires et colportage dans les campagnes. La librairie, devenue marchande, s'affirme autonome, elle se constitue en corporation artisanale. La censure religieuse ou étatique s'appesantit sur elle, mais la contrebande et la contrefaçon rusent avec ses excès. La progression du livre est continue. On estime que 30 000 à 35 000 éditions ont été effectuées dans l'Europe du XV^e siècle, chaque « édition » représentant un tirage de 500 à 2 000 exemplaires ; on en comptera plus de 8 millions au XIX^e siècle, pour des tirages plus substantiels et dans un espace qui, il est vrai, s'est presque étendu au monde entier (183). Un tel essor échappe d'ailleurs à *la librairie*, il correspond à un nouveau stade de développement de l'AI éditorial, stade que je dirai *de l'édition et de la presse*.

Aucune discontinuité absolue ne sépare ce nouveau stade du précédent. La librairie se transforme peu à peu et deux mouvements, porteurs à terme d'immenses conséquences, s'y dessinent d'abord de façon modeste. Premier mouvement : le libraire, né imprimeur, devient éditeur. La conversion s'accomplit comme une variante de la soumission formelle au capital marchand (t. 2, n° 80) : les tâches productives matérielles, fabrication du papier, des caractères, des machines, composition et tirage des textes, reliure des livres, deviennent des fonctions subordonnées à une activité nouvelle, celle de l'éditeur qui recueille des ouvrages à publier, passe commande aux diverses entreprises artisanales qui concourent à cette publication, et assure la diffusion des livres. L'évolution se poursuit par la spécialisation de libraires non éditeurs, simples vendeurs de livres à la fabrication desquels ils sont désormais étrangers, et par l'établissement de rapports subordonnant souvent les auteurs aux éditeurs : contrats répétitifs, ouvrages à la commande, sélection opérée dans le flux des œuvres qui aspirent à la publication, etc. Ainsi, le métier d'éditeur se désincarne, il devient une pure fonction de production idéologique, une industrie du mouvement des idées. Les imprimeurs-érudits de la Renaissance étaient loin de ce modèle. L'équipe des encyclopédistes s'en rapprochait déjà. Les éditeurs du XIX^e siècle le portent à maturité : l'industrie du livre finit de naître. Second mouvement : la presse. Dès le XVII^e siècle, certains libraires s'avisent de publier des feuilles volantes, d'abord occasionnelles, où l'actualité est racontée ou chantonée. Les mazarinades, les Mercures, les Observateurs, les Lettres, connaissent un certain succès, mais s'attirent les foudres des États. Le climat politique leur est plus favorable en Angleterre où le premier quotidien paraît, à Londres, dès 1702. Il faudra attendre 1777 pour qu'il soit imité en France, après quoi les turbulences de la Révolution donneront à la presse un élan décisif. La mutation se parachèvera, au milieu du XIX^e siècle, avec le lancement audacieux de la presse à un sou, c'est-à-dire du journal destiné au plus vaste public. Les feuilles périodiques deviennent, ainsi, des marchandises banales, mais elles jouent néanmoins le rôle « d'organisateur collectif » que leur reconnaissait Lamartine (157, 24) et la méfiance des États ne désarme jamais à leur endroit : la liberté de la presse chemine difficilement entre les puissances marchandes et les pouvoirs vigilants. Les deux mouvements, par lesquels l'édition s'épure et la presse s'affirme, rendent de plus en plus complexe la structure de l'appareil éditorial. Des entreprises se spécialisent en des secteurs étroits, d'autres mêlent tous les genres, d'autres encore intègrent, en de vastes groupes, tous les stades de la production matérielle et idéologique des imprimés de toute nature : ainsi, l'appareil éditorial s'étale, dans toute la gamme des activités marchandes, de l'artisanat au groupe financier. Au stade de l'édition et de la presse, il est à la fois une branche importante de l'économie et un puissant AI.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'édition ne connaît que l'écrit ou presque. Seule la gravure, qui se laisse reproduire par des techniques analogues à celles de l'impression, vient enrichir son domaine, mais le mariage de l'image et de l'imprimé s'opère sans problème. La photographie ne complique guère cette situation : tandis que l'artisanat des tireurs de portraits enrichit l'appareil A.R.L., la

photo se faufile dans la presse ou au frontispice des livres et le magazine illustré devient un nouveau produit spécialisé de l'AI éditorial, au stade de l'édition et de la presse. La situation se complique, quand le son, puis l'image, deviennent, à leur tour, *éditables puis émettables*. L'édition de musiques et de paroles enregistrées prend un modeste départ au début du XX^e siècle, puis devient une activité massive, dotée d'un réseau commercial spécialisé, à partir des années 1950. L'édition cinématographique n'atteint le grand public que par l'intermédiaire des salles spécialisées et des chaînes de télévision. C'est la presse qui jusqu'à présent a subi le choc principal : la radio et surtout la télévision ont pratiquement tué le magazine d'informations illustrées et ont gravement réduit le nombre et le tirage des quotidiens. L'actualité échappe de la sorte à l'appareil éditorial, elle est de plus en plus monopolisée par l'appareil A.R.L., encore qu'un nouvel équilibre semble devoir se dessiner, dans la mesure où l'imprimé demeure le support d'une information plus riche et plus diverse, sinon plus rapide. Mais de nouveaux produits éditoriaux semblent devoir se répandre bientôt. On peut rêver à l'époque (prochaine ?) où l'équipement domestique, qui relaiera les appareillages actuels de télévision et de haute fidélité, permettra de stocker sur bande et de reproduire à volonté les sons et les images reçus par ondes hertziennes ou enregistrés en cassettes sonores et visuelles, vendues dans le commerce. Si un tel développement se réalise, *le stade de l'édition multi-médias*, qui déjà se dessine, finira de s'accomplir. Il est difficile d'en mesurer la portée potentielle : la source principale des messages sera-t-elle l'appareil éditorial ? ou celui-ci se trouvera-t-il, comme l'est déjà la presse, coincé entre les réseaux et les chaînes d'émissions hertziennes ou par câbles et les appareillages domestiques aptes à recevoir ces émissions et à les stocker ? et, si la seconde hypothèse devait prévaloir, ne verrait-on pas la transmission hertzienne s'étendre à d'autres messages, substituts du journal et du livre ? La profusion des techniques potentielles pourrait conduire à des rêves plus hardis encore, où l'on verrait, à la limite, un réseau d'émetteurs et de « thèques » spécialisés se substituer totalement à l'ancien appareil éditorial, pour desservir un public équipé de récepteurs et de terminaux appropriés. Il faut toutefois se garder des rêveries technologiques, non qu'elles soient irréalistes, mais simplement parce qu'elles font bon marché de réalités sociales plus essentielles. La vraie question est de savoir quel serait le statut des AI, éventuels émetteurs des messages qui relaieraient définitivement le quotidien et le livre : entreprises commerciales ou institutions hors marché ? appareils capitalistes, étatiques ou socialisés de quelque autre façon ? appareils monopolistiques ou concurrents ? Quoi qu'il advienne à cet égard, l'appareil éditorial est entré, de fait, dans un nouveau stade, celui de l'édition multi-médias : le livre et les autres imprimés ont perdu le monopole dont ils avaient joui, en des sociétés de plus en plus nombreuses, entre le milieu du XV^e siècle et le milieu du XX^e...

Le tableau 14 résume, en la forme coutumière, les résultats acquis. Les copistes sont, à n'en pas douter, la seule forme connue dans les sociétés où règne VU. La librairie portée par le capital marchand caractérise certaines des sociétés où s'opère la transition VU-VE, mais non point toutes. Ensuite, le triomphe du capitalisme ne

s'accompagne pas d'un essor immédiat de l'édition et de la presse. Le capital, on le sait, révolutionne la production, branche par branche, et l'industrie du livre ou du journal est loin d'être la première à se former : d'où la coexistence, en cette phase, des types 2, 3 et même 4, encore que ce dernier, qui s'affirme à partir des années 1950, mûrit d'abord dans les sociétés les plus avancées, déjà inscrites dans la transition VE-VD, d'où il se projette vers le reste du monde.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 14</p> <p>LES EDITIONS</p>			
<p>A. RECAPITULATION</p> <p>1. Stade des copistes</p> <p>2. Stade de la librairie (y compris la presse embryonnaire)</p> <p>3. Stade de l'édition et de la presse (y compris autres médias embryonnaires) [±AE]</p> <p>4. Stade de l'édition multi-médias [±AE]</p>			
<p>B. VENTILATION</p>			
Logique de la production	Appareils éditoriaux compatibles avec la logique ^a	Projections ^b	
		2/1 ^c	4/2 ^c
1 Logique de VU	1	2	
2 Logique VU-VE	1 2		3 4
3 Logique de VE	2 3 4		
4 Logique VE-VD	3 4		
<p>^a. Voir texte.</p> <p>^{b. c.} Voir notes correspondantes du tableau 6, page 83.</p>			

[Retour à la table des matières](#)

33. Les arts, les spectacles, les sports, les jeux, les loisirs : pourquoi rassembler en un seul secteur, mystérieusement dénommé A.R.L., les appareils qui portent ces activités ? D'où ce vaste secteur tire-t-il son unité, s'il en a une ?

On gagnerait peu à réduire ce secteur au mot *loisirs*, comme si l'appareil A.R.L. était l'infrastructure de la civilisation des loisirs qui nous est parfois promise. Le musée, le théâtre, le concert, le cinéma, la télévision, le stade, le casino, la plage, etc., nous apparaissent sans doute comme des lieux de loisirs. Mais le discours des loisirs est d'origine récente et il n'éclaire pas la nature profonde des activités centenaires ou millénaires auxquelles il s'applique. Loisir, le théâtre de boulevard ? Peut-être... mais que dire du mystère médiéval ou de la tragédie grecque ? Loisirs, le tennis ou la pelote basque ? Sans doute... mais qu'en était-il, chez les Aztèques, où le capitaine de l'une des équipes d'un sport voisin de la pelote était rituellement massacré à l'issue de la partie ? (132, 62). En réalité, tous les appareils que je vise ont, en commun, d'offrir des spectacles et des jeux de toutes sortes où *la violence est conjurée pour protéger l'ordre social*. Les appareils A.R.L. sont ceux par lesquels la violence sacrificielle, fondatrice de l'ordre social, est désacralisée et monnayée en pratiques — raffinées ou triviales —, où les désordres sont mimés en drames et en compétitions ou sublimés en œuvres esthétiques. Cette thèse, inspirée par Girard (174), ne pourra évidemment être justifiée qu'au moment où les discours sociaux seront abordables comme tels (t. 1, n° 77), mais il est banal de noter qu'elle trouve au moins un commencement de preuve, dans cette observation mille fois faite : la musique, la danse, la peinture, le théâtre, les jeux que nous disons sportifs, comme ceux que nous disons de hasard, présentent, originellement, un caractère sacré. Aussi surprenant que cela puisse paraître, à ceux dont l'état actuel de la division sociale du travail obnubile l'entendement, *l'appareil A.R.L. est un lointain cousin de l'appareil ecclésiast.*

Il reste que, parlant du droit, de la religion et de maints autres discours spécialisés, j'ai assez répété que la connaissance préalable des appareils dont ils émanent était nécessaire à leur intelligence, pour ne pas proposer ici une démarche illogique : je ne dis pas que la violence ritualisée *fonde* les appareils que l'on va étudier, je dis seulement qu'elle est le dénominateur commun des activités qu'ils sous-tendent. On abordera donc le secteur A.R.L. sous un autre angle qui en montrera, plus modestement, les caractéristiques communes. On sait que l'État ne désigne pas un être social de nature immuable, mais bien les diverses structures, de plus en plus complexes, qui résultent du processus d'étatisation dont les sociétés sont le siège (n° 21). Processus qui se traduit très généralement par l'agglutination et l'intégration de communautés multiples, en ensembles de dimensions croissantes, et au cours duquel l'État capte peu à peu les rites et les fêtes par lesquels les communautés exprimaient leur conception du monde, leurs croyances,

leurs craintes, leurs joies, leurs précautions. Les églises et *ultérieurement* les appareils AR.L naissent de cette capture. Les premiers éléments de l'appareil AR.L se forment très souvent — à l'instar des écoles — par une spécialisation à *l'intérieur* de l'appareil ecclésial ou de l'appareil d'État que je nommerai le noyau (n° 39). Leur spécialisation s'achève et leur autonomie s'accroît, quand le marché s'en mêle : les spectacles et les jeux cessent d'être confondus avec la pompe et l'apparat des États ou avec les liturgies religieuses. En outre, les marchands s'intéressent, eux aussi, à l'activité propre des communautés englobées dans les structures étatiques et ils concourent à la capture et à la transformation de leurs rites et fêtes : ils y insèrent leurs marchandises, ils en extraient des produits ou des activités qu'ils convertissent en marchandises ou qu'ils imitent en prestations marchandes de services, ils finissent même par vendre le service touristique qui consiste à montrer le spectacle folklorique des survivances de rites et de fêtes antiques. Car ce qui advient aux communautés soumises à la double pression des marchands et des États, c'est très précisément cela : une folklorisation. Le secteur qui se spécialise et se diversifie de la sorte est dénommé AR.L, à la fois pour décrire le domaine qu'il englobe, *des ARts aux Loisirs*, et pour marquer le mouvement de désacralisation qui s'y opère, des arts jadis sacrés aux loisirs (et autres activités) devenus mercantiles ou laïcs.

L'appareil AR.L se différencie peu à peu au sein de l'AE ecclésial et du noyau de l'appareil d'État. L'apparat des États et des églises est sa première manifestation. Ses agents sont les artisans, que l'on dira plus tard artistes, à qui l'on doit l'architecture et la sculpture monumentales, qu'à l'instar des premiers grands États égyptiens ou chinois, tous les pouvoirs utiliseront pour souligner la majesté des demeures royales ou divines et des sites sacrés ; ceux, également, à qui l'on doit les objets accumulés dans les trésors des princes et des temples, les musiques et les danses sacrées ou le réglage des processions, des triomphes, des défilés, des joyeuses entrées royales dans les bonnes villes soumises ou conquises, etc. Le théâtre lui-même est, d'abord, une manifestation liturgique organisée par les princes ou les prêtres. Les grands tragiques grecs sont les lauréats des concours organisés par la cité et leurs œuvres sont représentées lors de fêtes civiques à caractère religieux (47, 146). Cette tradition se poursuit *via* les représentations byzantines et les processions des confréries italiennes de pénitents, jusqu'aux mystères présentés sur le parvis des jeunes cathédrales (65, 257). Les jeux offerts par les empereurs à la plèbe romaine et les célèbres courses de l'hippodrome byzantin (164, 94) sont d'autres manifestations du prestige étatique. Ces accomplissements prestigieux sont peut-être un monopole étatique et ecclésial, dans les anciens États tributaires, mais ils ne le sont déjà plus dans les cités antiques et dans les États qui en dérivent. Il est probable qu'un peu partout l'apparat des riches et des puissants vient renforcer celui des princes et des grands prêtres. L'évergétisme des riches citoyens grecs ou romains qui achètent une clientèle ou se font pardonner leur fortune, en dotant leur cité de monuments somptueux ou en lui offrant des représentations théâtrales, des jeux gymniques, des courses de chars, des combats de gladiateurs, des chasses aux fauves, etc. (177,

223), cet évergétisme, donc, constitue la forme la plus développée d'un mécénat qui, en maintes sociétés, suscitera une certaine extension de l'appareil A.R.L. en son premier stade : celui que l'on peut caractériser par *l'apparat des États et des Églises et par le mécénat des princes et des puissants*.

Les hommes dont le travail est spécialisé en ces diverses activités sont souvent inscrits dans la domesticité des princes et des puissants qu'ils servent. Mais, dès le premier stade, des interventions marchandes sont parfois perceptibles. Des marchands et des entrepreneurs de jeux approvisionnent les munificences romaines, et, pour prendre un autre exemple, il est bien évident que le goût extrême manifesté par les hautes classes chinoises, à l'époque des Tang (VIII^e-IX^e siècles ap. J.-C.), pour tout ce qui est barbare — danses, musiques, jeux, etc. — suppose d'actifs courants commerciaux (52, 246). De même, en de nombreuses sociétés, des conteurs ambulants, des baladins, des ménestrels, des jongleurs, des amuseurs forains, vont, de châteaux en bourgades, vendre leurs récits et leurs artifices. Toutefois, il vient un moment où, comme le dit Gernet de la Chine des Song (XI^e-XIII^e siècles) « la vie urbaine tend à enlever aux distractions et aux amusements leur caractère périodique, leur relation avec les foires et les marchés paysans, en même temps qu'elle dissout leurs liens avec les fêtes et les activités religieuses. Elle donne un caractère spécifique et autonome aux productions du conteur et du baladin, en fait une activité professionnelle ». Les villes deviennent ainsi des « centres de distractions permanents » ; des « quartiers d'amusement » s'y spécialisent (52, 292). Une telle transformation — dont la liaison avec l'essor du capital marchand, c'est-à-dire avec la transition VU-VE est tout à fait évidente — n'épargne pas les secteurs les plus nobles de l'appareil A.R.L. L'architecture s'étend des palais et des temples aux riches demeures marchandes et aux édifices communaux. La peinture descend des murailles palatines et ecclésiastiques jusqu'au chevalet des peintres italiens et flamands et trouve dans la bourgeoisie marchande un débouché substantiel. Aux XVII^e-XVIII^e siècles, elle devient l'objet d'expositions — qui sont aussi des foires, tandis que les palais où elle s'accumulait se convertissent en musées. La musique qui, déjà, s'était répandue de l'église à l'hôtel, pour l'agrément des puissants, pénètre dans les salons bourgeois où elle se fait musique de chambre, cependant que le grand orchestre symphonique se socialise dans des salles de concert, encore rares au XVIII^e siècle, mais fort répandues au XIX^e (160). Le théâtre, déjà rénové dans les cités italiennes, hésite quelque temps à la frontière du mécénat princier et du commerce banal, mais finit, dès le XVIII^e siècle, par devenir dans toute l'Europe, une activité à dominante marchande. L'appareil A.R.L. connaît ainsi un second stade de développement, caractérisé principalement par *sa diffusion et sa diversification marchandes*. L'apparat étatique et ecclésial et le mécénat ne disparaissent pas, mais ils sont surclassés : la transition VU-VE et, surtout, l'essor de VE détachent l'essentiel de ce secteur de l'appareil d'État et lui procurent un essor marchand.

Essor qui se poursuit sans relâche jusqu'à nos jours, à tel point qu'un inventaire exhaustif des ramifications diverses de l'appareil A.R.L. requerrait une longue

enquête pour n'omettre aucun de ses aspects : conservatoires, musées, bibliothèques, maisons de la culture, stades, équipements sportifs, agencements touristiques, sociétés vacancières, équipements nautiques, courses, jeux, paris, loteries, etc. Dans ce foisonnement infini, les principales caractéristiques à retenir me paraissent être les suivantes :

— le centre de gravité du secteur A.R.L. est plusieurs fois déplacé par suite d'innovations techniques ; la radio et le cinéma, contemporains par leur diffusion, sinon par leur naissance, sont bousculés, quelques décennies plus tard, par la télévision qui les surclasse ;

— parallèlement à ces mutations techniques, deux déplacements s'opèrent dans le *contenu* des activités A.R.L. Les populations que la ville, l'atelier et le bureau confinent dans une activité physique réduite se réinvestissent (plus ou moins) dans une activité physique « gratuite » : les sports comme pratique et comme spectacle sont un évident sous-produit de la révolution industrielle. À partir du moment où des normes sociales limitent la durée du travail (t. 2, n° 65), les populations urbanisées se consacrent aussi à des activités diverses de vacances et de loisirs, auxquelles l'automobile apporte autant d'aides que de contraintes ;

— enfin, l'appareil A.R.L. retombe parfois sous la coupe de l'État ; tel est évidemment le cas dans les sociétés d'où les entreprises marchandes sont évincées, mais aussi, au moins partiellement, dans les autres : les loisirs et les activités culturelles de masse deviennent une affaire politique où les États sont impliqués, tandis que, de son côté, la puissance des moyens de diffusion radio-télévisés suscite toujours la vigilance et, souvent, l'appétit des États.

L'appartenance éventuelle de tout ou partie du secteur A.R.L. à l'appareil d'État et l'expansion des activités sportives, vacancières et de loisirs, ont des conséquences variables d'un pays à l'autre. Mais on peut marquer la diversification générale du secteur A.R.L. en prenant pour repères principaux les innovations techniques qui s'y manifestent, ce qui conduit à distinguer deux nouveaux stades de développement : un stade où la radio et le cinéma s'épanouissent et un dernier stade où la télévision triomphe. Le sort particulier réservé à cette dernière innovation se justifie par sa portée immense — et qui, à vrai dire, dépasse de beaucoup le secteur A.R.L. La télévision greffe chaque famille sur un nouveau circuit permanent et polyvalent de diffusion idéologique. Comme l'eau et l'électricité, le discours social commun (t. 1, n° 79) dessert désormais chaque maison en permanence...

On aura remarqué que, pour désigner l'AI qui vient d'être étudié, le mot appareil a été employé au singulier comme au pluriel, quand il n'était pas remplacé par l'expression secteur A.R.L. La discussion présentée au n° 3 permet de comprendre qu'il n'y a là ni hésitation ni laxisme : si l'on considère le secteur ou

l'appareil AR.L comme une zone découpée dans le vaste domaine où se déploie l'ensemble des AI, le singulier est de règle ; mais si l'on prête attention à la diversité, particulièrement marquée ici, des institutions en lesquelles ce secteur se concrétise, l'évocation plurielle des appareils vient tout aussi naturellement sous la plume. Singulier égale pluriel, la mathématique sociale n'est pas illogique, même si elle enfreint les lois de la logique formelle.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 15 LES AR.L						
A. RÉCAPITULATION						
1.	Stade apparat/mécénat	[AE]				
2.	Stade où la diversification et la diffusion marchandes deviennent prépondérantes					
3.	Idem + développement de la radio et du cinéma	[±AE]				
4.	Idem + développement de la télévision	[±AE]				
B. VENTILATION						
Logique de la production	Appareils AR.L compatibles avec la logique considérée ^a	Projections ^b				
		3/1 ^c	4/1 ^c	3/2 ^c	4/2 ^c	4/3 ^c
1 Logique de VU	1	2	3			
2 Logique VU-VE	12			3	4	
3 Logique de VE	23(4)					4
4 logique VE-VD	34					
a. Voir texte. Il est rappelé que les stades de développement AR.L sont <i>cumulatifs</i> et non substitutifs. b. c. Voir notes correspondantes sous le tableau 6, page 83.						

Le tableau 15 où les résultats sont rassemblés n'appelle aucune glose particulière, sauf à noter qu'une nouvelle fois le rapport entre certaines logiques de la production et les stades de développement de l'appareil AR.L est de coïncidence

temporelle. L'ère du cinéma et de la radio s'ouvre, d'abord discrètement, vers 1910 et s'affirme après la Première Guerre mondiale ; celle de la télévision s'inaugure pratiquement dans les années 1950. Ainsi les stades 3 (radio-cinéma) et 4 (télévision) se manifestent en des sociétés encore soumises à la logique de VE ou déjà engagées dans la transition VE-VD, à quoi s'ajoutent les effets des *projections* internationales dont l'examen est réservé à plus tard.

[Retour à la table des matières](#)

34. Le secteur AR.L touche de près à ce que j'appelle les *quasi-appareils*. Les églises et l'appareil d'assistance (no° 35) y touchent d'aussi près. Et, curieusement, il sera également question de quasi-appareils, aux confins de l'AE assez particulier qui constitue le noyau de l'appareil d'État (n° 39). Bref, les quasi-appareils se présentent *en bas* et *en haut* de la société.

L'étude des AI fait perdre de vue *l'en bas* de la société. Elle concentre l'attention sur divers replis spécialisés de la division sociale du travail. Elle dit « voici l'école » et laisse dans l'ombre la foule immense des élèves et des parents d'élèves qui forment son public (t. 1, n° 76). Elle dit « voici l'église », mais n'en qualifie pas les ouailles. Tout se passe comme si le développement des AI coupait la population en deux parts : d'un côté les divers groupes spécialisés dans leurs appareils respectifs, les prêtres, les enseignants, les médecins, etc. ; d'un autre côté, la masse de la population, non spécialisée à cet égard, et qui constitue le réservoir inépuisable où les appareils trouvent leurs publics. Mais, jamais la coupure n'est aussi franche. Entre les appareils effectivement spécialisés et la population à laquelle s'appliquent leurs activités idéologiques, on peut observer, *en toute société*, l'existence d'éléments plus ou moins spécialisés mais nullement « appareillés », qui participent de façon permanente à la formation et à la circulation de l'idéologie : ils forment les quasi-appareils, à faible rayon d'action, disposés en bas de la société. Un exemple ? Écoutons ce qu'Agulhon nous dit de la II^e République, celle des années 1848-1852 : « Si le paysan est électeur, l'instituteur qui contribue à former son esprit se trouve forcément promu à un niveau de responsabilité analogue à celui du prêtre, du médecin, du cabaretier et du notaire : un guide de l'opinion, un “ grand électeur ” ou un petit notable » (157, 145). Le tableau est clair : le suffrage universel vient d'être rétabli, les paysans forment la grande majorité du corps électoral ; les représentants, au village, des divers AI spécialisés (école, église, assistance et appareil juridique) exercent évidemment, sur le public paysan, une influence qui déborde de leurs spécialités respectives, ce sont, par fonction, des leaders d'opinion. *Mais qu'en est-il du cabaretier* ? Nul ne prétendra que l'exploitation des débits de boissons constitue un AI spécialisé, même pas cet ancien pasteur des *Raisins de la colère* qui, après avoir abusé du whisky, s'accusait d'avoir pris une dose excessive de Saint-Esprit... Pourtant, le café, plus que tout autre commerce, est un lieu où s'échangent et se forment les opinions et son exploitant devient, de la sorte, un modeste brasseur

d'idéologie, un quasi-appareil... Les partis le savaient bien et, avant l'ère de la télévision, ils furent souvent attentifs à s'acquérir l'appui des cabaretiers (188, 205). Le peuple a ses cabarets, la petite bourgeoisie a ses Cafés du commerce, les classes supérieures ont leurs cercles et leurs salons. De bas en haut, la société pratique des formes de rencontre, des formes de sociabilité qui varient considérablement d'une époque et d'une civilisation à l'autre, mais qui prennent des valeurs analogues, dans l'éclairage que je donne ici : ce sont des quasi-appareils idéologiques.

Pour généraliser ces exemples et définir les quasi-appareils, un bref détour est nécessaire. L'objectif proclamé du présent volume est d'étudier l'infrastructure matérielle de l'idéologie et du pouvoir. En fait, cet objectif ne sera pas atteint dans sa totalité. Les appareils qui constituent la part essentielle de cette infrastructure seront tous examinés, mais les réseaux et les publics resteront en suspens. Les réseaux qui disposent la population au regard des appareils (t. 1, n° 73) seront totalement ignorés, sauf les quelques indications qui vont suivre. Les publics, c'est-à-dire les zones d'influence que les AI découpent dans la population, seront provisoirement délaissés, comme les réseaux. Un tel choix isole les appareils et les rend mieux visibles. Il renvoie à plus tard l'examen d'éléments qui compliqueraient inutilement le présent volume, parce que, pour en connaître, il faudrait faire appel à diverses données encore indisponibles. Mais, du même coup, l'omission des réseaux risque de rendre mal visibles les quasi-appareils parce qu'ils s'inscrivent, précisément, à la jointure des appareils et des réseaux. Il faut donc donner ici un premier aperçu des *réseaux idéologiques*.

Les hommes-en-société ne sont jamais des individus isolés. Ils vivent ensemble et les formes de leur *convivance* leur sont presque toutes imposées par la structure sociale existante : ils naissent dans une certaine famille, ils vont à l'école de leur quartier, ils se marient et sont pris dans les liens d'une nouvelle famille et d'un nouveau domicile, ils travaillent et sont, de ce fait, placés dans l'entreprise ou l'administration qui les emploie, ils changent de travail et s'inscrivent du même coup dans une autre place. Bref, ils sont toujours inscrits dans des formes de convivance qui, pour ce qui est de la circulation de l'idéologie, fonctionnent comme des réseaux transmetteurs, auxquels nul ne peut échapper. Ce sont des réseaux dont la nature varie considérablement, selon l'agencement économique, politique et idéologique de la société, et qui se multiplient et s'enchevêtrent à mesure que cet agencement se fait plus complexe. Il est clair que, pour démêler cet écheveau, bien des critères nous font encore défaut. Admettons cependant que le village, la bourgade ou le quartier puissent, en toute première approximation, nous donner une image provisoire de certains au moins de ces réseaux. On voit mieux, dès lors, ce qu'est le cabaretier d'Agulhon. À côté des agents locaux d'AI qui étendent leur activité sur le pays tout entier, à côté des représentants de l'église ou de l'école, le cabaretier apparaît, lui, comme une sorte de nœud dans le réseau idéologique local que forme tout village, sous la II^e République. Le cabaretier est pleinement inscrit dans ce réseau, dans cette communauté villageoise, il ne relève

d'aucun AI de portée nationale (à moins qu'il soit devenu militant d'un parti) et pourtant, il ne fonctionne pas tout à fait comme les autres membres de ce réseau, comme les autres habitants du village. Il participe à la convivance villageoise, mais son commerce, naturellement institué en lieu de rencontre, lui assigne *une involontaire spécialisation idéologique* : il est la caisse de résonance, la chambre d'écho où les idées reçues au village retentissent mieux qu'en tout autre point du réseau villageois et de ce fait, il fonctionne un peu comme un appareil idéologique, il est un quasi-appareil. Le cabaretier et, à des degrés divers, les autres commerçants « chez qui l'on cause » se voient impartir un tel rôle, par l'effet d'une transformation sociale relativement moderne : la diffusion du capital marchand, la multiplication des lieux où le commerce des idées peut accompagner celui des marchandises. Or certains réseaux idéologiques portent trace de spécialisations beaucoup plus archaïques : dans les villages, dans les bourgades parfois et même dans certains quartiers urbains, on trouve aujourd'hui encore *les lointaines séquelles d'activités idéologiques spécialisées, antérieures* à l'émergence des AI. On a pu dire des églises et des appareils A.R.L. qu'ils se sont spécialisés en captant et en tendant à monopoliser l'activité idéologique des communautés pré-étatiques ou soumises à des États encore peu développés, et l'on en dira autant des appareils d'assistance, dont l'émergence est beaucoup plus tardive (n° 35). Les activités idéologiques ainsi captées étaient déjà le fait d'agents spécialisés que les ethnologues nous décrivent comme sages, sorciers, magiciens, chamans, etc. Le transfert de ces activités, hors l'enceinte des communautés, et l'énorme floraison d'appareils, de plus en plus diversifiés, qui en a résulté n'ont pas fait totalement disparaître cette spécialisation pré-étatique : ils l'ont folklorisée, ils l'ont rendue à demi clandestine. Néanmoins, les conteurs, les rebouteux, les bonnes femmes et les sages-femmes, les devins et les jeteurs de sorts, les cartomanciennes, les artisans-artistes populaires et même les musiciens des bals du samedi soir et des noces rurales, prolongent, à leur modeste échelle, cet appareillage idéologique embryonnaire, cet appareillage d'avant les AI : ce sont des quasi-appareils.

D'ailleurs, il serait artificiel de distinguer, parmi les quasi-appareils, ceux qui attestent la survivance d'antiques communautés et ceux qui sont apparus par l'effet du commerce. Les deux sources sont désormais indistinctes, sauf dans les communautés primitives que l'essor marchand n'a pas encore touchées ; partout ailleurs, le folklore tend à devenir mercantile ou finit de mourir : la télévision achève les conteurs des veillées, l'appât du gain saisit les rebouteux et les cartomanciennes.

Si toutefois on regarde de plus près les activités auxquelles se consacrent les agents épars des quasi-appareils, on observe qu'ils sont les derniers garants des mythes dans lesquels les communautés se racontent leur origine, leur situation et leur histoire, et des magies qui influencent le sort individuel ou collectif des hommes dont ces mythes racontent les craintes et les espoirs communs. Corrodés, depuis des siècles, par les conceptions plus rationnelles du monde que véhiculent les églises, les écoles et d'autres AI, les mythes tombent en lambeaux, il n'en survit

que de vagues légendes et de rares contes et comptines. Mais les magies sont plus vivaces : elles offrent une issue imaginaire aux malheurs individuels que les AI, spécialistes du salut ou de la santé, ne savent pas traiter réellement ; elles offrent un exutoire collectif et festif aux tensions dont la communauté est chargée. Elles attestent l'antique identité de ce que les AI ont spécialisé comme religion, médecine, art ou loisir et qui est l'ajustement de l'homme-en-société au malheur mortel dont ce monde ne peut l'abriter.

On pourrait penser qu'il n'existe aucune ressemblance entre les *quasi-appareils d'en bas* qui viennent d'être évoqués et les quasi-appareils *d'en haut* auxquels il a déjà été fait allusion. Quoi de commun, en effet, entre les salons des Lumières et les bistros de village ? entre le rebouteux réducteur d'entorses et tel pape de la technocratie française auxquels les énarques confient leurs émois de carrière ? entre une sorcière de village et l'éminente conseillère de Pompidou et de Chirac (hommes politiques français des années 1960-1970) ? Rien, si ce n'est une parfaite analogie formelle. Les réseaux idéologiques dont le village nous a offert un exemple sont des réseaux *primaires* où toute la population sociale est toujours entièrement inscrite. Il est d'autres réseaux idéologiques qui n'ont pas la même capacité, ni la même simplicité, tels, par exemple, les réseaux de lettrés dont la circulation des maîtres et des élèves entre les universités médiévales ou l'active correspondance entre les érudits de la Renaissance nous donnent une idée encore simple. Ce sont là des réseaux *secondaires*. Autour du pouvoir politique, autour des puissants, mais aussi autour des riches, il s'établit toujours un fouillis de réseaux secondaires : les suites princières, les cours, les salons, les cercles élitiques, les Tout-Paris, les *establishments*, désignent ce « grand monde » et le « demi-monde » qui, souvent, lui fait cortège. Dans ces réseaux secondaires, comme dans les réseaux primaires, des nœuds se forment, des lieux et des agents se spécialisent, de façon toujours transitoire. Telle clique ou tel salon orientent l'opinion, le goût, la mode politique ou intellectuelle. Ainsi fonctionnent les quasi-appareils d'en haut qui, parfois, se révèlent être les embryons d'AI qui finiront par se spécialiser : on glisse insensiblement des coteries proches du pouvoir aux partis de forme I (n° 22) ; on voit se profiler, dans les salons physiocratiques et encyclopédistes du XVIII^e siècle, les institutions académiques que la Révolution et l'Empire mettront en place etc. Néanmoins, les quasi-appareils d'en haut n'ont pas la robustesse de ceux d'en bas. Leur ressort ultime n'est pas l'angoisse individuelle, mais seulement les fluctuantes vanités du pouvoir et de la richesse : que la forme du régime politique soit modifiée et ils meurent aussitôt pour renaître ailleurs et sous d'autres formes, non sans laisser parfois des marques durables. Ainsi, la Cour où Louis XIV encage une bonne partie de sa noblesse, fera mûrir des formes de civilité et de civilisation qui seront imitées ou adaptées en maints autres pays (170). La dispersion des valetailles seigneuriales, par suite de la Révolution, répandra ultérieurement les grâces de cette civilité dans la bonne bourgeoisie, ne serait-ce que par l'essor des restaurants (158).

Les deux séries de quasi-appareils qui viennent d'être distinguées, en bas et en haut de la société, ne sont peut-être pas les seules à relever. Il est possible qu'aux confins d'autres réseaux idéologiques secondaires et de divers AI spécialisés, des éléments analogues puissent être observés, mais je n'en suis pas sûr, n'ayant poussé aucune investigation de ce côté. Il me suffisait, en effet, d'établir que la structure sociale ne se laisse pas découper abruptement et que le domaine des appareils n'est pas un champ clos, mais une partie de l'espace social où s'accomplit un processus historique de spécialisation. Comme, en outre, les deux séries de quasi-appareils semblent persister, sous des apparences variables, dans toutes les sociétés dotées d'appareils étatiques et idéologiques, il ne sera pas nécessaire d'en faire état lorsque viendra le moment d'étudier la composition des deux *corps* d'appareils (n° 49). Il aura suffi de noter leur existence.

De plus, celle-ci nous aidera à mieux comprendre les appareils qui vont être examinés dans deux des prochains chapitres. On y verra, en effet, l'appareil d'assistance, et notamment l'appareil médical, se spécialiser tardivement, non que la santé des hommes ait été une préoccupation tardive, mais simplement parce qu'elle est demeurée, fort longtemps, une préoccupation d'en bas, une trivialité de la vie quotidienne, à laquelle aucun appareil spécialisé ne savait s'intéresser plus efficacement que les « sorciers » eux-mêmes. On y verra, aussi, comment sont organisés les hommes qui exercent le pouvoir d'État, comment ils forment le noyau de l'appareil d'État et comment ce noyau, même réduit à la figure du Prince est, en réalité, toujours relié aux classes dominantes par une sorte de tissu conjonctif très souple, dont les réseaux idéologiques secondaires et les quasi-appareils d'en haut nous ont donné une première idée, propre à concrétiser les notions arides et abstraites de pouvoir ou de classes dominantes.

Chapitre 9

L'assistance et la recherche

*« Je ne veux ici que fixer vos regards sur
quelques recherches utiles pour le genre humain... »*

MAUPERTUIS.

[Retour à la table des matières](#)

35. De nouveau, les appareils rapprochés en un même chapitre n'ont aucun lien nécessaire entre eux, nonobstant les prétentions scientifiques que la médecine soutient de longue date et commence à honorer.

L'appareil d'assistance occupe un vaste secteur dont le contenu semble hétérogène. La santé, la charité, la bienfaisance, la Sécurité sociale et les aides sociales de toutes sortes, l'enfermement psychiatrique et l'inspection du travail, doivent y trouver place. La présence, en divers pays occidentaux, d'un ministère des Affaires sociales qui, parfois, chapeaute toutes ces activités, atteste l'existence d'un AE, mais ne garantit pas l'unité réelle de ce secteur. La part croissante que les transferts sociaux prennent, dans la reproduction du capital, souligne leur nécessité économique, mais ne dit rien de leur unité idéologique. L'utilisation fréquente des « mesures sociales », comme contre-feu aux luttes de classes qui pourraient avoir des conséquences politiques jugées gênantes, suggère que l'appareil d'assistance est un puissant levier idéologique, mais n'explique pas en quoi il l'est. Néanmoins, ce sont là des indices convergents : un ou plusieurs ministères, une forte ponction sur le produit national, de fréquents contre-feux, il n'en faut pas plus pour repérer un appareil de première importance.

Mais aussi un appareil dont la maturation a été particulièrement tardive. L'immense machinerie des Affaires sociales, qui s'est déployée dans les sociétés capitalistes et dans les plus riches des sociétés étatiques-socialistes, se réduisait, il y a tout au plus trois quarts de siècle, à un appareil lacunaire et maigrelet dont le corps médical formait la majeure partie. Un delta immense, un fleuve d'allure plus modeste, mais qu'y a-t-il à sa source et où se trouve-t-elle ?

Le chapitre précédent a rappelé l'existence, dans les communautés élémentaires, d'hommes déjà à demi spécialisés dans ce qui est devenu, pour nous, la religion, la médecine, l'art et le spectacle, mais qui semble se confondre initialement en une terreur sacrée. À l'origine de l'appareil social d'assistance, il y a la très lente spécialisation d'activités tournées vers l'adaptation des individus à la vie sociale et, plus précisément, vers le traitement des écarts individuels qui les singularisent et pourraient les rendre socialement dangereux. Cette spécialisation est foisonnante. L'appareil ecclésial et l'appareil judiciaire disent ce qu'il faut faire et sanctionnent symboliquement et matériellement les écarts, tout en se disputant le terrain. L'appareil scolaire vient ensuite les renforcer. Mais la maladie et la mort sont imparfaitement traitées par la justice et par l'église. Autour des puissants. et des riches, les meilleurs sorciers s'activent et leurs efforts finissent par dégager des savoirs empiriques. Les épidémies récurrentes et d'éventuelles générosités princières ou ecclésiales incitent à étendre le bénéfice de ces savoirs au peuple aggloméré dans les villes, sans grands succès d'ailleurs et sans grande persévérance, si bien que, pour l'immense majorité, la maladie demeure l'affaire des rebouteux et charlatans dont, il est vrai, les compétences et les ignorances demeurent souvent comparables à celles des médecins ordinaires, jusqu'à Molière au moins. Les savoirs empiriques de la médecine savante se perdent et se retrouvent, pendant des millénaires, mais n'enregistrent aucun progrès cumulatif, jusqu'au moment où, dans l'Europe classique (en transition VU-VE, enfin irréversible), les sciences de la nature finissent par prendre un élan décisif (n° 36). À cette époque, en outre, l'appareil d'assistance commence à se transformer, du fait de l'accumulation primitive du capital (t. 2, n° 81) qui fait refluer vers les villes un surcroît, bientôt massif, de population rurale excédentaire. Le refoulement et l'émigration des pauvres, des mendiants, des brigands et autres filles de joie, ne suffit pas à en venir à bout, il faut se résoudre à les assister sur place, fût-ce en les enfermant dans des *workhouses*. Ainsi, se conjuguent les deux traits qui vont provoquer l'enflure moderne de l'appareil soigner et assister. Termes qu'il faut entendre sans illusions : l'attention prêtée aux destins individuels a deux ressorts profonds, prévenir l'épidémie et prévenir l'émeute. C'est dans ce contexte que les conquêtes sociales du mouvement ouvrier et des autres mouvements que son exemple va inspirer (n° 22), ainsi que les contre-feux, opposés à de telles pressions, vont construire en quelques décennies l'énorme appareil actuel. Selon les pays, telle institution particulière apparaîtra plutôt comme une conquête ou plutôt comme une concession, mais la tendance générale est partout la même : un vaste système de protection sociale se met en place pour normaliser les conditions de vie en société, pour régler l'emploi du travail, protéger de l'accident, de la

maladie et du chômage, assister les familles et les personnes âgées, etc. Comme l'a bien vu Foucault « soigner et assister », devient le contrepoin de « surveiller et punir » ; et devient, du même coup, l'une des composantes majeures de l'idéologie sociale : l'appareil d'assistance est parfois un AE, mais toujours un AI.

Dans un premier stade, donc, l'appareil d'assistance se réduit à un *corps médical* de faible portée et peu spécialisé. Les grands médecins dont l'histoire porte trace sont souvent aussi des philosophes, des prêtres, des magiciens (taoïstes, par exemple), des astronomes, etc., et le petit peuple des médecastres se distingue mal des charlatans et des rebouteux. Jusqu'aux XVII^e-XVIII^e siècles, beaucoup de sociétés comptent plus de médecins que les rares écoles de médecine ne peuvent en fournir, quand elles existent. L'image du barbier-chirurgien n'est pas une caricature moliéresque. L'appareil médical prend un peu plus de corps, quand la faveur d'un prince aide un médecin à tenir école ou quand la charité et l'intérêt bien compris d'une commune incitent à ouvrir un hôpital ou quelque autre asile. Hospitalités monastiques, maladreries, léproseries, complètent occasionnellement ce tableau : l'appareil d'assistance en est encore à un stade tout à fait embryonnaire. Dès ce premier stade, on peut trouver trace d'une véritable assistance, mais de façon toujours ponctuelle et temporaire. Les libéralités des princes qui célèbrent un règne, un triomphe ou une naissance, les générosités des temples et des monastères et même les distributions des municipalités sont illustrables par de nombreux exemples, dans les sociétés les plus diverses. Mais quelques charités ne font pas un système. La règle est que le peuple est abandonné à son entraide misérable, l'exception est qu'on lui consent quelques largesses, notamment quand la famine pourrait le conduire à la révolte. Les exceptions plus généreuses sont rarissimes : distributions frumentaires à la plèbe de Rome et, parfois, de quelques autres cités dans l'Empire romain, hospitalité plus régulière de quelques ordres religieux occidentaux, de quelques temples bouddhistes, de quelques seigneurs philanthropes. Peu de chose au total.

Le tableau change aux XVII^e-XIX^e siècles, en Angleterre, puis dans les autres pays touchés par le jeune essor du capitalisme. Alors, la prudence commande de pacifier la population misérable qui afflue vers les villes. Les pouvoirs étatiques et communaux s'y emploient, en déportant vers les colonies lointaines tous ceux qui tombent sous le coup des lois, et en favorisant l'exil volontaire, auquel les sociétés commerciales ou philanthropiques prêtent leur assistance. Cette purge est néanmoins insuffisante et l'on voit les ateliers de bienfaisance, les workhouses et les dépôts de mendicité se multiplier. Leur rôle, qui est d'enfermer et d'assister ceux qui sont démunis de ressources et d'emploi, ne prendra fin qu'après un suffisant développement de l'industrie capitaliste ; il sera alors relayé par les bureaux de bienfaisance, distributeurs de secours plus épisodiques et ancêtres des institutions contemporaines d'aide aux chômeurs, aux invalides, etc. L'enfermement ou la quasi-réclusion ne frappent pas seulement la population valide. Tous ceux que les communautés rurales toléraient comme idiots de village deviennent, avec l'aggrégation urbaine de la population, des asociaux qu'aucune

communauté n'est apte à porter : on les enferme en hospices et en asiles. Prisons, asiles et dépôts de mendicité — exil et bannissement : l'accumulation primitive du capital s'inscrit sous le signe de l'éloignement et de l'enfermement (173). Cependant, la médecine progresse. Elle est stimulée par les autres sciences de la nature qui avancent à grands pas, et elle trouve, dans la population enfermée comme dans cette partie de la population urbaine que le premier capitalisme enrichit, de nouveaux terrains d'expérience. Si bien qu'anticipant hardiment sur sa scientificité future, elle accomplit, à son tour, la grande opération que les prêtres avaient jadis menée à bien : refouler la médecine *d'en bas*, faire condamner l'exercice illégal de la médecine. Les tentatives corporatives en ce sens avaient connu, sous l'Ancien Régime, des résultats peu probants, mais les juges, chargés d'appliquer le Code Napoléon, seront d'une grande fermeté. Ce signe ne doit pas tromper : la défense d'un monopole est l'indice d'un AI qui arrive à maturité. Rares sont les pays qui, comme la Chine contemporaine, auront le courage de marier la médecine traditionnelle avec la médecine qui se dit moderne, faute d'oser se proclamer scientifique, alors qu'un tel mariage, lorsqu'il est de nature à discipliner l'empirisme des rebouteux, permet de pallier les insuffisances dramatiques de l'encadrement médical, officiellement titré...

La médecine progresse et acquiert une efficacité indubitable. Sans doute a-t-elle longtemps soigné les angoisses plus que les corps. Le recul de la mortalité et l'allongement de la durée moyenne de la vie, entre le début du XVIII^e siècle et la fin du XIX^e siècle, ne lui doivent pratiquement rien, si ce n'est à l'hygiène qu'elle commence d'enseigner : la fin des famines et des disettes suffit à expliquer ces gains démographiques. Vers la fin du XIX^e siècle, la situation change pourtant : de la vaccination à la biochimie, les scientifiques commencent à comprendre quelque chose aux mécanismes les plus ténus de la physiologie animale et humaine, ce qui donne à la médecine une efficacité toute nouvelle. Elle devient une technique mieux fondée en raison et derrière laquelle se profilent, bientôt, les équipements des hôpitaux, où la médecine s'exerce de plus en plus souvent, et les lourdes industries qui soutiennent sa technicité, celles de la pharmacie et des matériels spécialisés. Néanmoins, la technique n'accomplit jamais aucun miracle par ses seules forces. Les premiers grands succès, ceux des diverses vaccinations, répondent à un intérêt public évident : tous les États souhaitent maîtriser les épidémies, dès que cela devient enfin possible. Comme ces épidémies ignorent les frontières, mais que la vaccination est finalement peu onéreuse, le progrès s'étend rapidement au monde entier. Les États occidentaux répandent les bienfaits de la civilisation dans leurs colonies ou, si l'on préfère, ils tarissent à la source les derniers grands risques épidémiques. Ainsi va se déclencher, dans les divers tiers mondes, l'énorme croît démographique, rendu à demi indépendant des capacités productives, bouleversement immense que l'on retrouvera ailleurs (t. 1, n° 99). Pour le reste, les potentialités techniques nouvelles de la médecine s'épanouissent, à mesure que se mettent en place les mécanismes sociaux qui *solvabilisent la demande sanitaire*.

C'est ici qu'intervient le jeu, déjà signalé, des luttes sociales dont le mouvement ouvrier est, activement ou potentiellement, l'agent principal. Par conquête ou par contre-feu, tout un dispositif se met en place, selon des cheminements divers : mutualités, assurances commerciales, assurances sociales, etc. Mais, dans une telle transformation, la couverture des risques sanitaires n'est pas seule en cause. Un peu plus tôt, un peu plus tard, les maladies professionnelles et les accidents de travail, les frais liés à la grossesse et à la prime éducation des enfants, les risques nés du chômage, les retraites, les risques inhérents à l'invalidité et aux autres handicaps physiques ou sociaux, sont pris en compte. De fil en aiguille, les transferts sociaux se multiplient dans toutes ces directions et s'étendent bien au-delà : les frais directs ou indirects de scolarité, les frais relatifs au logement, les risques d'accident étrangers au travail, etc., entrent également dans le domaine de la protection sociale, non sans disparités manifestes entre les divers pays, même s'ils sont de structure et de développement comparables.

À vrai dire, cette vague de protections sociales n'est qu'une *seconde vague*. Elle fait suite à une première vague qui a laissé, dans le domaine des appareils, un dépôt moins volumineux, mais qui n'en a pas moins été décisive. Le premier grand résultat du mouvement ouvrier n'a pas été la Sécurité sociale, mais, avant cela, *la protection du travail*, c'est-à-dire la reconnaissance des syndicats, la limitation de la durée du travail (durée journalière et hebdomadaire, limitations à l'embauche des enfants et des femmes, congés annuels, etc.), bref l'établissement d'un droit du travail. C'est pourquoi l'appareil d'assistance peut, à bon droit, être caractérisé, dans son troisième stade, comme un appareil des Affaires sociales, au sens le plus large du terme.

Pris dans son ensemble, l'appareil d'assistance est toujours un AI, mais en chacun de ses trois stades, il peut également être un AE. Tel est évidemment le cas, pour sa forme ultime, de l'appareil des Affaires sociales qui est toujours inclus pour une bonne part dans l'appareil d'État et qui l'est parfois totalement. Pour les deux formes précédentes, l'appartenance étatique est plus limitée, mais non moins évidente — la rude assistance qui accompagne l'accumulation primitive est le plus souvent à la charge des États et des villes (stade 2), cependant qu'en situation coloniale, il arrive souvent que le corps médical (stade 1) soit une antenne administrative de la puissance colonisatrice. De son côté, l'inscription de ces divers stades, au regard des logiques de la production qui nous servent de repères, s'analyse simplement. La forme initiale, celle du corps médical, peut se manifester exceptionnellement dans certaines sociétés soumises à la logique de VU et devient très fréquente dans la phase suivante. Mais, en cette même phase VU-VE, quand l'accumulation primitive du capital réussit à s'amorcer, le stade 2 où la « bienfaisance » s'adjoint au corps médical est de règle. La maturation de l'appareil des Affaires sociales (stade 3) s'opère, non sans retard, sous la logique de VE, si bien que les sociétés où se dessine la transition VE-VD en sont toujours à ce troisième stade, pour ce qui est de l'appareil d'assistance.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 16 L'ASSISTANCE		
A. RECAPITULATION		
1. Stade du corps médical		[±AE]
2. Stade du corps médical et de la « bienfaisance »		[±AE]
3. Stade des affaires sociales		[±AE]
B. VENTILATION		
Logique de la production	Appareils d'assistance compatibles avec la logique considérée	Projections
1 Logique de VU	1	N.B. : Aucune « projection » n'aboutit à une distribution différente de ces types d'appareils.
2 Logique VU-VE	1 2	
3 Logique de VE	2 3	
4 Logique VE-VD	3	
a. Voir texte.		

[Retour à la table des matières](#)

36. Avec ou sans majuscule, la science est une invention idéologique du XIX^e siècle européen, elle est fille de la raison et cousine du progrès, elle appartient à la longue lignée des essences abstraites dans lesquelles le discours idéologique d'une époque ou d'une civilisation se sublime. Il nous faudra, plus tard, comprendre comment les sociétés secrètent de telles Choses Vagues et s'en nourrissent (t. 1, n° 84). Mais on ne peut assurément en tirer aucune lumière ici. La science ne définit pas le domaine où s'activent les appareils de la recherche, son discours redouble leur activité et atteste le retentissement imaginaire de leurs succès réels.

En effet, ces appareils produisent des travaux scientifiques et les ordonnent en théories discrètes relevant de sciences particulières, aux frontières mobiles et aux territoires intriqués. Chacune de ces sciences s'efforce de représenter un aspect du réel naturel, social ou humain. Chacune tend de la sorte à se différencier des autres *conceptions du monde* — les religieuses, les juridiques, les esthétiques, etc. — par le primat donné au réel qui est à comprendre et à transformer et dont l'intelligibilité se vérifie dans la pratique qui opère sur lui. Mais la spécialisation et l'épuration des représentations scientifiques sont des opérations d'autant plus longues et difficiles qu'elles n'ont pas de terme assignable. Tout savoir est une étape vers un mieux savoir infini. Si bien que les sciences ne peuvent se voir attribuer une quelconque date de naissance. Toutes les novations des représentations scientifiques doivent être comprises, non comme la création *ex nihilo* d'un savoir nouveau, mais comme autant de discontinuités dans l'épuration des savoirs antérieurs et dans la capacité d'établir des savoirs nouveaux. À l'inverse, tout savoir scientifique que l'on tient pour acquis, à un moment donné, est promis à d'ultérieures rénovations. Encore faut-il éviter de concevoir ce mouvement des connaissances comme un processus régulier et linéaire. C'est seulement à partir des XVII^e-XVIII^e siècles européens qu'il commencera de prendre cette allure, en des domaines de plus en plus nombreux. Auparavant, le mouvement des connaissances scientifiques — c'est-à-dire aujourd'hui réévaluables comme scientifiques — a été chaotique et enveloppé. Chaotique, parce qu'il était fragmenté entre des civilisations distinctes, entrecoupé de périodes obscures où maints savoirs se perdaient, pour être, ou non, repris à frais nouveaux, etc. Enveloppé, parce que *faute d'appareils nettement spécialisés*, les savoirs que l'on peut dire scientifiques ont été longtemps enrobés dans les discours que proféraient d'autres appareils ou les communautés élémentaires elles-mêmes. Les façons, les arts et les métiers de la cueillette, de la chasse, de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage, de la forge, de la poterie, de la navigation, sont riches de savoirs modestement enlisés dans les discours de la quotidienneté primitive, ou superbement exaltés dans les mythologies où les communautés se racontent leur Monde. Déjà plus savants, les prêtres chaldéens, égyptiens et autres qui tirent, de l'observation des astres, d'habiles calendriers et d'improbables divinations, inaugurent de la sorte une longue série : celle des savoirs enfouis dans des magies, des théologies, des astrologies, des médecines, des « géographies » (comme celle d'Hérodote), des alchimies, etc., c'est-à-dire dans des discours *diversement appareillés*. En plusieurs sociétés, quelques milieux plus raffinés poussent plus avant les réflexions sur les choses et sur l'ordre du monde : le quasi-appareil de certaines suites princières, le groupe encore épars des premiers enseignants spécialisés, les prêtres ou les moines de certaines églises, sont, parmi bien d'autres, les promoteurs de discussions plus attentives, de recherches plus méthodiques. La constitution des premiers appareils scolaires favorise et stimule cette évolution. Néanmoins, l'activité que l'on peut évaluer comme scientifique demeure précaire en ces lieux et en ces milieux : le travail scientifique garde un caractère incertain, individuel, artisanal (171, 338). Il gardera ce caractère tant que durera le premier stade de développement des appareils de recherche et ne le perdra que partiellement, par la suite.

Mais avant d'en venir à ce développement, il faut souligner que la recherche scientifique, qui va peu à peu clarifier ses objets, préciser ses méthodes et se trouver dotée d'appareils nettement spécialisés, ne va cependant pas attaquer d'un même élan tous les aspects du réel qu'elle vise à connaître. Par des chemins divers, elle s'attaquera plus vite et mieux au réel naturel qu'au réel social ou humain. On a déjà observé ce phénomène (t. 1, présentation) et on aura maintes occasions d'y revenir. Aussi ne sera-t-on pas surpris de constater que, d'une façon générale, les sciences de la société et les sciences de l'homme se révéleront, à tout moment, en retard sur les sciences de la nature, y compris *pour ce qui est de leur appareillage*.

L'appareil de la recherche se spécialise tardivement et lentement. Les écoles savantes fondées par les califes musulmans, telle la « Maison de la Sagesse » établie à Bagdad par le calife Mamûn (IX^e siècle) en sont un exemple (**156-III**, 501) : ce sont des écoles, mais aussi des bibliothèques et des observatoires. L'exemple est imité de Bagdad à Cordoue et, avec quelque retard, par les universités des cités et des royaumes occidentaux. Recherche et enseignement feront longtemps bon ménage. Toutefois, l'appareil de recherche, proprement dit, ne doit pas être confondu avec l'appareil scolaire : il se différencie en son sein, mais il finit par en déborder. Les universités scientifiques se spécialisent et s'équipent. Ainsi, par exemple, celle de Leyde, qui est créée en 1575, établit un jardin botanique, un muséum anatomique, un observatoire, un hôpital et, même, de modestes laboratoires de physique et de chimie (**156-IV**, 876). Souvent aussi, la curiosité scientifique se manifeste loin des écoles : des lettrés chinois, des nobles et des bourgeois occidentaux s'adonnent à des recherches variées. L'appareil de la recherche prend tout à fait forme, quand des liens permanents, de correspondance, de discussion et de coopération, s'établissent entre les chercheurs, universitaires ou non. La constitution de sociétés savantes et d'académies vient couronner ce premier édifice : on en compte une demi-douzaine au XVII^e siècle, dont la *Royal Society* créée à Londres en 1662 et l'Académie des sciences ouverte à Paris en 1666, mais elles prolifèrent au XVIII^e siècle, cependant que les revues scientifiques commencent à se diffuser. Dans cet *appareil des sociétés savantes*, par quoi l'on peut caractériser le premier stade de la recherche, les sciences de la nature sont à l'honneur, mais les sciences de la société et de l'homme ne semblent pas en retard, du moins si l'on en juge par les communications que reçoivent les sociétés et académies et par les concours qu'elles organisent. Apparence trompeuse, néanmoins — hormis ce qu'il y a de naturel en l'homme et qui s'inscrit dans le champ de certaines sciences de la nature, telle l'anatomie, les discours sur l'homme et sur la société, même s'ils sont tenus en de savantes sociétés, demeurent, au mieux, de caractère philosophique ; ils sont de mieux en mieux *raisonnés*, mais leurs objets singuliers et leurs méthodes propres demeurent incertains et invérifiables.

L'appareil des sociétés savantes implique le capital marchand et ressortit à la transition VU-VE. En effet, son activité est sous-tendue par les curiosités multiples

que suscite la multiplication des échanges lointains et par les comparaisons et réflexions que l'étonnant, l'exotique et l'étrange suscitent. La Chine et le Bon Sauvage dont rêve l'Europe du XVIII^e siècle marquent bien le climat intellectuel où les sciences s'appliquent à dresser des tableaux raisonnés des choses existantes, plantes, minéraux, animaux, organes, produits, etc. L'étape suivante que va connaître l'appareil de la recherche implique, quant à elle, le capital industriel. Naturellement, l'essor de VE n'a pas pour conséquence mécanique immédiate de porter les sciences à un niveau supérieur de développement, mais l'utilisation fructueuse que les résultats scientifiques trouvent dans l'industrie (t. 2, n° 65) ne tarde pas à s'inverser en un appel de l'industrie aux scientifiques : le tournant est pris dès l'apparition de l'industrie chimique dont l'exemple se répand rapidement. La recherche, qui était purement artisanale, ne s'industrialise pas pour autant, mais elle se professionnalise et elle s'équipe. Son centre de gravité se déplace du cabinet vers le *laboratoire*, de la société savante vers l'institut de recherche, du moins pour de nombreuses sciences de la nature. Les autres sciences progressent, elles aussi, mais sans rien perdre de leur retard. L'histoire en est un bon exemple : elle perd, non sans de longs délais, sa qualité de pur discours littéraire, à la Voltaire, et commence à discerner mieux sa matière *documentaire*, sinon son objet réel. Quand, dans son ensemble, l'appareil de la recherche en est au stade des laboratoires, les disciplines où vagissent les sciences de la société et de l'homme atteignent, pour leur part, le stade des sociétés savantes, même si ces sociétés prennent souvent la forme d'instituts et de revues universitaires. Il convient de bien garder ce décalage à l'esprit pour comprendre ce qu'est le contenu effectif du second stade que, pour faire bref, on appellera néanmoins, sans plus de nuances, stade des laboratoires.

Les hommes que la division sociale du travail spécialise dans la recherche scientifique apparaissent, vers le milieu du XIX^e siècle, comme des professeurs, des inventeurs ou des savants. Un siècle plus tard, leur effectif s'est considérablement accru, leurs savoirs se sont considérablement enrichis, mais on les désigne plus modestement comme des chercheurs : en devenant un métier, « la science » a perdu son auréole. En certains de ses secteurs, au moins, elle est aussi devenue une véritable industrie, dotée d'équipements lourds et onéreux, et qui ressortit tantôt à des entreprises de caractère capitaliste, tantôt à des institutions, universitaires et autonomes, mais financées sur fonds publics. Comme le processus qui a conduit à cette situation est, en apparence, purement cumulatif, il peut sembler difficile de définir le stade actuel de la recherche. Cependant, s'il est vrai qu'aucune discontinuité n'est décelable — pas plus ici qu'entre les *sociétés savantes* et les *laboratoires* — on ne peut manquer d'apercevoir la mutation décisive. Dans toutes les sociétés capitalistes ou étatiques-socialistes, la recherche scientifique finit par s'inscrire *parmi les objectifs politiques prioritaires* (195). Cette promotion répond à des intérêts stratégiques et économiques évidents (atome, espace, stratégie, compétition économique, etc.) et elle aboutit à une intégration plus marquée de l'appareil de recherche dans l'appareil d'État : les

laboratoires ressortissaient à l'AE, par ricochet, en tant qu'institutions universitaires, l'appareil que l'on dira *de la recherche scientifique* (par allusion aux institutions du type CNRS qui le chapeautent) devient, au moins pour partie, une branche spécialisée de l'appareil d'État. Quels que soient les motifs qui portent les États à stimuler et à orienter la recherche, celle-ci entre, de la sorte, en de nouveaux rapports avec l'économie : politique de recherche et politique économique voisinent et se mêlent dans les préoccupations gouvernementales, ce qui est l'une des caractéristiques de la transition VE-VD (t. 2, n° 68).

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 17</p> <p>LA RECHERCHE</p>			
<p>A. RECAPITULATION</p> <p>1. Stade des sociétés savantes</p> <p>2. Stade des laboratoires [±AE]</p> <p>3. Stade de la recherche scientifique [±AE]</p>			
<p>B. VENTILATION</p>			
Logique de la production	Appareils de recherche compatibles avec la logique considérée ^a	Projections ^b	
		4/2 ^c	4/3 ^c
1 Logique de VU			
2 Logique VU-VE	1	2	
3 Logique de VE	1 2		3
4 Logique VE-VD	3		
<p>^a. Voir texte.</p> <p>^{b. c.} Voir notes correspondantes du tableau 6, page 83.</p>			

Les sciences sociales et humaines sont entraînées par ce mouvement. Une part de la manne budgétaire, allouée à la recherche, leur échoit et elles atteignent, assez souvent, le stade du laboratoire, ne serait-ce que par l'équipement dont leurs professionnels sont dotés. Leur retard, on le voit, semble demeurer inchangé,

comme si elles étaient condamnées à suivre les sciences de la nature, avec un stade de décalage. L'affaire est, à vrai dire, beaucoup plus compliquée : plusieurs des sciences de la société et la plupart des sciences de l'homme ne souffrent pas principalement d'un manque de crédits ou de moyens, ni d'un défaut de leurs méthodes, mais en sont encore à chercher ce que pourrait bien être leur objet réel ou, pis encore, font mine de l'avoir trouvé et s'appliquent à connaître l'ineffable ou l'inexistant. Propos sévères et vagues ? Sans doute, mais il faudra attendre que l'idéologie produite par les AI nous soit accessible pour qu'ils deviennent plus précis, sinon plus nuancés.

Chapitre 10

Les affaires économiques

« Je ne dirai pas qu'en ce qui concerne la direction de l'économie il n'a rien été fait, chez nous, au cours de ces années. »

STALINE.

[Retour à la table des matières](#)

37. En examinant plusieurs des appareils précédents, nous avons aperçu, directement ou de biais, certaines des structures économiques étudiées au tome 2. L'appareil financier nous a fait retrouver les réseaux I/D et M/C, déjà repérés comme articulations économiques. De nombreux AI nous sont apparus sous la forme d'entreprises commerciales, artisanales ou industrielles. Aucune de ces rencontres ne doit surprendre. Chaque instance s'applique à la *totalité sociale*, pour mettre en lumière l'un de ses aspects, et non l'une de ses parties (n° 2). Les mêmes réalités sociales, éclairées sous des jours différents, peuvent donc apparaître à plusieurs reprises. Le colporteur de livres est un modeste agent du capital marchand *et* un précieux rouage de l'appareil éditorial. L'industrie cinématographique est une branche de l'économie, logée dans un MP capitaliste ou autre, ce qui ne l'empêche pas de former simultanément l'une des parts essentielles de certains appareils AR.L.

Pour substituer à ces rencontres de hasard une recherche plus méthodique, deux voies peuvent être suivies. L'une est de s'interroger systématiquement sur *la ressource qui fait vivre chaque appareil* : on y viendra plus loin. L'autre est de reconsidérer l'ensemble des structures économiques en s'efforçant de discerner tous les *prolongements* qu'elles poussent vers les appareils et tous les *appels* qu'elles lancent dans cette même direction. Prolongements ? Il s'agit de discerner les éléments des structures économiques qui sont aptes à *fonctionner aussi comme*

des appareils. Appels ? Il s'agit, à l'inverse, de vérifier si les AE déjà reconnus suffisent à rendre intelligibles les interventions de l'État que le tome 2 a décelées. Prolongements ou appels : on verra que les appareils enracinés dans l'économie sont nombreux. On peut les ranger sous trois rubriques : les productions idéologiques ; l'idéologisation des firmes ; et, enfin, les prises étatiques.

Les productions idéologiques fournissent l'ensemble des produits dont la substance est idéologique. À vrai dire, tout produit porte une telle substance. Ni le pain ni l'épée, ni l'outil ni la machine, ni aucun autre produit, ne peut être considéré comme un pur objet économique, libre de toute charge idéologique. L'étude des besoins, laissée en suspens par le tome 2, permettra ultérieurement d'analyser les formes et les conséquences de cette surdétermination idéologique, éternelle et omniprésente (t. 1, n° 82). Elle montrera que toute activité économique est soumise à une logique des besoins, de forme historiquement variable, qui se combine, non sans contradictions, avec la logique de la valeur (ou de la production) à laquelle nous sommes déjà familiarisés. Cependant, il est inutile d'attendre l'analyse des besoins pour se rendre compte qu'en certains produits, la substance idéologique n'est pas seulement surdéterminante, mais constitue, par elle-même, la valeur d'usage de ces produits. Qu'est-ce qu'un journal ou un livre ? Du papier imprimé plus une substance idéologique qui est, ici, information, texte, etc. Enlevez ce plus et il reste du papier hasardeusement maculé d'encre, c'est-à-dire rien : ni VU ni VE, ni marchandise, ni idéologie. La production de journaux et de livres est une production idéologique, une production de marchandises essentiellement idéologiques ; on ne sera donc pas surpris de constater, le moment venu, qu'en une telle production, la contradiction entre la logique (économique) de la valeur et la logique (idéologique) des besoins atteint son intensité maximale. Livres et journaux ne sont que des exemples. La production et la commercialisation de biens et de services essentiellement idéologiques est une part — d'ailleurs croissante — de l'activité économique et, à ce titre, elle se moule dans les formes artisanales, commerciales et industrielles, propres à divers MP. Les AI juridiques, scolaires, éditoriaux, ainsi que les appareils d'assistance et de recherche ou ceux « de l'art aux loisirs » (AR.L) prennent plus ou moins souvent de telles formes. En tant qu'appareils, ce sont des éléments de la structure idéologique ; en tant qu'entreprises, ce sont *simultanément* des éléments de la structure économique. Cette dualité nous aidera à comprendre d'où une partie au moins des appareils tirent leur ressource (n° 46). Elle nous permet également de mieux apercevoir un AI dont il n'a pas encore été question jusqu'à présent : l'appareil *publicitaire*.

Pour l'instance économique, les entreprises de publicité n'ont rien de singulier. Elles se forment, à la suite de l'industrialisation capitaliste, par autonomisation de services d'abord spécialisés au sein des firmes. À mesure que la réclame se fait publicité, puis matraquage, et que ses supports, évidents ou occultes, se diversifient, les entreprises publicitaires s'étoffent et se spécialisent : la conception

des campagnes, la direction de celles-ci, la réservation d'espaces dans la presse et de temps sur les ondes, la propriété et l'exploitation d'emplacements affichables, la conduite de relations publiques plus insidieuses, etc., peuvent devenir des sous-branches spécialisées. Mais il reste que l'ensemble de cette branche de l'économie se caractérise comme une prestation de services commerciaux. La publicité aide à vendre, elle s'efforce de favoriser et d'accélérer la réalisation de la valeur. Pour l'instance idéologique, ce même secteur, pris dans son entier, apparaît comme un AI bien spécialisé. Chantant, tour à tour, les mérites de nombreuses marchandises, cet appareil fonctionne, en fait, comme le chantre de la Marchandise. Il offre à toute la société une image avantageuse de l'économie, cependant qu'il capte, au bénéfice des produits qu'il vante, toutes les valeurs (idéologiques) expresses ou latentes dans cette société. Par ce jeu de miroirs, l'appareil publicitaire sert directement la structure économique existante, et il se sert de tous les appuis que la structure idéologique lui offre à cette fin. La dualité devient, ici, un tourniquet infini, un scintillant miroir aux alouettes. Au demeurant, il ne paraît pas nécessaire de distinguer les formes qu'a pu prendre l'AI publicitaire, depuis son apparition, dans le sillage du capitalisme : ces formes marqueraient seulement des différences de degré qui n'enrichiraient guère le tableau que l'on cherche à dresser ; il suffit de noter l'existence — ou non — de cet appareil.

La seconde des rubriques annoncées est désignée par un néologisme inélégant mais expressif : *l'idéologisation des firmes*. Voici un domaine ou une plantation esclavagistes, un grand chantier tributaire ou même une entreprise capitaliste du XIX^e siècle. Les nombreux travailleurs rassemblés, en ces diverses occasions, sont soumis, du même coup, à une activité idéologique différente de celle qui peut s'exercer dans les communautés, villageoises, artisanales ou urbaines où ils étaient antérieurement inscrits. Leur regroupement, le brassage qu'il provoque, l'expérience qu'ils vivent, pourront transformer leurs idées sur le monde. De nouvelles idées, de nouvelles formes pourront naître dans ce nouveau *bouillon de culture* : par exemple le *negro-spiritual* et le *blues* lentement élaborés par les esclaves noirs des plantations américaines. Mais les maîtres des domaines et des plantations, les conducteurs des travaux tributaires, les manufacturiers ou les usiniers du jeune capitalisme ne se soucient guère d'exercer une action idéologique. Ils font travailler, ils maintiennent l'ordre, ils imposent une discipline, par divers moyens où l'idéologie trouvera son compte, sans être toujours visée comme telle. Voici, par contre, une entreprise capitaliste de notre époque. Sauf si elle est trop petite ou trop vieillotte, son action idéologique délibérée sera manifeste : un journal d'entreprise, un éventuel syndicat-maison, une direction et un service du personnel attentifs à contrer les syndicats véritables et à « développer les relations humaines dans l'entreprise », une éventuelle utilisation bien dosée de la formation permanente, de l'aide au logement, des œuvres sociales et, enfin, une politique de « relations publiques » attentive à l'image de la firme ou du groupe, tels seront, parmi bien d'autres, les moyens de cette action. Avec quelques nuances, le même tableau vaudra également pour une entreprise étatique-socialiste.

Quel que soit leur statut et quelle que soit leur activité, *les grandes entreprises contemporaines tendent à devenir, toutes, de véritables appareils idéologiques*. Pour celles des entreprises qui sont, *par ailleurs*, déjà inscrites dans un AI, en raison de leur activité première, pour celles qui relèvent, par exemple, de l'édition ou du cinéma, cela signifie qu'elles deviennent *doublement* AI, qu'elles participent simultanément à deux activités idéologiques distinctes : celle qui est leur raison d'être — éditoriale, cinématographique, etc. — et celle à laquelle leur caractère de grande entreprise les contraint désormais. Quant aux entreprises dont la fonction première a peu à voir avec l'idéologie, parce qu'elles produisent des réfrigérateurs ou des pneumatiques, elles deviennent *par surcroît* des AI : qui vit à Clermont-Ferrand peut aisément percevoir que Michelin est *aussi* un appareil idéologique. Comment expliquer cette transformation, cette idéologisation des firmes qui s'est opérée progressivement, depuis quelques décennies, et qui s'étend peu à peu des plus grandes entreprises jusqu'aux firmes moyennes, sinon petites ? À s'en tenir aux apparences, il suffirait de noter que ce mouvement suit, avec retard, le développement de la publicité que les firmes projettent vers le marché, et le développement général de l'information : dans le tumulte général, les firmes, elles aussi, donnent de la voix. Mais le changement est plus profond : les entreprises se sont converties en AI pour *répondre* aux syndicats et aux partis qui les prenaient comme cibles ; elles ont découvert que, de par son organisation hiérarchique, *le travail-leur collectif* qu'elles emploient (t. 2, n° 64) *est bon conducteur d'idéologie* et elles se sont employées à réfuter ou à prévenir l'activité idéologique que les associations de travailleurs déployaient déjà. En outre, cette conversion s'est opérée *à la suite* du fordisme, c'est-à-dire à partir du moment où, dans la firme, l'organisation rationnelle du travailleur collectif est devenue un enjeu, cependant que, dans le pays, la solvabilisation des travailleurs devenait un moyen d'étendre et d'élargir la reproduction du capital. Contre-offensive et contre-feu : l'idéologisation des firmes correspond à une étape bien précise des luttes de classes, celle où, dans les principaux pays capitalistes, la forme (P3)³ arrive à maturité (t. 2, n° 15) et où, dans le système mondial capitaliste, l'impérialisme entre en crise (t. 1, n° 109). On pourrait toutefois objecter que plusieurs, au moins, de ces raisons ne valent pas pour les sociétés étatiques-socialistes où néanmoins, l'idéologisation des firmes est souvent plus marquée encore. C'est, qu'en effet, un autre chemin a été suivi dans ces sociétés pour aboutir à un résultat analogue : la transformation de toutes les entreprises importantes, en AI, s'est d'abord opérée sous l'impulsion des partis communistes locaux, qui tendaient à organiser la classe ouvrière, sur les lieux mêmes du travail, mais l'étatisation généralisée des firmes — et des partis eux-mêmes — a converti l'AI des firmes en un organe supplémentaire de propagande. Car tel est, au fond, le caractère commun de cet AI : il propage une conception du monde où l'entreprise se présente elle-même comme un élément de l'ordre établi et d'un ordre qui est bon et légitime ; sa portée est toujours locale ; sa connexion à l'idéologie dominante s'opère généralement par de multiples circuits, mais, dans les sociétés étatiques-socialistes, elle est institutionnalisée par le canal du parti et une institutionnalisation analogue peut s'observer en d'autres sociétés, si un parti unique y est instauré. Si bien qu'il n'est pas nécessaire de qualifier l'AI des firmes,

pour distinguer les divers contextes où il apparaît — d'autres appareils, déjà repérés, permettront d'apprécier sa signification, dans les diverses combinaisons où il peut s'inscrire.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 18 PUBLICITÉ ET ENTREPRISES		
A. RÉCAPITULATION a. Publicité : appareil dont on note l'existence ou non, sans distinguer ses formes particulières. b. Entreprises : désigne la conversion des principales entreprises en AI actifs, quels que soient, par ailleurs, l'activité principale ou le statut de ces entreprises.		
B. VENTILLATION		
Logique de la production	Existence éventuelle des appareils précités sous logique considérée ^a	Projections ^b
		4/2 ^c
1 Logique de VU		
2 Logique VU-VE		Publicité ± Entreprises ±
3 Logique de VE	Publicité ± Entreprises ±	
4 Logique VE-VD	Publicité ± Entreprises ±	
a. Voir texte. b. c. Voir notes correspondantes du tableau 6, page 83.		

[Retour à la table des matières](#)

38. *Les prises étatiques* sont nombreuses, dans la structure économique. Le tome 2 nous a montré des États propriétaires de moyens de production, des États banquiers, des États régulateurs de l'économie ou planificateurs, des États protectionnistes ou libre-échangistes, mais toujours douaniers, des États percepteurs et dépensiers, etc. Nous ne savons pas encore identifier ces États, définir leur nature, repérer leurs divers types (t. 1, n° 46). Mais nous avons commencé de repérer les divers types d'appareils par lesquels les États tirent parti des prises que les structures économiques leur donnent : nous connaissons les formes que peut prendre *l'appareil financier*. Il nous reste à rendre compte de toutes les autres interventions étatiques. J'appelle *appareil des affaires économiques* l'ensemble des éléments de l'appareil d'État qui assurent cette active liaison entre le pouvoir et l'économie. De toute évidence, cet AE des affaires économiques doit présenter des formes très contrastées, d'une société à l'autre et son activité, voire son agencement, doivent parfois se mêler à ceux de l'appareil financier. Néanmoins, à l'échelle globale où se situe la présente recherche sur les appareils, il me paraît à la fois utile de distinguer l'appareil financier de l'appareil des affaires économiques, et inutile de subdiviser ce dernier. Le réseau I/D est l'appareil digestif indispensable à l'organisme étatique, sa capacité d'absorption et d'assimilation commande la croissance et la vigueur du corps étatique, de tout corps étatique. Le repérage des formes variables que peut prendre cet appareil vital a donc été mené distinctement, il donne la clé de plusieurs des combinaisons d'appareils élémentaires par lesquelles seront spécifiés les divers *corps* d'appareils étatiques (n° 49). En revanche, il n'est pas indispensable de traiter séparément les divers autres organes par lesquels les États se mettent en prise sur l'économie, parce que, comme le montrera l'analyse ci-après, le vaste secteur des affaires économiques qui peut paraître hétérogène à qui inventorie sèchement son contenu, apparaît beaucoup plus cohérent à qui observe ses phases de développement. Un planificateur *plus* un ingénieur des eaux et forêts *plus* un banquier *plus* un propriétaire *plus* etc. : on dirait un dîner de têtes à la Prévert ; mais, quand ces personnages coexistent effectivement dans l'AE des affaires économiques, leur rassemblement prend une signification que je mettrai en lumière et il en va de même pour chacun des stades de développement de cet appareil.

Beaucoup d'États tardent à prendre du poids. L'armée non permanente, dont les hommes s'équipent par eux-mêmes, donne une idée juste de ce que sont ces États encore embryonnaires. Mais les États finissent par sortir de leur simplicité première et par se doter de moyens de plus en plus substantiels. Des temples, des palais, des châteaux, des murailles fortifiées, des navires et d'autres machines de guerre entrent en leur possession — ou en celle de leurs princes. Un premier appareil des affaires économiques prend forme, lorsque la construction ou l'entretien de ces équipements, civils et militaires, devient un travail permanent et

spécialisé comme tel. La division effective du travail, l'ordre d'apparition des services spécialisés, le détail de leur agencement, peuvent varier à l'infini, d'une société et d'une époque à l'autre, mais il reste que, par un processus *lentement cumulatif* (et entrecoupé de reculs, quand l'État s'effondre), il se constitue partout un *appareil technico-domanial*. Ici la flotte, les routes maritimes, les ports, les arsenaux (comme celui de Venise) reçoivent priorité. Ailleurs, les routes terrestres, les ponts et chaussées, les eaux et forêts, prennent plus d'importance. Ailleurs encore, les bâtiments et palais, les manufactures d'armes, de mobilier, etc., sont privilégiés. Puis, un peu partout, les moyens de communication et de télécommunication, dont l'industrie capitaliste accroît la demande, prennent une importance accrue. Parfois, aussi, des monopoles fiscaux jettent un pont entre les affaires économiques variées, dont l'appareil technico-domanial doit connaître, et les affaires fiscales, spécialisées par ailleurs : la production ou la vente du sel, du tabac, des laines, des métaux précieux, d'autres matières recherchées, peuvent alors être captées ou contrôlées par l'État.

Même lorsqu'il prend de l'ampleur, l'appareil technico-domanial ainsi défini est la forme *la plus modeste* de l'AE des affaires économiques. Son objet essentiel est d'assurer la maintenance matérielle de l'État, dont il est l'intendant ou le régisseur. Les affaires dont il s'occupe peuvent être dites économiques, en ce sens qu'elles montrent l'État comme client de l'économie ou, à la rigueur, comme substitut. L'appareil fiscal prélève pour dépenser ou redistribuer ; l'appareil des affaires économiques, sous sa forme technico-domaniale, achète ou produit ce qui est indispensable au fonctionnement étatique. Mais à vrai dire, rares sont les États, équipés d'un tel appareil, qui s'en tiennent à ce minimum. Tous débordent vers d'autres tâches, plus ou moins hasardeusement définies, telle la France classique, qui devient administratrice des Eaux et Forêts, en partant d'une préoccupation première qui était d'approvisionner sa marine en bois et en mâts. Les chevaux pour l'armée, les télégraphes pour les préfets, d'innombrables besoins de ce genre stimulent, de façon inégale selon les pays, le lent gonflement de l'appareil technico-domanial.

Bien que cette forme ait été présentée en premier lieu, elle n'est sans doute pas la première qui soit observable dans l'histoire. En effet, les sociétés assises sur une FE tributaire ou tributaire-marchande (t. 2, n° 93) ont développé, dès le règne de VU, un appareil des affaires économiques beaucoup plus puissant. Appareil qui inclut des éléments technico-domaniaux et qui se mêle souvent de façon indissociable avec l'appareil fiscal. La construction et l'entretien des grands travaux hydrauliques souvent réalisés dans ces FE, la direction ou le contrôle de la production, la collecte, la circulation et l'emploi du tribut, donnent à l'AE des affaires économiques une capacité qui peut être énorme en certaines sociétés, celle de l'Inca par exemple. Il faut toutefois se garder de prêter à toutes les formations tributaires des ambitions et des agencements analogues. Vidal-Naquet note, par exemple, que « les pharaons tout-puissants de l'Ancien Empire ne disposaient pas d'une bureaucratie à la chinoise », mais payaient, par l'allocation de terres, les

services de ceux qui collectaient leur tribut (**151**, 18). L'appareil tributaire, cumulant les fonctions de l'État propriétaire, de l'État percepteur et de l'État intendant de ses propres moyens d'administration, est une forme extrême de l'appareil des affaires économiques, réservée aux sociétés tributaires les plus accomplies. Ailleurs, il prend des dimensions plus modestes, même s'il surclasse toujours les simples appareils technico-domaniaux.

Le triomphe du capitalisme bouleverse la structure économique, mais ne modifie pas aussitôt l'appareil des affaires économiques. Les États, qui régissent les premières sociétés capitalistes, subissent deux tendances contradictoires. D'un côté, le libéralisme, sécrété par la nouvelle bourgeoisie, tend à distraire l'État de toute intervention économique et à modérer ses ardeurs fiscales (t. 2, n° 73). D'un autre côté, la jeune industrie est avide de routes, de ports, de canaux, de chemins de fer et, bientôt, de télégraphes et d'autres télécommunications. Ainsi, dans un premier temps, l'appareil technico-domanial prend de l'ampleur, il s'enfle et se diversifie plus rapidement. Pour le reste, les États se mêlent occasionnellement de l'économie, mais de loin et sans appareil spécial : ils jouent un peu de leur appareil financier qui se transforme et ils promulguent des lois fort générales, en matière commerciale, bancaire, douanière, etc. Sauf exceptions locales et de peu d'importance, aucun changement radical n'intervient avant le XX^e siècle où, en quelques décennies, un nouveau type d'AE des affaires économiques est porté à maturité, non sans désordre, par l'effet des deux guerres mondiales et de la crise des années 1930. Le rationnement et les contrôles de l'économie de guerre, ainsi que l'éventuelle réparation des dommages de guerre, suscitent la formation d'administrations nouvelles, mais temporaires. Le contrôle des prix, le contrôle des changes, la délivrance des licences d'importation et le contrôle du crédit ont des effets souvent plus durables. La production de statistiques, d'enquêtes et de prévisions économiques, l'aide au commerce extérieur et, bientôt, l'aide à la restructuration industrielle et géographique de l'économie, deviennent des activités permanentes. Qui plus est, les États sont partout transformés en importants propriétaires de moyens de production. Toutes ces évolutions se conjuguent, pour envelopper l'ancien appareil technico-domanial, en une forme nouvelle et beaucoup plus vaste que l'on peut caractériser comme *appareil d'intervention économique*. Appareil qui, conjointement avec l'appareil financier et l'appareil d'assistance, sert de support aux politiques économiques actives et aux tentatives de régulation économique (t. 2, n° 82) auxquelles sont contraints les États assis sur les diverses FE capitalistes (FE 12, 13 et souvent aussi FE 16 : voir t. 2, chap. 16).

La mutation va plus loin encore dans les sociétés étatiques-socialistes où l'État devient le principal sinon l'unique propriétaire de moyens de production (t. 2, n° 82). La désignation et le contrôle des dirigeants d'entreprises, la fixation et le contrôle des objectifs et des méthodes de gestion des firmes et la définition des priorités et des proportions à respecter, sont du ressort d'un immense *appareil de gestion et de planification* où les éléments de l'ancien appareil technico-domanial sont généralement englobés, cependant que l'appareil financier lui-même est plus

ou moins soumis à l'appareil planificateur. Ainsi, s'établit entre le pouvoir d'État et la direction des firmes un lien direct de commandement et de contrôle, lien par lequel la propriété et le pouvoir sont étroitement liés.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 19 LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES				
A. RECAPITULATION 1. Appareil tributaire ^a 2. Appareil technico-domanial 3. Appareil d'intervention économique, ^a 4. Appareil de gestion et de planification ^a ^{a.} Les éléments technico-domaniaux sont inclus dans cette forme.				
B. VENTILATION				
Logique de la production	Formes compatibles avec la logique considérée ^a	Projections ^b		
		2/1 ^c	4/2 ^c	4/3 ^c
1 Logique de VU	1	2		
2 Logique VU-VE	1 2		3 4	
3 Logique de VE	2 3			4
4 Logique VE-VD	3 4			
^{a.} Voir texte. ^{b. c.} Voir les notes correspondantes sous le tableau 6, page 83.				

Chapitre 11

Les affaires politiques et idéologiques

« On ne peut pas régner innocemment. »
SAINT-JUST.

[Retour à la table des matières](#)

39. On vient de voir comment l'État s'appareille pour traiter les affaires économiques dont l'agencement social le rend responsable. Mais comment maîtrise-t-il les affaires politiques ? La question peut surprendre puisque chacun des AE élémentaires que l'on a recensés est, de toute évidence, en charge d'affaires politiques : l'armée et la police maintiennent l'ordre établi, la justice dit le droit, l'appareil financier nourrit la dépense publique, etc. ; quoi de plus politique ? Sans doute, mais les AE élémentaires qui coexistent dans une même société ne sont ni autonomes, ni juxtaposés, ils doivent être coordonnés et commandés et nulle affaire politique n'est plus importante que celle-là : il s'agit de faire marcher l'État, de gouverner la société, de régler par ce moyen l'ensemble des affaires politiques de toute nature, dont les divers AE ont à connaître. Comment s'opèrent cette coordination et cette animation centrales ? Comment l'État est-il appareillé pour les mener à bien ? Et qu'en est-il des appareils idéologiques élémentaires, également recensés dans les chapitres précédents ? Qu'en est-il, en particulier, lorsqu'ils ne sont pas intégrés directement dans le corps des AE ? L'État, comme machine gouvernementale et administrative, se désintéresse-t-il d'eux ou les contrôle-t-il ? Et comment, par quel appareillage ? Telles sont les deux séries de questions — coordination des AE, contrôle des AI — par lesquelles le présent chapitre va achever l'inventaire des appareils.

S'interroger sur la coordination des AE élémentaires, c'est, à vrai dire, s'abandonner à une illusion d'optique. L'appareil d'État se présente à nous comme un ensemble d'administrations disparates, parce que telle est l'impression qui se dégage de l'exposé analytique présenté dans les chapitres précédents et parce que telle est, sans doute aussi, l'image que donnent d'elles-mêmes les vastes bureaucraties modernes. Mais, si on le replace dans sa propre perspective historique, l'appareil d'État se présente autrement : il est fait d'éléments spécialisés qui rayonnent autour d'un noyau central et qui en sont généralement issus. Initialement, ce noyau est à lui seul tout l'appareil d'État ; par la suite, il en demeure le cœur, le centre ou, si l'on veut, l'élément coordinateur.

On pourrait dire aussi, sans aucun paradoxe que *le noyau est l'appareil d'État formé par les hommes qui exercent le pouvoir d'État*. Le pouvoir d'État est, en réalité, une relation sociale fort abstraite, plus complexe encore que la propriété ou le capital. Et, à ce titre, elle nous deviendra intelligible plus tard (t. 1, n° 40). Néanmoins, tout pouvoir d'État a ses acteurs, qui ne sont pas des fonctionnaires comme les autres, mais qui ont à faire fonctionner l'appareil d'État et qui, à cette fin, sont eux-mêmes organisés selon des formes variables. L'appareil d'État, dans toute sa généralité, est l'instrument du pouvoir qu'ils exercent ; le noyau de l'appareil d'État désigne plus spécialement la partie de l'appareil d'État où le pouvoir s'incarne. Gardons-nous cependant de toutes les représentations simplistes de ce noyau. Ce n'est pas une chambre des machines d'où l'appareil se laisserait toujours commander : il ne suffit pas d'occuper quelques centraux téléphoniques, quelques émetteurs de radio, quelques palais nationaux ou quelque Parlement, pour contrôler ce noyau et pour détenir le pouvoir d'État ; encore faut-il que l'appareil réponde aux impulsions qu'on lui donne. Le noyau désigne cette partie de l'appareil d'État par laquelle les divers appareils se laissent effectivement commander, et non les lieux d'où ce commandement s'exerce habituellement. Gardons-nous également des clivages simplistes, telle la distinction des élus ou des gouvernants d'une part, et des fonctionnaires d'autre part : on verra que le noyau de l'appareil d'État *inclut* les hauts fonctionnaires qui dirigent les appareils spécialisés, nonobstant les pudeurs verbales de ceux-ci (obéissance, apolitisme, etc.), tout comme il inclut les gouvernants et même les élus (197).

Une étude systématique du noyau de l'appareil d'État devrait être menée sous divers angles. Elle pourrait généraliser les remarques présentées à propos du commandement de l'AE militaire (n° 7) en s'appesantissant sur le recrutement et le statut de ceux qui dirigent les appareils spécialisés et sur leurs liens avec le centre étatique. Elle pourrait porter également sur les modalités du financement, du contrôle et de l'inspection des AE spécialisés, par le centre ou par ses émissaires. Elle pourrait revenir sur les résultats acquis lors de l'examen de l'AE des Affaires locales (n° 18), afin d'en bien évaluer la signification, du point de vue du pouvoir central. Je ne m'arrêterai cependant pas à ces divers aspects — que d'ailleurs on retrouvera plus loin — afin de centrer toute l'attention sur ce qui me paraît être l'aspect principal du noyau étatique : sa consistance propre. Qu'est-ce à dire ?

Ceux qui composent le noyau de l'appareil d'État sont placés en une position tout à fait exceptionnelle, dans le réseau des relations sociales. Par définition, ils animent et contrôlent l'appareil d'État et ils exercent le pouvoir d'État. Cela revient à dire qu'ils occupent une place éminente, mais fortement particularisée, dans la structure des classes sociales et que, de ce fait, ils jouent souvent un rôle central, à la jonction de l'État et de la société civile (t. 1, n° 53). La question est de savoir *qui occupe cette position focale*. Autrement dit, d'observer par quel mécanisme social le centre de l'appareil étatique, le siège du pouvoir, est pourvu. Trop de déterminations concourent en ce point pour qu'il soit possible de les maîtriser toutes dès à présent, mais on peut, à tout le moins, repérer les caractéristiques les plus apparentes du noyau étatique, c'est-à-dire du *groupe au pouvoir*, quitte à enrichir ultérieurement sa représentation.

L'idée que le noyau étatique soit toujours constitué par *un groupe d'hommes* pourra surprendre qui pense aux innombrables monarchies dont l'histoire déborde. Le monarque n'est-il pas le centre du pouvoir, le maître de l'appareil d'État ? Sans doute, mais l'étymologie et l'imaginaire sont trompeurs. Le plus puissant et le plus absolu des souverains n'exerce jamais un pouvoir solitaire. Le groupe, sans qui son pouvoir ne pourrait s'exercer, peut être fort limité et sa composition soumise à des caprices despotiques, mais c'est néanmoins un groupe. Il n'est pas de prince sans suite, ni de suite sans pouvoir.

[Retour à la table des matières](#)

40. La première forme identifiable, au cœur de l'État, est précisément celle-là : *le prince et sa suite*. En de nombreuses sociétés, l'appareil d'État s'est longtemps réduit à ce noyau et à une maigre armée non permanente. Les colonisateurs de l'Afrique noire se sont plusieurs fois heurtés à des États de ce type (189, 198). Les peuples de la steppe, toujours actifs aux confins de l'Empire chinois, ont rarement eu une organisation plus développée. Néanmoins, le prince et sa suite peuvent également constituer le noyau d'un appareil déjà plus substantiel. Pendant des siècles, de faibles royaumes et d'immenses empires, souvent aussi fragiles que celui d'Alexandre, ont été régis, de la sorte, par une Cour princière peu étendue, parfois capricieusement composée et aux attributions changeantes. Dans les royaumes de l'Occident chrétien, les connétables et les chambellans que l'on trouve au XVe siècle à la tête des armées ou des services administratifs portent, dans leur titre même, le souvenir des fonctions plus modestes que leurs prédécesseurs occupaient quatre siècles plus tôt : celles de maître d'écurie ou de valet de chambre. Mais, déjà, ces domestiques étaient de puissants éléments de la suite princière, déjà ils participaient au noyau de l'État (61, 190).

Une autre forme, souvent aussi légère, est celle du *collège de magistrats*, dans les cités antiques. Généralement élu pour une brève période, chaque magistrat

exerce une fonction aux contours plus ou moins précis, car « la notion même de séparation des pouvoirs est aussi étrangère à la Rome républicaine qu'aux autres cités antiques » (70, 99). Toutefois, la confusion sur une même tête ou dans une même assemblée, d'attributions que nous distinguons aujourd'hui comme militaires, judiciaires, politiques, religieuses, etc., atteste le faible développement de l'appareil étatique, mais n'empêche pas que chaque magistrature acquière, à l'usage, des attributions *composites* assez bien délimitées. Des précautions sont souvent prises pour éviter le cumul de ces magistratures par un même individu. *L'iteratio*, c'est-à-dire le changement périodique de titulaire, est de règle. À Rome, un *cursus honorum* fixe en outre les conditions d'âge à remplir, pour accéder aux magistratures, et les postes qu'il faut avoir antérieurement occupés pour accéder aux plus importantes d'entre elles (70, 84). Dans les cités grecques, les magistrats ne sont pas assistés par une bureaucratie, si ce n'est par quelques esclaves de la Cité, qui ont pour mission de conserver « les comptes rendus indispensables, les copies des traités et des lois, les listes de contribuables défaillants et tous documents analogues » (47, 67). À Rome, où l'expérience se prolonge et où les conquêtes épaississent et spécialisent l'appareil d'État, les magistrats finissent par disposer de services parfois importants.

Malgré leurs évidentes différences, les deux formes que l'on vient d'observer sont à ranger en une même catégorie. L'une et l'autre correspondent à un centre étatique encore léger, c'est-à-dire *peu stable, peu nombreux et peu organisé*. Les élections qui assurent *l'iteratio* des magistrats et les humeurs princières — ou les accidents successoraux — qui rendent mouvantes les suites princières, et changeantes les dynasties, expliquent la relative instabilité de noyaux étatiques dont l'effectif est, au demeurant, peu nombreux et où la division du travail, souvent incertaine, est rarement fixe. « Bien rares y sont ceux qui jouent durablement un rôle déterminé » dit Guénée des Cours, en Occident, aux XI^e siècles (61, 190), mais sa remarque a une portée beaucoup plus générale et vaut même pour les collèges de magistrats où la pérennité des titres ne doit pas masquer le composite des attributions, ni leur évolution au gré des besoins. Je retiendrai donc, comme

Classe I

- 1 A. le prince et sa suite
- 1 B. le collège de magistrats

Dans les États où l'armée devient permanente, où la collecte du tribut ou de l'impôt est régulièrement organisée, et où divers autres AE commencent à se spécialiser, le développement de l'appareil d'État s'accompagne nécessairement d'un aménagement du noyau étatique. Plus les antennes de l'État se multiplient et se diversifient, plus il faut d'hommes « au centre » pour animer et coordonner leur action. Les seuls expédients qui puissent différer cette transformation du noyau sont la pérégrination princièrè ou l'envoi de magistrats quasi souverains, en missions lointaines. Les proconsuls, placés par Rome à la tête des premières

provinces conquises, loin de la ville, retardent la restructuration du noyau étatique, tout comme les princes itinérants qui vont, de région en région, régler les affaires courantes. Mais le cœur de l'État finit par se transformer. La nouvelle forme qu'il prend constitue ce qu'on peut appeler *le stade de la chancellerie*. En effet, la principale transformation est l'établissement de bureaux centraux qui correspondent régulièrement avec les divers représentants du souverain, avec les dirigeants effectifs des services spécialisés, et qui règlent de la sorte les affaires courantes, sous le contrôle direct du souverain ou, du moins, en son nom. On trouve de telles chancelleries dans les anciens empires égyptiens et dans les Temples-États d'Orient, comme dans la maison impériale chinoise (156-II, 389). À Rome, une chancellerie se forme au I^{er} siècle ap. J.-C., au service des empereurs qui ont remplacé les antiques collèges de magistrats. Byzance maintient une organisation analogue et l'empire musulman la réinvente à l'époque des Abbassides (95, 160). Une mutation semblable s'opère dans les Cours occidentales aux XIV^e-XV^e siècles (et souvent plus tôt dans les cités italiennes) : le service domestique du prince et le service de l'État y sont plus nettement distingués ; le chancelier et ses secrétaires, c'est-à-dire ses auxiliaires *tenus au secret*, apparaissent désormais comme les adjoints immédiats du prince (61, 193). Souvent aussi, en Occident comme ailleurs, le service du prince et le service de l'État se voient consacrer des locaux distincts : le Palais se conçoit moins comme résidence du prince que comme siège de son pouvoir, c'est-à-dire de ses bureaux.

La chancellerie qui bureaucratise — à très modeste échelle — le travail du pouvoir central, modère et canalise plus ou moins l'influence de la suite princière, sans l'annuler. Un peu partout, quoique sous des formes très variables, une sorte de conseil s'établit auprès du souverain. C'est un rassemblement, souvent informel et sans procédure ni périodicité régulières, de familiers et de parents, où figurent parfois aussi de puissants personnages, avec qui le prince doit compter, tels les grands seigneurs et les principaux évêques, dans les Cours occidentales. Par des transitions insensibles, le Conseil et la chancellerie peuvent finir par s'agglomérer en une institution, toujours coutumière et souvent soumise à de capricieuses réformes, mais qui, néanmoins, tend à se stabiliser et à s'organiser. En France, par exemple, une certaine spécialisation se dessine, tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles : des groupes plus ou moins distincts ont à connaître, au nom du roi, des affaires soumises à sa justice, ou bien des affaires financières, ou encore des « dépêches », c'est-à-dire des affaires politiques. L'afflux des questions auxquelles le roi doit donner réponse par quelque « arrêt » suffirait, à lui seul, à imposer un peu d'ordre : les 1 000 à 2 000 personnes qui constituent, sous Louis XIV, le noyau de l'appareil d'État ont à rendre quelque 4 000 arrêts par an (57-II, 49) et le nombre des affaires à traiter ne cesse de croître. On en vient, de la sorte, à établir une certaine spécialisation dans les conseils, et à hiérarchiser les agents qui y participent ou qui les servent : de simples commis assistent les maîtres des requêtes, des secrétaires d'État préfigurent les ministres modernes. De la chancellerie, on est peu à peu passé à une autre forme de noyau étatique, celle du *gouvernement subordonné*. Ce n'est pas encore un gouvernement souverain, au

sens qui nous est familier, mais c'est déjà un gouvernement du souverain, un appareil gouvernemental en voie de maturation.

Chancellerie et gouvernement subordonné forment, ensemble, une seconde classe. Leurs caractères communs sont la permanence et la stabilité — non dans l'absolu, mais par comparaison avec les centres étatiques de la classe précédente — ainsi que la dépendance totale à l'égard du prince. Le prince est le pouvoir, c'est de lui que bureaux, secrétaires et ministres tirent tout leur pouvoir. Aucun statut, autre que la faveur du prince, ne garantit le personnel dirigeant, aucune règle, autre que la coutume, ne guide son emploi. Ainsi donc, je retiens :

Classe II

- 2 A. stade de la chancellerie
- 2 B. stade du gouvernement subordonné

La formule du gouvernement subordonné a une certaine souplesse. La tradition aidant, il peut régulariser ses méthodes, standardiser plus ou moins ses procédures et, donc, aider à l'établissement de normes coutumières qui peuvent modérer le flux des affaires soumises au prince pour décision. En outre, un aménagement judicieux de l'AE des affaires locales peut atténuer la demande adressée au centre étatique, sans nuire à l'intégration politique de la société. Aussi, la multiplication et l'enflure des AE spécialisés, qui se poursuivent bien après l'émergence des gouvernements subordonnés, ne suffisent pas à rendre cette formule désuète. Sa transformation aura un autre ressort : l'évolution des rapports entre l'État et la société civile.

La société civile, c'est-à-dire l'ensemble des pouvoirs organisés dans la société, hors ou contre l'État, ne peut être analysée dès à présent (t. 1, n° 49). Notons simplement que les rapports entre elle et l'État ne peuvent être conçus comme un jeu de bascule où tout renforcement de l'État aurait pour corollaire l'affaiblissement de la société civile. En réalité, la force intrinsèque de celle-ci dépend de *toutes* les structures sociales, qu'elles soient idéologiques, politiques ou économiques. C'est ainsi que la maturation du capitalisme va la renforcer puissamment, en formant des firmes et des groupes qui seront des pouvoirs avec lesquels l'État devra compter, comme il devra compter avec les associations nées du mouvement ouvrier ou imitant son exemple. Le pouvoir d'État — et, par conséquent, le noyau de l'appareil d'État — va devoir être transformé, pour s'adapter aux nouveaux rapports que le capitalisme *et ses suites* établissent entre l'État et la société civile.

Dans certaines sociétés pré-capitalistes, il arrive déjà que la société civile soit assez puissante (et l'État assez faible) pour que le noyau étatique en soit marqué. Tel est notamment le cas des cités italiennes et des Provinces-Unies hollandaises où certaines corporations participent au pouvoir. En ces sociétés, le prince est

souvent un collectif, un groupe de puissants, qui fait du pouvoir « une seigneurie féodale en nom collectif » (191, 23), dont un prince plus classique finit toujours par émerger, à mesure que l'Europe se couvre de monarchies qui absorbent ou contaminent les cités marchandes. Par ailleurs, les états généraux où les monarchies, nées de l'agglomération des seigneuries féodales, doivent parfois rassembler les principaux barons et évêques, ainsi que les représentants des villes, pour affermir certaines décisions successorales ou fiscales, expriment, eux aussi, certains des intérêts de la société civile face à l'État. Mais leur périodicité fort vague et leur constant affaiblissement — sauf en Angleterre — ne leur permettent guère de peser sur l'organisation centrale de l'État. Sauf en Angleterre où, précisément, un Parlement d'allure moderne naît, progressivement, de la transformation de ces états généraux.

La maturation du Parlement anglais accompagne celle du capitalisme, mais aucune loi de la nature sociale n'impose une aussi parfaite corrélation. Ailleurs, le Parlement se forme au rythme des crises politiques locales, qui fraient la voie au capitalisme, comme en France, ou qui sont provoquées par son expansion dans un cadre politique devenu insuffisamment souple. L'Angleterre et les révolutions américaine et française de la fin du XVIII^e siècle fournissent, aux sociétés bourgeoises, tous les modèles parlementaires dont elles s'inspireront. Le Parlement n'est pas, en soi, un nouveau type de noyau étatique. Formellement, il n'en est qu'une partie, mais c'est par lui que sont médiatisées toutes les transformations qui affectent le centre de l'État, parce qu'il devient l'articulation maîtresse de l'État et de la société civile, la projection de la société civile au cœur de l'État (et, donc, réciproquement, le véhicule par lequel l'illusion étatique se répand dans toute la société civile, mais on réservera ce second aspect jusqu'au moment où le symbolisme de l'État nous deviendra intelligible, avec les autres idéologies). Le Parlement monopolise certaines décisions centrales, il désigne ou contrôle le gouvernement. Le noyau étatique devient, de la sorte, un *appareil gouvernemental* fait de rouages multiples, aux attributions bien précises et fixées par la loi, c'est-à-dire par une décision parlementaire. Décision que l'on sacralise, en la déclarant constitutionnelle, et que l'on protège des fluctuations trop fréquentes ou trop arbitraires, en entourant sa réforme et son application de procédures spéciales : majorité qualifiée, référendum, contrôle juridictionnel, etc. Le centre étatique apparaît ainsi comme soumis à des règles de droit qui lui seraient supérieures. Pour décrire, en termes concrets, ce que devient alors le noyau, il faut se livrer à une longue énumération : ministres, députés, cabinets ministériels, secrétaires généraux et directeurs des agences, commissariats, directions, états-majors et autres grandes branches des appareils civils, et militaires. Ou, pour le dire en d'autres termes : ensemble de ceux qui sont désignés par des procédures électives de portée nationale ou par des décisions individuelles relevant du Parlement ou du gouvernement. L'individu, doté de pouvoirs réels ou symboliques, qui est souvent placé à la tête de cet appareil gouvernemental, peut relever de statuts apparemment très variés : ce peut être l'héritier d'une dynastie jadis souveraine, auquel cas il fonctionne, en somme, comme un président de la République, héréditaire et non

pas électif ; ce peut être un président élu et décoratif ou le chef véritable de l'exécutif, doté de pouvoirs tels qu'il apparaîtra parfois comme un monarque électif, selon le mot de Duverger.

Le Parlement peut être le rouage principal de l'appareil gouvernemental, dans certaines formes de régime (t. 1, n° 48), mais il n'est pas indispensable qu'il exerce une prééminence quotidienne, pour reconnaître l'existence d'un appareil gouvernemental *avec* Parlement. De même, la composition plus ou moins universelle du corps électoral qui le désigne, la loi électorale qui convertit les suffrages en sièges, la pluralité éventuelle des Assemblées délibérantes, la durée des sessions et le détail des compétences exercées sont des variables secondaires. Ce qui importe, c'est l'aptitude du Parlement à exprimer, dans l'État, quelque chose de la société civile : « quelque chose » parce qu'aucun système parlementaire n'est jamais apte à en transmettre fidèlement tous les intérêts, tous les courants, toutes les nuances, ne serait-ce qu'en raison de la périodicité des élections. En revanche, l'existence *formelle* d'un Parlement ne garantit nullement que l'on soit en présence d'un système gouvernemental *avec* Parlement. Il est des Assemblées sans pouvoir, des Assemblées fictives. Tous les États assis sur des FE étatiques-socialistes offrent ainsi le spectacle de Parlements-bidon qui, dans le meilleur des cas, aident parfois à percevoir l'état de l'opinion (Yougoslavie), mais qui, jamais, ne participent à l'exercice du pouvoir étatique. Il en va souvent de même dans les États, de types divers, qui régissent les sociétés naguère colonisées et dans toutes celles des sociétés, capitalistes ou étatiques-capitalistes, soumises à une forme quelconque de fascisme (t. 1, n° 48). C'est dire que l'appareil gouvernemental *avec* Parlement est une formule tout à fait minoritaire. Pourtant, beaucoup de ses traits se retrouvent dans l'appareil gouvernemental *sans* Parlement — c'est-à-dire sans Parlement *véritable* — qui est largement majoritaire. Entendons-nous bien : si l'on avait à discuter des types d'État, des formes de régime ou de l'articulation des classes dominantes, la remarque précédente serait insoutenable ; mais le seul problème que l'on se pose, ici, est d'analyser le noyau de l'appareil d'État et, de ce point de vue très limité, la remarque est pertinente. En effet, le centre étatique des États *sans* Parlement se présente lui aussi, en règle générale, comme un système détaillé d'organes ministériels et administratifs, aux fonctions bien précises : ce n'est plus un gouvernement subordonné à un prince et dont l'agencement fluctue de façon incertaine, c'est un appareil aux attributions bien fixées, même si le pouvoir est concentré aux mains d'un despote. Il en est ainsi pour deux raisons. D'une part, l'énorme développement des appareils d'État impose un certain ordre au centre. Le plus capricieux des leaders fascistes, le plus personnel des dirigeants staliniens, ne peuvent se dispenser de l'appareil gouvernemental, sans lequel les AE spécialisés seraient ingouvernables. D'autre part, l'épaisseur et l'inertie des économies capitalistes ou étatiques-socialistes donnent à la société civile une force qui peut être combattue ou niée par les dirigeants de l'État, mais qui ne s'en fait pas moins sentir : le comité central d'un PC stalinien au pouvoir, les organes d'un parti unique, les hautes sphères d'une armée exerçant une dictature militaire, les organes supérieurs d'un appareil policier enserrant tout un pays, sont inévitablement des

lieux où les intérêts contradictoires d'une société complexe se font sentir, comme menaces, comme risques, comme mentalités avec lesquelles il faut composer, comme obstacles à écraser ou à contourner. Faute de Parlement, une partie de la fonction parlementaire, celle qui consiste à palper l'opinion, y réapparaît inévitablement, sous des formes bâtarde. Mettre un minimum d'ordre dans le taillis touffu des AE et ajuster, aussi peu que ce soit, l'exercice du pouvoir à la réalité contradictoire d'une société complexe : voilà qui oblige à disposer, au cœur de l'État, d'un appareil gouvernemental assez stable et fortement articulé.

Pour éviter un malentendu, je précise qu'à mon sens, on ne peut réduire l'ensemble des États contemporains aux deux formes qui viennent d'être présentées : appareil gouvernemental *avec* ou sans Parlement. Il faut bien voir, en effet, qu'il existe encore, aujourd'hui, des sociétés où la transition VU-VE est loin d'être achevée et où le centre étatique demeure de classe II : ainsi, par exemple, l'Arabie Saoudite en est encore au stade du gouvernement subordonné, aux contours fort incertains, et l'Iran en sort à peine. Qui plus est, les pays, où l'appareil gouvernemental moderne s'établit sans qu'un Parlement vienne marquer la césure, franchissent graduellement une frontière qu'aucune borne intangible ne délimite : la professionnalisation des dirigeants des AE, la stabilisation du partage des compétences ministérielles, la normalisation des décisions politiques centrales (c'est-à-dire leur mise en forme juridique régulière) sont les principaux signes du changement, mais ils se manifestent parfois dans le désordre et de façon d'abord vulnérable. Cependant, le flou de la transition ne doit pas masquer la mutation qui finit par s'accomplir et qui autorise à retenir comme

Classe III

- 3 A. l'appareil gouvernemental *avec* Parlement
- 3 B. l'appareil gouvernemental *sans* Parlement

Le regroupement de ces deux formules en une même classe, malgré leurs profondes dissemblances en termes de pouvoir, est justifié par leurs grandes analogies *en tant qu'appareils* : toutes deux, en effet, répondent à un même problème qui est de coordonner un appareil d'État, devenu très complexe, dans des sociétés souvent très vastes et dont les structures — économiques notamment — imposent à l'État d'être présent dans la plupart des activités sociales et d'être informé de toutes.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

TABLEAU 20						
LE NOYAU DE L'APPAREIL D'ETAT						
A. RECAPITULATION						
1A. Le prince et sa suite						
1B. Le collège de magistrats						
2A. Stade de la chancellerie						
2B. Stade du gouvernement subordonné						
3A. Appareil gouvernemental avec Parlement						
3B. Appareil gouvernemental sans Parlement						
B. VENTILATION						
Logique de la production	Formes compatibles avec la logique considérée ^a				Projections ^b	
					4/1 ^c	3/2 ^c
1 Logique de VU	1A	1B	2A	2B		
2 Logique VU-VE	1A	1B	2A	2B	3A 3B	
3 Logique de VE	2B	3A	3B			
4 Logique VE-VD	3A	3B				
a. Voir texte.						
b. c. Voir notes correspondantes du tableau 6, page 83.						

[Retour à la table des matières](#)

41. L'ensemble des AE élémentaires, coexistant dans une même société, est toujours intégré en corps unique que dirige le noyau, le centre étatique dont nous venons de reconnaître les formes. Mais qu'en est-il des AI élémentaires ? sont-ils également coordonnés par le noyau étatique ou d'autre façon ? Prise dans toute sa généralité, cette question nous conduirait à rouvrir la discussion sur la théorie althussérienne des appareils idéologiques d'État, dont j'ai déjà dit que je la tenais

pour inexacte, sans pouvoir le démontrer pleinement dans le présent volume (n° 2). Mais en fait, le point qui est à examiner ici ne concerne qu'une partie de cette question générale : très précisément, la partie que l'on peut saisir *au ras des appareils*.

Nous avons vu, en effet, que les AI élémentaires présentaient apparemment des statuts forts distincts. L'école fonctionne souvent comme une administration, elle vit des deniers publics et elle applique les programmes fixés par l'État. Le cinéma, en revanche, apparaît le plus souvent comme une branche de l'économie : il a ses usines — studios et laboratoires — de production et ses circuits de commercialisation — ou de projection. Parfois, des écoles semblent fonctionner comme des entreprises commerciales et des studios cinématographiques ressemblent à des administrations étatiques, mais on peut ignorer provisoirement ces nuances. Il nous suffit de constater que les AI se présentent tantôt comme des administrations, tantôt comme des entreprises, pour mieux cerner notre problème.

Tous ceux des appareils idéologiques dont les analyses précédentes ont reconnu l'évident caractère étatique, tous ceux qui sont *à la fois AI et AE* subissent la loi commune des appareils étatiques : ils sont animés, dirigés et contrôlés depuis le noyau étatique. Dès lors, la question que l'on peut se poser, au ras des appareils, se réduit à ceci : les appareils idéologiques qui semblent ne pas dépendre de l'État en dépendent-ils quand même ? Les AI qui tirent leurs ressources de leurs ventes sur le marché ou des dons de leurs fidèles, des cotisations de leurs adhérents, etc., sont-ils néanmoins commandés ou contrôlés par l'État ? L'État dispose-t-il d'un appareil quelconque à cette fin ?

Le fait est que, dans de nombreuses sociétés contemporaines, *un tel appareil de contrôle idéologique* est fréquemment observable. Par son statut, c'est un appareil étatique, par sa vocation, c'est un appareil idéologique et l'on peut noter, dès à présent, que, dans ses formes successives, il présente des propriétés cumulatives : à chaque stade, il conserve et enrichit les capacités qu'il manifestait déjà au stade précédent. Encore faut-il ne pas confondre le contrôle et l'appareil de contrôle. Aucun État n'a jamais été indifférent, semble-t-il, à l'activité des AI présents dans son aire de domination. Mais, pendant très longtemps, le contrôle a pu s'exercer sans qu'il faille *spécialiser* un appareil à cette fin. L'église qui, par nature, *tend* à influencer la population tout entière, a exercé ce contrôle sur les quelques AI qui se spécialisaient autour d'elle et qui, souvent, avaient commencé par se différencier en son sein. Faute d'église étatique ou si celle-ci ne suffit pas à la tâche, d'autres AE et le noyau lui-même s'emploient à faire régner l'ordre dans les esprits. Le mécénat des princes et des puissants, joint aux sanctions, réelles ou symboliques, dispensées par l'État ou son église, a généralement suffi à maintenir la paix des âmes. La seule grande exception, dont l'histoire porte de multiples exemples, est *l'hérésie religieuse*. L'hérésie, c'est-à-dire la persistance de religions antérieures à celle que professe l'église étatique ou la diffusion de religions nouvelles par des prophètes et des prosélytes nouveaux ou par des scissionnistes de l'église établie.

Les persécutions religieuses, les inquisitions, les dragonnades, ont été les manifestations, souvent répétées, d'une reprise de contrôle où les appareils militaire et judiciaire jouaient un rôle décisif, dans toutes les sociétés où l'hégémonie ne pouvait s'accommoder d'un pluralisme religieux, avoué et toléré.

La spécialisation d'un appareil de contrôle idéologique me paraît être une lointaine conséquence du livre. C'est, en effet, le contrôle de la librairie, c'est-à-dire de l'impression, de la vente et de l'importation des livres qui vient poser aux États un problème nouveau. Les *mauvais livres*, irrespectueux des pouvoirs établis et des idées reçues, sont des marchandises durablement dangereuses et difficiles à saisir. Le contrôle des imprimeries, l'établissement de privilèges ou de licences indispensables à qui veut éditer légalement, la surveillance des libraires, la prohibition ou le contrôle des importations d'imprimés, la création d'autorisations préalables à la publication de journaux ou de revues, le cautionnement des journaux qui permet de les ruiner, faute d'avoir pu les faire taire, sont les premières techniques d'une *censure* qui, en certains pays comme la France, devient l'affaire d'un appareil spécialisé, dès le XVIII^e siècle, et qui ne tarde pas à se répandre : la liberté de la presse, qui est le contraire de la censure, sera l'un des grands enjeux politiques du XIX^e siècle européen.

La censure telle qu'elle se pratique alors requiert un appareil léger et son efficacité est imparfaite, sauf pour la presse : ses mailles sont trop lâches pour arrêter durablement les livres. Aussi, les États qui ne se résignent pas à la liberté des écrits ne manquent-ils pas d'user également d'armes plus classiques : l'ancien mécénat se charge de finalités nouvelles, quand les pouvoirs en viennent à acheter des journaux ou des journalistes et à combler d'honneurs les bons écrivains qui vantent leurs vertus. Néanmoins, il faut attendre la Première Guerre mondiale pour assister à un puissant retour de flamme de la censure. Elle réapparaît dans tous les États en guerre et prend fréquemment des formes beaucoup plus tatillonnes. La presse est devenue un instrument indispensable et, sauf exceptions extrêmes, il n'est plus question de la supprimer, il s'agit au contraire de l'utiliser pleinement, pour une action idéologique si intense qu'elle est perçue comme bourrage de crâne. Des censeurs sont installés à demeure dans les principaux journaux. Après la guerre, cette recrudescence exceptionnelle semble refluer, mais, en fait, l'appareil de contrôle idéologique va prendre bientôt une importance et une forme nouvelles, en de nombreux pays, même des plus libéraux.

Le livre et la presse ne sont plus les seuls porteurs d'idéologie vers le grand public. La radio et le cinéma sont nés. Ils n'ont pas échappé à la censure, pendant la guerre, et ils offrent des possibilités nouvelles que les États ne tardent pas à découvrir et à exploiter. On peut ranger ces possibilités sous deux rubriques : la censure positive et la propagande. La censure négative consiste à empêcher une publication ou à lui imposer des modifications substantielles : au nom des bonnes mœurs, le cinéma n'y échappe pas. La censure positive est plus subtile, elle s'exerce par la distribution des licences d'exploitation radiophonique et surtout par

l'octroi d'une aide financière à une industrie cinématographique qui s'adapte difficilement au marché. L'aide occulte et un peu honteuse, qui récompensait parfois la bonne presse, trouve ici un prolongement débarrassé de tout complexe : il faut aider le cinéma, mais rares sont les aides tout à fait innocentes. Ainsi, la censure s'habille d'aide ; elle était refus, elle devient soutien sélectif. La propagande va plus loin : elle consiste dans l'utilisation délibérée des médias disponibles, possédés par les États ou influençables par eux, en vue de propager leurs vérités, leurs campagnes d'opinion. La Seconde Guerre mondiale donne à tous les États l'occasion de rivaliser en ce domaine et, après 1945, nombreuses sont les puissances qui, tout en modérant leurs ardeurs du temps de guerre, n'en continuent pas moins d'afficher, d'imprimer et surtout de radiodiffuser leur propagande : l'exploitation étatique de la télévision est, à cet égard, le plus puissant des leviers. Ainsi mûrit une seconde forme de l'appareil de contrôle idéologique, forme que l'on peut dire de *l'information-propagande* et qui inclut des éléments de censure, active ou passive.

Le contrôle idéologique exercé par ces deux premiers appareils est loin de ressembler à la tutelle hiérarchique exercée par le noyau étatique sur les divers AE. La censure, dans sa première manière, c'est-à-dire la censure du livre et de la presse, ne place pas les divers AI sous une tutelle étroite. Dans la mesure où elle est efficace, elle conduit seulement à une restriction des débats idéologiques et, au maximum, à l'asphyxie de certains appareils, ou à la déformation de certains champs (t. 1, n° 79). Son effet le plus massif est de priver les associations politiques des moyens d'action qu'offre une presse libre et de les contraindre à user d'une presse clandestine ou à se résigner à un rôle modeste. L'appareil d'information-propagande, même s'il fait peu usage de la censure, va déjà plus loin. La puissance des médias qu'il utilise et la persévérance quotidienne dont il peut faire preuve lui permettent de brasser à pleine pâte le discours social commun (t. 1, n° 79). Les AI spécialisés peuvent poursuivre librement leur action, ils n'en sont pas moins surclassés.

À ces formules où le contrôle demeure partiel, certains États ont substitué une intervention autrement efficace, en soumettant toute l'activité de tous les AI à une tutelle et à une surveillance omniprésentes et permanentes. L'appareil de contrôle général qu'ils ont bâti a pris forme, au cours des années 1920, par l'effet d'une dialectique fascisme/communisme que nous aurons à analyser ailleurs (t. 1, n° 109). Le détail des institutions, dont se compose cet appareil, est variable d'un pays à l'autre. Là où la structure économique laisse place à des AI ayant le caractère d'entreprises capitalistes tournées vers le marché, les services de censure sont plus fortement développés. Là où, au contraire, les AI, même s'ils ont un caractère industriel, sont tous soumis à la propriété étatique, la censure s'applique à des projets et non à des produits finis, sauf à l'importation. Mais, dans les deux cas, le principal n'est pas d'empêcher, mais bien d'orienter, d'obtenir que l'activité idéologique se conforme à des normes définies, normes qui d'ailleurs sont très variables, selon le régime politique des États intéressés.

[Retour à la table des figures et tableaux](#)

<p>TABLEAU 21</p> <p>LE CONTROLE IDEOLOGIQUE</p>				
<p>A. RECAPITULATION</p> <p>1. Stade de la censure</p> <p>2. Appareil d'information-propagande</p> <p>3. Appareil de contrôle général</p>				
<p>B. VENTILATION</p>				
Logique de la production	Formes compatibles avec la logique considérée ^a	Projections ^b		
		3/1 ^c	3/2 ^c	4/3 ^c
1 Logique de VU		1		
2 Logique VU-VE	1		2	3
3 Logique de VE	1 2 3			
4 Logique VE-VD	1 2 3			
<p>^a. Voir texte.</p> <p>^{b. c.} Voir les notes correspondantes sous le tableau 6, page 83.</p>				

Notons enfin que l'existence d'un appareil de contrôle général modifie profondément les conditions de fonctionnement des AI spécialisés, mais ne les confond nullement en une masse indistincte : par sa nature propre, par ses fonctions spécifiques, par la logique particulière à son champ d'activité, par sa sensibilité variable aux luttes sociales qui se poursuivent sournoisement, chaque AI demeure l'agent d'activités différenciées et le système des AI demeure une structure complexe et contradictoire. Toute étude attentive montre que l'Église chrétienne est, au Moyen Âge, le siège de courants et de mouvements fort dissemblables. La structure idéologique, soumise à un appareil de contrôle général et inscrite dans une société beaucoup plus complexe que les formations médiévales, est traversée de courants plus dissemblables encore, mais que le contrôle général revêt d'une apparente orthodoxie.